





Ex Bibliotheca
majori Coll. Rom.
Societ. Jesu

11



~~38.5.17.~~

13-2, C, S.

ESSAI
SUR L'HISTOIRE GÉNÉRALE
DES
TRIBUNAUX DES PEUPLES
TANT ANCIENS QUE MODERNES,
OU
DICTIONNAIRE
HISTORIQUE

ET JUDICIAIRE,
CONTENANT *les Anecdotes piquantes & les
Jugemens fameux des Tribunaux de tous les temps
& de toutes les Nations.*

Par M. DES ESSARTS, Avocat, Membre de
plusieurs Académies.

Indocti discant & ament meminisse periti.

TOME TROISIEME.



A PARIS,

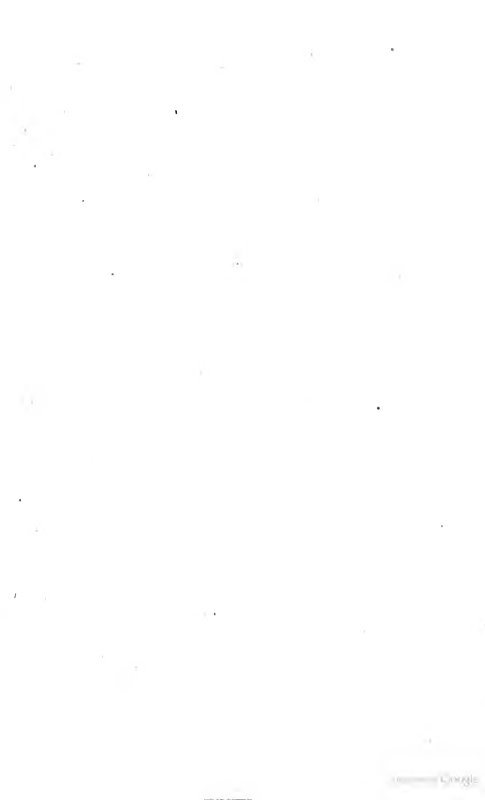


Chez { L'AUTEUR, rue de Verneuil, la troisieme porte
cochere avant la rue de Poitiers.
DURAND neveu, Libraire, rue Galande.
NYON aîné, Libraire, rue Saint-Jean-de-Beauvais.
MERIGOT jeune, Libraire, Quai des Augustins.

M. DCC. LXXVIII.

Avec Approbation & Privilège du Roi,







ESSAI
SUR L'HISTOIRE GÉNÉRALE
DES
TRIBUNAUX DES PEUPLES
TANT ANCIENS QUE MODERNES,
OU
DICTIONNAIRE
HISTORIQUE
ET JUDICIAIRE.



E.

ESPAGNE (Reine d')

*sauvée d'un danger par deux cavaliers dont elle
obtient ensuite la grace.*

ON trouve dans l'histoire d'Espagne un
procès bien bizarre. Voici les circonstances
qui y donnerent lieu. La reine d'Espagne ,
épouse de Charles II , aimoit beaucoup à

A ij

ESPAGNOLS

punis pour avoir volé des Anglois.

En 1596 trois vaisseaux Anglois ayant rencontré un bâtiment Portugais qui revenoit de Goa, s'en étoient saisis sans résistance. Ils y avoient trouvé un diamant d'une grosseur extraordinaire destiné pour le roi d'Espagne, de l'argent monnoyé pour la paye d'une garnison frontiere, de l'or & de l'argent en poudre & en lingots, des pierreries & d'autres marchandises précieuses, qu'ils avoient transportées soigneusement sur leurs vaisseaux ; mais en leur abandonnant leurs richesses, les Portugais leur avoient communiqué une fatale maladie qui leur avoit donné à tous la mort successivement, excepté à quatre hommes, Richard, David, Thomas & Georges. Ces quatre malheureux ne pouvant suffire à la conduite du moindre de leurs vaisseaux, avoient pris le parti de se jeter dans une chaloupe avec des vivres & les dépouilles les plus précieuses des Portugais. Après avoir été longtemps le jouet des flots, ils avoient été jetés dans la petite île d'Utias, à trois

lieues de Porto-Ricco. D'abord le mauvais état de leur chaloupe les fit penser à décharger leurs richesses sur le rivage , précaution bien nécessaire , car la chaloupe s'abîma l'instant d'après. Ils apperçurent un pêcheur avec une petite barque dont ils se saisirent , & comme les vivres leur manquoient , ils s'en servirent pour envoyer Georges , l'un d'entr'eux , à Porto-Ricco. Un nommé dom Rodrigues de Fuentes étoit alors sur le rivage avec cinq autres Espagnols ; Georges qui ne put éviter leur rencontre , fut obligé de leur apprendre & son aventure & le lieu où il avoit laissé ses compagnons. Ils s'y rendirent aussi-tôt dans une grande barque , avec la précaution de faire garder Georges sur le rivage , & de prendre une lettre de lui par laquelle il conseilloit à ses compagnons de se rendre volontairement. Dom Fuentes trouva bientôt les trois Anglois & leurs trésors. Il partagea leur argent avec les cinq Espagnols qui l'avoient accompagné ; mais il eut l'art de cacher les pierreries , l'or & d'autres choses précieuses , à l'exception de quelques balles de soie & d'une certaine quantité de lingots qu'ils résolurent de faire paroître pour donner quelque cou-

leur au récit de leur histoire. Les Espagnols passèrent quelques jours à Utias dans une grande familiarité avec les Anglois , mais voulant ensevelir le secret de leur aventure , ils prirent le parti de les tuer. Richard & David furent leurs premières victimes ; Thomas plus heureux trouva le moyen de fuir dans les montagnes. Fuentes étant retourné à Porto Ricco , empoisonna Georges & fit partir quelques brigands pour le délivrer de Thomas. Ils le manquèrent ; ce malheureux fugitif se lassant bientôt de vivre dans une île déserte , eut la hardiesse de se livrer aux flots sur un simple tronc d'arbre , & vint se présenter ainsi devant Porto-Ricco , à la surprise extrême de tous ceux qui le virent arriver. S'étant fait connoître pour un Anglois , il porta ses plaintes au juge de la commission ; mais il le trouva prévenu : Fuentes n'avoit pas manqué de donner un tour favorable à son aventure. Il avoit raconté au gouverneur qu'ayant découvert dans l'île d'Utias quatre Anglois qui avoient refusé de se rendre , il en avoit tué trois , & qu'il leur avoit trouvé quelques marchandises dont il s'étoit saisi. Ses complices avoient attesté son récit avec serment.

8 E S P A G N O L S.

Cependant les accusations de l'Anglois , & la naïveté de ses plaintes balancerent leur témoignage. Ils furent arrêtés , & leurs contradictions augmentèrent les soupçons qu'on avoit conçus contr'eux. Fuentes trouva le moyen de corrompre ses gardes & de s'échapper. Cependant la crainte de la mort ayant délié la langue de ses compagnons , ils avouerent leur crime.

La mort des Anglois passa pour celle d'ennemis tués dans une juste attaque , parce que l'Espagne étoit en guerre avec l'Angleterre ; mais on regarda que leurs trésors venant d'un vaisseau Portugais devoient retourner au trésor royal : cette contestation sauva Fuentes , le plus coupable des Espagnols ; car ayant restitué en partie les effets précieux dont il s'étoit emparé , sa famille eut assez de crédit pour le faire renvoyer innocent , quoique ses complices qui n'avoient rien à restituer eussent été condamnés à mort.

E S P I O N

découvert & puni.

Mahomet II avoit à sa solde un Allemand

nommé Georges, qui étoit établi à Constantinople. Il se servoit de cet homme pour découvrir les desseins de ses ennemis, & surtout des chrétiens. Il passoit dans leur camp, sous prétexte de vouloir retourner à la religion qu'il avoit abandonnée. Il employa ce stratagème pendant le siège de Rhodes. Comme il étoit habile canonnier, on lui donna de l'emploi : il connut facilement le fort & le foible de la ville, & ne manqua pas d'en instruire les ennemis par des lettres qu'il leur lançoit avec des flèches ; mais comme les troupes du sultan étoient composées de diverses nations, & qu'il se trouvoit dans son camp beaucoup de gens que la prise de la ville auroit affligés, ils lancèrent à leur tour des lettres dans lesquelles ils instruisoient le grand-maître de la perfidie du nouveau converti. L'avis ne fut pas négligé ; on se saisit de l'Allemand, on le mit à la question ; ayant avoué son crime, il fut condamné à être pendu.

E S P R I T *ajourné.*

Les loix criminelles Angloises sont très-simples & très-sages ; cependant il n'y a point de pays où les crimes soient plus com-

muns , & où l'on en commette de plus singuliers.

Dans le comté de Warwick un fermier fut assassiné. Le lendemain un homme vient trouver la femme de ce malheureux , & lui demande où est son mari. — Je n'en sçais rien , replique cette femme , & je suis dans une inquiétude mortelle. — Elle ne peut égaler la mienne , répond cet homme. Cette nuit étant dans mon lit parfaitement éveillé , votre mari m'est apparu , il m'a montré des coups de poignard dont il étoit percé , & m'a nommé l'assassin , qui est un tel.

Cette femme éperdue court dans l'endroit indiqué , & trouve réellement le cadavre de son mari percé de coups. Sur sa plainte on faisit la personne accusée par l'esprit , on la traîne devant le lord Raymond , chef de la justice de Warwick. On l'auroit jetté dans un cachot , si le lord , plus éclairé que le reste des juges , ne se fût opposé à cette violence. Il me semble , leur dit-il , qu'on ne doit pas décider si promptement de la vie d'un homme sur le témoignage d'un esprit. — Crieur , continua-t-il , somme l'esprit de paroître devant nous. — Le crieur l'ayant appelé trois fois , & l'esprit ne répondant

point : — Messieurs , dit le lord , sur le témoignage de tous ceux que vous avez entendu , cet accusé est d'une conduite irréprochable ; il n'a jamais eu aucun démêlé avec l'homme assassiné , je le déclare innocent , mais qu'on arrête son accusateur sur les indices qu'il a donné de l'assassinat , je soupçonne qu'il en est coupable. On faisit cet homme , on l'interrogea , & il avoua qu'il étoit l'auteur du crime. Les juges ne balancerent pas à le condamner à mort.

E S P R I T D E P A R T I.

Ses excès en Angleterre.

Jean Allen , archevêque de Dublin , étoit dans le parti du chevalier Skeffington & du comte d'Osborn contre la famille des comtes de Kildare. Lorsque Thomas-Fitz-Girard , jeune comte de la maison de Kildare , eut pris ouvertement les armes contre Henri VIII , roi d'Angleterre , & qu'il se fût rendu maître de Dublin , l'archevêque tâcha de passer en Angleterre pour demander du secours ; mais il tomba entre les mains de ses ennemis , qui l'amenerent d'abord à leur

12 ESPRIT DE PARTI.

chef. Le lendemain il fut pendu publiquement tout nud.

Cette barbare exécution fut suivie d'une excommunication surprenante. On pria Dieu de ne jamais faire miséricorde à ceux qui y avoient eu part ni à leur postérité , de les plonger dans un gouffre de feu & de soufre , & de leur faire éprouver éternellement les plus affreux tourmens de l'enfer avec Pharaon , Néron , Hérode , Judas , Dathan & Abiron.

E S S E X , (le comte d')

accusé d'impuissance par sa femme.

Le fils du fameux comte d'Effex décapité sous Elifabeth , ayant été rétabli par le roi dans tous les biens & les honneurs dont son pere jouissoit , ce jeune seigneur , âgé de quinze ans , épousa François Howard , qui étoit alors dans sa treizieme année. Les deux époux étant encore trop jeunes , on envoya le comte d'Effex voyager en France & en Allemagne. Pendant ce temps les charmes de la comtesse se développèrent , & sa beauté faisoit l'admiration de la cour , lorsque son époux revint de ses voyages en

1610. Le comte charmé de retrouver une épouse si accomplie , lui témoigna le desir qu'il avoit de consommer son mariage ; mais soit fierté , soit indifférence , soit caprice , la comtesse n'y voulut point consentir. La douleur & la surprise exciterent une si grande révolution dans l'esprit du comte , qu'il tomba malade ; il n'échappa à la mort que par la force de son tempérament. Pendant la maladie de son époux la comtesse conçut une passion violente pour Robert Carr , nouveau favori du roi. Le comte d'Essex ayant rétabli sa santé , pressa son épouse plus vivement que jamais ; ayant essuyé de nouveaux refus , il s'en plaignit à son beau-pere , qui commanda à sa fille de se rendre aux justes desirs du comte. Réduite à cette extrémité , la comtesse communiqua son embarras à la femme d'un médecin. Cette malheureuse lui amena un prétendu magicien nommé *Forman* , qui lui promit de rendre son mari incapable de consommer son mariage , & d'inspirer à Robert Carr une violente passion pour elle. La magie ne fut point nécessaire pour ce dernier article ; la beauté de la comtesse & les avances qu'elle fit à Robert

eurent bientôt enflammé son cœur. Quant à l'impuissance du comte, soit que les secrets du prétendu magicien opérassent, soit que la comtesse y employât d'autres moyens plus efficaces, il perdit la nuit qu'elle voulut bien lui accorder en efforts inutiles. Robert Carr, instruit de tout ce qui s'étoit passé, travailla aussi-tôt à faire casser le mariage de sa maîtresse & du comte. On présenta au roi une requête au nom de la comtesse d'Essex, où elle demandoit la liberté de se marier à un autre, son mari n'étant pas en état de consommer le mariage. L'archevêque de Cantorbery & plusieurs autres évêques avec quelques laïques, furent nommés commissaires pour instruire ce procès. Les deux époux ayant été interrogés, on cassa leur mariage. La jeune comtesse n'eut pas plutôt recouvré sa liberté, qu'elle offrit sa main à son amant.

ÉTATS-UNIS ou PROVINCES DE L'AMÉRIQUE SEPTENTRIONALE.

(Tribunaux & loix principales des)

Les Etats-unis sont composés de 13 provinces, qui forment autant de républiques souveraines & indépendantes.

Chacune de ces républiques a ses droits & ses privilèges particuliers, & n'est soumise qu'aux conditions de la confédération. Cependant en matière de législation, elles ont entr'elles des rapports généraux, qui rendent l'exercice de la justice uniforme. Ainsi, pour donner une idée des loix & des tribunaux de cette nouvelle puissance, il suffit de prendre pour exemple une de ces républiques. Nous avons préféré celle de Massachusset, parce que c'est une des plus anciennes & une des plus puissantes provinces de l'Amérique septentrionale.

Les pouvoirs du corps législatif de la baye de Massachusset résident dans une assemblée générale, qui est composée d'un gouverneur, d'un conseil & d'une chambre qui représente le peuple.

Le gouverneur & le conseil doivent être nommés par le peuple en général.

Les représentans doivent être nommés par le peuple des différentes villes.

Tout le territoire de l'état est divisé en treize comtés; chaque comté est composé de villes qui renferment une portion de terrain depuis six jusqu'à douze milles en quarré.

Le peuple a le droit tous les ans de choisir *par les ballottes*, deux membres pour composer la chambre des représentans. Il faut avoir atteint l'âge de 21 ans pour concourir à la nomination des représentans.

Sous l'ancienne constitution, ces représentans nommoient vingt-huit conseillers, sur le choix desquels le gouverneur avoit le droit de *négative*. Sous la nouvelle les conseillers doivent être choisis par le suffrage des *francs-fiefs* dans toute l'étendue de l'état. Les représentans n'ont plus le droit de nomination, & le gouverneur n'a plus celui de *négative*.

Chaque ville a un tribunal qui est composé d'un nombre d'officiers. Il y a en outre plusieurs autres officiers qui ont différentes fonctions, tels que les *officiers choisis*; l'*assesseur*, l'*inspecteur des pauvres*, l'*intendant des chemins*, les *connétables* ou *commissaires*, & les *collecteurs*.

Les officiers choisis ont le pouvoir d'assembler tous les habitans toutes les fois que l'intérêt de la ville l'exige. Ils doivent envoyer l'ordre aux commissaires, & cet ordre doit contenir l'objet & le but de cette assemblée.

Les

Les habitans des villes ainſi aſſemblés ont le pouvoir de délibérer ſur différens ſujets, tels que l'entretien des pauvres, la réparation des routes, le choix des officiers, &c. & de lever l'argent néceſſaire pour payer ces dépenses.

Les tribunaux qui adminiſtrent la juſtice ſont dans l'ordre qui ſuit.

Le premier tribunal eſt celui des juges *ambulans* ou juges de paix ; leur pouvoir s'étend dans tout le comté. Ils connoiſſent des affaires qui n'excèdent point quarante ſchellings ; l'appel de leurs ſentences ſe porte à la cour des plaidoyers.

Les juges de paix exercent également la juriſdiction criminelle ; mais il faut qu'il ſoit queſtion de délits très-légers, & leurs ſentences criminelles ſont ſoumiſes à l'appel comme leurs jugemens civils.

Le ſecond tribunal eſt la cour des *plaids* ou des *plaidoyers* ; il a une juriſdiction générale ſur toutes les cauſes civiles qui concernent la propriété, & dont l'objet excède la valeur de 40 ſchellings. Il y a une cour des plaids dans chaque comté. On juge définitivement dans ces cours toutes les queſtions de fait par des jurés. Les jurés doivent

être au nombre de douze hommes. Ils sont tirés au hasard du corps de *franc-fiefs* des différentes villes du comté. On a la plus grande attention de prévenir toute intrigue & d'empêcher que la faveur ne corrompe les membres de ce tribunal. Les jurés prêtent serment de juger avec impartialité les causes qui sont soumises à leur décision.

Il y a dans chaque cour quatre juges qui ont le pouvoir de délibérer en matière de loi. Un juré a le pouvoir de délibérer, s'il lui plaît en matière de faits & de loi, mais on ne peut le forcer de donner son avis sur les deux objets à la fois ; il peut, si la loi lui paroît obscure, se déterminer par les faits, & laisser au juge l'interprétation de la loi.

On peut appeller à la cour supérieure de tous les jugemens rendus par les cours de *plaids ou de plaidoyers*.

Il y a aussi dans chaque comté une cour de *sessions générales* de la cour des ambulans ou juges de paix. Cette cour est composée de tous les juges ambulans du comté. Elle juge toutes les petites **contraventions** aux loix. Ses jugemens sont rendus par les jurés de la même manière que dans la cour des plaids ; l'appel des jugemens de cette cour se porte à la cour supérieure.

La cour supérieure est le tribunal suprême de l'état. Elle envoie cinq juges pour en faire le tour une fois par an, & pour visiter les tribunaux inférieurs ; il y a des comtés où ces juges sont obligés de faire deux visites par an. Ils sont accompagnés par des schérifs & par un juré.

La cour supérieure juge les causes civiles & criminelles qui sont portées devant elle par appel. Elles sont plaidées & jugées définitivement, de la même manière que dans les cours des plaids & des sessions générales des juges ambulans. Dans les cours supérieures, ainsi que dans les cours des juges ambulans, l'on ne peut porter aucune accusation contre un citoyen pour un crime ou délit quelconque, avant qu'elle n'ait été examinée & reconnue pour véritable devant un *grand juré*.

Un grand juré consiste en un certain nombre de *francs-fiefs* de chaque ville du comté ; il est obligé de suivre la cour & de faire des recherches sur les crimes. Ces jurés ont tous prêté serment de faire les perquisitions les plus exactes de tous les délits qui seront parvenus à leur connoissance ; douze de ces juges doivent s'accorder avant que les

plaintes ou accusations soient présentées à la cour. La réputation , la liberté & la vie des citoyens sont à couvert des fausses accusations , puisqu'il faut pour prononcer la peine prescrite par la loi , que 24 voisins honnêtes & sans partialité , dont douze du grand juré & douze du petit , affirment par serment que l'accusé est coupable.

Dans plusieurs provinces il y a une cour de chancellerie qui est composée du gouverneur & de ses conseillers. Ces tribunaux ont le droit de mitiger la rigueur des loix , dans de certaines circonstances.

Outre les tribunaux dont nous venons de parler , il y a dans toutes les provinces une cour d'amirauté pour juger les affaires qui concernent la marine. Cette cour est accompagnée de jurés comme les autres cours , depuis la nouvelle constitution.

Il y a aussi dans presque tous les états un gouverneur & un conseil , qui composent un tribunal pour la décision des causes relatives aux mariages & aux divorces , & une cour de vérification pour constater l'authenticité des testamens , & pour donner des lettres d'administration des biens de ceux qui sont morts sans avoir fait de testamens.

É T A T S - U N I S. 21

La punition des crimes dans tous les états unis est d'une douceur remarquable. Le vol , dans la baye des Massachusset n'est jamais puni de mort que la seconde fois. Les états unis ont à cet égard une loi pleine d'humanité. On condamne les voleurs à travailler pendant plus ou moins de temps au profit de la personne qu'ils ont volée.

La trahison n'est punie que par la potence : on a supprimé les cruautés usitées en Angleterre. Il y a une loi qui rétablit l'ancienne coutume d'Angleterre , & qui punit de mort tout criminel qui refuse de répondre aux accusations formées contre lui , & qui l'oblige de s'en rapporter au jugement de ses pairs.

E U D A M I D A S.

(*Testament d'*)

Eudamidas de Corinthe fit un testament par lequel il légua à un de ses amis sa mere à nourrir , à un autre sa fille à marier , & substitua en cas de mort le survivant. Charixene , un des legataires , étant mort cinq jours après Eudamidas , la substitution fut ouverte en faveur d'Arethée , qui se chargea

B üj



généreusement de la mere de son ami , & maria le même jour sa propre fille & celle d'Eudamidas , leur donnant à l'une comme à l'autre cinq talens de dot.

Il seroit difficile de dire ce qu'on doit le plus admirer dans ce trait , ou de la généreuse confiance du testateur , ou de la fidélité du légataire.

EXÉCUTEUR

de la haute justice.

L'exécuteur de la haute justice est celui qui exécute les jugemens qui condamnent les criminels à mort ou à quelque peine afflictive.

On l'appelle exécuteur de la haute justice , parceque les hauts justiciers & les juges royaux ont seuls le droit de condamner à mort. On lui donne aussi le nom de maître des hautes œuvres.

Mais le nom qu'on lui donne ordinairement est celui de bourreau. Quelques-uns prétendent que ce mot est Celtique ou ancien Gaulois ; d'autres le font venir de l'Italien *sbirro* ou *birro* , qui signifie un archer ou satellite du prévôt , dont la fonction est

réputée infâme ; on en donne encore d'autres étimologies , mais qui n'ont rien de vraisemblable.

Les Israélites n'avoient point de bourreaux ; Dieu leur avoit commandé de faire exécuter les sentences de mort par tout le peuple, ou par les accusateurs du condamné, ou par les parens de l'homicide , si la condamnation étoit pour homicide , ou par d'autres personnes semblables , selon les circonstances. Le prince donnoit souvent à ceux qui étoient auprès de lui, & sur-tout aux jeunes gens , la commission d'aller mettre quelqu'un à mort ; on en trouve plusieurs exemples dans l'écriture. Chez les Juifs il y avoit des officiers appelés *tortores*, qui étoient établis pour faire subir aux criminels les tortures ou les peines auxquelles ils étoient condamnés : quelquefois ils se servoient de certains satellites de leurs préfets ; mais il semble que l'on ne se servoit de ceux-ci que lorsqu'il s'agissoit de mettre à mort sur le champ , comme de couper la tête , & non pas lorsqu'il s'agissoit de fouetter , ou faire souffrir autrement les criminels : c'est delà que l'exécuteur de la haute justice est nommé parmi nous en latin *tortor*.

Chez les Grecs cet office n'étoit point méprisé ; Aristote le met au nombre des officiers , & dit que par rapport à sa nécessité , on doit le regarder comme un des principaux offices.

Les magistrats Romains avoient des ministres ou satellites appelés *lictores* , licteurs , qui furent institués par Romulus , ou suivant d'autres , par Janus ; ils marchaient devant les magistrats , portant des haches enveloppées dans des faisceaux de verges ou de baguettes. Les consuls en avoient douze ; les proconsuls , les préteurs & les autres magistrats en avoient seulement six ; les licteurs faisoient tout à la fois l'office de sergent & de bourreau. Ils furent nommés *licteurs* , parce qu'ils lioient les pieds & les mains des criminels avant l'exécution.

On se servoit aussi quelquefois d'autres personnes pour les exécutions ; en effet , Cicéron dans la septième de ses verrines , parle du portier de la prison , qui faisoit l'office de bourreau , pour exécuter les jugemens du préteur ; *aderat* , dit-il , *janitor carceris* , *carnifex pretoris* , *mors* , *terrorque sociorum* , & *civium licitor*. On se servoit même quelquefois des soldats pour l'exé-

cution des criminels , non seulement à l'armée , mais dans la ville même.

Adrien Beyer , qui étoit pensionnaire de Rotterdam , fait voir dans un de ses ouvrages , qu'anciennement les juges exécutoient quelquefois eux-mêmes leurs sentences ; il rapporte plusieurs exemples de cet usage. Le même auteur dit qu'en Espagne , en France , en Italie & en Allemagne , lorsque plusieurs criminels étoient condamnés au supplice pour un même crime , on donnoit souvent la vie à celui qui vouloit bien exécuter les autres , & qu'on voit encore au milieu de la ville de Gand deux statues d'airain qui représentent un pere & un fils convaincus d'un même crime , & le fils donnant la mort à son pere ; il ajoute qu'en Allemagne avant que cette fonction eût été érigée en titre d'office , le plus jeune de la communauté ou du corps de ville en étoit chargé ; qu'en Franconie c'étoit le nouveau marié ; qu'à Reutlingue , ville impériale de Suabe , c'étoit le conseiller dernier reçu ; & à Stedieu , petite ville de Thuringe , c'étoit celui des habitans qui étoit établi le dernier dans l'endroit.

On dit que Witolde , prince de Lithuanie ,

ordonna que le criminel condamné à mort se donneroit lui-même la mort.

Puffendorf , dans son traité du droit de la nature & des gens , met le bourreau au nombre de ceux que les loix de quelques pays excluent de la compagnie des honnêtes gens , ou qui ailleurs en sont exclus par la coutume & l'opinion commune ; & Beyer , que nous avons déjà cité , dit qu'en Allemagne la fonction de bourreau est communément jointe au métier d'écorcheur ; ce qui annonce qu'on la regarde comme très-vile.

Il y a lieu de croire que ce qu'il dit ne doit s'appliquer qu'à ceux qui font les exécutions dans les petites villes ; & qui ne sont apparemment que des valets ou des commis des exécuteurs en titre établis dans les grandes villes ; car il est certain qu'en Allemagne ces sortes d'officiers ne sont point réputés infâmes , ainsi que plusieurs auteurs l'ont observé ; quelques-uns prétendent même que dans plusieurs endroits d'Allemagne le bourreau acquiert le titre & les privilèges de noblesse , quand il a coupé le nombre de têtes fixé par la coutume du pays.

Beyer dit encore que quelques auteurs ont mis au nombre des droits régaliens, celui d'accorder des provisions de l'office d'exécuteur ; il ajoute, que ceux qui ont droit de justice, n'ont pas tous le droit d'avoir un exécuteur, mais seulement ceux qui ont *droit de glaive, ou justice de sang.*

En France le roi a seul le droit d'avoir des exécuteurs de justice ; ils sont la plupart en titre d'office, ou par commission ; quand les lettres du bourreau sont scellées, on les jette sous la table.

Les seigneurs qui ont haute justice n'ont cependant point de bourreaux, soit parce qu'ils ne peuvent créer des nouveaux offices, soit à cause de la difficulté qu'il y a de trouver des gens pour remplir cette fonction ; lorsqu'il y a quelque exécution à faire dans une justice seigneuriale, ou même dans une justice royale pour laquelle il n'y a pas d'exécuteur, on fait alors venir celui de la ville la plus voisine.

« Il s'éleva (dit un historien) en l'échiquier tenu à Rouen à la saint Michel 1312, une difficulté par rapport à ce qu'il n'y avoit point d'exécuteur, ni personne qui en voulût faire les fonctions ; Pierre de Haugest,

qui pour lors étoit bailli de Rouen , prétendit que cela regardoit les sergens de la vicomté de l'eau ; mais les sergens soutinrent avec fermeté qu'on ne pouvoit exiger d'eux une pareille servitude ; que leurs prédécesseurs n'en avoient jamais été tenus , & qu'ils ne s'y assujettiroient point ; qu'ils étoient sergens du roi , & tenoient leurs sceaux de sa majesté ; que par leurs lettres il n'étoit point fait mention de pareille chose. Ce débat fut porté à l'échiquier , où présidoit l'évêque d'Auxerre ; il fut décidé qu'ils n'étoient pas tenus de remplir cette fonction ; mais que , dans le cas où il ne se trouveroit point d'exécuteur , ils seroient obligés d'en aller chercher un , quand bien même ils iroient au loin , & que ce seroit aux dépens du roi , à l'effet de quoi le receveur du domaine de la vicomté de Rouen seroit tenu de leur mettre entre les mains les deniers nécessaires ».

L'officier qu'on appelloit autrefois tourmenteur , n'est point le même que l'on appelloit bourreau : c'est celui qu'on nomme aujourd'hui questionnaire.

Il est vrai que dans les justices où il n'y a point de questionnaire en titre , on fait

Souvent donner la question par le bourreau ; on fait néanmoins une différence entre la question préparatoire & la question définitive ; la première ne doit pas être donnée par la main du bourreau , afin de ne pas imprimer une note d'infamie à celui qui n'est pas encore condamné à mort.

Sauval en examinant les anciens comptes de la prévôté de Paris , dit « que dans un compte du domaine de 1417 , on coucha en dépense 45 sols parisis payés à Etienne le Bré , maître de la haute justice du roi notre sire , tant pour avoir fait les frais nécessaires pour faire *bouillir trois faux monnoyeurs* , que pour avoir ôté plusieurs chaînes étant aux poutres de la justice de Paris , & les avoir rapportées *en son hôtel*.

» Que dans un autre compte de 1425 , on porta 20 sols payés à Jean Tiphanie , exécuteur de la haute justice , pour avoir dépendu & enterré des criminels qui étoient au gibet.

« Qu'il est fait mention dans un compte de 1441 , que l'on paya à Jean Dumoulin , sergent à verge , qui étoit aussi tourmenteur juré , une somme pour acheter à ses dépens trois chaînes de fer pour attacher

30 EXECUTEUR.

contre un arbre près du Bourg-la-Reine, & là pendre & étrangler trois larrons condamnés à mort. On croiroit jusques-là que celui qui fit tous ces préparatifs étoit le bourreau ; mais la suite de cet article fait connoître le contraire, car on ajoute : & pour une échelle neuve où lesdits trois larrons furent montés par le bourreau qui les exécuta & mit à mort, &c.

» Que dans un compte de 1478, l'on paya à Pierre Philippe, maître des basses œuvres, une somme pour avoir *abattu l'échafaud du pilori, avoir rabattu les tuyaux où le sang coule audit échafaud, blanchi iceux & autres choses semblables, qui ont assez de rapport aux fonctions de l'exécuteur de la haute justice* ».

Du temps de saint Louis il y avoit un bourreau femelle pour les femmes : on en trouve la preuve dans une ordonnance de ce prince contre les blasphémateurs, de l'année 1264 ; cette ordonnance porte « que celui qui aura meffait ou mesdit, sera battu par la justice du lieu, tout de verges en appert ; c'est à sçavoir li hommes par hommes, & la femme par seules femmes, sans présence d'hommes ».

EXÉCUTEUR. 31

En France le bourreau ne peut se saisir du criminel qu'après avoir entendu prononcer le jugement.

Sous Charles VII en 1445, dans le temps de la ligue des Armagnacs, le bourreau s'étoit mis à la tête d'une troupe de brigands. Comme chef de parti il vint offrir ses services au duc de Bourgogne. Duclos dit que le bourreau poussa l'impudence jusqu'à toucher la main du prince, ce qui prouve (ajoute cet auteur) que le crime rend presque égaux ceux qu'il associe.

Lorsque les fureurs de la ligue furent calmées, & que les affaires eurent repris leur cours ordinaire, le bourreau fut condamné à mort pour avoir pendu le célèbre président Brisson, par ordre des ligueurs, sans forme de procès.

F.

FANATIQUE *brûlé vif.*

Un fanatique nommé *Eon* fit beaucoup de bruit dans le douzième siècle. C'étoit l'homme le plus extravagant qu'on eût vu depuis longtemps. Comme il s'appelloit *Eon*, il s'imaginait être le fils de Dieu ; il s'ap-

32 FANATIQUES.

puyoit sur l'allusion grossière de son nom avec le mot latin *eum*, qu'on trouve dans la conclusion des exorcismes, *per eum qui venturus est judicare vivos & mortuos*, &c. Il parcourut différentes villes où ses rêveries trouverent des sectateurs nombreux. Plusieurs seigneurs voulurent le faire arrêter, mais il eut toujours le secret de leur échapper. L'archevêque de Reims fut plus heureux ou plus adroit, car *Eon* fut pris & enfermé par son ordre; on différa à faire son procès jusqu'au prochain concile qui avoit été indiqué dans la ville de Reims pour le 22 mars 1148. Le pape Eugene III, alors retiré en France, y présida. *Eon* amené devant ses juges répondit qu'il étoit celui qui devoit juger les vivans & les morts. Comme il se servoit pour s'appuyer d'un bâton fait en forme de fourche, le pape lui demanda ce que signifioit ce bâton. « C'est ici un grand mystère, répondit ce fanatique; tant que ce bâton est dans la situation où vous le voyez, les deux pointes tournées vers le ciel, Dieu est en possession des deux tiers du monde, & me laisse le maître de l'autre tiers; mais si je tourne les deux pointes vers la terre, alors j'entre en possession des deux

deux tiers du monde , & je n'en laisse qu'un tiers à Dieu ».

On ne voulut point en entendre davantage , mais le regardant plutôt comme fou que comme impie , on le condamna à une prison perpétuelle. Il y mourut peu de jours après victime des mauvais traitemens qu'on lui fit souffrir. On avoit aussi arrêté plusieurs de ses disciples. Ils avoient presque tous des noms imposans, tels que ceux de la *Sagesse* , du *Jugement* , de la *Terreur*. Comme ils ne voulurent point abjurer leur erreur , ils furent condamnés à être brûlés dans le grand marché de la ville de Reims.

FANATIQUE

condamné à être brûlé.

David , fils d'un bateleur de Gand , étoit vitrier , ou comme d'autres l'assurent , peintre sur verre. Vers l'an 1525 il commença à débiter ses rêveries. Il étoit , disoit-il , le vrai Messie , le troisième David , neveu de Dieu, non pas par la chair , mais par l'esprit ; il prétendoit que le ciel étoit vuide , & qu'il avoit été envoyé pour choisir & adopter des enfans dignes de ce royaume , &c.

La guerre que les catholiques firent à ses sectateurs devenus fort nombreux , l'obligea de passer dans la Frise , delà à Bâle , où il prit le nom de Jean Bruck ; il mourut l'an 1556 en cette ville , & promit en mourant , à ses disciples , qu'il ressusciteroit trois jours après. Le sénat de Bâle fit déterrer son cadavre le troisieme jour , & le condamna à être brûlé avec ses écrits , ce qui fut exécuté.

F A N A T I Q U E mahométan

puni par un visir.

Sous Amurath IV un cheix ou sancton , natif du bourg d'Archeres dans la Natolie , avoit , par une sainteté simulée , acquis un si grand crédit sur l'esprit des peuples , qu'il passoit pour le Mehedy , c'est-à-dire le pacificateur , qui , selon la croyance Mahométane , doit venir avant l'*Antechrist* pour ranger tout le monde sous une même loi. L'armée d'Amurath , qui marchoit contre Bagdad , étant venue camper dans les quartiers où cet imposteur avoit établi sa demeure , il refusa , malgré les ordres du visir , non seulement de fournir des vivres pour la subsistance de l'armée , il fit encore révolter

le peuple , dont il dispoſoit entierement.

Amurath irrité fit dire par un de ſes lieutenans à cette populace mutinée qu'il alloit mettre tous les environs à feu & à ſang , ſi ſur l'heure même on ne remettoit entre ſes mains l'auteur de la ſédition.

Le ſancton ſ'appercevant de la frayeur de cette foule de payſans & de jeunes étudiants dont il s'étoit fait accompagner , perſuadé qu'il devoit en attendre peu de ſecours , & connoiſſant d'ailleurs le caractère du ſultan , prit le parti d'aller lui-même ſe remettre entre ſes mains. Un mouchoir paſſé autour de ſon col , il ſe préſenta devant Amurath. J'ai préparé moi-même , lui dit-il , en montrant ſon col , l'inſtrument de mon ſupplice , quoiqu'il ſoit inutile , car cette nuit même l'ange Gabriel m'a révéélé que bien loin de m'arracher la vie , je ſerois comblé d'honneurs & de biens dans votre cour. Amurath qui toute ſa vie avoit joint la plus imbécille ſuperſtition à la plus horrible cruauté , ſe laiſſoit déjà perſuader , malgré ſa colere , de la ſainteté de ce fanatique ; mais le viſir moins crédule , faiſiſſant un inſtant où le ſultan s'étoit détourné , fit ſauter d'un

coup de cimenterre la tête de cet imposteur.

FANATIQUE *puni.*

Le pape Urbain V étant à Genes , un hermite François , accompagné de quatre domestiques , se présenta pour lui parler , & s'annonça comme un homme envoyé de Dieu. Il parut devant le pape vêtu de noir , en habit long , avec une grande barbe & un air grave. Il déclara qu'il ne sçavoit pas le latin , & dit en françois : « Seigneur, je viens vous annoncer ce que Dieu » m'a révélé pour l'union de l'église. Depuis » quinze ans retiré dans le désert, j'y vacque » à la contemplation & à la priere : or une » révélation du ciel m'a appris que notre » saint pere Clément est le véritable pape » & que vous n'êtes qu'un intrus ».

Urbain fit mettre en prison ce fanatique avec deux de ses domestiques. Les autres avoient pris la fuite. Il les fit appliquer à la question , & le prophete ne tarda pas à avouer son imposture ; Urbain ne voulut pas le faire mourir. On le fit sortir de prison , on lui rasa la barbe , ensuite on le conduisit à l'église , où après avoir désavoué publi-

quement ce qu'il avoit dit contre le pape, il fut mis en liberté. Quelques jours après il repassa en France.

F E M M E

*qui avoit voulu attenter à la vie d'Elisabeth ;
reine d'Angleterre , & qui par sa hardiesse
obtint sa grace.*

Une femme qui avoit été longtemps au service de l'infortunée Marie Stuart , fut si affectée de sa perte , qu'elle forma le projet de donner la mort à Elisabeth. Elle se déguisa en homme & prit le nom de Sparck. Sous ce travestissement elle prit deux pistolets & alla attendre la reine sur le chemin de la chapelle. Son dessein étoit de la tuer avec un de ses pistolets , & de se tuer ensuite avec l'autre. Elle étoit prête à l'exécuter , lorsqu'un de ses pistolets étant tombé , elle se vit arrêtée par les gardes. Elisabeth ordonna qu'on la conduisît devant elle , & l'interrogea elle-même.

» Madame , lui dit avec hardiesse cette femme , quoique je porte cet habit , je suis du même sexe que vous , & me nomme Marguerite Lambrun. Je servois la reine

Marie que vous venez de faire périr si injustement , & j'ai résolu , au péril de ma vie , de venger sa mort par la vôtre.

» Vous avez cru faire votre devoir , lui répondit Elifabeth , en attendant à ma vie ; quel est aujourd'hui le mien envers vous ?

» Est-ce en qualité de juge , répliqua cette femme hardie , ou en qualité de reine que vous me faites cette question ? — en qualité de reine , reprit Elifabeth — , eh bien ! votre majesté doit me pardonner.

» Et quelle assurance , interrompit la reine , me donnerez-vous de ne plus entreprendre une pareille action ?

» Madame , la grace qu'on veut donner avec tant de précaution n'est plus une grace , répliqua la coupable , & votre majesté peut en user maintenant comme un juge ».

La reine étonnée se retourna vers ceux qui la suivoient : il y a trente ans que je suis sur le trône , leur dit-elle , mais je ne me souviens pas que personne m'aye donné une pareille leçon.

Elle accorda la grace toute entière & sans condition.

F E M M E S E N C E I N T E S.

Respect que les Espagnols ont pour elles.

Une femme enceinte , dont le mari convaincu d'avoir diverti des sommes immenses du trésor royal , avoit été condamné à mort , fut se jeter aux pieds de Philippe II roi d'Espagne , lui remontra qu'elle étoit grosse , & qu'elle avorteroit infailliblement , si l'on ne satisfaisoit l'envie qu'elle avoit de voir son mari hors de prison. Le conseil ayant été assemblé par le roi , se réunit à décider qu'il étoit plus glorieux à un grand roi de donner la vie à un coupable qui avoit mérité la mort , que de donner la mort à un innocent qui n'avoit point encore joui des avantages de la vie. Le prisonnier fut mis en liberté , absous de son crime & remis en possession de ses biens.

Cet exemple prouve la considération que les Espagnols ont pour les femmes enceintes.

F E M M E S D É B A U C H É E S ,

comment punies en Angleterre.

En Angleterre lorsqu'une femme est condamnée à mort , on fait examiner par des

matrones si elle n'est point enceinte, dans ce cas on renvoye le supplice après l'accouchement ; mais ordinairement on lui fait grace. Les filles & les femmes qui s'attendent à être condamnées à mort n'oublient rien pour se procurer une grossesse. En France on attend seulement l'acconchement, & peu de temps après la coupable est exécutée.

La maniere dont on punit les femmes débauchées à Londres est assez singuliere ; on attache une chaise à bras à l'extrémité de deux especes de solives longues de douze ou quinze pieds, & dans un éloignement parallele, enforte que ces deux pieces de bois embrassent par les deux bouts voisins la chaise qui y est attachée par le côté comme avec un essieu : quoique la chaise ainsi attachée ait du jeu, elle reste toujours dans l'état où une chaise doit être afin qu'on puisse s'y asseoir, soit qu'on l'éleve, soit qu'on l'abaisse. On plante un poteau sur le bord d'un étang ou d'une riviere, & sur ce poteau on pose en équilibre la double piece de bois, à une des extrémités de laquelle la chaise se trouve au-dessus de l'eau ; on met la femme sur cette chaise & on la plonge

autant de fois qu'il est ordonné par la sentence.

Le même supplice a lieu à Toulouse pour les maquerelles. On les met dans une cage & on les plonge dans la Garonne autant de fois que le jugement le porte.

F E M M E

accusée & convaincue d'avoir empoisonné son mari, ajournée à cent ans par l'aréopage.

On cita devant le tribunal d'un proconsul d'Asie, une femme de Smyrne qui avoit empoisonné en même temps son époux & le fils de son époux. « Je ne m'en défends point, disoit cette femme; mais seigneur, n'ai-je pas droit de me défaire d'un homme qui, de concert avec son fils, a assassiné l'enfant que j'avois d'un autre lit.

Le fait étoit prouvé, il ne restoit qu'à juger.

Le proconsul fort embarrassé fit son rapport au conseil; aucun des membres ne voulut hasarder son jugement sur une affaire si délicate. D'un côté on ne vouloit point laisser impuni l'empoisonnement avoué d'un homme & de son enfant, & de l'autre on

trouvoit que ces deux scélérats avoient été les justes victimes de la vengeance d'une mere désespérée.

Le proconsul renvoya la coupable à l'A-réopage. Après avoir mûrement pesé les raisons pour & contre , ce tribunal prit le parti d'adjourner dans cent ans la femme qui avoit empoisonné son mari. On vouloit par-là sauver la majesté des loix qui ne pardonnent point le poison , & la vie de cette malheureuse dont le crime paroissoit mériter quelque indulgence.

F E R D I N A N D , roi de Castille.

(*Justice de*)

Sous le regne de Ferdinand , roi de Castille , surnommé le Pieux , un des principaux de sa cour , ennemi déclaré d'un Espagnol qui dispoit de toutes les graces , ayant cherché vainement tous les moyens de le détruire dans l'esprit du prince , se déterminà à le faire assassiner. Après avoir cherché longtemps un homme à qui il pût confier son dessein , le soin avec lequel son ennemi écartoit tous les gens suspects , & la crainte qu'inspiroit sur-tout son pouvoir ayant

rendu son entreprise vaine , il prit le parti d'exécuter lui - même cet affreux projet. Après s'être fait instruire du moment où son ennemi étoit retenu au conseil , il se glissa dans sa maison , & ne trouva point d'endroit plus propre à se cacher que la cheminée d'un appartement qui n'étoit pas habité ; il y resta jusqu'au soir. Malheureusement pour lui des étrangers étant arrivés dans la maison , la chambre leur fut destinée , & leurs domestiques eurent ordre de tout arranger pour les recevoir.

Le feu fut à peine allumé , que le malheureux qui s'y croyoit en sûreté étant suffoqué par la fumée , tomba presque sans connoissance aux pieds des domestiques , qui l'arrêterent sur le champ. Le roi ayant été instruit de cet événement & du dessein du criminel , le condamna à périr suffoqué par la fumée dans l'asyle qu'il avoit choisi pour se cacher & favoriser l'exécution de son crime.

F E R D I N A N D , roi d'Espagne ,

assassiné par un fou.

Don Ferdinand , roi d'Espagne , étant à Barcelone vers le mois de décembre 1492 ,

un Catalan attaqué de folie , qui s'appelloit Jean de Cañamares , s'approcha de ce monarque par derriere , dans le temps qu'il descendoit un escalier en parlant avec un de ses secrétaires , & lui donna un coup de poignard qui le blessa à l'oreille. Le maître des cérémonies du roi , & quelques personnes qui étoient présentes , s'étant jettées sur l'assassin , étoient sur le point de le tuer ; mais le roi leur ordonna de n'en rien faire , & de s'assurer de sa personne , pour sçavoir ce qui l'avoit déterminé à commettre un crime aussi atroce.

On porta aussi-tôt le roi au palais , & l'on pansa sa blessure. Son danger augmenta tellement , que la nouvelle de sa mort se répandit parmi le peuple. Le prince pour rassurer ses sujets défolés , fut obligé de se faire porter à une fenêtré.

Quant au parricide , on lui donna la question , pour sçavoir si c'étoit de son propre mouvement ou à la sollicitation de quelqu'un qu'il avoit attenté à la vie du roi. Le fou répondit que personne ne l'avoit porté à cette action , qu'il étoit persuadé dans le temps où il l'avoit commise que le royaume lui appartenoit & que c'étoit le

seul moyen de le recouvrer. Ce misérable fut condamné au supplice destiné à ceux qui se rendent coupables du crime de lèse-majesté.

F E Z.

(Usages admis dans l'administration de la justice dans le royaume de)

La charge du premier magistrat de la ville de Fez ressemble beaucoup à celle du lord-maire ; il a plusieurs officiers sous lui ; comme plusieurs rues sont remplies pendant le jour d'une foule de marchands, d'artisans, de fermiers, d'officiers de la douane, de crieurs, &c. il demeure ordinairement dans une des rues les plus peuplées, pour être plus à portée de punir les coupables.

Outre le premier magistrat, il y a un gouverneur nommé par l'empereur, lequel a un cadî, qui juge les affaires tant civiles que criminelles. Lorsqu'un homme du peuple est condamné à mort, on le mène par les rues, les mains liées derrière le dos, jusqu'au lieu du supplice, & il est obligé de publier à haute voix le crime pour lequel on le fait mourir ; lorsqu'il est arrivé

à la place publique , on le pend par les pieds au gibet , & on lui coupe la gorge ; mais si c'est un homme de qualité , on lui coupe la gorge dans la prison , & on transporte son corps tandis que le bourreau proclame son crime.

Un meurtrier est mis entre les mains du plus proche parent du mort , qui lui fait souffrir telle mort qu'il veut ; on compose avec lui pour une somme d'argent ; lorsqu'il nie le crime , le juge lui fait donner la bastonnade ou le fouet si cruellement , qu'il en meurt ordinairement. Si l'accusé soutient cette espece de question sans avouer son crime , il est renvoyé absous ; mais s'il n'a pas de quoi payer au cadi & au greffier leurs épices , le premier lui fait encore donner autant de coups de fouet qu'il juge à propos.

Les punitions & les supplices sont à-peu-près les mêmes à Fez que dans les autres pays de Barbarie : les plus communs sont de scier les criminels en travers , en long ou en croix , & de les brûler à petit feu.

Les renégats sont condamnés au feu ; on les dépouille de leurs habits , on les frotte de suif depuis la tête jusqu'aux pieds , on

leur met ensuite une chaîne autour du corps, & on les traîne ainsi de la prison jusqu'au lieu de leur supplice.

Les Juifs qui altèrent la monnoie, ou qui font tort au roi, & les esclaves qui tentent de se sauver, sont punis aussi plus rigoureusement qu'en aucun autre endroit de Barbarie, quoiqu'ils le soient assez cruellement par-tout.

On regarde à Fez comme une action si honteuse à un homme d'uriner debout, que ceux qui y sont surpris sont regardés comme infâmes, & leur témoignage n'est pas reçu en justice.

F L A V I U S.

(*Son supplice.*)

Parmi ceux qui avoient eu part à la conjuration de Pison contre Neron, on comptoit Flavius. On assure que dans un conseil secret tenu avec les centurions, de l'aveu de Sénèque, Flavius avoit fait décider qu'après s'être défait de Neron par les mains de Pison, ils se déferoient de Pison même, & donneroient l'empire à Sénèque, digne du trône par l'éclat seul de ses vertus, &

comme Neron jouoit de la harpe & Pison la tragédie , on faisoit tenir à Flavius ce discours : « que l'état restoit déshonoré en » chassant un joueur de harpe pour prendre » un comédien. »

Flavius accusé se défendit d'abord, en disant qu'un homme de guerre comme lui n'auroit pas voulu pour complices d'un dessein si dangereux , des hommes lâches & efféminés & dont les mœurs étoient si contraires aux siennes ; se voyant pressé , il prit le parti honorable de l'aveu. Neron lui demanda pourquoi il avoit trahi ses sermens. « Je te » haïssois , dit-il , aucun soldat ne t'a été » plus fidele tant que tu as mérité d'être » aimé ; j'ai commencé à te haïr quand je » t'ai vu parricide de ta mere & de ta femme, » cocher , bateleur , & incendiaire ».

Rien ne choqua tant les oreilles de Neron, quoiqu'il fût accoutumé à commettre les crimes les plus atroces, que le discours courageux & sans art de cet homme de guerre ; aussi Flavius fut-il sur le champ condamné à mort. Le tribun Veianus Niger fut chargé de son supplice. Il fit creuser dans un champ une fosse dont Flavius se moqua , comme étant trop

trop petite & trop étroite : « on ne fait plus » même une fosse dans les règles , dit-il aux » soldats qui l'entouroient » , & l'exécuteur lui ayant dit de présenter sa tête avec courage , il répondit : « *frappe de même* ».

F R A N C E.

(*Tribunaux de la*)

Il y a en France un très-grand nombre de tribunaux. Plusieurs sont inconnus non-seulement aux étrangers , mais encore à la plupart des François. Pour satisfaire la curiosité des étrangers , & donner des idées générales aux personnes qui n'ont pas étudié cette partie de notre histoire , nous avons fait les recherches les plus exactes , & nous avons mis tout en usage pour ne rien omettre d'essentiel. Nous prévenons cependant nos lecteurs que nous ne leur offrirons pas tous les détails qui peuvent former l'histoire particulière de chaque cour ou de chaque juridiction ; ce seroit un travail d'une étendue immense , qui franchiroit les bornes que nous avons prescrites à notre ouvrage : les grands traits , les faits importants & les circonstances remarquables sont

les matériaux que nous avons recueillis , & dont nous ferons usage (1).

Amirauté.

Cette juridiction connoît des contestations relatives à la marine & au commerce de mer. Il y a en France des sièges particuliers d'amirauté dans tous les ports du royaume. Les appels des sentences rendues par ces tribunaux se portent aux sièges généraux , & les jugemens des sièges généraux vont par appel aux parlemens dans le ressort desquels ils sont situés.

La justice se rend dans les amirautés au nom de l'amiral.

L'amiral a le droit de nommer tous les officiers des sièges généraux & particuliers de l'amirauté. C'est de lui que les capitaines & maîtres des vaisseaux équipés en marchandises doivent prendre leurs congés , passeports , commissions & saufs-conduits.

Avant le commencement du dix-septieme siecle les amiraux n'avoient point de jurif-

(1) L'ordre alphabétique nous ayant paru le plus commode , c'est dans cet ordre que nous ferons successivement l'histoire de chaque tribunal.

diction contentieuse ; elle appartenoit à leurs lieutenans qui étoient des officiers de robe longue ; mais en 1626 le cardinal de Richelieu en se faisant donner le titre de grand-maître & surintendant du commerce & de la navigation, au lieu de la charge d'amiral qui fut alors supprimée, se fit attribuer l'autorité de décider & de juger souverainement toutes les questions de marine, mêmes des prises & du *bris* des vaisseaux.

En 1669 la charge de surintendant général de la navigation & du commerce fut supprimée, & celle d'amiral fut rétablie la même année en faveur du comte de Vermandois, avec le titre d'officier de la couronne.

Il y avoit anciennement des amiraux dans différentes provinces maritimes du royaume. La Normandie, la Bretagne, la Guyenne, le Languedoc & la Provence, pendant qu'elles étoient soumises à la domination de leurs ducs ou de leurs comtes, avoient leurs amirautés particulières, dont plusieurs ont subsisté après la réunion de ces provinces à la couronne ; en effet en 1626 le duc de Guise se prétendoit encore amiral de Provence.

En Bretagne la qualité d'amiral est jointe à celle du gouverneur de cette province; c'est par cette raison qu'en 1695 le roi donna le gouvernement de la Bretagne au comte de Toulouse, afin que l'amirauté de Bretagne fût réunie à la charge d'amiral de France.

Le siège général de l'amirauté de France qui est établi à Paris, est composé de M. l'amiral de France qui en est le chef, d'un lieutenant général, civil & criminel, d'un lieutenant particulier, de six conseillers, d'un procureur du roi, d'un substitut, d'un greffier, & de sept huissiers.

Les sièges particuliers d'amirauté sont composés d'un lieutenant général, d'un procureur du roi, d'un greffier, & d'un ou de deux & quelquefois de trois huissiers.

Les juges des amirautés connoissent non-seulement des affaires civiles qui concernent la navigation & le commerce maritime, mais encore des délits commis par les gens de mer.

Bailliage.

On donne ce nom à la juridiction des baillis. Anciennement les baillis étoient des

commissaires & des protecteurs *baillés* par le roi aux provinces , pour examiner si les comtes , qui étoient les juges ordinaires , remplissoient exactement leurs fonctions. Ces officiers étoient chargés de parcourir chacun la province qui lui étoit destinée , & de s'informer s'il ne se glissoit point d'abus dans l'administration de la justice. Lorsqu'on étoit fondé à se plaindre des décisions des juges ordinaires , les baillis infirmoient ou confirmoient les jugemens qui leur étoient déférés tant en matiere criminelle qu'en matiere civile.

Les baillis avoient en même temps l'inspection des armes , l'administration de la justice & celle des finances ; mais comme ils abuserent de leur pouvoir , ils en furent insensiblement dépouillés. Ils étoient obligés de rendre par eux-mêmes la justice dans leurs bailliages , & d'y résider ; cependant on leur permit d'avoir des lieutenans. Comme le nombre qu'ils pouvoient en avoir n'étoit pas déterminé , ils en avoient plusieurs ; mais dans la suite il leur fut défendu d'en avoir plus de deux , l'un sous le titre de lieutenant général , & l'autre sous celui de lieutenant particulier. Ces lieute-

nans étoient amovibles suivant la volonté des baillis, mais cette prérogative fut enlevée à ces derniers en 1496.

Les baillis commencèrent à perdre leur ancien état lors de l'introduction de la vénalité des charges. Leur autorité fut transférée à leurs lieutenans, qui étoient des gens de robe. Ils jouissent encore de plusieurs prérogatives. On les regarde comme les chefs de leurs districts : c'est en leur nom que la justice s'administre, & le commandement du ban & de l'arrière-ban leur appartient.

Avant que les baillis fussent rendus sédentaires, leur fonction étoit, comme nous l'avons dit, de parcourir les justices de leur département, d'écouter les griefs qu'on avoit à proposer contre les décisions des juges, & de les changer quand il y avoit lieu à une réformation.

Lorsqu'ils cessèrent d'être ambulans, ils fixèrent leur résidence dans l'endroit le plus considérable de leur province. On n'attendit plus dès-lors qu'ils fissent leur tournée ordinaire pour réclamer leur justice & leur protection ; on leur demanda la permission de traduire devant eux les parties avec lesquelles on étoit en procès.

L'habitude de faire citer les parties devant eux leur fut plus commode que l'usage de faire de fréquentes courses dans les différentes parties de leur département : des gens instruits dans la science des loix , des usages & des coutumes , s'établirent insensiblement dans l'endroit où les baillis faisoient leur résidence. Une partie de ces gens de loi se consacra à la défense des citoyens , & l'autre partagea les fonctions des baillis en leur donnant des conseils.

D'abord les avocats attachés à ces sièges étoient les conseillers nés du bailli ou de ses lieutenans ; dans la suite ces défenseurs des citoyens ne pouvant pas assister régulièrement le bailli dans ses audiences , il fut créé dans les bailliages des conseillers en titre d'office. Ces officiers ont voix délibérative avec les lieutenans du bailli ; & les avocats du siège les remplacent lorsqu'ils sont absens , ou lorsqu'on les a recusés : ils jouissent de différens privilèges ; ils sont exempts des charges publiques , & de la taille personnelle. Il faut être licencié en droit civil & en droit canon , avoir été reçu au serment d'avocat , & avoir 25 ans pour exercer une charge de conseiller.

Les bailliages sont ordinairement composés des officiers suivans , sçavoir de trois lieutenans généraux , l'un pour le civil , l'autre pour le criminel, & le troisieme pour la police ; de deux lieutenans particuliers , dont l'un pour le civil & l'autre pour le criminel. Ces quatre officiers sont regardés comme les chefs de la juridiction.

Quant aux conseillers il y en a plus ou moins ; le nombre en est plus considérable dans les bailliages où il y a un présidial, que dans les autres.

Il y a en outre dans les grands bailliages deux avocats & un procureur du roi , deux greffiers en chef , l'un pour le civil & l'autre pour le criminel.

Le nombre des procureurs varie suivant l'étendue du bailliage.

Les bailliages jugent en premiere instance & par appel. En premiere instance ils connoissent des questions qui intéressent l'état des citoyens , la noblesse , les juridictions , les offices & officiers royaux ; ils connoissent encore des cas royaux , des cas privilégiés , des délits commis par les juges , des lettres de grace , de pardon , &c.

Comme juges d'appel, les bailliages con-

noissent des sentences rendues par tous les juges de leur ressort qui ne sont pas soumis à l'autorité immédiate des parlemens. Cette regle a encore plusieurs exceptions , tant en matiere civile qu'en matiere criminelle.

Basses-justices.

On donne ce nom au dernier degré des justices seigneuriales. Le bas-justicier connoît des cens & rentes & des autres droits qui sont dûs au seigneur. Il connoît aussi des matieres personnelles entre les vassaux du seigneur , lorsqu'elles n'excèdent point une somme de soixante sous parisis.

En matiere de police , de dégât commis par des bestiaux & de légers délits , il peut prononcer des amendes , pourvu qu'elles n'excèdent pas 10 sous parisis.

Le juge d'une basse-justice peut faire arrêter dans l'étendue de la seigneurie les criminels , & il a à cet effet droit d'avoir des sergens & une prison , mais il doit aussi-tôt faire conduire le prisonnier au haut-justicier avec l'information , & il lui est défendu de prononcer aucun decret.

L'appel des sentences rendues par les bas-justiciers se porte devant les haut-justiciers.

Bazoches.

Il n'y avoit point anciennement en France de procureurs en titre d'office , comme il y en a aujourd'hui. Les François , imitateurs en cette partie des peuples du Nord , faisoient dépendre la décision de leurs procès du fort des armes. Ce n'est qu'après plusieurs siècles qu'on est parvenu à détruire ces usages meurtriers & barbares. L'autorité de nos rois l'ayant enfin emporté sur l'anarchie féodale , il fut enjoint aux particuliers de porter leurs plaintes aux tribunaux de la justice ; dès-lors le ministère de ceux qui y étoient employés devint d'un grand secours pour les personnes qu'igno-roient la manière d'y procéder ; on donnoit le titre de *clercs* à ceux qui s'étoient consacrés à la justice.

Ces clercs furent dans la suite choisis pour exercer les fonctions que les procureurs exercent dans nos tribunaux.

» Un historien dit que lorsque Philippe-le-Bel rendit son parlement sédentaire à Paris, il comprit qu'il étoit nécessaire qu'il s'y attachât des personnes en état d'y traiter les affaires. Pour y attirer des clercs , il voulut,

de l'avis même de son parlement , qu'il y eût entr'eux un roi avec une juridiction sous le titre de royaume de la bazoche, pour juger en dernier ressort tous les différends qui naîtroient de cleric à cleric, tant en matiere civile qu'en matiere criminelle. Il permit en même temps d'établir des prévôts & des juridictions *bazochiales* dans les sièges royaux ressortissans au parlement de Paris , à la charge de la foi & hommage envers le roi de la bazoche , devant lequel devoient ressortir les appellations des prévôts. Il fut dit aussi que le roi de la bazoche feroit faire montre tous les ans à tous les clerics du palais & à tous ses autres sujets & suppôts ».

La montre se faisoit chaque année sur la convocation du roi de la bazoche , qui envoyoit ses ordres à *ses princes & sujets*, avec commandement de se trouver à Paris, sous peine de grosses amendes , en plusieurs bandes & compagnies , avec les habits & les livrées de leurs capitaines , dont on fournissoit des modèles.

Ces montres ou comparutions se faisoient en forme de carrousel : elles attiroient beaucoup de monde. Elles firent tant de bruit du temps de François I^{er} , que ce prince

manda à son parlement qu'il *vouloit voir la montre du roi de la bazoche*, & qu'à cette fin il se rendroit à Paris à jour nommé. Ce monarque s'y rendit en effet, & fut spectateur de la cérémonie de la montre du roi de la bazoche.

Les habitans de la Guyenne s'étant révoltés en l'an 1548, Henri II envoya le connétable de Montmorenci à la tête d'une armée considérable pour soumettre ces rebelles. Pendant qu'on faisoit la levée des troupes, le roi de la bazoche & ses suppôts s'offrirent au prince : ils furent acceptés; ils étoient environ six mille hommes. « Ils firent si bien leur devoir (dit un historien) qu'à leur retour le roi voulant reconnoître leurs services, leur demanda quelle récompense ils desiroient : ils répondirent qu'ils n'en demandoient aucune, & qu'ils étoient toujours prêts à servir sa majesté par-tout où elle voudroit les envoyer ».

Le roi content de cette réponse, leur donna de son propre mouvement la permission de faire couper dans ses bois tels arbres qu'ils voudroient choisir, en présence du substitut du procureur général aux eaux & forêts, pour servir à la cérémonie du

mai, qu'ils avoient coutume de faire planter tous les ans le dernier samedi du mois de mai devant le grand perron de la cour du palais ; & pour fournir aux frais de cette cérémonie , il leur accorda tous les ans une somme à prendre sur les amendes prononcées tant par le parlement que par la cour des aides.

Le titre de roi de la bazoche a été supprimé par Henri III ; depuis cette époque le chancelier est le chef de ce tribunal. Il est composé en outre de plusieurs maîtres des requêtes , d'un grand audencier , d'un référendaire , d'un procureur général , d'un avocat général , de quatre trésoriers , d'un greffier , de quatre notaires & secrétaires de la cour *bazochiale* , d'un premier huissier , de huit autres huissiers & d'un aumônier , qui a voix délibérative & séance après le grand audencier & le référendaire , qui sont tous deux maîtres des requêtes extraordinaires.

Les procédures & les instructions se font à la bazoche par les clercs qui y sont reçus avocats & qui y plaident pour les parties. Les audiences se tiennent les mercredis & les samedis dans la chambre de S. Louis

entre midi & une heure. Le chancelier y préside , & en son absence le vice-chancelier ou le plus ancien maître des requêtes ; mais pour faire un arrêt , il faut qu'il y ait sept maîtres des requêtes , outre celui qui préside ; les requêtes que l'on présente à la cour de la bazoche sont intitulées : *à nosseigneurs du royaume de la bazoche.*

Bureaux diocésains ou bureaux des décimes.

Ces tribunaux ont été établis au commencement du XVII^e siècle. Ils ont le droit de fixer la contribution que chaque bénéficiaire ou chaque communauté doit payer pour les impositions ecclésiastiques ordinaires & extraordinaires.

Chaque bureau des décimes est composé de l'évêque , ou en son absence , de son grand-vicaire , des députés des curés , des abbés , des communautés régulières , des chapitres séculiers , & du syndic diocésain du clergé.

Les agens généraux du clergé donnent les ordres de convoquer les assemblées à chaque syndic diocésain. Ce syndic remplit la fonction de promoteur dans le bureau particulier ; il poursuit les affaires qui

regardent la religion , le service divin , l'honneur & les droits du diocèse qui l'a nommé.

S'il survient des contestations dans un diocèse au sujet des syndics & des députés du bureau des décimes ; elles doivent être décidées par l'assemblée générale du clergé , ou par la chambre des décimes de la province , si l'affaire est pressante.

Lorsqu'une communauté ecclésiastique ou un particulier prétend avoir été imposé à une somme trop forte , il doit se pourvoir par opposition au bureau des décimes du diocèse.

Les bureaux particuliers jugent en dernier ressort les contestations pour les décimes ordinaires qui n'excèdent point la somme de vingt livres en principal , & les différends pour les subventions extraordinaires , quand ils ne sont pas au-dessus de trente livres.

Les syndics généraux du clergé , ayant l'assemblée générale tenue à Melun en 1579 , jugeoient en dernier ressort toutes les affaires relatives aux impositions. Mais cette assemblée ayant révoqué ces syndics , elle obtint du roi , le 10 février 1580 , un édit

portant création de sept bureaux généraux dans les villes de Paris , Lyon , Toulouse , Bordeaux , Rouen , Tours & Aix. Cet édit regle le ressort de chacun de ces sept bureaux.

L'assemblée de 1585 obtint la confirmation de ces sept chambres , & la création d'une huitieme dans la ville de Bourges , par des lettres patentes du 6 juin 1586.

Henri IV confirma le pouvoir des bureaux généraux des décimes par son règlement du mois de janvier 1599. Enfin la déclaration du mois de mai 1626 , confirme & continue à perpétuité l'établissement , le ressort & la juridiction des bureaux.

En 1633 Louis XIII établit un nouveau bureau général à Pau , pour juger les appellations des jugemens rendus par les bureaux diocésains de Lescar & d'Oléron , pour les taxes des bénéficiers de Béarn , de Navarre & de Soule , & pour les autres affaires concernant les subventions ordinaires & extraordinaires de ces pays ; mais ce bureau a été supprimé & n'existe plus.

Les députés de chaque bureau général sont nommés par chaque diocèse du ressort de ce bureau.

Les

Les *Bureaux généraux* ont le droit de juger toutes les affaires qui concernent les subventions ordinaires ou extraordinaires, en appelant avec eux trois conseillers clercs du parlement, quand le bureau est établi dans une ville où il y a un parlement, & s'il n'y a point de parlement, en appelant trois conseillers laïques du présidial du lieu où le bureau est établi.

Quand les députés du bureau général des décimes ont des bénéfices qui obligent à résidence, ils sont tenus présens à leurs bénéfices, & ils reçoivent les gros fruits & les distributions manuelles tant qu'ils sont absens pour le service du bureau. Les députés doivent être gradués & constitués dans les ordres sacrés; il ne leur est pas permis de recevoir des appointemens des diocèses qui les ont commis. Les archevêques & les évêques du ressort qui se trouvent au bureau ont le droit d'y présider.

Les bureaux généraux doivent se conformer dans leurs décisions aux loix du royaume; s'ils les enfreignent on peut se pourvoir au conseil du roi pour faire casser leur jugement; mais le conseil renvoie ordinairement ces sortes de contestations à

la première assemblée générale du clergé.

Quant aux procès qui s'élevent entre les pays soumis aux décimes & les provinces qui n'y sont point assujetties , on doit les porter au conseil du roi , parce que l'assemblée générale du clergé est toujours regardée comme partie dans ces contestations.

Le bureau général de Paris a pour ressort dix-huit diocèses , qui sont Paris , Orléans , Sens , Blois , Troyes , Boulogne , Laon , Auxerre , Beauvais , Nevers , Châlons , Rheims , Noyon , Meaux , Soissons , Amiens , Chartres & Senlis.

Celui de Rouen a dans son ressort les sept diocèses de Normandie ; sçavoir , Rouen , Evreux , Lisieux , Séez , Bayeux , Coutances & Avranches.

Celui de Lyon comprend treize diocèses ; sçavoir , Lyon , Vienne , Embrun , Langres , Viviers , Mâcon , Autun , Châlons-sur-Saône , Grenoble , Valence , Die , Saint-Paul-trois-Châteaux & Nevers ; ce dernier diocèse a été déjà mis dans le ressort du bureau général de Paris , & il a droit d'y être suivant le règlement de l'assemblée du clergé du 28 février 1616 ; mais après

quelques contestations , il est demeuré dans le ressort du bureau général de Lyon.

Celui de Tours a douze diocèses ; sçavoir , Tours , le Mans , Angers , Nantes , Vannes , Quimper Corentin , Saint - Paul - de-Léon , Treguier , Saint-Brieux , Rennes , Dol & Saint-Malo.

Celui de Toulouse a vingt-quatre diocèses ; Toulouse , Auch , Narbonne , Lavaur , Montauban , Lectoure , Lombès , Tarbes , Comminges , Couserans , Pamiers , Rieux , Saint-Papoul , Mirepoix , Carcassonne , Aleth , Saint-Pons de Tommieres , Agde , Beziers , Lodève , Montpellier , Nîmes , Uzès & Alais.

Celui de Bordeaux a quatorze diocèses ; Bordeaux , Saintes , La Rochelle , Luçon , Poitiers , Angoulême , Périgueux , Sarlat , Agen , Condom , Bazas , Aire , Dax & Bayonne : à ce nombre il faut ajouter le diocèse d'Oléron & celui de Lescar , pendant le temps de la suppression du bureau général de Pau.

Celui d'Aix a quatorze diocèses ; Aix , Arles , Apt , Marseille , Toulon , Riez , Fréjus , Grasse , Vence , Senez , Digne , Glandèves , Sisteron & Gap.

Celui de Bourges a sept diocèses ; Bourges , Limoges , Tulle , Clermont , Saint-Flour , le Puy en Velay & Mende.

Bureaux des finances.

Ce sont des tribunaux qui sont répandus dans les différentes généralités du royaume. Ils connoissent des affaires qui concernent le domaine du roi , la voierie & les finances.

Les magistrats qui composent les compagnies des bureaux des finances portent le nom de *trésoriers de France , généraux des finances & grands voyers.*

Le nom de trésoriers de France leur a été donné , parcequ'au commencement de la monarchie toute la richesse de nos rois ne consistoit que dans leur domaine , qui portoit le nom de trésor du roi ; & que les revenus en étoient déposés dans un lieu appelé le trésor du roi , dont ces officiers avoient la garde & la direction.

Sous le regne de Clovis I , le trésor étoit placé dans l'ancien palais , où le parlement tient aujourd'hui ses séances.

Il y avoit une chambre près du trésor , qui connoissoit des affaires relatives au do-

maine. Le trésor fut mis au temple sous le regne de Philippe-Auguste. Ce prince avant de partir pour la Terre-Sainte l'an 1196, ordonna qu'à la recette de son *avoir*, Adam son clerc seroit présent ; que chacun auroit une clef des coffres où l'argent seroit remis, & que le Temple en auroit une. C'étoit un chevalier du Temple qui étoit le gardien particulier du trésor du roi, & qui en expédioit les quittances aux prévôts & aux comptables.

La chambre des comptes qui étoit ambulatoire ayant été fixée à Paris, les trésoriers de France & les officiers des monnoies furent unis & incorporés.

Il existoit en effet dans l'ancien bâtiment de la chambre des comptes de Paris, qui fut brûlé le 28 octobre 1737, une chambre du trésor, où les trésoriers de France exerçoient autrefois leurs fonctions.

En 1302 le trésor du roi fut remis au Temple ; depuis il fut placé au Louvre, & ensuite on le remit au Palais ; il étoit dans une tour près de la chambre appelée du trésor. Cette tour existe encore aujourd'hui ; on y voit les balances où l'on pesoit les finances du royaume.

Le trésor du roi , qu'on appelle trésor royal , est confié aujourd'hui aux soins des gardes du trésor royal & ils l'ont chez eux.

Anciennement les baillis & les sénéchaux étoient chargés de la recette & de l'administration du domaine ; mais dans la suite on attribua cette partie de leurs fonctions à des receveurs particuliers , qui portoient l'argent de leur recette au *changeur du trésor*.

Le nombre des trésoriers de France n'étoit pas considérable sous les deux premières races de nos rois ; il n'y avoit alors qu'un seul trésorier de France.

En 1300 Guillaume de Langeft étoit seul trésorier de France. Depuis ce temps il y en eut tantôt deux , tantôt trois , & tantôt quatre : leur nombre a beaucoup varié par les différentes créations & suppressions que ces magistrats ont éprouvées.

Les trésoriers de France étoient divisés en deux classes. Les uns avoient la direction du domaine & des finances ; les autres étoient préposés pour rendre la justice & juger toutes les contestations relatives au domaine & au trésor ; c'est par cette raison qu'on les appelloit aussi conseillers du trésor.

Ces conseillers après avoir essuyé diffé-

rentes suppressions & créations, ont subsisté au nombre de dix jusqu'en 1683, que la chambre du trésor fut unie au bureau des finances, & que le roi attribua aux trésoriers de France *toute cour & juridiction*.

L'office de président des trésoriers de France existoit déjà sous le regne de Philippe-le-Bel. Celui qui étoit pourvu de cette charge s'appelloit le souverain des trésoriers. Henri III créa un second président dans chaque bureau ; on en a encore créé d'autres dans la suite.

En 1551, Henri II voulant unir les charges de trésoriers de France avec celles de généraux des finances, ordonna que dans chaque bureau des dix-sept recettes générales du royaume, il y auroit un trésorier de France général des finances ; depuis il sépara ces charges en deux. C'est sous le regne de ce monarque (en 1577) que les trésoriers de France furent établis en compagnie de magistrature.

Les bureaux des finances sont aujourd'hui composés de présidens en titre d'office, & de présidens dont les-offices ont été réunis au corps, & sont exercés par les plus anciens trésoriers de France. Outre les charges

de présidens , il y en a une de chevalier d'honneur dans plusieurs bureaux des finances ; & dans tous il y a un procureur du roi , un avocat du roi , un certain nombre de conseillers & un greffier.

Leurs fonctions, (comme on l'a dit au commencement de cet article) consistent à juger les contestations relatives au domaine , aux finances , & à la voirie.

Ils doivent veiller à la conservation du domaine du roi & de ses revenus , & en faire payer les charges locales.

Ce sont eux qui reçoivent les foi & hommages , aveux & dénombremens des terres non titrées qui relient du roi ; mais ils en envoient tous les ans les actes à la chambre des comptes. Ils reçoivent également les cautions des comptables de leur généralité ; & ils en envoient les actes à la chambre des comptes.

Ils sont chargés de veiller aux réparations des bâtimens du domaine du roi & des grands chemins , &c.

Telles sont en général les fonctions des trésoriers de France.

Capitainerie.

On donne ce nom à la juridiction d'un capitaine des chasses.

Ce fut sous le regne de François I^{er} qu'on commença à ériger en capitaineries certains cantons de chasse. Le nombre de ces juridictions a été augmenté & réduit en différens temps. Il fut fixé en 1699 aux capitaineries qui suivent : sçavoir , à la varenne du Louvre, au Bois de Boulogne , à Vincennes , à Saint-Germain-en-Laye, à Livry, à Bondy, à Fontainebleau, à Mouceaux, à Compiègne, à Chambor , à Blois , à Hattate , à Corbeil & à Limours.

Louis XV créa en 1773 une nouvelle capitainerie à Meudon. Enfin en 1774 Louis XVI en a créé une dernière à Sénart , sous le titre de capitainerie royale de Sénart.

On distingue les capitaineries en deux classes; sçavoir , les capitaineries des maisons royales , & les capitaineries simples.

Les capitaines des capitaineries des maisons royales que le roi habite , sont de véritables commissaires du conseil. Ils ont des provisions du roi & prêtent serment entre ses mains ou en celles de M. le chancelier ;

mais les autres officiers le prêtent entre les mains du capitaine , & c'est sur sa nomination qu'ils obtiennent des provisions.

Les appellations des jugemens de ces capitaineries doivent être portées au conseil.

Il y a deux sortes de capitaineries simples, les officiers de quelques-unes sont compris dans les états qu'on envoie tous les ans à la cour des aides , & ces officiers jouissent des privilèges accordés aux commensaux de la maison du roi.

Les officiers des autres capitaineries simples ne sont pas compris dans les états envoyés à la cour des aides , & ne jouissent point des privilèges accordés aux commensaux.

Les officiers des capitaineries connoissent des délits & des contestations qui concernent la chasse dans l'étendue de leur ressort.

La capitainerie de la varenne du Louvre est composée d'un capitaine , d'un lieutenant général de robe longue , d'un lieutenant de robe courte , d'un premier lieutenant , d'un second lieutenant , d'un procureur du roi , de deux substituts , d'un greffier en chef , de douze exempts , d'un receveur des

amendes , d'un voyer & d'un renardier.

Tous ces officiers sont en charge. Il y a plusieurs officiers par commission du roi & du capitaine.

Les autres capitaineries ont plus ou moins d'officiers ; mais elles sont formées sur le même plan. La capitainerie de la varenne du Louvre tient ses audiences le lundi de quinzaine en quinzaine au château du Louvre.

Chambre apostolique de l'abbé de sainte Genevieve.

C'est une juridiction qui appartient à l'abbé de sainte Genevieve de Paris, comme conservateur né des privilèges apostoliques, & député par le saint siège pour juger toutes les contestations qui s'élèvent entre les gens d'église.

Cette chambre avoit autrefois un très-grand ressort : l'appel de ses jugemens étoit porté immédiatement au pape ; mais depuis , son pouvoir a été beaucoup limité ; aujourd'hui ses fonctions se réduisent à décerner des monitoires , lorsque les juges séculiers ordonnent de s'adresser à l'abbé de sainte Genevieve.

Cette chambre est composée de l'abbé ; du chancelier , & d'un secrétaire.

Chambre ardente.

On appelloit autrefois *chambre ardente* l'endroit où l'on jugeoit les criminels d'état dont la naissance étoit distinguée. On prétend que ce nom fut donné à cette chambre parce qu'elle étoit toute tendue en noir , & qu'elle n'étoit éclairée que par des flambeaux. C'est par la même raison qu'on appelle *chappelle ardente*, le mausolée garni de flambeaux que l'on élève aux personnes de qualité le jour des services solennels qu'on fait pour honorer leur mémoire.

On donna ensuite le nom de *chambre ardente* à une chambre particulière , établie par François II dans chaque parlement , pour faire le procès aux Luthériens & aux Calvinistes : ces chambres furent appelées ardentes , parce qu'elles condamnoient au feu ceux qui étoient accusés & convaincus d'hérésie.

Le même motif a fait appeller *chambre ardente*, une chambre de justice qui fut établie en 1679 , pour la poursuite de ceux qui étoient accusés d'avoir fait ou donné du

poison. Voici ce qui donna lieu à l'établissement de cette chambre. Deux Italiens qui avoient cherché pendant longtems à Paris la pierre philosophale avec un apothicaire Allemand , connu par un traité de chymie qu'il avoit publié en 1665 , ayant perdu à ces vaines recherches leur fortune , voulurent la réparer par le crime. Ils composèrent à cet effet des poisons , & les vendirent secrètement. La fameuse marquise de Brinvilliers , dont le nom seul fait horreur , fut du nombre de ceux qui eurent recours à ces monstres. Cette femme abominable ayant été convaincue d'avoir empoisonné le lieutenant civil d'Aubray son pere , & plusieurs autres de ses parens , fut brûlée en 1676 au milieu de la place de Greve. Le crime affreux de la Brinvilliers fit donner au poison dont elle avoit fait usage, le nom de *poudre de succession*.

Comme les empoisonnemens étoient devenus fréquens , Louis XIV établit une chambre pour juger & poursuivre les coupables & les complices de ces crimes. Cette chambre tint d'abord ses séances à Vincennes , & ensuite à l'Arsenal.

Plusieurs personnes distinguées furent

citées devant cette chambre , mais on ne punit que la Voisin , sage-femme à Paris , qui se faisoit passer pour *devinereffe* : ayant été convaincue de crime de poison , elle fut condamnée à être brûlée , après avoir eu la main percée avec un fer chaud & coupée. Elle fut exécutée à Paris le 22 février 1680.

L'instruction ayant été finie contre ses complices , la chambre ardente cessa ses séances.

Plusieurs commissions ou chambres de justices établies pour un temps , pour connoître des délits commis par des contrebandiers , des faussaires , & d'autres accusés de crimes graves , ont aussi porté le nom de *chambres ardentes*.

Ces chambres sont composées d'un certain nombre de commissaires. Il y a toujours un procureur général pour requérir la poursuite des crimes & la punition des coupables.

Chambre des bâtimens.

Cette juridiction est située dans l'enclos du Palais. Elle connoît de toutes les contestations qui s'élèvent entre les entrepreneurs de bâtimens , leurs fournisseurs , les compa-

gnons & les ouvriers , & de tous les procès qui sont relatifs à la construction des bâtimens.

Les entrepreneurs & les maîtres maçons sont reçus dans cette chambre. Elle confirme la nomination de leurs syndics , reçoit leurs comptes , & est chargée de veiller à l'exécution de leurs statuts ; elle a encore la police sur les entrepreneurs & sur tous les ouvriers. La police des bâtimens & des ouvrages de maçonnerie se fait toutes les semaines , & celle des plâtres, tous les mois , par des commissaires nommés par le président. Ces commissaires sont choisis parmi les jurés & les entrepreneurs ; leurs procès-verbaux sont rapportés à l'audience qui se tient tous les vendredis pour cet objet. Il y a aussi une audience les lundis pour les causes particulières.

Cette chambre est composée de trois juges qui ont le titre de conseillers du roi , juges & maîtres généraux des bâtimens de sa majesté , ponts & chaussées de France , d'un procureur du roi , d'un substitut , d'un greffier en chef , d'un receveur des amendes , d'un premier huissier , de deux huissiers.

Chambres des comptes.

Ce sont des cours souveraines qui connoissent de tout ce qui regarde la manutention des finances & la conservation du domaine de la couronne.

Le nombre des chambres des comptes a varié. Celles qui subsistent dans le royaume sont établies à Paris , à Dijon , à Grenoble , à Aix , à Nantes , à Montpellier , à Rouen , à Pau en Béarn , à Metz , à Nancy & à Bar-le-Duc. Plusieurs de ces chambres des comptes sont unies aux parlemens , & ne forment point des compagnies séparées , telles que celles d'Aix , de Pau en Béarn , & de Metz ; celles de Rouen & de Montpellier sont unies à la cour des Aides.

La chambre des comptes de Paris est la première qui ait été établie dans le royaume. Il paroît qu'elle étoit sédentaire sous le regne de saint Louis, puisque ce prince , par une ordonnance de l'an 1256 , enjoignit aux *majeurs & prud'hommes* de venir compter devant les *gens des comptes* à Paris. Plusieurs historiens prétendent cependant que cette cour n'a été rendue sédentaire qu'en 1329.

Les

Les rois de France ont souvent honoré cette compagnie de leur présence. Philippe, de Valois, Charles V, Charles VI & Louis, XII y sont venus pour délibérer sur les affaires les plus importantes de l'état. Ce fut à la chambre que l'on examina s'il convenoit, de donner connoissance au peuple du traité, de Bretigny conclu en 1359, & qu'il fut résolu qu'on le rendroit public.

Le conseil secret se tenoit souvent à la chambre des comptes en présence des princes, des grands du royaume, du chancelier, des cardinaux, des archevêques, des évêques, des présidens, des maîtres des requêtes, &c.

Les officiers de la chambre des comptes étoient mandés près de la personne du roi, & étoient admis aux délibérations qui se prenoient dans le conseil.

En 1339 Philippe de Valois donna pouvoir à la chambre d'*octroyer* pendant le voyage qu'il alloit faire en Flandre, toutes lettres de grace, d'annoblissemens, de légitimations, d'amortissemens, &c. En 1340 il permit à cette compagnie d'augmenter ou de diminuer le prix des monnoies d'or ou d'argent.

L'exécution des testamens de Charles V & de Charles VI fut confiée à des officiers de la chambre des comptes. Tous ces faits qui sont consignés dans notre histoire attestent que nos rois ont donné dans tous les temps des marques de leur confiance à la chambre des comptes de Paris.

Les titres dont le dépôt est confié à cette compagnie, sont si importans, que les rois se sont souvent rendus à la chambre pour y examiner eux-mêmes les registres & les états du domaine.

Les officiers de la chambre des comptes de Paris jouissent des plus beaux privilèges. Entr'autres prérogatives qui leur ont été accordées, ils ont la noblesse au premier degré; ils ont le titre & les droits de comenfaux de la maison du roi; ils ne payent point de décimes pour les bénéfices qu'ils possèdent: plusieurs d'entr'eux ont même joui du droit d'indult que Charles VII, en 1445, avoit demandé au pape d'accorder aux officiers de cette compagnie; ils sont exempts de toutes les charges publiques, de ban & arriere-ban, de logemens de gens de guerre, de corvées, &c.

La chambre des comptes de Paris est

Composée des magistrats qui suivent : sçavoir , d'un premier président , de 12 autres présidens , de 78 maîtres , de 38 correcteurs , de 82 auditeurs , d'un avocat général , d'un procureur général , d'un substitut , de deux greffiers en chef , d'un commis au plumitif , de deux commis du greffe , de trois contrôleurs du greffe , d'un payeur des gages qui remplit les trois offices des trois contrôleurs , d'un premier huissier , d'un contrôleur des restes , d'un garde des livres , de 29 procureurs & de 30 huissiers.

Dans l'origine il y avoit deux présidens de la chambre des comptes. Le premier de ces offices étoit toujours possédé par un évêque ou par un archevêque. C'est sans doute par cette raison qu'on donne encore aujourd'hui au premier président le nom de premier président clerc.

Les présidens & les conseillers maîtres sont juges de toutes les matieres qui sont de la compétence de la chambre.

Les conseillers correcteurs ont été établis en 1410 par Charles VI. L'objet principal de leurs fonctions est de réformer les omissions de recette , les faux ou doubles emplois , les erreurs de calcul & de fait qui se trouvent dans les comptes. F ij

Les conseillers auditeurs sont chargés d'examiner les comptes & d'en faire le rapport au bureau.

Les officiers de la chambre sont divisés en deux semestres ; ceux qui sont du semestre d'hiver servent depuis le premier janvier jusqu'au dernier juin , & ceux du semestre d'été, depuis le premier juillet jusqu'au dernier décembre. Le premier président, les gens du roi & les greffiers en chef ont un service continu.

Lorsqu'il s'agit de l'enregistrement d'édits & de déclarations d'une grande importance ; de délibérer sur les affaires qui intéressent le corps de la chambre , de procéder à la réception des officiers , &c. il faut que les semestres soient assemblés. Les présidens & les maîtres qui ne sont point de semestre , ont dans ces assemblées le rang que leur donne l'ancienneté de leur réception.

Quant au service ordinaire , la chambre est partagée en deux bureaux ; les trois anciens présidens du semestre sont du grand bureau , & les trois autres du second. Les maîtres des comptes changent tous les mois d'un bureau à l'autre ; ces deux bureaux s'assemblent pour délibérer sur des édits ,

déclarations & autres affaires , qui par leur objet ne demandent pas à être portés devant les semestres assemblés.

Les ordonnances de 1598 & de 1669 reglent la forme dans laquelle se dressent & se jugent les comptes. L'ordonnance de 1667 sert de regle dans les affaires civiles , & celle de 1670 dans les affaires criminelles.

Tous les comptes, excepté celui du trésor royal , celui des monnoies , & ceux qui se présentent pour la premiere fois, sont jugés au second bureau; les autres affaires s'expédient au grand bureau. Les audiences qu'on y donne se tiennent les mercredis & samedis : c'est dans ce tribunal que les ordres du roi sont apportés , que les invitations sont faites , que les députations s'arrêtent , que les instances de correction & les requêtes d'apurement sont rapportées & jugées.

Les fonctions que les officiers de la chambre exercent se divisent en trois parties : la premiere concerne l'ordre public ; la seconde , l'administration des finances ; & la troisieme , la conservation des domaines du roi & des droits régaliens.

La premiere partie consiste dans les ma-

tieres qui suivent : sçavoir 1°. dans l'envoi qui est fait à la chambre de tous les édits , ordonnances & déclarations qui forment le droit général du royaume , par rapport à la procédure & aux dispositions des différentes loix que les citoyens sont tenus d'observer.

2°. Dans l'enregistrement des contrats de mariage de nos rois , des traités de paix , des provisions des chanceliers , gardes des sceaux , secrétaires d'états , maréchaux de France & autres grands officiers de la couronne & officiers de la maison du roi.

3°. Dans l'enregistrement des édits de création & suppression d'offices , de concession de privilèges & octrois aux villes , de toutes les lettres d'érection de terres en dignités , d'établissement d'hôpitaux , de communautés ecclésiastiques & religieuses , d'union & désunion de bénéfices , de lettres de noblesse , de légitimation & de naturalité , &c.

La chambre , comme toutes les autres compagnies souveraines , a la police sur tous les officiers qui la composent. Elle exerce la juridiction civile & criminelle contre ceux qui commettent des délits dans l'enceinte de son tribunal , & elle connoît

des contraventions à ses arrêts , & de tout ce qui a rapport à leur exécution.

L'administration de la finance est le second objet des fonctions de la chambre des comptes. Il comprend l'enregistrement de toutes les déclarations & lettres patentes qui reglent la forme des comptes , les délais dans lesquels ils doivent être présentés , & les condamnations d'amende, de dommages & intérêts, &c.

Le grand-maître de l'artillerie , le contrôleur général , le surintendant des bâtimens , les grands-maîtres des eaux & forêts , les trésoriers de France , tous les comptables & leurs contrôleurs sont tenus de se faire recevoir par cette chambre , & d'y prêter serment.

Anciennement les prévôts, les baillis & les sénéchaux venoient rendre leurs comptes à la chambre : depuis que le recouvrement des deniers royaux & des villes a été confié à des receveurs particuliers , qui ont été créés en titre d'offices , la chambre des comptes de Paris connoît de tous les comptes de ces officiers.

Les plus importans de ces comptes sont ceux du trésor royal , de l'extraordinaire

des guerres , de la marine , des monnoies ; des fortifications , des ponts & chaussées , des colonies , &c.

Ceux qui obtiennent des lettres de don , de pension , de gages intermédiaires , d'indemnités , de modérations d'amendes & d'intérêts , sont obligés de les faire registrer dans cette compagnie.

La chambre peut fermer *la main* aux comptables , & commettre à leurs exercices. Elle rend des arrêts sur le référé des maîtres des comptes distributeurs , pour les obliger par différentes peines à ne pas retarder la présentation & le jugement de leurs comptes : elle fait apposer les scellés chez ceux qui décèdent dans la généralité de Paris.

Le troisieme objet des fonctions de la chambre consiste à vérifier toutes les ordonnances qui concernent la conservation & la manutention du domaine ; les édits qui permettent l'aliénation à temps des parties des domaines , & les déclarations qui en ordonnent la réunion. C'est dans ses dépôts que doivent en être remis les titres de propriété , & que sont conservés les hommages , aveux & dénombremens , les terriers

& les déclarations du temporel des ecclésiastiques.

La chambre reçoit les actes de féodalité de tous les vassaux de sa majesté dans l'étendue de son ressort , lorsqu'ils ne les ont pas rendus entre les mains de M. le chancelier.

Ses registres attestent qu'anciennement elle passoit les baux des fermes , qu'elle commettoit plusieurs de ses officiers pour faire des recherches sur les usurpations & dégradations des domaines ; elle a même eu l'administration des monnoies , dont elle a reçu les généraux jusqu'à l'époque où la cour des monnoies a été établie.

Les archevêques ou évêques qui sont élevés à la dignité de cardinal , sont obligés de prêter un nouveau serment entre les mains du roi , & de le faire registrer en la chambre : jusqu'à ce qu'ils aient rempli cette formalité , leurs bénéfices retombent & demeurent en régle.

Le roi adresse à la chambre des comptes les lettres concernant les apanages des enfans de France , les douaires des reines , les contrats d'échange , &c.

Chambres souveraines des eaux & forêts.

Ces tribunaux , qui ont été établis dans différentes cours , exercent les mêmes fonctions que les tables de marbre qui existent dans d'autres parlemens.

Voyez TABLES DE MARBRE.

Chambres ecclésiastiques.

Voyez BUREAUX DIOCÉSAINS.

Chambres de l'édit.

Ces chambres avoient été créées dans plusieurs parlemens pour juger en dernier ressort les affaires des Protestans , excepté celles où il s'agissoit de prononcer sur des appels comme d'abus.

Les chambres de l'édit de Paris & de Rouen avoient été créées en 1598 & en 1599 ; dans chacune il y avoit un conseiller de la religion prétendue réformée. Ces chambres faisoient parties du corps des parlemens.

Celle de Paris jugeoit les procès des protestans , non-seulement de son ressort , mais encore du ressort du parlement de Rennes.

Les Protestans du ressort du parlement de

Bourgogne avoient le droit de choisir la chambre de l'édit du parlement de Paris, ou celle du parlement de Grenoble, pour y porter leurs contestations.

En 1669 les chambres de l'édit de Rouen & de Paris furent supprimées.

Les Protestans avoient le droit de récuser deux conseillers clercs, sans être obligés de donner d'autre cause que celle de la religion prétendue réformée.

Outre les chambres de l'édit, il y avoit des chambres qu'on appelloit *mi-parties* & *tri-parties*. Ces chambres ont été établies anciennement dans la Guyenne, dans le Languedoc & dans le Dauphiné. Il n'y avoit entre ces chambres & celles de l'édit, d'autre différence que celle du nombre des magistrats Catholiques & Protestans qui les composoient. Les chambres *mi-parties* étoient formées d'un nombre égal de Catholiques & de Protestans; & dans les chambres *tri-parties*, il n'y avoit qu'un tiers de magistrats Protestans.

Depuis l'édit de 1685, tous les François étant présumés Catholiques romains, & n'y ayant en France aucun exercice public de la religion Protestante, ceux qui professent en

secrét cette religion, n'ont plus de tribunaux particuliers.

Chambre de la mer.

C'est un tribunal souverain, composé de commissaires du parlement, qui a la police générale sur tout ce qui concerne *la marchandise de poisson de mer, frais, sec, salé & d'eau douce* dans la ville, fauxbourgs & banlieue de Paris. Il exerce la même police dans toute l'étendue du royaume, toutes les fois que le poisson est destiné pour l'approvisionnement de la capitale.

Les juges ordinaires avoient autrefois chacun dans leur ressort la connoissance de cet objet.

Le parlement de Paris ayant reconnu combien il étoit important de veiller sur ce commerce, qui est une des ressources les plus abondantes de l'approvisionnement de Paris, s'est réservé la connoissance de la police de ce commerce, & des contestations qui y sont relatives.

En 1352 le roi Jean fit expédier une première commission à quatre conseillers de la cour, deux clercs & deux laïcs, & au juge auditeur du châtelet, pour faire *de nouveau*

publier les ordonnances concernant le commerce de poisson , pour informer des contraventions , & envoyer les informations au parlement ; ils pouvoient aussi prononcer des amendes , & interdire les marchands de marée qu'ils trouvoient en faute.

En 1361 le prévôt de Paris fut rétabli dans sa juridiction comme juge ordinaire en première instance dans l'étendue de la prévôté & vicomté de Paris , & dans l'étendue du royaume en qualité de commissaire du parlement.

En 1309 Charles V. fit expédier une commission à deux présidens , à sept conseillers au parlement & au prévôt de Paris , pour réformer les abus qui existoient dans cette partie de la police. Les commissaires firent une ordonnance que Charles V. confirma en 1370 par des lettres patentes.

Charles V , en 1379 , rétablit le prévôt de Paris dans sa juridiction pour la marée.

Il y avoit cependant toujours un certain nombre de commissaires du parlement ; ainsi la police & la juridiction de la marée ont été exercées par le parlement & par le châtelet : ce qui a subsisté pendant près de deux

siècles. En 1602 le procureur général de la marée obtint des lettres patentes, qui attribuoient au parlement en première instance toutes les demandes formées à sa requête, & à celle des marchands de poisson de mer; mais il ne fit pas usage sur le champ de ce privilège; il continua de procéder au châtelet & au parlement. •

Enfin en 1678 tous les procès tant civils que criminels poursuivis par le procureur général de la marée, furent portés en première instance à la chambre de la marée, & depuis cette époque cette chambre est le seul tribunal qui connoisse des contestations relatives au commerce de poisson destiné pour l'approvisionnement de Paris.

La chambre de la marée tient ses séances dans la chambre de saint Louis. Elle est composée du doyen des présidens & des deux plus anciens conseillers du parlement, d'un procureur général, de trois greffiers, d'un huissier ordinaire, & d'un huissier prieur.

Chambres de la police.

Ce sont des juridictions qui ont été établies par Louis XIV pour connoître de

toutes les affaires qui concernent la police.

Anciennement l'exercice de la police n'étoit point séparé de la justice civile & criminelle.

En 1667, Louis XIV créa un lieutenant général de police pour la ville de Paris. C'est la première chambre de police du royaume. Le lieutenant général de police y siège seul, & y donne deux sortes d'audiences à jours différens : l'un pour les affaires de petite police, telles que les rixes, injures, & autres contestations semblables entre particuliers ; & l'autre pour la grande police, où il entend le rapport des commissaires sur ce qui intéresse le bon ordre & la tranquillité publique.

En 1669, il a été créé des charges de lieutenant de police dans toutes les villes du royaume où il y a juridiction royale, ce qui a donné lieu à l'établissement dans toutes ces villes d'une chambre ou siège de police. L'appel des sentences rendues dans les chambres de police est porté directement au parlement.

Chambre rigoureuse.

On donne ce nom à des juridictions qui

existent dans quelques villes du ressort du parlement de Toulouse. Elles connoissent de l'exécution des contrats passés sous le scel appellé le *scel rigoureux*.

Le viguier de Toulouse est juge du scel rigoureux.

Il y avoit aussi une chambre rigoureuse à Aix, mais elle fut supprimée en 1535.

Chambre de la santé.

Dans la ville de Lyon il y a un bureau qui porte le nom de *chambre de santé*, & qui est composé d'un certain nombre de juges qu'on appelle *commissaires de la santé*.

Ces commissaires, dans le temps de contagion, s'assembtent sous les ordres du consulat de cette ville ; ils ont le pouvoir d'ordonner, même en dernier ressort, tout ce qui convient pour la guérison ou le soulagement des personnes attaquées du mal contagieux, pour le prévenir & pour en empêcher la communication.

Le bureau est composé d'un président, de cinq ou six commissaires, d'un procureur du roi & d'autres officiers. Le consulat a le privilège de nommer les membres de ce bureau.

On

On établit aussi à Paris & dans plusieurs autres villes du royaume , en temps de contagion , des officiers de santé. A Paris on appelle l'officier chargé de cette fonction *bailli ou prévôt de la santé*. Quoique cet officier porte le nom d'un juge , il n'a cependant aucune juridiction ; c'est un simple préposé , qui est soumis aux ordres du lieutenant général de police. Il veille avec des archers à l'inhumation des morts , à l'enlèvement & au soulagement des malades.

Chantres. (juridiction des)

Les chantres de plusieurs cathédrales & de plusieurs chapitres ont une juridiction particulière sur les petites écoles de leurs diocèses. Le chantre de l'église de Notre-Dame de Paris jouit de cette prérogative. Sa juridiction s'étend sur toutes les petites écoles qui existent dans la capitale & dans ses fauxbourgs. Il a seul le droit d'instituer les maîtres & les maîtresses d'écoles , & de leur faire subir l'examen qu'il juge à propos.

La juridiction du chantre de l'église de Notre-Dame de Paris est composée d'un vice-gérant , d'un promoteur , d'un greffier & d'un clerc. Tous les maîtres & maîtresses

d'école de Paris, de ses fauxbourgs & de la banlieue, sont soumis à cette juridiction ; il n'y a qu'une exception à cette règle en faveur des écoles des Ursulines qui sont exemptes de cette juridiction.

Châtelet.

Ce nom a été donné à la justice royale & ordinaire de la ville de Paris, parce que cette juridiction rend la justice dans l'endroit où l'on voit encore les restes d'une ancienne forteresse qui s'appelloit *le grand Châtelet* : c'est un monument des conquêtes de Jules César ; lorsqu'il eut soumis les Gaules à l'empire Romain, il établit à Paris un conseil souverain, qui devoit s'assembler chaque année dans le grand Châtelet. Le nom de chambre de César, qu'on a toujours donné à l'une des chambres de la grosse tour du châtelet, & les mots *tributum Cæsaris*, qu'on lisoit encore en 1736, sur une pierre de marbre au-dessus de l'ouverture d'un bureau qui étoit placé sous l'arcade de cette forteresse, (où suivant plusieurs historiens l'on faisoit la recette des tributs de tout le pays), confirment que le grand châtelet fut bâti par ordre de Jules César, & qu'il y a demeuré.

Jules César , pendant son séjour à Paris , regla les fonctions du conseil & les prérogatives du proconsul. Il accorda à ce dernier le titre de gouverneur général des Gaules , & le droit de présider le conseil.

En 358 , Julien , surnommé depuis l'apostat , ayant été nommé proconsul des Gaules , vint s'établir à Paris. Ce proconsul avoit sous lui des préfets dans les villes pour y rendre la justice.

Sous l'empire d'Aurélien , le premier magistrat de Paris étoit appelé *præfatus urbis* ; on lui donnoit encore ce nom sous le regne de Chilpéric en 588 , & sous celui de Clotaire III en 651 ; la qualité de ce magistrat fut changée en 652 ; il prit alors le titre de comte de Paris.

Charles-le-Simple inféoda en 884 le comté de Paris à Hugues-le-Grand ; en 987 Hugues-Capet le réunit à la couronne. Ce comté fut de nouveau inféodé par Hugues-Capet à Odon son frere , à la charge de reversion au défaut d'héritiers mâles , ce qui arriva en 1032.

Les comtes de Paris avoient sous eux un prévôt pour rendre la justice ; ils sous-inféoderent une partie de leur comté à d'autres

seigneurs qu'on appella vicomtes , & leur abandonnerent le ressort sur les justices enclavées dans la vicomté , qui étoient auparavant soumises à la prévôté. Les vicomtes avoient aussi leur prévôt pour rendre la justice dans la vicomté ; mais dans la suite , la vicomté fut réunie à la prévôté.

Les comtes & les prévôts de Paris ont fait leur demeure ordinaire dans le Châtelet. Plusieurs de nos rois , entr'autres S. Louis , s'y transportoient souvent pour rendre la justice en personne. C'est depuis cet ancien usage qu'on a toujours conservé dans cette juridiction un dais qui subsiste encore aujourd'hui : cette prérogative n'appartient qu'à ce tribunal.

Tous les offices du châtelet s'affermoient au commencement du 13^e siècle ; le même abus avoit aussi lieu dans les provinces.

Vers l'an 1254 , saint Louis réforma cet abus au châtelet , en y instituant un prévôt en titre.

Le prévôt de Paris avoit alors des conseillers dont deux étoient appelés auditeurs ; il choisissoit ces conseillers.

On avoit démembré la prévôté des marchands de celle de Paris , elle y fut réunie

depuis 1382 jusqu'en 1388, qu'on désunit de nouveau ces deux prévôtés.

Le bailliage de Paris, ou la conservation qui avoit été créée en 1522 pour veiller au maintien des privilèges royaux de l'université, fut réunie en 1526 à la prévôté de Paris.

Les bâtimens du Grand Châtelet du côté du pont, étant tombés en ruine sous Charles V, Jacques Aubriot, alors prévôt de Paris, les fit reconstruire.

En 1551 le châtelet fut érigé en présidial; & en 1674, le bailliage du palais fut supprimé & restreint à l'enclos du palais. Plusieurs autres justices seigneuriales furent également supprimées & réunies au châtelet.

Cette juridiction fut divisée en deux sièges, dont l'un s'appelloit l'ancien, & l'autre le nouveau. Le roi créa dans le nouveau le même nombre d'officiers qu'il y avoit dans l'ancien.

En 1684, le nouveau châtelet fut réuni à l'ancien : ainsi aujourd'hui le châtelet comprend plusieurs juridictions qui y ont été réunies; sçavoir, la prévôté & la vicomté, le bailliage ou conservation, & le présidial.

Ce tribunal est composé présentement d'un prévôt, d'un lieutenant civil, d'un lieutenant général de police, d'un lieutenant criminel, d'un lieutenant criminel de robe courte, de deux lieutenans particuliers, d'un chevalier d'honneur, de 64 conseillers, d'un juge auditeur, d'un procureur du roi, de quatre avocats du roi, & de huit substitués. Les autres officiers du châtelet sont un greffier en chef, dont l'office est divisé en trois; sçavoir, quatre offices de greffiers de l'audience, deux de l'ancien & deux du nouveau châtelet : ces quatre charges sont possédées par deux officiers.

Deux greffiers des défauts aux ordonnances, un de l'ancien, l'autre du nouveau châtelet.

Quatre greffiers des dépôts ou de la chambre du conseil, deux de l'ancien & deux du nouveau châtelet.

Deux offices de greffiers, un de l'ancien, un du nouveau châtelet : ces deux charges sont possédées par un seul officier.

Huit huissiers de chambre civile, police & jurandes, dont quatre de l'ancien & quatre du nouveau châtelet : il y en a un qui a deux offices.

Quatre greffiers de la chambre criminelle , dont deux de l'ancien & deux du nouveau châtelet.

Six greffiers pour l'expédition des sentences sur productions , dont trois de l'ancien & trois du nouveau châtelet : il y en a deux qui ont deux offices.

Trente greffiers à la peau , dont 15 de l'ancien & 15 du nouveau châtelet : quelques-uns d'eux réunissent deux offices , un de l'ancien , l'autre du nouveau châtelet.

Deux certificateurs de criées.

Un garde des décrets & immatricules.

Un scelleur des sentences & décrets.

Un commissaire aux saisies-réelles.

Un receveur des consignations.

Un receveur des amendes.

Deux médecins , l'un de l'ancien , l'autre du nouveau châtelet.

Quatre matrones ou sages-femmes.

Un concierge-buvetier-garde-clefs.

Trois geoliers ou concierges des prisons du Grand & du Petit Châtelet , & du Fort-l'Evêque.

Trois greffiers de ces prisons.

Un greffier du juge-auditeur.

Un greffier des insinuations.

Cent treize notaires gardes notes & gardes scel.

Quarante-huit commissaires enquêteurs-examineurs.

Deux cens trente-six procureurs.

Vingt huissiers-audienciers, dont deux appellés premiers, & dix-huit ordinaires.

Cent vingt huissiers commissaires-priseurs vendeurs de biens-meubles, dont six sont appellés huissiers fieffés, & douze sont appellés de la douzaine, ils servent de garde à M. le prévôt de Paris, & sont pourvus par le roi sur sa nomination.

Un grand nombre d'huissiers à cheval résidant à Paris & dans tout le royaume. Plusieurs historiens assurent que ces huissiers formoient anciennement la garde *à cheval* de saint Louis lorsqu'il étoit à Paris.

Un grand nombre d'huissiers à verge résidant à Paris & dans tout le royaume. Les mêmes historiens assurent que ces huissiers formoient la garde *à pied* de saint Louis.

Un juré-crieur pour les annonces & les cris publics, & quatre trompettes.

Outre ces officiers, il y en a d'autres que l'on peut regarder comme officiers du châ-

telet, parce qu'ils prêtent serment devant le lieutenant civil; tels sont :

Les banquiers-expéditionnaires en cour de Rome & des légations.

Les agens de change, banque & finances.

Les experts bourgeois & entrepreneurs.

Les seize greffiers des bâtimens, qu'on appelle greffiers de l'écritoire.

Enfin il y a les quatre compagnies du prévôt de l'île, du lieutenant criminel de robe-courte, du guet à cheval & du guet à pied. Ces deux dernières n'en font qu'une, qui est commandée par le même officier.

Le châtelet est divisé en plusieurs chambres : sçavoir, la prévôté, qu'on appelle ordinairement le parc civil, le présidial, la chambre du conseil, les forains, la chambre civile, la chambre criminelle, la chambre de police, la chambre des auditeurs, la chambre de M. le procureur du roi, la chambre de M. le prévôt de l'île de France, celle de M. le lieutenant criminel de robe-courte, & le parquet de MM. les gens du roi.

Le parc civil est présidé par M. le lieutenant civil. Cette chambre est composée d'une colonne de conseillers; elle rend

la justice tous les jours , excepté les lundis & les jours de vacances.

Le parc civil juge les affaires les plus importantes du châtelet. C'est à cette chambre qu'on porte les questions qui intéressent l'état des citoyens , les matieres bénéficiales , les contestations entre certains officiers sur les droits de leurs charges , &c. On y publie les loix , les substitutions , &c.

A la fin de l'audience du parc civil , un des lieutenans particuliers ou un des conseillers , tient l'audience qu'on appelle ordinaire ; on y juge tout ce qui a rapport à l'instruction des affaires.

La chambre du présidial est composée d'un des lieutenans particuliers , & d'une colonne de conseillers. On y plaide les appellations verbales des ordonnances & des jugemens rendus dans les juridictions du ressort du châtelet. On y plaide aussi les causes d'appel qui sont aux deux chefs de l'édit des présidiaux.

Cette chambre tient ses audiences les mardis , jeudis , vendredis & samedis de chaque semaine.

La chambre du conseil est composée d'un lieutenant particulier , qui en est le pré-

sident , & d'une colonne de conseillers. Toutes les affaires mises en délibéré , tant au parc civil qu'au présidial sont jugées dans cette chambre , ainsi que les appointemens à mettre & en droit qui sont prononcés par ces deux chambres ; c'est dans cette chambre que sont reçus les commissaires , les procureurs & les notaires du châtelet , après y avoir été examinés & interrogés par les juges.

La chambre civile est tenue par M. le lieutenant civil seul , & en son absence par un des lieutenans particuliers ; cette audience se tient les mercredis & samedis. On y juge les contestations relatives au payement des loyers dûs en conséquence de locations verbales , à la validité des congés des lieux loués sans bail , & toutes les matieres sommaires & provisoires qui n'excèdent point la valeur de mille livres.

La chambre des forains se tient dans la chambre civile.

L'audience des criées se tient les mercredis & samedis au parc civil , après l'audience ordinaire : c'est un des lieutenans particuliers qui tient cette audience. On y fait les adjudications par decret , les baux

judiciaires , les adjudications par licitation , & celle des biens des mineurs.

M. le lieutenant général de police tient seul chaque semaine les vendredis & les mardis de relevée l'audience de police. Ce magistrat juge toutes les affaires qui concernent les droits des corps & communautés des marchands & artisans de Paris , la propreté des rues , le payement des nourrices , & généralement tout ce qui regarde la police.

C'est à l'audience de cette chambre que les commissaires font leurs rapports sur les contraventions aux ordonnances & réglemens de police.

Plusieurs réglemens attribuent aussi à M. le lieutenant général de police la connoissance de différens délits , tels que les enrôlemens forcés , la prostitution , &c.

M. le lieutenant criminel tient seul l'audience de la chambre criminelle , toutes les fois qu'il ne s'agit que d'injures ou du *petit criminel* ; quant aux affaires réglées à l'extraordinaire , elles se jugent à huis clos par M. le lieutenant criminel & par la colonne des conseillers qui est de service au criminel.

Les causes purement personnelles, dont la valeur n'excède point cinquante livres, sont jugées par l'auditeur seul. Il tient ses audiences tous les jours à midi, excepté le lundi. L'appel de ses sentences se porte au préfidial.

Le prévôt de l'île connoît des crimes dont la connoissance est attribuée aux prévôts des maréchaux de France.

Le lieutenant criminel de robe-courte connoît concurremment & par prévention des crimes commis dans la ville & les faux-bourgs de Paris, qui sont déclarés cas prévôtaux par l'article 5 de la déclaration du 5 février 1731.

M. le procureur du roi reçoit à l'audience de la chambre qui porte son nom les maîtres qui gagnent leur maîtrise à l'hôpital de la Trinité, & ce magistrat juge les contestations relatives à ces réceptions, &c.

Les avocats du roi du châtelet portent la robe rouge dans les cérémonies. Le jour de la fête du Saint-Sacrement ils font chacun de leur côté une visite dans les rues de Paris, pour voir si l'on ne contrevient point aux réglemens de police; & en cas

de contravention , ils prononcent des amendes payables sans déport.

Le châtelet a des attributions & des privilèges particuliers que les autres bailliages n'ont pas.

Ces privilèges consistent , 1°. dans l'attribution attachée au sceau de ce tribunal.

2°. Dans le droit de suite , c'est-à-dire dans le pouvoir qu'ont les officiers du châtelet de continuer dans toute l'étendue du royaume les affaires commencées au châtelet : c'est en vertu de ce droit que les commissaires peuvent se transporter dans les châteaux , & autres habitations des personnes domiciliées à Paris , pour y apposer & lever les scellés , &c.

3°. Dans la conservation des privilèges royaux de l'université de Paris.

4°. Dans le droit de connoître des saisies faites par les bourgeois de Paris sur leurs débiteurs forains , &c.

Le châtelet a assisté dans tous les temps aux cérémonies & aux assemblées publiques. Il y a rang après les cours supérieures , & avant toutes les autres compagnies.

Nous trouvons dans l'histoire qu'à l'entrée de Charles VII , le 12 novembre 1437 ,

le châteleet marchoit après la ville & avant le parlement (1).

En 1460 , à l'entrée de la reine Marguerite , femme de Henri VI , roi d'Angleterre , le roi envoya au devant d'elle le parlement , le châteleet , le corps de ville , l'université.

Lorsque Philippe , archiduc d'Autriche , & Jeanne de Castille sa femme , passerent par Paris , pour se rendre en Espagne , le châteleet fut au-devant d'eux.

Ce tribunal se trouva également à la seconde entrée d'Anne de Bretagne , femme de Louis XII , qui se fit le 20 novembre 1504 ; à celle de Charles IX , qui se fit le 6 mars 1571 , & au souper royal qui fut donné le même jour dans la grande salle du palais.

Il complimenta le roi en 1660 , la reine & la reine mere , à l'occasion du mariage du roi.

Enfin le 6 septembre 1679 , les officiers de l'ancien & du nouveau châteleet , sans distinction de rang , furent par ordre du roi saluer la reine d'Espagne , Marie - Louise d'Orléans , mariée nouvellement.

(1) Dans les cérémonies publiques le dernier rang est le plus honorable,

Connétablie & maréchaussée.

Le connétable exerçoit autrefois cette juridiction avec les maréchaux de France ; c'est par cette raison qu'on lui a donné le nom de *connétablie*.

Cette juridiction est aujourd'hui entre les mains de MM. les maréchaux de France ; le plus ancien en est le chef.

L'établissement de la connétablie remonte aux premiers temps de la monarchie. Les grands officiers de la couronne avoient alors chacun une juridiction : le connétable étant devenu le premier des officiers militaires , exerça une juridiction sur ceux qui étoient soumis à son commandement.

« Miraumont dit qu'anciennement la connétablie faisoit ses fonctions à la suite de nos rois ; que le connétable & les maréchaux de France avoient des prévôts qui avoient une juridiction criminelle au camp pendant la guerre & même en temps de paix sur les vagabonds & non domiciliés ; & que le parlement ayant été fixé à Paris , cette juridiction fut établie au siege de la table de marbre ».

Le plus ancien vestige que l'on trouve
dans

dans le siege de son ancienneté, est une sentence du 9 février 1316.

Miraulmont rapporte encore que Charles V ordonna le 13 décembre 1374, que les assignations devant les maréchaux de France seroient faites pour *comparoir* en la ville de Paris & non ailleurs.

En 1543 ce siege se tenoit au-dessus de l'auditoire du bailliage du palais: il fut transféré en 1549 aux Augustins, & en 1590 à Tours; enfin il fut rétabli à Paris en 1594.

La connétablie est composée d'un lieutenant général, d'un lieutenant particulier, d'un procureur du roi; il y avoit aussi un office d'avocat du roi, dont M. Simon Lenormand étoit pourvu en 1562; mais il fut uni, après le décès du titulaire, à celui du procureur du roi, par des lettres du 8 juillet 1563; d'un greffier en chef, d'un commis greffier, de trois huissiers audienciers & d'un très-grand nombre d'autres huissiers répandus dans les bailliages du royaume qui sont employés au service de la connétablie, & qui sont compris sous les dénominations d'huissiers, archers, archers-huissiers, archers-gardes, huissiers-sergens royaux & d'armes; ils jouissent de plusieurs privilèges, en-

tr'autres du droit d'exercer par - tout le royaume ; ils sont justiciables de la connétablie pour tout ce qui a rapport à leur service.

Cette juridiction a pour présidens MM. les maréchaux de France ; ils y viennent ordinairement en corps , habillés comme les ducs & pairs , en petit manteau & avec des chapeaux ornés de plumes. Le premier maréchal de France qui est à leur tête , est accompagné des gardes de la connétablie , & de deux trompettes qui sonnent jusqu'à la porte de l'auditoire. Lorsqu'ils sortent de l'audience , ils sont reconduits dans le même ordre & avec la même pompe.

Les opinions des maréchaux de France sont recueillies par le lieutenant général. En matière sommaire les maréchaux de France opinent assis , découverts & en s'inclinant : le lieutenant général a seul le droit de porter la parole & de prononcer.

Le lieutenant général préside en l'absence des maréchaux de France , & rend la justice en leur nom , & même en celui du connétable , quoiqu'il n'existe plus.

La garde du sceau du premier maréchal de France , dont on scelle les jugemens de cette juridiction , est confiée au lieutenant

général : ce sceau représente un connétable armé, & on voit au-dessous les armes du doyen des maréchaux de France.

Cette juridiction est soumise immédiatement au parlement ; elle juge définitivement jusqu'à 100 livres en matière sommaire, & ses sentences qui n'excèdent pas la somme de 1000 livres sont exécutées par provision.

Lorsqu'elle condamne un criminel à mort, le lieutenant général, accompagné de son greffier & d'archers, le conduit au supplice.

Les audiences de cette juridiction se tiennent les lundis, jeudis & samedis.

Pour juger les procès criminels on appelle des gradués pour compléter le nombre des juges. Ce sont ordinairement des avocats qui remplissent ces fonctions.

Le Prévôt de la connétablie a séance & voix délibérative dans toutes sortes d'affaires après le lieutenant particulier : quant aux lieutenans & autres prévôts des maréchaux de France, ils n'ont séance que sur les bas sieges, & voix délibérative, que lorsqu'ils apportent des procès prévôtaux à juger.

La connétablie connoît de tous les excès, crimes & délits commis par les gens de guerre à pied ou à cheval, au camp, en garnison, en y allant ou revenant, ou tenant les champs ; & de toutes les contestations qui sont relatives *au fait de la guerre*, des cas prévôtaux, des duels, &c.

Conseil du roi.

Tous les historiens se réunissent à dire que les rois de France ont eu dans tous les temps un conseil à leur suite, & qu'ils confioient une partie des soins du gouvernement à des personnes distinguées par leur naissance, par leurs talens & par leurs lumieres.

Ce ne fut que sous le roi Jean que les fonctions du conseil furent fixées: Ce prince ordonna que son conseil auroit exclusivement la connoissance des affaires relatives au gouvernement de l'état.

Dans la suite la multitude & la diversité des affaires qui se traitent au conseil, ont obligé nos rois de le diviser en plusieurs départemens.

Ces départemens ont varié en différens temps, & l'on donnoit à chacun le nom de la matiere qui devoit y être traitée. Aujourd-

d'hui tous les conseils du roi sont divisés en cinq principaux départemens : sçavoir , le conseil d'état , le conseil des dépêches , le conseil royal des finances , le conseil royal de commerce , & le conseil privé.

Conseil d'état.

Le conseil d'état est celui dans lequel on traite tout ce qui a des rapports avec les puissances étrangères , la paix , la guerre , &c. Ce conseil est composé d'un petit nombre de personnes que le roi choisit. Le secrétaire d'état du département des affaires étrangères y rend compte au roi des affaires sur lesquelles il faut délibérer. Les arrêts rendus par ce conseil sont signés en commandement.

Ce conseil se tient ordinairement dans la chambre du roi les dimanches & les mercredis ; ceux qui y sont admis ont le titre de ministres d'état par leur seule admission , & ils conservent toujours cette qualité , même après qu'ils cessent d'assister au conseil.

Conseil des dépêches.

Ce conseil porte le nom de conseil des dépêches , parce que dans l'origine ses déci-

sions étoient renfermées dans les dépêches signées par un des secrétaires d'état. Il connoît des affaires qui sont relatives à l'administration de l'intérieur du royaume.

Il est composé du chancelier de France, de quatre secrétaires d'état, des membres du conseil d'état, & des autres ministres & conseillers d'état que le roi veut bien y admettre. Il tient ordinairement ses séances le samedi.

Conseil royal des finances.

On traite dans ce conseil toutes les affaires qui regardent les finances & les revenus de l'état ; on y juge les contestations qui intéressent le domaine, les droits de la couronne, les fermes du roi, &c. Ce conseil fut établi au mois de septembre 1681 ; il est composé de M. le chancelier ou de M. le garde des sceaux, d'un chef du conseil des finances, & des conseillers d'état que le roi choisit.

On regarde comme une partie du conseil des finances deux assemblées auxquelles on donne le nom de grande & de petite direction. On y examine les affaires contentieuses qui sont d'une discussion très-étendue. La

grande direction connoît des affaires les plus importantes ; la petite connoît de celles qui sont d'une moindre importance. Les fonctions du ministère public sont remplies par les inspecteurs généraux du domaine qui sont chargés de défendre les intérêts du roi.

Conseil royal de commerce.

Toutes les affaires relatives au commerce de l'intérieur du royaume sont traitées dans ce conseil. Il est composé de M. le chancelier ou de M. le garde des sceaux, de plusieurs secrétaires d'état, & du nombre de conseillers d'état que le roi juge à propos de choisir.

Quant au commerce extérieur, il fait partie du département du secrétaire d'état de la marine. Toutes les contestations relatives à ce commerce se traitent dans les bureaux du ministre, & c'est sur son rapport que les arrêts sont rendus. On suit la même forme qu'au conseil des dépêches.

En 1607 Henri IV créa un conseil de commerce qu'on appelle ordinairement le *bureau du commerce*. Ce conseil cessa d'avoir lieu après la mort de ce prince, il fut rétabli

sous le ministère du cardinal de Richelieu. Depuis la mort de Louis XIII il n'a point existé , mais en 1700 Louis XIV rétablit celui qui existe aujourd'hui.

Ce conseil doit se tenir une fois toutes les semaines ; douze des principaux marchands ou négocians du royaume doivent y avoir entrée. Dans ce nombre , il doit toujours y en avoir deux de la ville de Paris , & chacun des dix autres doit être choisi par les villes de Rouen , Bordeaux , Lyon , Marseille , La Rochelle , Nantes , Saint-Malo , Lille , Bayonne & Dunkerque.

Ce Bureau est chargé d'examiner les propositions & les mémoires qui concernent le commerce.

Conseil privé.

Ce conseil connoît des affaires contentieuses qui s'élevent entre les particuliers , lorsque ces affaires intéressent le maintien des loix , des ordonnances du royaume , & de l'ordre judiciaire.

C'est dans ce conseil que l'on porte les demandes en cassation d'arrêts rendus par les cours supérieures du royaume , les conflits entre les cours , les évocations , &c.

M. le chancelier (ou M. le garde des sceaux) est président né du conseil des parties : le roi y est toujours censé présent , & par cette raison il y a dans la salle où se tient le conseil , un fauteuil destiné pour sa majesté.

Les maîtres des requêtes rapportent les affaires au conseil privé ; & comme le roi est toujours censé y être présent , ils font leur rapport debout , à côté du fauteuil de sa majesté. Le grand doyen des maîtres des requêtes remplit cette fonction assis & couvert.

Lorsqu'on fait le rapport des affaires qui intéressent le clergé , les agens généraux ont le droit d'entrer au conseil. Ils peuvent y faire les représentations qu'ils jugent à propos , mais ils sont obligés de se retirer avant l'ouverture des opinions.

Les affaires avant d'être portées au conseil , sont examinées par des commissaires. Ces commissaires forment différens bureaux qui ont été établis pour les affaires qui sont de nature à être portées au conseil.

Le conseil privé suit toujours le roi : il tient ordinairement ses séances dans une des salles que le roi habite ; mais lorsque

le conseil est dispensé de le suivre , il se tient chez M. le chancelier.

Les procès se décident au conseil des parties à la pluralité des suffrages , & les voix ne s'y confondent point entre ceux qui sont parens , comme dans les tribunaux ordinaires. Il n'y a jamais de partage d'opinions , parce que s'il se trouve une voix de plus d'un côté que de l'autre , la pluralité l'emporte , & que dans le cas où le nombre des opinans est égal de part & d'autre , la voix de M. le Chancelier fait alors pencher la balance de son côté.

La forme de procéder au conseil est prescrite par un règlement du 28 juin 1738. Les requêtes en cassation , en contrariété ou en révision d'arrêt , ne peuvent être présentées à M. le chancelier , pour commettre des commissaires & un rapporteur , qu'avec toutes les pièces qui sont énoncées dans ces requêtes ; ces requêtes doivent être remises au rapporteur nommé , dans la huitaine à compter du jour que le *committitur* a été expédié ; les requêtes en matière criminelle sont rapportées par préférence à celles qui concernent les matières civiles.

Conseil de chancellerie.

On juge dans ce conseil les affaires qui concernent la librairie & l'imprimerie. On y expédie les lettres en relief de laps de temps ; & l'on y fait la distribution du prix des offices vendus au sceau. M. le chancelier est président né du conseil de chancellerie.

Les contraventions aux réglemens de la chancellerie sont examinées dans un bureau particulier , & M. le chancelier donne sa décision sur le compte que les commissaires lui rendent dans une assemblée qui se tient chez lui.

Commissions du conseil.

Outre les conseils ci-dessus , il y a différentes commissions ordinaires ou extraordinaires, qui sont établies pour juger certaines affaires particulières.

Il y a quatre bureaux des commissions ordinaires du conseil ; sçavoir ceux de la grande & de la petite direction des finances , celui des domaines & des aides , & celui des gabelles & des cinq grosses fermes.

Il y a 16 bureaux des commissions extraordinaires , sçavoir , le 1^{er} pour les af-

fares du commerce , le 2^e pour l'aliénation des domaines réunis ; le 3^e pour les pensions , oblats & la régie des cartes ; le 4^e pour les économats & la régie des biens des religieux fugitifs ; le 5^e pour les droits de péages , passages , &c. ; le 6^e pour les paiemens en écritures , & comptes en banque ; le 7^e pour les vivres , étapes , &c. ; le 8^e pour les actions de la compagnie des indes , les dettes du Canada , &c. ; le 9^e pour les billets provenans des emprunts de la compagnie des indes , & pour la vérification des droits maritimes ; le 10^e pour la révision des comptes des communautés , arts & métiers de Paris ; le 11^e pour le soulagement des maisons & communautés de filles religieuses dans tout le royaume ; le 12^e pour examiner les titres des droits perçus sur les grains dans les marchés ; le 13^e pour la liquidation des dettes des corps & communautés de la ville de Paris ; le 14^e pour la législation des hypothèques , le 15^e pour l'examen des ordres réguliers ; & le 16^e pour la vérification des états qui sont arrêtés par le conseil royal des finances.

Chacun de ces bureaux est composé de conseillers d'état & de maîtres des requêtes ;

il y a de plus dans quelques-uns un procureur général , & dans tous un greffier.

Outre les conseils & les commissions dont nous avons rendu compte , il y a en temps de guerre un conseil particulier appelé *conseil des prises* : c'est une commission extraordinaire que le roi établit pendant la guerre pour juger en première instance les prises faites en mer sur les ennemis, tant par les vaisseaux du roi , que par ceux des particuliers qui ont obtenu des commissions pour armer en course.

Le conseil des prises est composé de l'amiral , qui en est le chef , de plusieurs conseillers d'état , de plusieurs maîtres des requêtes , du secrétaire général de la marine , & d'un greffier.

Ce conseil tient ses séances chez M. l'amiral.

L'instruction des affaires qui sont jugées par le conseil & par les commissions qui en dépendent , est confiée à des avocats qui , par leurs charges , ont le titre d'*avocats aux conseils du roi* , & qui sont spécialement attachés au conseil.

Les significations des arrêts & des procédures sont faites par des huissiers qui portent

le nom d'*huissiers ordinaires du roi en tous ses conseils d'état, privé & finances.*

Conseil souverain d'Alsace.

Ce conseil qui a été établi à Colmar, exerce dans la province d'Alsace les mêmes fonctions que les parlemens, exercent dans les autres provinces du royaume.

Le conseil souverain de Colmar connoît en première instance de toutes les affaires des personnes qui avoient anciennement leurs causes commises à la *régence d'Autriche* ; de ce nombre étoient les abbés, les prieurs, les communautés ecclésiastiques, les princes, les seigneurs & les gentilshommes, excepté ceux de la basse Alsace, parce qu'ils ont leur directoire à Strasbourg.

Les officiers des lieux dépendans du temporel de l'évêché de Strasbourg, & ceux du comté de Nassau sont aussi exceptés. L'appel de leurs sentences se porte à leurs régences respectives. *Le grand & le petit sénat* de la ville de Strasbourg sont encore exceptés, parce qu'ils ont le droit de juger en dernier ressort les affaires criminelles & les affaires civiles qui n'excèdent pas la somme de mille livres.

Le conseil souverain d'Alsace connoît en premiere instance de toutes les affaires des officiers de son corps , & de celles des officiers de la chancellerie.

Les appellations , tant des juges royaux que de ceux des seigneurs & des magistrats des villes , & même les appellations comme d'abus des tribunaux ecclésiastiques de la province d'Alsace , sont portées au conseil souverain de Colmar.

Ce conseil est composé d'un premier président , d'un second président , de deux conseillers chevaliers d'honneur d'église , de cinq chevaliers d'honneur d'épée , de vingt conseillers , dont un doyen & deux conseillers clercs , & de deux conseillers honoraires. Il y a en outre deux avocats généraux & un procureur général , deux substituts du procureur général , deux greffiers en chef , un garde des archives , six secrétaires interprètes , un receveur payeur des gages , un receveur des amendes & épices , un receveur des consignations , un contrôleur des amendes , dix-huit procureurs , un premier huissier & trois autres huissiers.

Il a été établi près le conseil souverain

d'Alsace une chancellerie qui est composée d'un conseiller garde des sceaux , d'un secrétaire contrôleur , de trois secrétaires du roi & de deux greffiers. Il y a en outre un receveur payeur des gages , un receveur des émolumens du sceau , un chauffe cire & deux huissiers.

Conseil provincial d'Artois.

Quoique la province d'Artois fasse partie du ressort du parlement de Paris, elle a un tribunal particulier qui fut créé par l'empereur Charles-Quint en 1530 , & qui remplit ses fonctions à Arras.

En 1692 & en 1693 les charges de ce tribunal furent rendues venales. Avant cette révolution , le conseil nommoit trois sujets , parmi lesquels le roi en choisissoit un pour remplir l'office vacant. La charge de premier président & celle de chevalier d'honneur n'étoient pas soumises au droit de présentation du conseil , le roi y nommoit de son propre mouvement.

Charles-Quint avoit réglé la compétence & fixé l'autorité du conseil provincial d'Artois ; mais les juges royaux de la province ayant élevé différentes contestations sur la

la compétence & sur les droits de ressort du conseil provincial, Louis XV a réglé leurs droits respectifs par des lettres patentes du 13 décembre 1728.

Le ressort du conseil provincial d'Artois s'étend sur toute la province d'Artois, & sur les villes & territoire de Dunkerque, de Gravelines & de Bourbourg.

Les habitans de la province d'Artois jouissent du privilège de ne pouvoir être traduit en première instance ailleurs que devant les juges de leur province.

Le conseil provincial d'Artois a le droit de juger en dernier ressort toutes les affaires criminelles, les contestations relatives aux subsides & aux impositions, & les affaires civiles sujettes à estimation quand elles n'excèdent pas 2000 livres en principal, ou 80 livres de rente.

Ce tribunal est composé d'un premier président, de présidens, d'un chevalier d'honneur, d'un avocat général, d'un procureur général, &c.

Conseil souverain de Roussillon.

Lorsque le Roussillon étoit soumis la

Tome III.

I

domination des rois d'Espagne , ils avoient à Perpignan un conseil royal qui rendoit la justice à leurs sujets. A l'époque de la réunion de cette province à la couronne de France , Louis XIII y établit un conseil souverain ; mais ce tribunal ne reçut sa perfection qu'en 1660 , après la paix des Pyrénées qui avoit été conclue l'année précédente , en 1659.

Le conseil souverain de Perpignan est composé d'un premier président , de deux autres présidens , de deux conseillers d'honneur , d'un conseiller clerc & de six conseillers laïcs , de deux avocats généraux & d'un procureur général. Le gouverneur de la province , & , en son absence , le lieutenant général qui y commande , ont droit d'assister à ce conseil , & même d'y présider.

Le ressort de ce tribunal comprend la viguerie du Roussillon , celle de Conflans & celle de Capfir & de Cerdagne qui sont unies ensemble.

En 1688 Louis XIV attribua à ce conseil la connoissance de son domaine dans le pays de Roussillon : ainsi ce conseil a deux sortes de fonctions ; la première consiste à juger par appel & souverainement toutes les

affaires civiles & criminelles qui y sont portées. La seconde consiste à connoître en premiere instance , par députés ou commissaires , des affaires relatives au domaine du roi : cette commission est composée du procureur général, des deux avocats généraux , & de deux conseillers. On appelle *conseillers du domaine* les commissaires qui exercent cette juridiction ; leurs jugemens sont soumis à l'appel au conseil. Les commissaires qui ont rendu ces jugemens ne peuvent prononcer sur ces appellations. La connoissance en est attribuée aux autres membres du conseil.

Conseil supérieur de l'île de Corse.

Ce tribunal a été établi à Bastia en 1768. Il jouit du même pouvoir que les autres conseils souverains du royaume.

Il est juge supérieur de tous les tribunaux de la Corse.

Les contestations relatives à la propriété des bois & des forêts du roi y sont portées en premiere instance , lorsque l'inspecteur des bois y est partie.

Ce tribunal reçoit les oppositions formées aux ordonnances rendues par l'intendant de

l'île , assisté de deux conseillers Corfes de cette cour , sur la propriété des domaines du roi , les aveux & dénombremens des possesseurs des fiefs , & les déclarations des propriétaires roturiers.

La connoissance des matieres d'aides & de comptabilité n'appartiennent point au conseil supérieur , elle a été attribuée à l'intendant par une déclaration du 28 juillet 1772.

Le conseil supérieur de Corse étoit d'abord composé de l'intendant qui en étoit premier président , de dix conseillers, dont six gradués François & quatre Corfes , d'un procureur général , d'un substitut , d'un greffier en chef , de deux huissiers , & de deux secrétaires interprètes.

En 1771 les fonctions de premier président & celles d'intendant ont été séparées & désunies.

Aujourd'hui le conseil supérieur de Corse est composé d'un premier président , d'un second président , de conseillers François & Corfes , d'un procureur général , d'un avocat général , d'un substitut , d'un greffier en chef , &c.

Tous les officiers du conseil supérieur de

Corse sont obligés , au moyen des gages qu'ils reçoivent du roi , de rendre la justice gratuitement.

S'ils sont forcés de se déplacer , leurs vacations en campagne sont modérées à 10 livres pour le conseiller , 7 livres 10 sous pour le substitut , & à 5 livres pour le greffier , à charge d'employer huit heures par jour en été , & six en hiver.

Il a été créé en 1769 11 juridictions royales qui dépendent du conseil supérieur. La 1^{re} a été établie à Corte , la 2^e à Bastia , la 3^e à Ajaccio , pour les provinces & juridictions de ce nom , la 4^e à Rogliano pour le cap Corse ; la 5^e à Oletta , pour le Nebbio ; l'hiver elle tient ses séances à Saint-Florent ; la 6^e à Vico ; la 7^e à Surtenne ; la 8^e à Campo-Loro ; la 9^e à Calvi ; la 10^e à Bonifacio ; & la 11^e à Ampugnano.

Ces tribunaux n'étoient d'abord composés que d'un juge royal , d'un procureur du roi & d'un greffier ; ils ont été augmentés en 1771 d'un assesseur civil & criminel.

La Corse est régie comme les provinces méridionales de la France par les loix romaines & par des statuts particuliers. Ces statuts ont été rédigés après la paix de

Cateau-Cambresis par les députés Corfès & les commissaires Gênois.

Le decret d'homologation du doge & du sénat de Gènes, ordonne qu'ils seront observés par tous les habitans & officiers de l'île, excepté par les villes de Calvi & de Bonifacio, parce qu'elles avoient des statuts particuliers, inscrits dans les livres rouges.

Les Corfès avoient aussi un statut criminel, mais les dispositions en ont été abrogées par une ordonnance du mois de juin 1768, concernant les délits & les peines.

*Conseils souverains des colonies de l'Amérique
& de l'Inde.*

La culture des terres & la population des colonies de l'Amérique attirent les premiers regards du législateur ; l'une & l'autre ayant fait des progrès, le besoin de loix & de magistrats se fit sentir. Pour remplir cet objet important, Louis XIV fit rédiger un code, qu'on appelle *le code noir*, & ce monarque créa des conseils supérieurs & des juridictions subalternes pour administrer la justice dans toute l'étendue des possessions soumises à sa domination.

Le gouvernement des colonies n'éprouva pas un changement sensible par cette révolution. Dans les temps où il n'y avoit point encore de juges institués, les officiers des milices en remplissoient les fonctions ; lors de la création des tribunaux ils furent pourvus des charges qui les composoient.

Les juridictions ordinaires sont chargées de faire exécuter tous les réglemens de police, & de juger en premiere instance toutes les affaires qui ne sont pas attribuées aux amirautés.

Les amirautés des colonies ont la même compétence que les amirautés de France.

Les jugemens de ces juridictions sont soumis à l'appel aux conseils supérieurs ; il n'y a d'exception à cette règle que pour les concessions, les réunions de domaine, la distribution des eaux pour l'arrosement des terres, les servitudes, les chemins, les ponts, les aqueducs, les barques, les passages des rivières, la chasse & la pêche, parce que la connoissance en appartient au *tribunal terrier*.

Ce tribunal est composé du gouverneur-lieutenant général, de l'intendant & de trois conseillers du conseil supérieur, qui sont

choisis par le conseil. Les contestations y sont portées par des requêtes qui sont adressées au *gouverneur lieutenant général & à l'intendant* : l'un & l'autre signent les ordonnances qu'ils rendent sur ces requêtes.

Lorsque le tribunal terrier ordonne une instruction, les parties sont renvoyées devant les juges des lieux. Ces officiers sont regardés comme commissaires, & leurs sentences peuvent être attaquées par la voie de l'opposition dans la forme ordinaire : en cas d'appointement, on fait droit sur les productions respectives où l'on juge par forclusion. Les ordonnances rendues par les juges des lieux comme commissaires du tribunal terrier, s'exécutent par provision, *nonobstant opposition & appelation, & sans que les impétrans de ces jugemens soient tenus de donner caution.*

L'appel des jugemens du tribunal terrier doit être porté au conseil des dépêches. Il faut joindre aux pièces une expédition des conclusions du procureur du roi des lieux, & de l'avis des premiers juges.

Les tribunaux des colonies doivent se conformer dans leurs jugemens aux loix & aux ordonnances du royaume.

En matiere criminelle on peut se pourvoir par deux voies, par celle de la demande en cassation, & celle de la requête en révision du procès; mais comme l'ordonnance criminelle veut que les jugemens soient exécutés le même jour qu'ils ont été prononcés, le roi a ordonné que dans les cas d'homicides involontaires ou forcés, il seroit sursis aux jugemens des procès jusqu'à la réception des ordres que sa majesté jugeroit à propos de donner, sur le compte qui seroit rendu, par les procureurs généraux, aux administrateurs qui l'enverroient au secrétaire d'état du département de la marine. Par une dernière loi du premier février 1766, il a été ordonné que, lorsqu'un accusé se fera pourvu devant le gouverneur-lieutenant général pour obtenir sa grace du roi, cette demande sera soumise à la délibération du gouverneur, de l'intendant & du procureur général, & que s'ils décident à la pluralité des voix que l'accusé est dans le cas d'espérer sa grace, il doit être sursis à la lecture & à l'exécution de l'arrêt, jusqu'à ce que sa majesté ait accordé ou refusé la grace.

Conseils supérieurs de l'île Saint-Domingue.

Le conseil *du Port-au-Prince* fut créé par un édit du mois d'août 1685. Il fut d'abord établi au petit Goâve , il fut ensuite transféré à Léoganne , & depuis au Port-au-Prince , où il remplit aujourd'hui ses fonctions.

Le conseil *du cap François* fut créé par édit du mois de juin 1701 ; il a toujours tenu ses séances au cap François.

Deux édits de 1769 ont déterminé le nombre des membres de ces deux conseils ; l'un du mois d'avril pour le conseil du Port-au-Prince , & l'autre du mois de septembre pour le conseil du Cap.

Chacun de ces deux tribunaux est composé du gouverneur-lieutenant général , de l'intendant , qui a les prérogatives de premier président , sans en avoir le titre ; des commandans en second du Port-au-Prince & de Saint-Louis , (quant au conseil du Port-au-Prince) & du commandant du nord (quant au conseil du Cap ,) d'un président qui doit être pris parmi les conseillers titulaires , d'un commissaire général de la marine , du plus ancien commissaire de la

marine, de douze conseillers (le président compris) de quatre assesseurs, d'un procureur général, de trois substitués du procureur général, & d'un greffier.

Le service de ces conseils est gratuit ; il étoit d'abord *bimestre*, il a été rendu annuel. Le roi accorde aux membres de ces tribunaux une indemnité qui a été fixée par une décision particulière à 15000 livres pour le président, 15000 pour le procureur général, & 12000 livres pour les conseillers, outre leur logement.

La nomination des conseillers assesseurs appartient au gouverneur général & à l'intendant ; ils ne doivent servir que pendant trois ans, si on ne renouvelle pas leurs commissions, ou s'ils ne passent pas à une place de titulaire. Ils n'ont voix que dans les procès qu'ils rapportent, ou lorsqu'il n'y a pas un nombre suffisant de conseillers titulaires. Il faut sept conseillers pour rendre un arrêt.

Les conseils supérieurs de S. Domingue ont le pouvoir des cours souveraines. Ils jugent en dernier ressort. On ne peut se pourvoir contre leurs arrêts que par les voies prescrites par les ordonnances du

royaume, pour attaquer les arrêts des cours souveraines de France.

Conseil supérieur de la Martinique.

Ce conseil fut établi par une déclaration du 11 octobre 1664.

En 1768 Louis XV fixa le nombre des membres de ce conseil. Il est composé du gouverneur-lieutenant général, de l'intendant, du commandant en second, du major général, ou de celui qui en remplit les fonctions, du commissaire de marine qui fait les fonctions de subdélégué général, du plus ancien commissaire de la marine, de 14 conseillers titulaires, d'un procureur général, de quatre assesseurs & d'un greffier. Les officiers majors & d'administration peuvent seuls être admis au conseil supérieur sans avoir été reçus avocats en France.

Conseil supérieur de la Guadeloupe.

L'établissement & la composition du conseil supérieur de la Guadeloupe ont été faits sur le même plan que celui de la Martinique.

Conseil supérieur de Cayenne.

En 1701 il fut créé un conseil supérieur pour la Guyanne. Ce tribunal est composé du même nombre de membre que les conseils de la Martinique & de la Guadeloupe.

Les conseils de la Martinique , de la Guadeloupe & de Cayenne jugent en dernier ressort comme ceux de S. Domingue ; ils rendent également la justice sans frais , mais le roi ne leur accorde point d'indemnité , parce que leur service n'est pas sédentaire ; à Cayenne le conseil s'assemble tous les premiers lundis de chaque mois ; ceux de la Martinique & de la Guadeloupe ne s'assemblent que de deux mois en deux mois , les uns & les autres continuent leurs séances jusqu'à ce qu'ils aient jugé tous les procès.

Conseils supérieurs des îles de France & de Bourbon.

Il existoit dans chacune de ces îles un des conseils qui avoient été créés en 1723 & en 1734.

Ces conseils ayant été supprimés en 1766, le roi en a créé deux nouveaux qui ont le

pouvoir de juger en dernier ressort ; les conseillers titulaires & les autres officiers étoient obligés à résider habituellement. Un édit du mois de novembre 1771 a supprimé ces deux conseils, & les a remplacés par deux autres dont les membres sont fixés par l'article 3 de cet édit.

Le conseil de l'île de France est composé du gouverneur-lieutenant général, & de l'intendant, ou des officiers qui les représentent, du commandant en second, du plus ancien commissaire général ou ordinaire des ports & arsenaux de la marine, qui fait les fonctions de premier conseiller, de six conseillers titulaires ; (le second conseiller est chargé de veiller à la police du corps, & d'en rendre compte à l'intendant ;) d'un procureur général, d'un substitut, de quatre assesseurs, & d'un greffier.

Le conseil de l'île de Bourbon est composé du commandant particulier & de l'ordonnateur, de six conseillers titulaires, (un de ces conseillers a la police du corps, & il en rend compte à l'intendant) de quatre assesseurs, d'un procureur général, d'un substitut, & d'un greffier.

L'article 5 de l'édit de création de ce

conseil confirme l'attribution au gouverneur & à l'intendant de la nomination des assesseurs ; ce droit leur a été accordé par des lettres patentes du mois de novembre 1766. L'article 7 exige pour rendre un arrêt en matière civile cinq conseillers, & en matière criminelle sept.

Conseil de Pondichery.

Un édit du mois de février 1701 avoit établi un conseil supérieur à Pondichery : il avoit été confirmé par une déclaration du 30 septembre 1772 ; il a été supprimé par un autre édit du mois de février 1776, qui en a créé un nouveau.

Ce conseil est composé du gouverneur, du lieutenant général & de l'intendant ou commissaire ordonnateur, du plus ancien officier d'administration, lorsqu'il a le grade de commissaire de la marine, de sept conseillers titulaires, dont le doyen a la police du corps, & en rend compte à la compagnie, d'un procureur général, & d'un greffier en chef. Il y a en outre deux assesseurs & un substitut du procureur général, qui sont à la nomination des administrateurs.

Par une déclaration du 3 février 1776, il a été ordonné qu'il y auroit toujours trois offices de conseillers titulaires, & celui de procureur général, qui ne pourroient être remplis que par des avocats âgés de 27 ans au moins, & qui auroient déjà exercé des charges de judicature, ou suivi le barreau dans une cour ou un tribunal en France, pendant l'espace de quatre années.

Les officiers de ces différens conseils peuvent avoir l'épée au côté en rendant la justice ; une lettre en commandement, du 8 novembre 1734, a confirmé cet usage comme un droit dans le conseil de Cayenne.

Conservation de Lyon.

C'est un tribunal qui a été créé dans la ville de Lyon pour conserver les privilèges des foires qui s'y tiennent, & pour juger les contestations qui s'élevent entre les négocians qui les fréquentent, lorsqu'ils ont contracté sous le scel des foires de Lyon. Cette juridiction est sans contredit la première de celles qui ont été établies dans le royaume pour juger les affaires de commerce.

Les

Les prérogatives dont jouissoient les anciennes foires de Brie & de Champagne, avoient été accordées par Philippe de Valois en 1349 ; les foires de Lyon ont succédé à ces foires.

Les marchandises qui sont conduites à Lyon sont exemptes de tout impôt , de quelque nature qu'il soit ; les négocians étrangers qui fréquentent les foires de Lyon sont libres de tester & de disposer de leurs biens comme s'ils étoient régnicoles ; enfin il est permis à toutes sortes de personnes, de quelque état , qualité & nation qu'elles soient , *d'user de changes , arriere - changes , intérêts & prêts d'argent de foire en foire , bailler , prendre & remettre leur argent en quelque pays que ce soit.*

Ces motifs ont déterminé nos rois à établir la juridiction qui existe sous le nom de *conservation de Lyon.*

En 1467 Louis XI confia l'administration de cette juridiction au bailli de Mâcon , qui étoit alors en cette qualité sénéchal de Lyon. Ce prince avoit ordonné dès l'année 1462 , au mois de mars , qu'il se tiendrait à l'avenir à Lyon quatre foires par an de quinze jours chacune , au lieu de deux de six jours cha-

cune seulement , que Charles VII y avoit établies en 1419.

En l'année 1464 , les notables & conseillers de la ville de Lyon furent autorisés à choisir des prud'hommes pour décider les différends qui s'éléveroient au sujet des négociations & du commerce des foires. Ces prud'hommes devoient être présentés au sénéchal de Lyon pour qu'il confirmât leur nomination.

Les affaires de cette juridiction s'étant multipliées , on a senti la nécessité de la composer d'officiers particuliers. Ce fut ce motif qui donna lieu à l'établissement en titre d'un juge conservateur & de son lieutenant , qui devoient être gradués & versés dans l'étude du droit romain.

On ignore la date précise de la création de ce tribunal ; il est vraisemblable qu'elle a été faite peu de temps après les lettres patentes données par François I^{er} , relativement aux fonctions du juge - conservateur des foires de Lyon le 11 février 1524.

Cette juridiction a été confirmée & maintenue dans ses privilèges & attributions par Henri II en 1547 , & en 1550 par François II ; & par Charles IX en 1569.

Henri IV s'empresse , aussitôt qu'il fut affermi sur le trône de ses ancêtres , de confirmer ce tribunal dans tous ses droits & dans toutes ses prerogatives en 1594 & en 1602. Enfin Louis XIII & Louis XIV ont maintenu en 1621 & en 1643 cette juridiction dans ses privilèges & dans ses attributions.

Consuls. (juridiction des juges)

On donne le nom de consuls à des négocians ou à des marchands qui sont choisis pour juger les contestations qui s'élevent entre négocians au sujet de leur commerce.

Ce fut François I^{er} qui, au mois de juillet 1549 , posa les premiers fondemens de la justice consulaire à Toulouse.

Ce monarque en établissant pour les marchands de cette ville une bourse commé à Lyon , où les foires de Champagne avoient été transférées, leur permit « d'élire » entr'eux & faire chacun an un prieur & » deux consuls , pour décider en premiere » instance tous les procès qui , pour raison » des marchandises , foires & assurances, » seroient intentées entre les marchands & » trafiquans à Toulouse , au jugement des-

» quels les prieurs & consuls pourroient
» appeller telles personnes qu'ils jugeroient
» à propos ».

Henri II en 1556 établit une place commune à Rouen , & lui accorda les mêmes prérogatives que son pere avoit accordées à la bourse de Toulouse. Ce prince ordonna que les marchands qui fréquentoient la place , s'assembleroient tous les ans avec les marchands étrangers qui venoient aux foires de Rouen , pour choisir à la pluralité des voix *un prieur & deux consuls*.

François II affranchit les négocians de toute juridiction ; mais la loi de ce prince fut abrogée.

Charles IX guidé par le chancelier de l'Hôpital , établit à Paris en 1563 , une juridiction consulaire , composée d'un juge & de quatre consuls , qui devoient être choisis entre les marchands.

Quelque temps après il créa de pareilles juridictions pour les plus grandes villes , telles que Rouen , Bordeaux , Tours , Orléans , &c. En 1566 il en créa également dans toutes les villes où il y avoit un grand nombre de marchands. Il y a encore eu

depuis , en 1710 & en 1711 , plusieurs créations de juridictions consulaires.

Les juges-consuls n'ayant été établis que pour connoître *des contestations qui s'élevent entre marchands au sujet de leur commerce* , tout ce qui est étranger à cet objet ne peut être soumis à leur juridiction.

La juridiction consulaire de Paris est composée d'un juge & de quatre consuls. Elle tient ses audiences les lundis , mercredis & vendredis.

Outre le juge & les quatre consuls , il y a trois greffiers en chef , cinq greffiers plunitifs , & quatre huissiers-audienciers.

Les parties ont le droit d'exposer elles-mêmes leur défense , ou de la confier à des officiers qui sont connus sous le nom d'*aggrés par MM. les consuls pour porter la parole à l'audience*. Ces officiers sont au nombre d'onze.

Consuls François dans les pays étrangers.
(*jurisdiction des*)

Les consuls étoient inconnus aux nations anciennes , parce que leur principal commerce dans les pays éloignés de leurs métropoles se faisoit par les colonies qui s'y

établissoient , ou par les peuples qu'ils assujétissoient. Il est certain d'ailleurs que le commerce des anciens peuples n'a jamais été aussi étendu & aussi considérable que celui des nations modernes.

On trouve dans Ducange deux diplômes du quatorzième siècle , par lesquels les empereurs Andronic , Paléologue & Jean son fils , accorderent aux marchands de Narbonne , qui se trouvoient dans leur empire , le privilège de nommer & instituer un consul pour juger les contestations qui s'élevoient entr'eux.

Les François ont été maintenus , par les traités conclus entre la France & la Porte , dans le droit d'avoir des consuls dans le Levant. Les Hollandois , les Suédois , les Russes , les Anglois , &c. jouissent du même privilège.

Les fonctions des consuls envoyés par le roi dans les ports étrangers , consistent à y protéger les François qui , sans renoncer à leur patrie , y ont formé des établissemens de commerce , ou que le desir de s'instruire , ou le goût des voyages ont déterminé à parcourir les royaumes étrangers. Les consuls sont les chefs d'un tribunal qui

est chargé de rendre la justice aux François ; & l'administration politique & économique de toutes les affaires qui concernent la nation leur est confiée.

Anciennement les maîtres & les patrons des vaisseaux avoient le droit de choisir les consuls ; ils avoient aussi celui de les destituer ; pour secouer un joug aussi incommode les consuls s'adresserent dans la suite au roi , qui depuis leur a toujours fait expédier des commissions par le secrétaire d'état de la marine.

La juridiction des consuls est bornée aux contestations qui s'élèvent entre les François qui résident dans le pays étranger , & à toutes les personnes qui composent les équipages des navires françois. Les procès qui naissent entre François & étrangers , ne sont point soumis à la juridiction des consuls.

En matiere civile les jugemens des consuls s'exécutent par provision en donnant caution ; il faut qu'ils soient rendus en présence de deux députés de la nation , ou de deux principaux négocians François.

Dans les lieux où les consuls exercent une juridiction criminelle , il faut pour que

leurs jugemens soient réguliers , qu'ils soient assistés des députés de la nation & de quatre notables. L'appel de ces jugemens n'est pas reçu lorsqu'ils ne prononcent point de peine afflictive ; mais s'il s'agit d'un délit qui exige une punition corporelle , les consuls , après avoir fait l'instruction , doivent envoyer le procès avec l'accusé dans le premier vaisseau qui fait voile pour la France , & l'accusé doit être jugé par l'amirauté du port où le navire décharge ses marchandises.

Les consuls ont le droit , après une information , & sur l'avis des députés de la nation , de faire sortir des lieux de leur établissement les François qui ont de mauvaises mœurs & dont la conduite est scandaleuse.

L'appel des jugemens rendus par les consuls du Levant & des côtes de Barbarie se porte au parlement d'Aix , le parlement le plus voisin de la résidence des autres consuls prononce sur l'appel de leurs sentences.

Les consuls sont chargés de faire l'inventaire des biens de ceux qui décèdent sans héritiers , & des effets sauvés des naufrages.

Les actes passés dans les pays étrangers sont foi en France , lorsqu'ils ont été légalisés par les consuls.

Cours des aides.

Ce sont des tribunaux souverains qui jugent tous les procès tant civils que criminels qui concernent les aides , gabelles , tailles , &c.

La cour des aides de Paris est la plus ancienne du royaume ; elle a même été longtemps seule , & elle avoit alors le royaume entier pour ressort. Aujourd'hui il y a cinq compagnies particulières dans le royaume qui ne connoissent que des matières d'aides , &c. sçavoir , la cour des aides de Paris , celles de Montpellier , de Bordeaux , de Clermont , & de Montauban.

Outre ces cinq cours des aides , il y en a d'autres qui sont unies à des parlemens ou à des chambres des comptes , telles que celles de Dijon , de Rennes , de Grenoble , d'Aix , de Rouen , de Pau , de Nancy , &c.

La cour des aides de Paris est composée des magistrats qui suivent : sçavoir , d'un premier président , de neuf autres présidens , de plusieurs conseillers d'honneur , de cinquante-deux conseillers , de trois avocats généraux , d'un procureur général , de quatre substituts , de deux greffiers en chef , de cinq secrétaires du roi , d'un principal

commis de l'audience publique , d'un principal commis en la premiere chambre pour l'audience à huis clos & pour les arrêts rendus en la chambre du conseil, tant au civil qu'au criminel, d'un greffier garde-facs & des dépôts , d'un greffier des présentations & affirmations , d'un trésorier payeur des gages qui a trois contrôleurs, d'un receveur des épices & vacations , d'un contrôleur des arrêts , d'un commis à la délivrance des arrêts , d'un premier huissier, & de sept autres huissiers.

On porte aux cours des aides les appels des sentences des élections, des greniers à sel, des juges des dépôts de sels, des juges des traites ou des maîtres des ports, des juges de la marque des fers, &c.

La cour des aides de Paris a seul droit de connoître des titres de noblesse ; & le procureur général de cette cour a le droit d'obliger tous ceux qui se disent nobles, à produire les pieces sur lesquelles ils fondent cette qualité. C'est elle qui vérifie les lettres d'annoblissement & de réhabilitation, & qui connoît des exemptions & privilèges dont les nobles & les ecclésiastiques doivent jouir par rapport aux aides, tailles, gabelles, & autres impositions.

Les personnes nobles qui sont troublées dans leur noblesse , peuvent se pourvoir en premiere instance à la cour des aides.

La cour des aides de Paris a seule le droit de vérifier les états de la maison du roi , ceux des maisons de la reine , des enfans & petits enfans de France & du premier prince du sang , & ces états sont déposés dans son greffe.

Cette cour connoît en premiere instance des contestations qui concernent la discussion des biens de tous les comptables envers le roi & de leurs descendans & héritiers à perpétuité , en quelque lieu de l'obéissance du roi que leurs biens soient situés , parce que leurs biens ne peuvent être affranchis de l'hypothèque du roi que par des decrets faits dans cette cour. Les saisies réelles des immeubles des comptables se font dans cette cour à la requête du procureur général , sur les poursuites du contrôleur général des restes.

L'hôtel-Dieu & l'hôpital général de Paris ont leurs causes commises directement & en premiere instance à la cour des aides de Paris , pour toutes les contestations relatives à leurs privilèges & à leurs exemptions des droits d'aides , &c.

La cour des aides de Paris a encore plusieurs autres attributions particulieres.

Les cours des aides ont le droit , comme toutes les autres cours souveraines du royaume , de faire des réglemens dans l'étendue de leur ressort.

Les cours des aides ont toute juridiction & droit de correction , non-seulement sur les officiers des sièges de leur ressort , mais encore sur les trésoriers , receveurs , collecteurs & leurs commis , dans ce qui regarde les fonctions de leurs charges , offices & commissions.

La cour des aides de Paris a son pilori dans la cour du palais , au bas de l'escalier de la Sainte-Chapelle : ses jugemens qui condamnent à mort ou qui prononcent d'autres peines , s'exécutent tant à Paris que dans toutes les autres villes & lieux de son ressort, dans les places où l'on fait les autres exécutions.

Les magistrats de la cour des aides ont le privilège de ne pouvoir être jugés en matiere criminelle que par leur compagnie , & ils jouissent de la noblesse au premier degré : ils jouissent encore, suivant l'édit de mars 1691 , de l'exemption des droits seigneuriaux dans

la mouvance du roi , tant en achetant qu'en vendant. Ils sont commensaux de la maison du roi , & c'est à ce titre qu'ils font droit *de deuil* à la mort des rois , & qu'ils assistent à leur enterrement en robes noires.

La robe de velours avec un chaperon fourré d'hermine est l'habit de cérémonie du premier président & des autres présidens. Les conseillers , les gens du roi & les greffiers en chef portent la robe rouge & un chaperon noir à longue cornette.

La cour des aides de Paris est distribuée en trois chambres. La première , que l'on appelloit anciennement la chambre des généraux des aides , ou des généraux de la justice des aides , étoit autrefois le seul siege de cette cour. C'est présentement celle où se tiennent les audiences , & par cette raison elle est appelée la chambre *des plaidoyers ou plaidoieries*.

On porte dans cette chambre toutes les appellations verbales des jugemens rendus dans les sieges du ressort , toutes les requêtes présentées directement à la cour des aides pour y former de nouvelles demandes , & tous les incidens qui surviennent dans les procès ou instances avant que le partage en

ait été fait entre les trois chambres. La premiere chambre a aussi quelques attributions qui lui sont particulieres , comme les appels des sentences rendues sur les aides & gabelles & autres droits par les juges du Clermontois , la connoissance en premiere instance des affaires de l'hôpital général & de l'hôtel-Dieu de Paris , &c.

Les enregistremens de toutes les ordonnances , édits , déclarations , lettres patentes , lettres de noblesse & autres , se font dans cette chambre. Cependant lorsqu'il s'agit de loix générales , elles ne sont enregistrées que dans l'assemblée des chambres.

Les princes qui apportent des édits à la cour des aides , ont séance à la premiere chambre sur le banc des présidens , après M. le premier président & avant les autres présidens. Les maréchaux de France qui les accompagnent se mettent sur le banc à la droite des présidens , au-dessus du doyen des conseillers , & les conseillers d'état prennent place sur le banc vis-à-vis , au-dessus des conseillers.

Les présidens , conseillers & gens du roi , sont reçus & installés à la premiere chambre toutes les chambres assemblées. A l'égard

des autres officiers de la cour , ils y sont reçus sans assembler les deux autres chambres , ainsi que tous les officiers du ressort.

La cour des aides a deux *señtrées* : la premiere se fait le lendemain de la saint Martin. Après la messe du saint Esprit , toutes les chambres s'étant assemblées en la premiere , on y fait la lecture des ordonnances. M. le premier président y prononce un discours & fait prêter serment aux greffiers & aux huissiers , & ensuite un de MM. les gens du roi prononce une harangue. La seconde *señtrée* se fait le lendemain de *quasimodo*. On y fait aussi la lecture des ordonnances.

Les audiences de la cour des aides commencent en la premiere chambre le mercredi de la premiere semaine après la saint Martin.

La premiere chambre est composée du premier président , de trois présidens , des conseillers d'honneur & de dix-huit conseillers. Les présidens & conseillers des deux autres chambres montent à la premiere par rang d'ancienneté.

La seconde & la troisieme chambre sont composées chacune de trois présidens & de dix-sept conseillers. Elles donnent audience les mercredis & vendredis matin , sur les

demandes incidentes aux procès qui y sont distribués. Les avocats généraux y portent la parole dans les affaires où leur ministère est nécessaire.

La distribution des procès & des instances civiles se fait également entre les trois chambres par M. le premier président , & un président de chacune des deux autres chambres. Les procès criminels se jugent indistinctement dans les trois chambres.

La cour des aides a une chambre des vacations qui commence le 9 septembre & finit le 27 octobre. Elle tient ses séances à la première chambre , où elle donne ses audiences sur les bas sièges les mercredis & vendredis matin. Elle ne connoît que des affaires sommaires ou provisoires , des affaires criminelles , & de celles qui concernent le roi. Elle est composée de deux présidens & de quinze conseillers ; sçavoir , cinq de chacune des chambres ; l'ouverture s'en fait par M. le premier président , qui a droit d'y assister quand il le juge à propos.

La cour des aides tient ses séances à la conciergerie cinq fois par an ; sçavoir , la surveillance de Noël , le mardi de la semaine sainte , la surveillance de la Pentecôte , la
veille

veille de l'Assomption, & la veille de saint Simon. C'est un substitut qui y porte la parole. Quelques jours avant ces séances, deux conseillers-commissaires, assistés d'un substitut & d'un greffier, vont faire leurs visites dans toutes les prisons de Paris, où il se trouve des prisonniers du ressort, & en font ensuite leur rapport à la cour.

Les avocats au parlement plaident & écrivent à la cour des aides, & les procureurs au parlement y sont chargés de l'instruction des affaires.

Cour des monnoies.

C'est une cour souveraine qui juge tous les procès tant civils que criminels, relatifs aux monnoies & aux métaux, &c.

Ce fut en 1551 que la chambre des monnoies fut érigée en cour souveraine. Elle a droit de connoître en dernier ressort du travail des monnoies, des fautes, malversations & abus commis par les maîtres, gardes, tailleurs, essayeurs, prévôts, ouvriers, monnoyeurs & ajusteurs, changeurs, affineurs, batteurs, tireurs d'or & argent, orfèvres, jouailliers, mineurs, balanciers, fourbisseurs, horlogers, coute-

liers , & autres faisant *fait des monnoies*, &c. ou travaillant & employant les matieres d'or & d'argent , en ce qui concerne leurs charges & métiers. Les ouvriers qui font des vaisseaux de terre résistans au feu à sec, propre à la fonte des métaux , sont aussi soumis à sa juridiction. Les particuliers qui veulent établir des laboratoires destinés à la fusion des métaux , doivent en obtenir la permission , & faire enregistrer leurs brevets en la cour des monnoies.

Elle a droit , ainsi que les juges qui lui sont subordonnés , de connoître des matieres de sa compétence , tant au civil qu'au criminel , & de condamner à toutes sortes de peines afflictives , même à mort.

Les jours d'audience sont les mercredis & samedis ; & ceux que M. le premier président veut accorder extraordinairement : les autres jours sont employés aux affaires de rapport.

Le nombre des magistrats qui composent la cour des monnoies a varié ; l'état de ses membres a été fixé par un dernier édit qui a été enregistré le 29 juillet 1778 ; suivant cette loi, cette cour doit être composée d'un premier président , de six présidens , de

trente conseillers, de deux avocats généraux, d'un procureur général, d'un greffier en chef, de deux substitués, d'un secrétaire du roi, d'un premier huissier, de quinze huissiers ordinaires, & d'un concierge-buvetier.

Cette cour jouit du droit de *committimus*, du droit de franc salé, & des autres droits attribués aux cours souveraines. Elle a rang dans toutes les cérémonies publiques immédiatement après la *cour des aides*.

La robe de cérémonie des présidens est de velours noir, celle des conseillers, des gens du roi & du greffier en chef est de satin noir; ils s'en servent dans toutes les cérémonies publiques, excepté aux pompes funébres des rois, des reines, des princes & des princesses, où, comme commensaux de la maison du roi, ils conservent leurs robes ordinaires.

Les officiers de la cour des monnoies ont la noblesse au premier degré, comme ceux des autres cours.

La cour des monnoies juge par prévention & par concurrence avec les baillis, sénéchaux, prévôts des maréchaux & autres juges, des faux-monnoyeurs, rogneurs &

altérateurs des monnoies , billonneurs , alchimistes , transgresseurs des ordonnances sur le fait des monnoies de France & étrangères.

Le crime de fausse monnoie a toujours été puni de la manière la plus sévère. Anciennement on faisoit bouillir les faux monnoyeurs ; deux subirent cette peine en 1347, d'autres furent dans la même année attachés en croix ; deux autres furent bouillis , l'un en 1525 , l'autre en 1550 ; aujourd'hui on les condamne à être pendus. ●

Clément V excommunia les faux monnoyeurs de toute espèce qui étoient en France , & ordonna qu'ils ne pourroient être absous que par le pape , excepté à l'article de la mort. Charles V envoya une copie de cette bulle à l'évêque de Langres , pour la faire afficher à la porte de toutes les églises de son diocèse.

L'étalon ou poids original de France est déposé à la cour des monnoies ; on l'y conserve dans un coffre fermé à trois serrures par trois clefs différentes. Ce poids original pèse 50 marcs , & contient toutes ses différentes parties ; c'est sur ce poids qu'on étalonne les autres poids du royaume.

L'empereur Charles V ayant voulu que le poids de marc de l'empire pour les Pays-bas, fût conforme au poids royal de France, envoya en 1529 un de ses généraux des monnoies, pour en demander permission au roi. L'étalonnement & la vérification furent faits en présence du président & des généraux des monnoies. La même vérification a été faite en 1756.

Eaux & forêts.

Voyez MAITRISE, TABLE DE MARBRE.

Echiquier.

On appelloit ainsi une cour souveraine qui fut instituée par Raoul, premier duc de Normandie, au commencement du douzième siècle.

Cette cour jugeoit souverainement tant en matière civile qu'en matière criminelle, les affaires qui avoient été décidées par les premiers juges, & dont on avoit interjeté appel; mais comme elle ne tenoit pas toujours ses séances, le grand sénéchal de Normandie jugeoit par provision les affaires qui requéroient célérité.

Les assemblées de l'échiquier de Nor-

mandie se tenoient deux fois par an pendant trois mois ; sçavoir , au commencement du printemps & à l'entrée de l'automne ; Guillaume le Rouillé d'Alençon désigna les prélats & les nobles qui y avoient séance à cause de leurs terres , le rang que chacun y tenoit , ceux qui y avoient voix délibérative , &c. on condamnoit à l'amende ceux qui ne s'y trouvoient pas & qui n'avoient point d'excuse légitime ; on voit qu'au mois d'avril 1485 , Charles VIII , assisté du duc d'Orléans , connétable ; du duc de Lorraine , des comtes de Richemont , de Vendôme & d'Albert , du prince d'Orange , du chancelier , &c. & séant en son-lit de justice en l'échiquier de Rouen , condamna à l'amende le comte d'Eu , pour ne s'y être pas trouvé ; quoique son bailli d'Eu qui étoit présent , l'eût excusé sur son grand âge & ses indispositions.

L'échiquier fut ambulatorioire à la suite du prince pendant plusieurs siècles , ce qui entraînoit beaucoup d'inconvéniens. C'est par cette raison que les états généraux de Normandie avoient délibéré en 1498 de rendre l'échiquier perpétuel ; & l'année suivante , les prélats , barons , seigneurs , & les gens

des trois états de la province , supplierent Louis XII d'ériger ce tribunal en cour sé-
dentaire de la ville de Rouen , ce que ce
prince fit par un édit du mois d'avril de la
même année.

Les fonctions que cette cour remplissoit
sont aujourd'hui exercées par le parlement
de Rouen.

Voyez l'article PARLEMENT DE ROUEN.

Élection.

On donne ce nom aux tribunaux qui
jugent en premiere instance la plupart des
affaires dont les cours des aides connoissent
par appel. Les officiers qui composent ces
jurisdictions s'appellent élus.

L'origine des élus est la même que celle
des généraux des aides ; on ne leur a donné
le nom d'élus , que parce qu'ils furent éta-
blis par voie d'élection. Ils étoient chargés
du détail des impositions & du soin d'en faire
la perception dans les paroisses. Charles V
en 1373 établit deux élus dans chaque ville
capitale ou épiscopale. Il fixa leurs fonc-
tions par une ordonnance de l'année sui-
vante.

Charles VI augmenta le nombre des élus

en 1383, & Charles VII en 1452, créa de nouvelles élections. Ces juridictions furent confirmées par Louis XII en 1500.

François I^{er} établit des élus particuliers dans les villes où les élus ou chefs avoient des préposés. Ces élus furent supprimés en 1627 & rétablis en 1634 ; enfui ils furent entièrement supprimés & réunis aux élections en chef en 1681 & en 1685. Quelques élections particulières furent exceptées, telles que celles de Pontoise & de Sainte-Menehould ; depuis elles ont été érigées en élections en chef.

Les affaires relatives aux tailles, aux aides & aux autres impositions ou subfides font de la compétence des élections. Elles connoiffent auffi des contraventions aux réglémens concernant la formule & la distribution des papiers & parchemins timbrés. Ces juridictions prononcent encore fur les affaires contentieuses qui intéreffent la ferme du tabac & les oëtrois des villes, tant en matiere civile qu'en matiere criminelle.

Ces tribunaux connoiffent enfin des privilèges & exemptions des gentilshommes, des ecclésiastiques, des fecrétaires du roi, des

commenfaux & de tout autre privilège , *relativement aux droits du roi* , & fi la noblèſſe des uns & le privilège des autres font attaqués incidemment , ce ſont les élus qui en décident , à la charge de l'appel ; mais ils ne peuvent ordonner l'enregiſtrement des titres des nobles en leur greffe.

Les jugemens rendus par les élections , doivent être ſignées par les juges qui y ont concouru. Les ſentences ſuſceptibles d'appel doivent être ſignées par trois juges au moins.

Les élections jugent en dernier reſſort les affaires qui n'excèdent pas la ſomme de trente livres.

Elles décident auſſi en dernier reſſort toutes les conteſtations que le défendeur ne conteſte que juſqu'à concurrence de cette ſomme.

Les élections jugent encore en dernier reſſort les affaires intentées par le fermier pour raiſon de fraudes , dans leſquelles la demande en confirmation n'excède point , ou un quart de muid d'eau - de - vie ou deux muids de bierre , cidre ou poiré , de quelque valeur que ſoit chaque eſpece de boiſſon , pourvu qu'il ſ'agiſſe d'un cas où les amendes puiſſent être modérées , & que la condam-

nation d'amende n'aïlle pas au-delà de cinquante livres.

Plusieurs conditions sont requises pour que les jugemens rendus en dernier ressort par les élections soient réguliers ; il faut, 1°. qu'il y ait au moins cinq juges ; & 2°. qu'il soit inséré dans la sentence , qu'elle a été rendue en dernier ressort.

Les officiers des élections sont obligés de faire leurs fonctions en robe , & ils ne peuvent rendre leurs jugemens qu'à l'audience ou à la chambre du conseil.

Les cours des aides étant les cours souveraines des élections , les juges de ces juridictions doivent y être reçus.

Les élus ont le droit exclusif d'apposer le scellé , à la requête du fermier , sur les effets des redevables des droits en cas de mort , d'absence ou de faillite : si cependant le scellé est apposé à la requête d'un autre créancier , & si le fermier y est seulement opposant , les officiers des élections n'ont aucun droit d'en connoître.

Le président de chaque election , ou en son absence le premier officier du lieu a le droit d'accorder seul les permissions d'informer , de procéder aux informations , de

décerner les décrets , de faire les interrogatoires , de rendre les jugemens à l'extraordinaire & les jugemens préparatoires , de procéder aux récolemens & confrontations , & généralement à toute l'instruction des procès criminels. Cependant les requêtes doivent être intitulées à *messieurs de l'élection*.

Il y a en France cent quatre-vingt-une élections qui sont distribuées dans les provinces & généralités qu'on appelle pays d'élection : sçavoir , les généralités de Paris , Amiens , Soissons , Orléans , Bourges , Moulins , Lyon , Riom , Grenoble , Poitiers , la Rochelle , Limoges , Bordeaux , Tours , Pau , Montauban , Champagne , Rouen , Laon , Alençon & Caen.

Chaque election est composée de deux présidens , d'un lieutenant , d'un assesseur & de plusieurs conseillers , d'un procureur du roi , d'un greffier , de plusieurs procureurs & huissiers.

Le nombre des conseillers varie dans les élections ; dans celle de Paris il y en a vingt.

Les élus jouissent de plusieurs prérogatives ; l'exemption de la taille est la principale.

En 1645 ils ont été confirmés dans l'e-

xemption de la taille , des emprunts , subventions , subsistances , contributions d'étapes , logement de gens de guerre , payemens d'ustensiles ; & de toutes les autres impositions qui peuvent être faites par les habitans des lieux où ces officiers se trouvent résidens.

Par une déclaration de 1627, il leur fut accordé droit de *committimus* au petit sceau; mais cette déclaration n'ayant pas été enregistrée , les élus ne jouissent pas de ce droit , excepté ceux de l'élection de Paris, auxquels il a été accordé par l'ordonnance de 1669 , & par une déclaration de 1732.

Les élus ont rang dans les assemblées publiques après les juges ordinaires , & précèdent les autres officiers.

Empire de Gallilée , ou haut & souverain empire de Gallilée.

C'est un tribunal souverain qui existe à la chambre des comptes de Paris ; il est composé des clercs des procureurs de la chambre des comptes , & il a à-peu-près les mêmes droits & les mêmes privilèges que la hazoche.

L'empire de Gallilée est très-ancien. On

prétend que son établissement remonte au-delà du 15^e siècle.

Les arrêts du tribunal de l'empire sont intitulés : *le haut & souverain empire de Galilée ordonne , &c.*

Le corps de l'empire est composé de 15 clercs , sçavoir : le chancelier , le procureur général , six maîtres des requêtes , deux secrétaires des finances , un contrôleur , un greffier & deux huissiers. Tous ces officiers sont ordinaires & par semestre. Il n'y a que le chancelier , les maîtres des requêtes & les secrétaires des finances qui aient voix délibérative.

L'empire s'assemble tous les jeudis matin. Les officiers ne peuvent entrer dans la chambre qu'avec le bonnet de clerc & un manteau percé ; s'ils y entrent en habit ordinaire , ils sont condamnés par l'empire à une amende.

Ce tribunal a un protecteur qui a le droit de faire tels réglemens de discipline qu'il juge à propos.

Grand - Conseil du roi.

C'est une cour souveraine qui connoît de plusieurs matieres civiles , bénéficiales &c.

criminelles qui lui ont été attribuées. Ce tribunal a été longtemps ambulatoire à la suite de nos rois ; il est maintenant sédentaire à Paris.

Le titre de *Grand* qui lui a été donné, tire son origine du nombre des conseillers qui y étoient anciennement admis , & de l'importance des matieres qui y étoient traitées : sa devise est *Unico universus*.

Avant la création de plusieurs officiers de la couronne , le grand - conseil connoissoit des matieres qui ont été attribuées à ces officiers. Depuis nos rois ont dans différens temps accordé des évocations particulières à ce tribunal.

Le bouleversement que les guerres des Anglois avoient occasionné sous le regne de Charles VI, dans les possessions des particuliers , donna lieu à une multitude infinie des demandes qui furent portées au grand - conseil , & qui y resterent indécises pendant le regne de Louis XI , à cause de l'absence continuelle des maîtres des requêtes , & des autres officiers du conseil , qui étoient occupés aux ambassades & à d'autres commissions importantes.

La multitude des affaires dont le grand-

conseil étoit surchargé , déterminâ Charles VIII en 1497 à y établir un corps d'officiers en titre ; ce monarque ordonna que le chancelier en feroit le président né , qu'il y feroit assisté des maîtres des requêtes ordinaires de l'hôtel , qui y présideroient en son absence selon leur rang d'ancienneté , & il créa en même temps dix-sept conseillers ordinaires , tant clercs que laïcs.

Charles VIII étant décédé le 7 avril 1498, Louis XII le 13 juillet de la même année , augmenta le nombre des conseillers du grand-conseil d'un prélat & de deux autres conseillers , ce qui composoit vingt conseillers , qu'il distribua en deux semestres.

Le grand - conseil ainsi composé par Louis XII , continua de connoître de toutes les affaires dont il avoit connu auparavant. Ses fonctions principales consistoient à prononcer sur les réglemens des cours & des officiers ; il connoissoit aussi de tous les dons & brevets du roi , de toutes les matieres qui étoient sous la direction des grands & principaux officiers , & des affaires tant de justice que de police de la maison du roi , & des officiers de la suite de la cour : beaucoup d'affaires particulières y étoient aussi

portées, soit par le renvoi que le roi lui faisoit des placets qui lui étoient présentés, soit du consentement des parties.

Le grand-conseil ayant été pendant longtemps ambulatoire, comme nous l'avons dit ci-devant, jouit en conséquence du droit d'avoir à sa suite un marchand & un artisan privilégiés de chaque art & métier.

Il a tenu ses séances à Paris en différens endroits, sçavoir: au Louvre, aux Augustins, & dans le cloître de Saint-Germain l'Auxerrois.

En 1686 Louis XIV permit au grand-conseil de tenir ses séances dans l'hôtel d'Angligre, rue S. Honoré; il y a continué ses fonctions jusqu'au moment où il a été transféré au Louvre où il tient aujourd'hui ses séances.

Les audiences de ce tribunal pour le grand & le petit rôle, se tenoient avant 1738 les lundis & mardis matin; elles ont été transférées par une déclaration du roi aux vendredis & samedis.

L'audience des placets qui se tenoit autrefois les jeudis, a été transférée par la même déclaration aux mercredis.

: Après les grandes audiences qui finissent

à

à onze heures , les mêmes magistrats donnent une audience pour les causes d'instruction.

Le lieu destiné pour faire les exécutions des arrêts rendus par le grand-conseil en matière criminelle , qui emportent peine afflictive , est la place de la Croix du Trahoir.

Lorsqu'il s'agit de quelque réception d'officier , ou de délibérer sur quelque matière importante , telle que l'enregistrement d'une loi , un point de discipline de la compagnie , &c. on assemble les deux semestres.

Le grand-conseil n'est point dans l'usage d'assister en corps ni par députés aux cérémonies publiques ; mais il va en députation nombreuse complimenter le roi , la reine & les princes & princesses de la famille royale sur les événemens remarquables , & jeter l'eau benite à ceux qui sont décédés.

Les magistrats du grand-conseil jouissent de tous les privilèges attribués aux cours souveraines. La noblesse leur a été accordée par un édit de 1717 & par une déclaration de 1719. Ils jouissent encore des prérogatives accordées aux commensaux de la maison du roi.

Outre plusieurs matieres dont la connoissance a été attribuée à ce tribunal , différens ordres religieux & militaires ont obtenu des lettres patentes d'évocation , tels que les ordres de Malte , de Cluny , de Prémontré , des Bénédictins de la congrégation de saint Maur , l'ordre hospitalier du S. Esprit , de Montpellier , de sainte Genevieve , &c. &c.

L'appel des sentences rendues par la prévôté de l'hôtel du roi se porte aussi au grand-conseil.

La compagnie du grand-conseil a pour chef M. le chancelier ou M. le garde des sceaux , & elle est aujourd'hui composée d'un premier président , de 8 présidens , de 51 conseillers. Les présidens & les conseillers sont divisés en deux semestres. Le service du semestre d'hiver commence au mois d'octobre & finit au mois de mars ; & celui du semestre d'été commence au mois d'avril & finit au mois de septembre. Le doyen de chaque semestre a entrée & voix délibérative au conseil des parties.

Deux conseillers sont également choisis pour faire les fonctions de grands rapporteurs à la chancellerie.

Cette compagnie est en outre composée de deux avocats généraux & d'un procureur général, de sept substitués, d'un greffier en chef, d'un greffier de l'audience, d'un greffier de la chambre, d'un greffier des présentations & affirmations, & d'un greffier garde sacs, de quatre secrétaires du roi, d'un premier huissier, de 14 procureurs, & de 14 huissiers.

Grenier à sel.

On nomme grenier à sel le lieu où le sel est en magasin, & où l'on en fait la distribution.

Il a été créé des juridictions dans les villes du royaume où il y a des greniers à sel, pour juger en première instance les procès relatifs aux gabelles, à la distribution du sel, au faux-saunage, à la bonté ou mauvaise qualité du sel, à la quantité qu'il en faut pour l'étendue de leur juridiction, aux poids & mesures du sel & à son prix; c'est par la nature de ces fonctions qu'on a donné à ces juridictions le nom de grenier à sel.

Ces juridictions sont composées d'un président, d'un grenetier, d'un contrôleur, d'un procureur du roi & d'un greffier.

Il n'est point nécessaire d'être gradué pour être revêtu des offices dont ces juridictions sont composées. Les juges des greniers à sel doivent être reçus par les cours des aides , & l'appel de leurs sentences doit être porté devant ces cours.

La juridiction du grenier à sel de Paris se tient rue des Orfèvres. Elle donne audience tous les lundis , mercredis & samedis depuis le 1^{er} février jusqu'au 1^{er} octobre, & tous les jeudis depuis le 1^{er} octobre jusqu'au 1^{er} février.

Ce tribunal est divisé en deux exercices qui remplissent alternativement leurs fonctions pendant une année.

Chaque exercice est composé d'un président , d'un grenetier , d'un contrôleur alternatif, d'un lieutenant, d'un contrôleur garde des mesures , de deux avocats du roi & d'un procureur du roi , d'un greffier , d'un premier huissier , d'un receveur , & de plusieurs inspecteurs.

Haute-Justice.

C'est le premier degré & le plus éminent de la justice seigneuriale.

Avant de rendre compte des droits & des

fonctions des juges des haute-justices , nous croyons devoir mettre sous les yeux de nos lecteurs les différentes opinions des auteurs sur l'origine de la justice seigneuriale.

Plusieurs font remonter l'origine des justices seigneuriales jusqu'aux Germains ; mais les officiers dont César parle étoient des officiers élus par le peuple pour lui commander en paix & en guerre.

D'autres entre lesquels même on compte Dumoulin , prétendent qu'il y avoit des justices seigneuriales chez les Romains dès le temps de Justinien. Ils se fondent sur un texte d'une nouvelle ; mais cette espece de justice attribuée par Justinien , n'étoit autre chose qu'une justice économique & domestique des maîtres sur leurs colons qui étoient alors demi-serfs, comme il paroît par le tit. *de Agricolis* , au code ; aussi cette même nouvelle ajoute-t-elle , que quand les colons avoient des procès contre leur seigneur , c'est-à-dire contre leur maître, ce n'étoit plus lui qui en étoit le juge , il falloit avoir recours au juge ordinaire ; ainsi cette justice domestique ne ressembloit point à nos *justices seigneuriales* , dont le principal attribut est de connoître des causes

d'entre le seigneur & ses sujets, & ce sont même dans certaines coutumes les seules causes dont le juge du seigneur peut connoître.

D'autres se contentent de rapporter l'origine des justices seigneuriales à l'établissement des fiefs, qui, comme l'on sçait, ne remonte gueres que vers la fin de la seconde race de nos rois; puisque c'est à cette époque que les comtes & autres officiers dont les bénéfices n'étoient qu'à vie, s'emparèrent de la justice en propriété.

Il y a même lieu de croire que l'institution des justices seigneuriales, du moins pour les simples justices qui n'ont aucun titre de dignité, est plus ancienne que les fiefs tels qu'ils se formerent dans le temps dont on vient de parler, & que ces justices sont presque aussi anciennes que l'établissement de la monarchie, qu'elles tirent leur origine du commandement militaire que les possesseurs des bénéfices avoient sur leurs hommes qu'ils menaient à la guerre, & que ce commandement entraîna depuis la juridiction civile sur ceux qui étoient soumis à leur conduite. Le roi commandoit en effet directement aux comtes, marquis & ducs, aux

évêques, abbés & abbeſſes ; il exerçoit ſur eux tous les actes de juridictions, & ceux-ci avoient le même pouvoir ſur leurs vaffaux appellés *vaffi dominici*, *vaffi comitum*, *episcoporum*, *abbatum*, *abbateſſarum* ; ces vaffaux étoient comme les pairs & les aſſeſſeurs des comtes & autres grands qui rendoient avec eux la juſtice ; ils tenoient eux-mêmes du roi des bénéfices pour leſquels ils faiſoient hommage au comte ou autres qui étoient leurs ſupérieurs, & dans l'étendue de leur bénéfice ils avoient droit de juridiction, mais leur pouvoir étoit moins grand que celui des comtes.

Ces vaffaux avoient ſous eux d'autres vaffaux d'un ordre inférieur ; delà vint ſans doute la diſtinction des juſtices royales & des juſtices ſeigneuriales, & des différens degrés de juridiction.

Les leudes, les comtes & les ducs avoient tous au nom du roi l'exercice entier de la juſtice, appellée chez les Romains *merum imperium*, & parmi nous *haute juſtice* ; mais il n'en fut pas de même des juſtices exercées par leurs vaffaux & arriere-vaffaux : on diſtingua dans ces juſtices trois degrés de pouvoirs plus ou moins étendus, ſçavoir

la haute , la moyenne & basse justice ; & les seigneurs inférieurs aux leudes , comtes & ducs , n'acquirent pas tous le même degré de juridiction ; les uns eurent la haute justice , d'autres la haute & la moyenne , d'autres la moyenne seulement , d'autres enfin n'eurent que la basse justice ; cette différence entre les vassaux ou seigneurs exerçans la justice , provenoit du degré plus ou moins éminent qu'ils avoient dans le commandement militaire.

Quoi qu'il en soit , l'idée de ces trois sortes de justices seigneuriales fut empruntée des Romains chez lesquels il y avoit pareillement trois degrés de juridictions , sçavoir le *merum imperium* ou *jus gladii* , qui peut être comparé à la haute justice ; le *mixtum imperium* , que l'on peut regarder comme la moyenne justice , & le droit de justice appelé *simplex jurisdictio* , qui ressemble à la basse justice.

Il ne faut cependant pas mesurer le pouvoir de ces trois sortes de justices seigneuriales sur les trois degrés de juridiction que l'on distinguoit chez les Romains ; car le magistrat qui avoit le *merum imperium* , connoissoit de toutes sortes d'affaires civiles

& criminelles, & même sans appel ; au lieu que parmi nous le pouvoir du haut justicier est limité à certaines affaires.

Il connoît en matiere civile de toutes causes, soit réelles, personnelles ou mixtes, excepté des affaires qui sont réservées au juge royal ; telles sont celles qui concernent le domaine du roi, ou dans lesquelles le roi a intérêt ; celles qui regardent les officiers royaux, & de ceux qui ont droit de *committimus*, lorsqu'ils veulent s'en servir, celles des églises cathédrales & autres privilégiées ou de fondation royale.

En matiere criminelle, le juge du seigneur haut justicier connoît de toutes sortes de délits commis dans sa justice, pourvu que ce soit par des gens domiciliés, & non par des yagabonds, & à l'exception des cas royaux, tels que le crime de lèze-majesté, de fausse monnoie, d'assemblées illícites, de vols & d'assassinats sur les grands chemins, & autres crimes exceptés par l'ordonnance de 1670.

Il peut condamner à toutes sortes de peines afflictives, même à mort ; & en conséquence il doit avoir des prisons sûres & un geolier, & il a droit d'avoir des

fourches patibulaires ; mais les sentences qui condamnent à peine afflictive ne peuvent être exécutées qu'après avoir été confirmées par le parlement.

Le juge haut-justicier exerce aussi la police & la voyerie.

Le seigneur haut-justicier jouit à cause de sa justice de plusieurs droits , sçavoir de la confiscation des meubles & immeubles qui sont en sa justice , excepté pour les crimes de lèse-majesté & de fausse monnoie ; il a pareillement les deshérences , les biens vacans , &c.

Hôtel de Ville de Paris. (bureau ou juridiction de l')

Cette juridiction est composée du prévôt des marchands , de quatre échevins , d'un avocat & procureur du roi , d'un greffier , de quatre procureurs , & de dix huissiers audienciers commissaires de police.

Ce tribunal est une juridiction d'attribution. Son origine est très-ancienne. Il connoît des contraventions commises dans les chargemens des marchandises destinées pour Paris dans les ports des rivières *affluentes* à la capitale ; il a la police du

paiement des rentes de l'hôtel de ville , des coches d'eau & de tout ce qui se fait sur les ports , &c. Cette juridiction connoît des délits relatifs aux matieres qui lui sont attribuées.

Les maire & échevins des villes du royaume ont une juridiction qui varie suivant les privilèges particuliers de chaque ville. En général ils n'ont qu'une juridiction de police qui est limitée. Dans quelques endroits ils ont le droit de poursuivre les crimes , de juger les causes civiles & d'exercer la police dans toute son étendue. Les jurats de Bordeaux , de Béarn , les capitouls de Toulouse , &c. exercent une juridiction de cette espece. Le pouvoir de ces officiers n'est pas cependant égal ; il est fixé par l'usage & par les prérogatives particulières de chaque hôtel de ville.

Intendans des généralités & provinces du royaume. (jurisdiction des)

Le roi envoie dans les différentes provinces de son royaume des magistrats pour y veiller à tout ce qui peut intéresser l'administration de la justice , de la police & de la finance ; leur objet est le maintien du bon

ordre dans leurs généralités , & l'exécution des commissions dont ils sont chargés par sa majesté ou par son conseil. Ils ont le titre *d'intendans de justice , police & finance , & de commissaires départis dans les généralités du royaume pour l'exécution des ordres de sa majesté.*

On appelle généralité la division qui a été faite de toutes les provinces du royaume en 31 départemens qui forment autant d'intendances.

Lès intendans sont ordinairement leur séjour dans la ville principale de leur département, mais ils sont au moins une fois par an une tournée dans les villes & autres lieux de leur généralité. M. Colbert leur avoit ordonné de faire deux tournées par an , l'une dans toute l'étendue de leur généralité , & l'autre dans une des élections dont ils rendoient compte en détail au contrôleur général.

Les intendans sont presque toujours choisis parmi les maîtres des requêtes ; cependant le roi nomme quelquefois d'autres magistrats.

Les fonctions des intendans concernent spécialement tout ce qui a rapport à l'admini-

nistration. Ils ont en effet une inspection générale sur ce qui peut intéresser le service du roi & le bien de ses sujets. Ils doivent veiller à la répartition des impositions, à la culture des terres , à l'augmentation du commerce , à l'entretien des chemins , des ponts & des édifices publics ; ils doivent en un mot faire concourir toutes les parties de leur département au bien de l'état.

Les ministres consultent souvent les intendans sur les affaires qui s'élevent dans leurs départemens. Quelquefois ils sont commis par des arrêts du conseil pour entendre les parties , dresser procès verbal de leurs prétentions , & donner leur avis sur des procès dont l'instruction au conseil feroit trop longue & trop dispendieuse. Quelquefois même, quoique plus rarement, ils sont commis par des arrêts pour faire des procédures & rendre des jugemens en dernier ressort ; avec un nombre suffisant d'officiers ou de gradués.

Le département des tailles dans les pays où elle est personnelle est une de leurs principales fonctions ; ils font aussi les taxes d'office , & ils peuvent nommer des commissaires pour l'*affiette de la taille*.

Les communautés ne peuvent intenter aucune action sans y être autorisés par une ordonnance de l'intendant de leur généralité.

Ils font les cottisations ou répartitions sur les possesseurs des fonds pour les réparations des églises & des presbyteres ; mais s'il s'éleve à ce sujet des questions qui donnent lieu à une affaire contentieuse, ils sont obligés de la renvoyer aux juges ordinaires.

On leur expédie des commissions du grand sceau , qui contiennent tous leurs pouvoirs ; autrefois elles étoient enregistrées dans les parlemens , & alors les parlemens connoissoient de l'appel de leurs ordonnances ; mais aujourd'hui l'appel des ordonnances & des jugemens des intendans se porte au conseil.

Comme ces ordonnances ne concernent ordinairement que des objets de police , elles s'exécutent toujours par provision , & *nonobstant l'appel* , à moins que le conseil n'ait jugé à propos d'accorder des défenses , ce qu'il ne fait que rarement & en connoissance de cause.

Les intendans nomment des subdélégués dans les différentes parties de leur géné-

ralités ; ils les chargent le plus fouvent de la discussion & de l'instruction des affaires sur lesquelles ils font des procès verbaux , & donnent des ordonnances pour faire venir devant eux les personnes intéressées. Mais leurs ordonnances ne sont réputées que des avis de l'intendant , & si les parties ont à s'en plaindre , elles ne peuvent avoir recours qu'à l'intendant : il n'est permis de se pourvoir par appel , que contre celles que l'intendant rend sur les procès verbaux de ses subdélégués ; cependant on peut interjetter appel des ordonnances d'un subdélégué général , parce qu'il a une commission du grand sceau , qui l'autorise à remplir toutes les fonctions de l'intendant.

Maîtrises des Eaux & Forêts.

Ce sont des juridictions qui connoissent de tout ce qui a rapport aux eaux & forêts.

Les officiers des maîtrises ont succédé aux baillis & sénéchaux.

Les anciennes ordonnances défendoient de vendre ces places , mais par édit du mois de février 1544 , elles ont été érigées en titre d'office & rendues venales.

Le nombre des officiers des maîtrises

ayant été trop multiplié , il fut réduit par édit du mois d'avril 1657 pour chaque maîtrise à un maître particulier , un lieutenant , un procureur du roi , un garde marteau , un greffier , un arpenteur , & un certain nombre de sergens à garde.

Il y a eu en différens temps beaucoup d'autres officiers créés pour les maîtrises.

La maîtrise particuliere des eaux & forêts de Paris est composée d'un maître particulier , d'un lieutenant , d'un garde-marteau , d'un procureur du roi , d'un greffier , d'un commis greffier , d'un premier huissier , d'un huissier audiencier , & de plusieurs autres officiers ; &c.

Voyez TABLE DE MARBRE.

Maréchaux de France. (tribunal de MM. les)

MM. les maréchaux de France ont un tribunal particulier qui se tient chez le plus ancien , qu'on nomme premier maréchal de France.

Ce tribunal juge en dernier ressort toutes les contestations qui s'élevent entre gentils-hommes & gens faisant profession des armes , au sujet des engagemens qu'ils ont contractés sur leur parole , & des billets d'honneur qu'ils ont souscrits.

Les

Les affaires s'instruisent par requêtes qui sont remises entre les mains du rapporteur du point d'honneur, qui en fait le rapport. C'est un maître des requêtes qui remplit cette fonction.

Outre le rapporteur il y a un secrétaire général.

Dans la plupart des villes du royaume, MM. les maréchaux de France ont des lieutenans, des rapporteurs & des greffiers du point d'honneur, qui sont soumis au tribunal & qui en exécutent les décisions dans les provinces.

Monnoies. (jurisdiction des)

Les juridictions des monnoies sont des justices royales établies dans les différentes villes du royaume, pour connoître en première instance *du fait* des monnoies, des matieres d'or & d'argent, & de tous les ouvriers employés à la fabrication des monnoies, ou aux différens ouvrages d'or & d'argent.

Les officiers qui composent ces juridictions, sont le général provincial subsidiaire dans le département duquel se trouve la juridiction, deux juges gardes, qui en

l'absence du général provincial , & concurremment avec lui , peuvent faire toutes les instructions & connoître des mêmes matières , un contrôleur contre-garde , qui remplit les fonctions des juges en leur absence , un garde-scel , un avocat & un procureur du roi , un greffier , un premier huissier & deux autres huissiers.

L'établissement des juges-gardes est fort ancien ; ils réunissent aujourd'hui les fonctions & la juridiction qu'avoient autrefois les gardes & les prévôts des monnoies.

Les gardes & contre-gardes des monnoies furent établis par Charles-le-Chauve dans toutes les villes où il y avoit un hôtel des monnoies ; il y en avoit aussi dans les monnoies des seigneurs particuliers ; les uns & les autres étoient pourvus par le roi , sur la nomination des seigneurs ou des villes dans lesquelles les monnoies étoient établies , & lorsque ces places étoient vacantes , il y étoit commis par les généraux maîtres des monnoies , comme il est encore aujourd'hui commis à l'exercice de ces charges par les cours des monnoies , lorsqu'elles se trouvent vacantes , jusqu'à ce qu'il y ait été pourvu par le roi.

L'édit du mois de mai 1577, avoit uni les offices de gardes & de contregardes à ceux de prévôts royaux des monnoies; mais ces mêmes offices furent rétablis par l'édit du mois de Juillet 1581, qui supprima les prévôts royaux, & rendit ceux-ci héréditaires.

Les juges gardes connoissent en l'absence du général provincial, & concurremment avec lui, privativement à tous autres officiers, de l'examen & réception des changeurs, batteurs & tireurs d'or, ainsi que des aspirans à la maîtrise d'orfèvrerie, de toutes les malversations qui peuvent être par eux commises, même des entreprises de tous ceux qui ont des fourneaux, & se mêlent de fontes & distillations sans y être autorisés par état ou par lettres du roi enregistrées dans les cours des monnoies, & généralement de tout ce qui concerne le titre, la bonté, l'alliage des matieres, marques & poinçons.

Ils connoissent seuls & privativement aux généraux provinciaux de la police intérieure des monnoies, & du travail de la fabrication des especes dont ils font les délivrances aux maîtres ou directeurs particuliers,

ainfi que du paraphe des regiftres que tiennent tous les officiers & ouvriers employés à ladite fabrication ; ils font enfin dépositaires des poinçons , matrices & carrés fur lesquels les efpeces font monnoyées.

Moyenne justice.

C'est le fecond degré de la justice feigneuriale.

La moyenne justice connoît comme la haute de toutes les caufes personnelles & mixtes , &c.

Elle a la police des chemins publics , & l'infpection des poids & mefures , &c.

En matiere criminelle fon pouvoir n'eft pas uniforme , il varie fuivant les coutumes.

Plusieurs coutumes lui donnent feulemēt le pouvoir de connoître des délits légers dont l'amende n'excède pas 60 fols parifis ; le juge de la moyenne justice peut néanmoins faire arreter les criminels qui fe trouvent dans fon territoire , les emprifonner , informer , retenir le prifonnier pendant 24 heures , & fi le crime mérite une punition plus forte qu'une amende de 60 fols parifis , il doit faire conduire le prifonnier dans les prifons du haut jufticier , & y faire porter le procès. :

D'autres coutumes, telles que celles de Picardie & de Flandres, attribuent au moyen justicier la connoissance des rixes qui vont jusqu'à effusion de sang, pourvu que ce ne soit pas de guet à pens, & du vol qui n'est pas capital.

D'autres encore attribuent au moyen justicier la connoissance de tous les délits qui n'emportent pas peine de mort, & mutilation de membres.

Enfin celles d'Anjou, de Touraine & du Maine, lui attribuent la connoissance du larcin, même capital, & de l'homicide, pourvu que ce ne soit pas de guet à pens.

Ces différences tirent leur origine des concessions plus ou moins étendues, faites par le roi ou par les seigneurs.

Officialité.

C'est le tribunal d'un primat, d'un archevêque, d'un évêque, d'un abbé, d'un archidiacre ou d'un chapitre qui a une juridiction ecclésiastique contentieuse.

Cette juridiction s'exerçoit autrefois aux portes des églises, ensuite dans une chapelle du palais épiscopal. Présentement il y a un auditoire destiné à cet usage; mais en plu-

seurs endroits il est à l'entrée de la chapelle épiscopale , comme à Paris : l'audience de l'officialité s'y tient en effet à l'entrée de la chapelle épiscopale inférieure.

Ce tribunal est composé d'un official , d'un vicegerent , & quelquefois de plusieurs assesseurs , d'un greffier , d'un promoteur , & d'un ou plusieurs appariteurs.

Parlemens.

Il y a treize parlemens en France , sçavoir ceux de Paris , de Toulouse , de Grenoble , de Bordeaux , de Dijon , de Rouen , d'Aix , de Rennes , de Pau , de Metz , de Besançon , de Douai & Nancy (1).

Parlement de Paris.

Les historiens ne sont pas d'accord sur le

(1) Nous prévenons nos lecteurs 1°. que nous ne rapporterons que les faits principaux qui forment l'histoire particulière de chacune de ces cours , 2°. que nous avons puisé ces faits dans les meilleures sources de notre histoire , 3°. enfin que nous ne nous sommes permis aucune assertion que nous n'ayons trouvée dans les ouvrages des historiens ou des juriconsultes. Nous nous sommes imposés la même loi pour tous les tribunaux.

temps de l'institution de cette cour ; mais il est certain que c'est le plus ancien & le premier des parlemens du royaume.

Le terme parlement étoit usité dès le temps de Louis le Gros en 1108, pour exprimer toute assemblée où l'on parloit d'affaires. L'avocat d'Orléans a remarqué que l'auteur des *gestes de Louis le Gros*, dit qu'après le retour de son armée, l'empereur, le roi de France, & les autres princes assemblerent une seconde fois le parlement.

On trouve aussi des exemples que l'on donnoit le nom de parlement à la cour du roi sous le regne de Louis VII.

Les historiens rapportent encore que Louis VIII tint un parlement à Péronne.

Enfin le parlement de Paris est appelé dans les *olim* de l'an 1306, *curia Parisiensis*, & même, dès l'an 1291 dans une ordonnance qui y fut faite *dans les trois semaines après la Toussaint*.

Il est vraisemblable que le nom de *parlement de Paris* ne fut donné à cette cour que lorsqu'elle commença à tenir ordinairement ses séances dans cette ville, quoiqu'elle n'y fût pas encore sédentaire.

On l'appelloit aussi quelquefois *consilium* ; le conseil du roi ; Joinville l'appelle le *conseil juré* , parce que ceux qui y étoient admis prêtoient serment.*

Une charte de 1211 le nomme *judicium curiæ Gallicanæ*.

Les assemblées , soit générales ou particulières des grands du royaume , qui se tinrent sous les deux premières races , ne furent pas uniformes pour le nombre des personnes qui y étoient admises , ni pour les temps ou les lieux où ces assemblées se tenoient.

Nous n'entrerons point ici dans le détail de tout ce qui concerne les assemblées qui se tinrent sous les deux premières races de nos rois ; nous nous contenterons de rapporter ce que Larocheflavin dit à cet égard.

« Pepin le Bref , dit cet auteur , ayant résolu d'aller en personne en Italie au secours du pape contre le roi des Lombards , & voyant qu'il ne pouvoit plus assister aux assemblées qui se tiendroient pendant son absence pour les affaires d'état & de la justice , comme lui & ses prédécesseurs avoient coutume de faire , que la plupart des princes

& grands seigneurs du royaume l'accompagnant en Italie , ils ne pourroient pas non plus assister à leur ordinaire à ces assemblées ; il ordonna *un conseil ou parlement* composé de certain nombre de gens de sçavoir & d'expérience , pour en son nom & sous son autorité , connoître & décider des affaires les plus importantes , & rendre la justice souverainement , quoiqu'il fût absent du royaume ; il destina le temps le plus voisin des grandes fêtes annuelles pour tenir ces assemblées , sçavoir vers les fêtes de Pâques , la Pentecôte , la Notre-Dame d'août , la Toussaint & Noël , en mémoire de quoi , lorsque le parlement eut été rendu sédentaire , on conserva pendant longtemps l'usage de prononcer en robes rouges la veille de ces grandes fêtes les jugemens des enquêtes , qui n'acqueroient le caractère d'arrêt & de jugement public que par cette prononciation ; il paroît que dans la suite , voyant l'inutilité de cette prononciation , on se réduisit peu à peu à prononcer seulement les arrêts qui devoient être plus connus , & qu'il étoit de quelque importance de rendre publics ; cette forme a cessé entière-

ment depuis la mort du premier président de Verdun, arrivée le 16 mars 1627 ».

Avant que le parlement eût été rendu sédentaire à Paris, le roi envoyoit presque tous les ans dans les provinces des commissaires appelés *missi dominici*, lesquels, après s'être informés des abus qui pouvoient avoir été commis par les seigneurs ou par leurs officiers, rendoient la justice aux dépens des évêques, des abbés & des autres seigneurs qui auroient dû la rendre, & rapportoient au roi les affaires qui le méritoient par leur importance.

Les commissaires qui avoient été envoyés dans les provinces pour y rendre la justice, se rassembloient en certains temps auprès du roi. La réunion de tous les membres de la cour du roi formoit alors *sa cour plénière* ou le *plein parlement*, qui se tenoit ordinairement vers le temps des grandes fêtes; les séances n'étoient communément que des prolongations de ces cours plénières; mais lorsque le parlement eut été rendu sédentaire à Paris, on cessa d'envoyer des commissaires dans les provinces.

« Plusieurs auteurs, entr'autres Laroche-

flavin , pensent que le parlement fut ambulatoire jusqu'au temps de Philippe le Bel ; que ce prince délibérant d'aller en Flandre , & prévoyant qu'il y seroit longtemps , ordonna le 23 mars 1302 , que pour la commodité de ses sujets & l'expédition des causes , l'on tiendrait deux parlemens à Paris chaque année ».

Quelques personnes peu instruites ont cru que cette ordonnance étoit l'époque de l'institution du parlement , ou du moins que celui dont elle parle étoit un nouveau parlement qui fut alors établi ; mais il est certain que le parlement existoit déjà sous ce titre longtemps avant cette ordonnance , & que celui dont elle règle les séances , & qui a toujours subsisté depuis ce temps , est le même qui étoit ambulatoire à la suite de nos rois , ainsi que l'observa le garde des sceaux de Marillac , dans un discours qu'il fit au parlement.

En effet l'ordonnance de 1302 parle partout du parlement comme d'un tribunal qui étoit déjà établi d'ancienneté : elle parle des causes qui s'y discutent , de ses audiences , de ses rôles pour chaque bailliage , de ses

enquêtes , de ses arrêts , de ses membres : il y est aussi parlé de ses conseillers , qui étoient déjà reçus , & des fonctions qu'ils continueroient , & il est dit , que si quelque bailli a été reçu membre du parlement , il n'en fera aucune fonction tant qu'il sera bailli.

D'autres prétendent que le parlement étoit déjà sédentaire à Paris longtemps avant 1302. Les historiens rapportent en effet , que dès le temps de Louis le Jeune , les grands du royaume s'assembloient ordinairement dans le palais à Paris , & que le roi d'Angleterre offrit de s'en rapporter à leur jugement.

Le parlement se tenoit déjà ordinairement dans le palais à Paris dès le temps de Louis VII. Nos rois ne lui avoient pas cependant encore abandonné le palais pour sa demeure , puisqu'on assure que ce fut Louis Hutin qui lui céda ce palais après la condamnation de Marigny qui l'avoit fait bâtir.

Quoique le parlement eût été rendu sédentaire à Paris , il a néanmoins été transféré ailleurs en différentes occasions.

Par édit du 21 septembre 1418, Charles VII, alors régent du royaume, le transféra à cause de l'invasion des Anglois, à Poitiers, où il demeura jusqu'en 1437 qu'il revint à Paris.

Charles VII le convoqua aussi à Montargis, ensuite à Vendôme, pour faire le procès à Jean, duc d'Alençon, en 1456.

Henri III, au mois de février 1589, le transféra à Tours à cause des troubles de la ligue; il fut rétabli à Paris par Henri IV en 1594.

Louis XIV, étant à Pontoise, donna le 31 juillet 1652 un édit par lequel il transféra le parlement dans cette ville.

Le parlement fut encore transféré à Pontoise sous la minorité de Louis XV.

Avant que le parlement eût été rendu sédentaire à Paris, il ne tenoit ses séances que dans de certains temps de l'année.

« Larocheflavin en parlant de l'état du » parlement sous Pepin le Bref, dit qu'il » tenoit alors vers le temps des grandes » fêtes ».

Ses séances n'étoient d'abord que de peu de durée, mais dans la suite les affaires

s'étant multipliées par la réunion de plusieurs baronnies à la couronne , par la reserve des cas royaux , par l'utilité que l'on trouva dans l'administration ordinaire de la justice , les séances du parlement devinrent plus longues.

Sous Louis VIII en 1226 , on en trouve jusqu'à six , tant pour affaires publiques que pour les affaires des particuliers. Sous saint Louis il y en avoit presque toujours quatre par an , mais il y en avoit deux qui étoient ordinaires dès le temps des *olim* , sçavoir à la Pentecôte & aux fêtes de la Toussaint. Les *olim* remarquent en 1262 , comme une singularité , qu'il n'y en eut point à la Pentecôte parce que les noces de Philippe , fils du roi , furent célébrées à Clermont ; les autres séances se tenoient aussi vers le temps des grandes fêtes, telles que celles de l'Ascension , de Noël , de la Chandeleur ; on disoit *le parlement de la Chandeleur* , & ainsi des autres.

L'ordonnance du 17 novembre 1318 porte qu'après toutes les causes délivrées le parlement finiroit , & que l'on publieroit le nouveau parlement ; la séance d'hiver

commençoit au mois de novembre , elle se prolongeoit quelquefois jusqu'au mois d'avril & même jusqu'au mois d'août , suivant l'abondance des affaires , de sorte qu'au lieu de quatre , de six séances , on n'en distingua plus que deux , celle de la Toussaint ou de la S. Martin , & celle de Pâques ou de la Pentecôte , lesquelles furent aussi bientôt confondues.

Vers la fin de la seconde race , on admettoit toujours dans le parlement les barons , mais on ne donnoit plus ce titre qu'aux vassaux immédiats de la couronne , soit laïcs ou ecclésiastiques.

Les simples nobles n'entroient pas au parlement , à moins que ce ne fut comme ecclésiastiques , ou qu'ils n'eussent la qualité de *maîtres du parlement* , titre que l'on donna à certaines personnes choisies pour tenir le parlement avec les barons & les prélats.

Les évêques & les abbés , qu'on appelloit tous du nom commun de prélats , avoient entrée au parlement , les uns comme pairs , d'autres comme barons .

• Les barons ou pairs , tant ecclésiastiques

que laïques , étoient alors obligés de se trouver assiduelement au parlement , pour y juger les affaires qui étoient de leur compétence.

On trouve en effet qu'en 1235 les barons laïcs se plaignoient de ce que l'archevêque de Reims & l'évêque de Beauvais , malgré le devoir de leurs baronnies & la loi de leur *féauté* , ne vouloient pas se rendre au parlement.

Les affaires dont le parlement prenoit connoissance , se multiplièrent principalement par la voie de l'appel , qui devint plus fréquente sous S. Louis ; les ordonnances qu'il fit , & les formes qu'il établit ayant rendu la décision des affaires plus difficile , ce prince se détermina à introduire dans le parlement des gens lettrés , pour aider de leurs lumières les barons , qui ne sçavoient la plupart ni lire ni écrire ; ces gens de loi n'avoient d'abord que voix consultative , mais on leur donna bientôt voix délibérative.

Les baillis & sénéchaux avoient anciennement entrée , séance & voix délibérative au parlement ; mais depuis que l'usage des

des appellations fut devenu plus fréquent, ils furent privés de la voix délibérative, comme il paroît par l'ordonnance de Philippe le Bel, faite après la Toussaint 1291, qui enjoint de députer un certain nombre de personnes, tant pour la grand'chambre que pour l'auditoire de droit écrit & pour les enquêtes, & de ne point prendre de baillis & sénéchaux.

Les baillis & les sénéchaux conserverent cependant leur entrée & séance en la grand'chambre, sur le banc appelé de leur nom, (*banc des baillis & sénéchaux*), qui est le premier banc couvert de fleurs de lis à droite en entrant dans le parquet; mais ils n'avoient plus voix délibérative, & n'assistoient point au parlement lorsqu'on y rendoit les arrêts, à moins qu'ils ne fussent du conseil, & ceux même qui en étoient devoient se retirer lorsqu'on alloit rendre un arrêt sur une affaire qui les regardoit.

Ils étoient autrefois obligés de venir au parlement, tant pour rendre compte de leur administration, que pour soutenir le bien jugé de leurs sentences.

Sous Charles VII le parlement fut souvent interrompu par les conquêtes des Anglois &

les troubles qu'ils causerent en France. Il y eut même sous le regne de ce prince deux tribunaux qu'on nomma parlemens ; l'un qui tenoit ses séances à Paris pour les Anglois , qui s'étoient rendus maîtres d'une grande partie du royaume , & l'autre à Poitiers pour la France : il faut bien se garder d'attribuer au parlement ce qui fut fait alors par le prétendu tribunal établi à Paris par les Anglois pendant ce temps de troubles. Le parlement choisissoit alors ceux qui devoient souvent devenir ses membres ; mais l'ancien usage fut rétabli avec le calme & la tranquillité du royaume.

Avant que le parlement fût rendu fédératif , on n'y jugeoit point les appels des sentences des juges inférieurs ; les baillis & les sénéchaux décidoient en dernier ressort ; les parties ne pouvoient se pourvoir au parlement que par forme de plainte contre les premiers juges , & *non pour simples griefs ou moyens d'appel* de leurs sentences. Saint Louis , en 1270 , avoit défendu les appellations des jugemens rendus dans les justices royales ; mais quand le parlement fut établi en cour de justice ordinaire , on confondit les plaintes contre les juges avec

les appellations , & l'on jugea les appels à peu près de la même manière qu'on les juge encore aujourd'hui.

Le ressort du parlement étoit d'une grande étendue dans ces premiers temps. Aujourd'hui sa juridiction s'étend sur l'île de France , la Beauce , la Sologne , le Berri , l'Auvergne , le Lyonnois , le Forest , le Beaujolois , le Nivernois , le Bourbonnois , le Mâconnois , l'Anjou , l'Angoumois , la Picardie , l'Artois , le Boulonnois , le duché de Bar , la Champagne , la Brie , le Maine , le Perche , la Touraine , le Poitou , le pays d'Aunis , le Rochelois , &c.

Le parlement de Paris connoît seul & exclusivement de plusieurs matières , telles que la tutelle ou régence des rois mineurs. C'est en effet au parlement que la régence se défère. Les testamens de Louis XIII & de Louis XIV , qui avoient pour objet principal l'établissement des régences pendant la minorité de leurs successeurs , ont été envoyés au parlement pour y être homologués.

Les affaires qui regardent la personne des princes du sang & des pairs , leur état &

le droit de leurs pairies , doivent être portées & jugées au parlement de Paris.

Cette cour connoît encore du droit de régale , & des affaires qui concernent les droits de la couronne & du domaine du roi.

C'est aussi dans cette cour que les traités de paix sont envoyés pour y être enregistrés.

Les princes du sang ont entrée , séance & voix délibérative au parlement à quinze ans , & les pairs de France à vingt-cinq ans.

Les princes du sang y entrent de plein droit , mais les pairs sont obligés de se faire recevoir dans la forme ordinaire , & de prêter serment , comme tous les magistrats , de rendre la justice aux pauvres comme aux riches , & d'observer les ordonnances.

Non-seulement les princes & les personnes les plus distinguées du royaume ont soumis leurs contestations à cet auguste tribunal ; les princes étrangers l'ont même choisi pour leur juge. L'histoire en contient plusieurs exemples que nous allons rapporter.

En 1244 l'empereur Frédéric II & le

pape Innocent IV soumirent à cette cour le jugement du différend qu'ils avoient pour le royaume de Sicile.

Le comte de Namur s'y soumit aussi en 1312.

En 1320, Philippe, prince de Tarente, & le duc de Bourgogne, prirent le parlement pour arbitre de leurs différends, & le duc de Bourgogne fut condamné.

En 1342 le duc de Lorraine & Gui de Châtillon son beau-frere, s'en rapportèrent au parlement pour régler leurs différends sur les partages & les séparations de leurs terres.

En 1390 le dauphin de Viennois & le duc de Savoie se soumirent au jugement du parlement sur l'hommage du marquisat de Saluces, & sur la souveraineté de quelques places frontieres; le jugement fut rendu en faveur du Dauphin.

En 1403 le traité de paix conclu entre les rois de Castille & de Portugal fut enregistré au parlement.

Louis XIV par un édit de 1690 a ordonné que les présidens, conseillers, procureurs & avocats généraux, le greffier en chef, les quatre notaires & secrétaires du parle-

ment de Paris , & le premier & principal commis au greffe civil , qui auroient servi vingt années , ou qui décéderoient revêtus de leurs offices , feroient réputés nobles , ainfi que leurs veuves , enfans & descendans.

Les substituts de M. le procureur général font aggrégés aux officiers de la cour , & ils font auffi réputés nobles.

Les présidens , confeillers , avocats & procureurs généraux , greffiers en chef , civil & criminel , & premier huiffier du parlement , & leurs veuves pendant leur viduité , jouiffent du droit de *committimus* au grand fceau.

Les féances du parlement commencent aétuellement le lendemain de la S. Martin , & finiffent la veille de la Nativité. On fait ce jour-là l'enregiftrement des lettres portant établiffement d'une chambre des vacations , pour juger les affaires fommaires & les matieres criminelles , jufqu'au 27 octobre. Néanmoins dans des circonftances extraordinaires , nos rois ont quelquefois prorogé les féances ordinaires du parlement.

Le parlement fut en effet prorogé en 1561 par Charles IX jufqu'au 15 feptembre ; en 1715 , après la mort de Louis XIV , il fut

également prorogé jusqu'au 21 septembre, pour le jugement des affaires des particuliers; & jusqu'au 1^{er} octobre suivant pour les affaires publiques.

Enfin Louis XV a prorogé les séances ordinaires du parlement en 1755, jusqu'au 20 septembre pour les affaires publiques.

L'enregistrement des loix est une des fonctions les plus importantes de cette cour; quoiqu'elle ne juge que par appel les affaires des particuliers, elle connoît cependant en premiere instance de plusieurs matieres; telles sont: les affaires qui intéressent la grande police & l'ordre public, l'hôtel-dieu de Paris, le grand bureau des pauvres, l'hôpital général, l'hôtel de ville de Paris, l'université, &c.

Simon de Bucy est le premier magistrat qui ait porté le titre de premier président du parlement; il étoit président dès 1341. Il paroît qu'il y en avoit alors trois, & qu'il étoit le premier, car en 1343 il est fait mention d'un tiers président appelé Galerand.

En 1458 le premier président se trouve qualifié de grand président; mais ce titre lui étoit commun avec les autres présidens.

On lui a ensuite donné le titre de premier

président ; & dans toutes les listes des présidens , avant le nom de *premier* , on met la qualité de *chevalier*.

Quand le roi nommoit autrefois un premier président , & même des présidens en général , il les choisissoit ordinairement entre les barons ; il falloit du moins être chevalier , sur-tout pour pouvoir remplir la première place , & depuis saint Louis il fallut encore longtemps avoir ce titre pour être premier président. En effet sous Charles V. Arnaud de Corbie ayant été élu premier président , sa nomination resta secrète jusqu'à ce qu'il eût été fait chevalier.

Quoiqu'on ne fasse plus depuis longtemps de *chevaliers en loi* , & que la cérémonie de l'accolade ne se pratique plus guère , le premier président est toujours censé revêtu du grade éminent de chevalier.

Le roi lui-même leur donne cette qualité dans toutes les lettres qu'il leur adresse , on le leur donne pareillement dans tous les procès-verbaux d'assemblée , & ils le prennent dans tous les actes qu'ils passent. Le premier président portoit même autrefois sur son manteau une marque de l'accolade ; & l'habit qu'il porte , ainsi que le

autres présidens , est l'ancien habillement des barons & des chevaliers. Leur manteau est en effet retrouffé sur l'épaule gauche , parce que celui des chevaliers l'étoit , afin que le côté de l'épée fût libre.

L'habillement du premier président est distingué de celui des autres présidens , en ce que son manteau est attaché sur l'épaule par trois lécices d'or , & que son mortier est couvert d'un double galon d'or.

Le parlement de Paris est aujourd'hui composé des magistrats & des officiers qui suivent , sçavoir , la grand'chambre : d'un premier président , de 9 présidens , de deux prélats qui sont conseillers d'honneur nés , de cinq conseillers d'honneur , de 25 conseillers laïcs , & de 12 conseillers clercs. M. le premier président & les quatre anciens présidens à mortier sont de service à la grand'chambre , & les cinq autres présidens font leur service à la tournelle. Les conseillers clercs servent chacun six mois à la grand'chambre , & six mois à la tournelle.

La premiere chambre des enquêtes est composée de deux présidens , & de 23 conseillers.

La seconde de deux présidens , & de 22 conseillers.

La troisième de deux présidens , & de 21 conseillers.

La chambre des requêtes , de deux présidens & de 14 conseillers.

Outre les magistrats ci-dessus , le parlement est encore composé d'un premier avocat général , d'un procureur général , & de deux autres avocats généraux.

M. le procureur général a 14 substituts ; il y a de plus un greffier en chef civil , qui est conseiller du roi & son protonotaire , un greffier en chef des présentations , un greffier en chef criminel , un greffier des affirmations , un greffier des présentations au criminel , quatre notaires & secrétaires de la cour , trois greffiers de la grand'chambre , deux greffiers de la tournelle & des dépôts du grand criminel , un greffier garde-sacs de la grand'chambre , un greffier garde-sacs du petit criminel , 17 greffiers-commis au greffe civil , 4 greffiers-commis au greffe criminel , (chaque chambre des requêtes a un greffier particulier) , 27 huissiers , 4 receveurs généraux des consignations , un receveur & contrôleur général des saisies-réelles , un trésorier payeur des gages , 3 contrôleurs , un receveur des amendes.

La chambre des requêtes a un greffier de l'audience qui exerce le greffe en chef, un commis du greffe, un greffier des présentations, & 6 huissiers.

Parlement de Toulouse.

Le parlement de Toulouse est le second parlement du royaume.

Les grands jours créés par les comtes de Toulouse ont été la première justice supérieure qui ait existé à Toulouse avec le titre de parlement.

Quelques auteurs ont pensé que ces grands jours n'avoient été établis que par Alfonse, comte de Poitou, en 1266; mais il paroît que ces grands jours ou *parlement comtal* de Toulouse étoient plus anciens, suivant l'opinion d'*Aufrelius*, président aux enquêtes de Toulouse.

Il est certain en effet que les comtes de Toulouse & les autres grands vassaux de la province, depuis qu'ils se furent emparés des droits régaliens, se maintinrent toujours dans l'usage de juger sur les lieux & en dernier ressort leurs sujets & vassaux, sans que le conseil du roi prît connoissance de leurs affaires.

Alfonse, comte de Toulouse, ayant succédé au comté de Toulouse & aux autres domaines que possédoit le comte Raimond VII, voulut avoir un parlement pour tous ses domaines, à l'exemple du roi S. Louis son frere.

Ce prince étant à Longpont où il faisoit alors sa demeure, nomma en 1253 des commissaires pour tenir son parlement à la quinzaine de la fête *de tous les Saints*.

Mais comme outre le comté de Toulouse il possédoit aussi l'Auvergne avec le Poitou, il choisit, par permission de S. Louis, la ville de Paris pour y *tenir ses grands jours ou parlement*, auquel il faisoit assigner tous ses sujets.

Ces grands jours étoient nommés parlement, du nom que l'on donnoit alors à toute l'assemblée publique où l'on parloit d'affaires.

Du Tillet dit qu'il y a au trésor des chartres un registre des jugemens, délibérations & ordonnances du conseil de M. Alfonse de France, comte de Poitou, frere de saint Louis & pair de France, tenu à Paris depuis l'an 1258 jusqu'en 1266, lequel conseil y est appelé *parlement*, & d'autres fois *compte*. Il se tenoit par assignation comme celui du

roi ; car on y trouve *parlement dudit comte de la Toussaint de l'an 1269* , & un autre la Pentecôte.

Les preuves de l'histoire de Langdoc contiennent un acte de 1264 , dans lequel il est fait mention du parlement de Toulouse. Le comte de Rhodès avoit présenté une requête au trésorier de l'église S. Hilaire de Poitiers , qui étoit un des membres du parlement de Toulouse , le trésorier répondit qu'il en délibéreroit au prochain parlement.

Dans un autre acte de l'an 1266 , il en est fait mention sous la dénomination de *congregium*. Ce parlement fut convoqué par lettres datées de Rampillon , la veille de S. Barnabé. Alfonse y établit pour président Evrard Malethans , chevalier , connétable ou gouverneur d'Auvergne , Jean de Morillon , chevalier & prêtre Poitevin , Guillaume de Plapape , archidiacre d'Autun , avec pouvoir de choisir eux-mêmes les assesseurs ou conseillers , tant clercs que laïcs. Il est fait mention de ce parlement dans des lettres d'Alfonse , datées du dimanche après la fête de S. Barnabé , apôtre ,

l'an 1266, par lesquelles il ordonne à Evrard Malethans, chevalier, son connétable d'Auvergne, d'entendre Jean, seigneur de Châtillon : « Vous lui rendrez justice, dit ce » prince, jusqu'à notre parlement qui se » tiendra le lendemain de la quinzaine de la » fête de tous les saints, & vous aurez soin » de nous faire sçavoir, à notredit futur » parlement, ce que vous aurez fait ».

Tandis que le comte de Toulouse tenoit ainsi son parlement à Paris, ses sujets étoient obligés de faire de longs voyages pour aller soutenir leurs causes d'appel. En 1268 les habitans de Toulouse lui firent des remontrances au sujet de leurs libertés & privilèges, & lui demanderent entr'autres choses, d'établir sur les lieux des personnes intelligentes pour juger en dernier ressort les causes d'appel qui étoient portées devant lui. Alfonse eut égard à leur demande, & confirma les divers articles des privilèges & des libertés des Toulousains ; ainsi il paroît qu'il établit à Toulouse avant sa mort un tribunal supérieur, pour y décider sans appel les affaires du pays.

Cependant ce parlement fut encore de-

puis tenu quelquefois en d'autres endroits ; car on trouve qu'Alfonse le tint ensuite à Carcassonne.

Le comté de Toulouse ayant été réuni à la couronne par la mort d'Alfonse sans enfans , Philippe-le-Hardi établit avec plus de solennité un parlement dans le Languedoc. Pour obtenir cette grace , les états généraux accorderent au roi *5000 moutons d'or* ; la première séance commença le mercredi après l'octave de Pâques de l'an 1280.

Philippe-le-Hardi fit pour Toulouse ce qu'il faisoit pour l'échiquier de Normandie ; il députa des membres du parlement de Paris pour présider en son nom.

Ce parlement fut supprimé quelques années après , mais il fut rétabli à Toulouse en 1287 par Philippe-le-Bel , & tint ses séances dans cette ville jusqu'en 1291 , qu'il fut encore supprimé.

Ces députés n'étoient pas en aussi grand nombre qu'à l'échiquier ; ils n'étoient que trois , un abbé & deux maîtres. On les appelloit aussi les seigneurs tenans le parlement de Toulouse , mais eux-mêmes se nommoient simplement tenans pour le roi le parlement de Toulouse , ou députés

pour le roi à l'effet de tenir le parlement.

On forma dans ce parlement une chambre pour les affaires du pays de droit écrit ou chambre de *la Languedoc* ; mais cette chambre ne fut établie que dans le temps où le parlement de Toulouse étoit réuni au parlement de Paris.

La cour de parlement qui subsiste présentement à Toulouse , fut instituée par Philippe-le-Bel.

L'ordonnance de ce prince du 23 mars 1302 , portoit que le parlement se tiendrait deux fois chaque année à Paris & à Toulouse.

Cette ordonnance n'avoit fait qu'annoncer le dessein d'établir une cour de parlement à Toulouse ; ce n'étoit en effet qu'une députation de présidens du parlement de Paris que le roi se proposoit d'y envoyer pour y tenir le parlement & y juger souverainement , comme cela s'est pratiqué depuis en Normandie.

Mais il y eut dans la même année un édit exprès pour l'établissement d'une cour souveraine de parlement à Toulouse.

On voit dans le préambule de l'édit , que cet établissement fut fait à la priere de trois états de Languedoc , & dans la vue d'illustrer
la

la ville de Toulouse. Le roi de sa certaine science , puissance & autorité royale , institue une cour de parlement à Toulouse pour tout le Languedoc & duché d'Aquitaine , & pour les pays qui sont au-delà de la Dordogne.

Le roi fit lui-même l'ouverture de ce parlement le 10 janvier 1302 , à huit heures du matin ; il étoit vêtu d'une robe de douze aunes de drap d'or frisé , sur un fond rouge broché de soie violette , parsemée de fleurs de lis d'or , & fourrée d'hermine.

Il partit du château Narbonnois où il demouroit , accompagné des princes & seigneurs de sa cour , avec lesquels il se rendit à un grand fallon de charpente que la ville avoit fait construire dans la place de saint Etienne , pour y tenir le parlement.

Le roi y étant entré monta sur son trône , & ceux qui avoient droit de s'asseoir prirent les places qui leur étoient destinées ; ensuite le roi dit que le peuple du pays de Languedoc l'ayant humblement supplié d'établir un parlement perpétuel dans la ville de Toulouse , il avoit consenti à ses demandes aux conditions insérées dans les lettres d'érec-

tion , dont il ordonna de faire la lecture.

Le chancelier s'étant levé , & ayant fait une profonde révérence au roi , fit une harangue après laquelle il donna au grand secrétaire de la chancellerie les lettres patentes à lire , & lui remit le tableau où étoient écrits les noms de ceux qui devoient composer le parlement de Toulouse.

Le secrétaire les ayant lues à haute voix , le roi fit dire aux magistrats de s'approcher pour recevoir des mains des liérauts leurs habits de cérémonie.

On donna aux présidens des manteaux d'écarlate fourrés d'hermine , des bonnets de drap de soie bordés d'un cercle ou tissu d'or , des robes de pourpre violette , & des chaperons d'écarlate fourrés d'hermine.

Les conseillers laïcs eurent des robes rouges avec des paremens violets , & une espèce de soutane de soie violette par-dessous la robe , avec des chaperons d'écarlate parés d'hermine.

Les conseillers clercs furent revêtus de manteaux de pourpre violette. Leurs soutanes & leurs chaperons étoient d'écarlate.

Le procureur du roi étoit vêtu comme les conseillers laïcs.

Le greffier portoit une robe distinguée par bandes d'écarlate & d'hermine.

Tous ces officiers prêterent le serment au roi , ayant les deux mains sur les évangiles écrits en lettres d'or.

Après la prestation du serment , le chancelier fit asseoir les magistrats sur les sieges qui leur étoient destinés, & le roi leur ayant fait connoître leurs obligations dans un discours , les hérauts congédierent l'assemblée par le cri accoutumé.

Quelques jours après , la compagnie commença ses séances dans le château Narbonnois , que le roi lui donna pour y rendre la justice , sans en ôter néanmoins le gouvernement au viguier de Toulouse , qui continua d'y faire sa demeure avec la garnison ordinaire pour la défense du château.

En 1312 le roi supprima le parlement de Toulouse , en incorpora les officiers & l'unit à celui de Paris.

Le parlement fut rétabli & installé à Toulouse en 1420. Par les lettres de rétablissement il n'y eut qu'un président , qui étoit

l'archevêque de Toulouse , onze conseillers & deux greffiers ; il n'y eut point de procureur général : les lettres n'en faisoient point mention.

En 1425 le parlement de Toulouse fut transféré à Béziers , à cause de la peste qui étoit à Toulouse , & pour repeupler la ville de Béziers qui avoit soutenu un long siège contre le comte de Clermont , & la dédommager de tout ce qu'elle avoit souffert lorsqu'elle fut prise.

Mais le parlement ne demeura pas longtemps à Béziers : en effet , par des lettres patentes du 7 octobre 1428 , Charles VII le réunit une seconde fois à celui de Paris qui étoit alors à Poitiers.

Lorsque les Anglois furent chassés de Guienne , & que le parlement qui avoit été transféré à Poitiers eût été remis dans la capitale du royaume , par édit du mois d'août 1436 , Charles VII érigea un nouveau parlement pour le Languedoc , par édit du 18 avril 1437 ; il envoya d'abord des commissaires généraux sur le fait de la justice , avec pouvoir de juger souverainement sur certaines matieres. Quelque temps après il donna cette commission aux généraux de

Montpellier ; & enfin , par édit donné à Saumur le 11 octobre 1443 , il rétablit un parlement à Toulouse pour être stable dans cette ville.

Le 4 août 1533 , François I^{er} tint son lit de justice à Toulouse , accompagné des princes & des seigneurs de sa cour.

Charles IX tint aussi son lit de justice dans ce parlement , le 5 février 1565 , étant accompagné de plusieurs princes & seigneurs.

Les ducs & pairs dont les pairies sont situées dans le ressort de ce parlement , lui présentoient autrefois des roses , suivant l'usage qui existoit alors ; les comtes de Foix , d'Armagnac , de Bigorre , de Lauragais , de Rouergue , & tous les autres seigneurs des grandes terres de Languedoc , lui rendoient cet hommage. Les archevêques d'Auch , de Narbonne & de Toulouse n'en étoient pas exempts. La qualité de présidens des états , & celle de peres spirituels du parlement , ne dispensoient point ces deux derniers de cette redevance ; enfin les rois de Navarre , en qualité de comtes de Foix , d'Armagnac , de Bigorre & de Rhodéz , & Marguerite de France , fille du roi Henri II , sœur de trois

rois & reine elle-même , comme comtesse de Lauraguais , lui ont rendu le même honneur.

Le gouverneur de Languedoc & celui de Guyenne ont entrée & séance au parlement de Toulouse , lorsque leurs lettres ou provisions y ont été enregistrées.

L'archevêque de Toulouse est conseiller né du parlement , en vertu de lettres patentes accordées par Charles IX en 1563 au cardinal d'Armagnac , archevêque de cette ville , pour lui & pour ses successeurs à l'archevêché.

L'abbé de Saint-Sernin a aussi obtenu le titre de conseiller né de ce parlement , en vertu de lettres patentes.

Il y a encore deux charges en titre nommées *épiscopales* , qui ne peuvent être remplies que par deux évêques du ressort , & pour lesquelles on prend des provisions du roi.

Il y a aussi deux chevaliers d'honneur qui ont séance avant le doyen.

Les membres qui composent cette cour jouissent de tous les droits & de tous les privilèges dont les membres des autres parlemens du royaume jouissent.

Parlement de Grenoble.

Ce parlement est le troisieme du royaume. Il a d'abord porté le nom de conseil delphinal. Il fut en effet institué par le dauphin Humbert II en 1337, qui l'établit à Saint-Marcellin ; ce prince le fixa à Grenoble en 1340 : cette cour étoit alors composée d'un chancelier & de six conseillers.

Louis II n'étant encore que dauphin de Viennois, avant son départ pour la Flandre, érigea en 1451 ce conseil sous le nom de parlement du Dauphiné, avec les mêmes honneurs & droits dont jouissoient les deux autres parlemens de France ; le roi Charles VII approuva & confirma cet établissement, par édit du 4 août 1453.

Henri II en 1556, maintint le parlement de Grenoble dans la jouissance des mêmes privilèges & exemptions dont jouissoit le parlement de Paris.

Les archevêques & les évêques de la province ont entrée & séance au parlement au premier bureau, & siègent après les présidens, & avant le doyen des conseillers ; mais il n'y a que l'évêque de Grenoble qui

ait voix délibérative , les autres n'ont que voix consultative.

Par des lettres patentes de 1638 , ce parlement fut confirmé dans la juridiction des aides dont il avoit joui précédemment ; & par édit de 1638 le roi la défunit , & créa une cour des aides séparée : mais sur les représentations & les oppositions de tous les corps de la province , & des syndics des trois ordres , cette cour fut supprimée en 1658 , & sa juridiction réunie au parlement.

En l'absence du gouverneur & du lieutenant général , c'est le premier président , & à son défaut celui qui préside la compagnie , qui commande dans la province , à moins qu'il ne plaise au roi d'y établir un commandant par brevet particulier , & si ce commandant par brevet s'absente de la province , celui qui préside la compagnie , reprend dès ce moment le commandement.

Le conseil Delphinal jouissoit de ce privilège , le parlement l'a conservé.

Les tribunaux qui sont dans l'étendue du parlement de Grenoble , sont le présidial de Valence , deux grands bailliages , celui de

Viennois & celui des montagnes, qui en comprennent chacun plusieurs autres ; la sénéchaussée du Valentinois, qui se divise en deux vice-sénéchaussées, celle de Cret & celle de Montelimart ; il y a aussi plusieurs autres justices qui y ressortissent immédiatement comme la justice de la principauté d'Orange.

Parlement de Bordeaux.

C'est le quatrième parlement du royaume.

Les auteurs ne sont pas d'accord sur le temps de l'institution de ce parlement.

Fontanon en attribue l'institution à Philippe-le-Bel en 1306. Chopin, le chancelier de Lhôpital & Larocheflavin, prétendent que ce parlement ne fut institué que par Louis XI en 1462.

D'autres enfin, tels que le président Boyer, prétendent que ce fut Louis XII qui l'établit.

La ville de Bordeaux fut, comme le reste de la Guyenne, pendant longtemps sous la domination des Anglois : le duché de Guyenne fut laissé par saint Louis à Henri III, roi d'Angleterre, à condition que lui & ses successeurs seroient pour ce duché vassaux de la couronne de France ; ainsi les

rois d'Angleterre , ducs de Guyenne , n'avoient point dans cette province le droit de faire rendre la justice en dernier ressort ; l'appel des sénéchaussées de Guyenne ressortissoit alors au parlement de Toulouse.

Mais Edouard , roi d'Angleterre , qui tenoit prisonnier le roi Jean , le contraignit par l'article 12 du traité de Bretigny , du 8 mai 1360 , de renoncer à tout droit de souveraineté sur la Guyenne.

Il paroît qu'Edouard étant ainsi devenu maître absolu de toute la Guyenne , & singulierement de Bordeaux , établit dans cette ville une justice souveraine.

Ducange , en son glossaire , au mot *parlamentum Burdigalense* , après avoir dit que ce parlement fut d'abord institué par Charles VII en 1451 , ajoute qu'ensuite il fut érigé *erectum fuit* , au mois de mai 1460. Larocheflavin dit la même chose , & l'un & l'autre remarquent qu'on lui assigna alors pour le lieu de ses séances le château de Lomberieres , ainsi appelé à cause de l'ombrage des arbres qui l'environnoient : c'étoit la demeure des anciens ducs d'Aquitaine ; mais Ducange suppose que les Bordelois s'étant révoltés , & la ville ayant été reprise , tout ce pays demeura compris

dans le ressort du parlement de Paris, jusqu'à ce que Louis XI, à la prière des trois états de Guienne, rétablit le parlement de Bordeaux, par des lettres patentes du 10 juin 1462.

Il paroît que cet auteur a entendu parler de la rébellion qui arriva en 1462.

Larocheflavin dit que Charles VII étant mort, Louis XI confirma l'institution de ce parlement par des lettres données à Chinon le 12 juin 1462, & donna à ce parlement le même pouvoir & la même autorité qu'avoit celui de Paris.

L'ouverture de ce parlement fut faite par Jean Tudert, premier président, le lendemain de saint Martin de la même année; parmi les conseillers qui furent alors reçus, on remarque l'archevêque de Bordeaux, lequel fut reçu en vertu de lettres comme les autres; après son décès l'évêque d'Acqs eut de semblables lettres le 3 novembre 1467; cependant depuis longtemps les archevêques de Bordeaux sont conseillers d'honneur nés au parlement, avec séance & voix délibérative; ce droit leur fut accordé par un édit du 20 février 1553.

Le parlement fut d'abord établi à Bordeaux en 1462; mais comme le 29 avril

1469 , Louis XI fut obligé de céder la Guienne à Charles, duc de Berri, son frere, à titre d'apanage, au mois de novembre suivant, le parlement de Bordeaux fut transféré à Poitiers, où cette cour tint ses séances jusqu'à la réunion de l'apanage.

Depuis cette époque, il a aussi quelquefois tenu ses séances en plusieurs autres lieux successivement; en effet le 8 mars 1464, il tenoit ses séances à Saint-Jean-d'Angely.

En 1473, la peste fut si violente à Bordeaux, que le parlement se tint à Libourne pendant les mois de décembre, janvier & février. En 1497 la peste l'obligea pareillement de tenir ses séances pendant quelques mois à Bergerac.

Dans le cours de l'année 1515, & pendant une partie de l'année suivante, il fut de nouveau transféré à Libourne à cause de la peste.

En 1555 le parlement de Bordeaux, pour éviter le danger de la peste, tint encore ses séances à Libourne, depuis le 16 septembre jusqu'au 6 janvier 1556.

Au mois de juin 1578, suivant l'édit de pacification, la chambre tripartie, com-

posée d'un président & de douze conseillers au parlement de Bordeaux , fut établie à Agen ; & en 1582, suivant le dernier édit de pacification , une chambre du parlement de Paris tint pendant quelques mois sa séance aux Jacobins de Bordeaux.

La peste étant survenue à Bordeaux en 1653 , le parlement fut transféré à Agen , & ensuite à la Réole , où il demeura jusqu'au mois de mai 1654 , il fut alors rétabli à Bordeaux , & l'ouverture du parlement se fit le premier décembre de la même année.

Les émotions populaires qui se firent à Bordeaux depuis le 26 mars 1675 , à l'occasion de l'établissement du papier timbré & de quelques nouvelles impositions, déterminèrent le roi à transférer le parlement à Condom. La déclaration fut publiée le 22 novembre de la même année.

Il fut depuis transféré à Marmande ; il y étoit le 18 juillet 1676 , & le 8 août 1677 , comme il paroît par deux députations que les jurats firent alors vers le parlement *séant à Marmande*.

Il fut ensuite transféré à la Réole , & il y étoit au mois de mai 1678.

François I^{er} ordonna en 1519 que le parlement de Bordeaux tiendrait ses grands jours comme ceux de Paris, de Toulouse & de Rouen.

En conséquence, le 6 septembre 1533, il fut arrêté qu'un président & plusieurs conseillers, iroient tenir les grands jours à Périgueux, depuis le premier octobre jusqu'à la fin du mois.

Le 2 août 1540, on publia les lettres pour en tenir à Agen depuis le premier septembre jusqu'au 15 octobre.

Il paroît que le 8 juin 1547 il y eut un arrêté pour écrire à M. le chancelier, pour obtenir les provisions nécessaires, à l'effet de tenir les grands jours pour détruire les voleurs & les hérétiques.

En 1567 il tint ses grands jours à Périgueux, pendant les mois de septembre & octobre.

Henri II, par un édit de 1553, ordonna que ce parlement précéderoit celui de Dijon.

Charles IX y tint le 12 avril 1565 son lit de justice.

Le nombre des officiers de ce parlement a été diminué & augmenté par divers édits.

Cette cour jouit des mêmes privilèges

& prérogatives que les autres parlemens du royaume.

Parlement de Bourgogne.

C'est le cinquieme parlement du royaume. La Bourgogne avoit son parlement dès le temps de Clotaire II ; mais ce parlement finit avec le royaume de Bourgogne , c'est-à-dire vers le milieu du onzieme siecle.

Philippe-le-Hardi, l'un des fils du roi Jean, & premier duc de Bourgogne de la seconde race , avoit dressé les premiers projets d'un parlement à Bellay & depuis à Dijon.

Ses succeffeurs, ducs de Bourgogne , formerent deux conseils qu'ils appelloient grands jours , l'un à Beaune & l'autre à Saint-Laurent.

Le parlement qui subsiste aujourd'hui à Dijon a pris la place de ces jours généraux ou grands jours de Beaune & de Saint-Laurent ; les premiers furent institués vers l'an 1354 par Philippe , duc de Bourgogne , en la ville de Beaune , où plusieurs ducs de Bourgogne tinrent leur cour.

Ces jours généraux de Beaune étoient quelquefois nommés parlement , mais l'appel de ces grands jours ressortissoit au parlement de Paris.

La Bourgogne étant retournée à la couronne en 1361 par le décès de Philippe le Rouvre , le roi Jean donna au parlement la permission de juger souverainement.

La Bourgogne ayant été de nouveau donnée en apanage par le roi Jean au plus jeune de ses fils , appelé Philippe-le-Hardi , ce prince & ses successeurs , à l'imitation des anciens ducs de Bourgogne , tinrent leurs jours généraux à Beaune , & depuis ce temps l'appel de ces jours généraux ressortit au parlement de Paris , comme avant la réunion de la Bourgogne à la couronne .

Il y avoit aussi des grands jours à Saint-Laurent-lez-Châlons , que l'on qualifioit de parlement , & qui étoient pour le comté d'Auxerre & pour la Bresse Châlonnoise ; ils avoient été pareillement institués par les anciens ducs de Bourgogne , & ils eurent le même sort que ceux de Beaune , de sorte que l'appel de ces grands jours ressortissoit aussi au parlement de Paris.

Le dernier duc de Bourgogne Charles-le-Téméraire , ayant été tué devant Nancy , le 5 janvier 1477 , (nouveau style) le duché de Bourgogne fut alors réuni à la couronne & n'en a plus été séparé depuis

Louis

Louis XI. Les principaux des trois états de cette province se retirèrent pardevers le roi , & le supplierent , pour le bien de la justice , d'établir dans son duché de Bourgogne & comté de Charolois , baronnie de Noyers , & terres enclavées audit duché , une cour souveraine qui fût appelée *cour de parlement*.

Le roi , par un édit du 18 mars 1476 , (vieux stile) créa & établit une cour souveraine pour être tenue dorénavant sous le titre de parlement , ayant tout droit de ressort & de souveraineté au lieu des grands jours ; il ordonna aussi que le parlement de Dôle & de Saint-Laurent seroient *entretenus* souverains , comme ils l'étoient de toute ancienneté ; & pour tenir chacun desdits parlemens , il ordonna qu'il y auroit avec le président , deux chevaliers , douze conseillers en la maniere accoutumée , deux avocats , un procureur fiscal , un greffier , & cinq huissiers ordinaires.

Ce parlement tint d'abord ses séances à Beaune ; mais quelque temps après , cette ville s'étant révoltée , le parlement fut transféré à Dijon par édit du 10 août 1480 ; sa

féance dans cette ville fut confirmée par un édit du mois de février suivant.

Les fonctions des officiers de ce parlement furent suspendues par une déclaration du 14 mars 1637 ; quelques-uns furent rétablis le premier mai suivant, & les autres par un édit du mois de juillet de la même année.

Le nombre des officiers de ce parlement a été augmenté & diminué par divers édits & déclarations.

Les sièges royaux qui ressortissent à ce parlement, sont le bailliage & la chancellerie de Beaune , les sièges de Nuys , d'Auxonne & de Saint-Jean-de-Lone , le bailliage & chancellerie d'Autun , les sièges de Moncenis , de Semur-en-Brionois , le bailliage & chancellerie de Châlons-sur-Saone , le bailliage & chancellerie d'Auxois , & les sièges d'Avalon , d'Arnai-le-Duc , de Saulieu , le bailliage & chancellerie de Châtillon , les bailliages de Charolles , de Bourbon-Lancy , de Bourg-en-Bresse , les sièges de Bellay & de Gex ; il y a aussi plusieurs justices seigneuriales qui y ressortissent directement.

Parlement de Normandie.

C'est le fixieme parlement du royaume. Il tire son origine de la cour de l'échiquier de Normandie (1) instituée par *Rollo ou Raoul* , premier duc de cette province. Cette cour fut érigée en cour souveraine , & rendue sédentaire à Rouen , par Louis XII en 1499 ; mais ce ne fut qu'en 1515 que François I^{er} ordonna que le nom d'échiquier seroit changé en celui de parlement.

Cette cour étoit alors composée de quatre présidens , dont le premier & le troisieme étoient clercs , & les deux autres laïcs , de treize conseillers clercs , & de quinze autres laïcs ; de deux avocats généraux & d'un procureur général , de deux greffiers , l'un pour le civil, l'autre pour le criminel, d'un huissier audiencier & de six autres huissiers.

On partagea en deux chambres la cour de l'échiquier , lorsqu'elle fut rendue sédentaire.

En 1519 François I^{er} établit (suivant quelques auteurs) une chambre des vaca-

(1) Voyez ECHIQUIER.

tions ; mais il paroît que ces auteurs ont voulu parler de la tournelle , dont la chambre fut en effet bâtie dans cette année ; car ce ne fut qu'en 1547 que la chambre des vacations fut établie.

Cette cour tint ses séances au château de Rouen jusqu'au premier octobre 1506 , qu'elle commença à les tenir dans le palais , dont la construction avoit été commencée du côté de la grand'chambre dès 1499 ; il ne fut cependant achevé que longtemps après : c'est dans ce palais que le parlement tient encore aujourd'hui ses séances.

L'archevêque de Rouen & l'abbé de Saint-Ouen sont conseillers d'honneur nés au parlement.

Plusieurs de nos rois ont tenu leur lit de justice dans ce parlement.

Charles VIII y tint le sien le 27 avril 1485 , & y confirma les privilèges de la province , & celui de Saint-Romain.

En 1508 Louis XII y vint accompagné des principaux officiers de sa cour.

En 1517, François I^{er} tint son lit de justice à Rouen ; il étoit accompagné du chancelier Duprat , & de plusieurs officiers de sa cour.

Quelques jours après , le dauphin vint au parlement , où on lui rendit les mêmes honneurs qu'au roi même , ainsi que le monarque l'avoit ordonné.

En 1518 le roi accorda à ce parlement les mêmes privilèges dont jouissoit celui de Paris.

En 1551 Henri II tint son lit de justice à Rouen , accompagné des cardinaux , du roi de Navarre , de plusieurs ducs , du connétable de Montmorency , de l'amiral , du duc de Longueville , du chancelier Olivier , & de plusieurs autres seigneurs.

Charles IX y vint avec le chancelier de l'Hôpital pour se faire déclarer majeur.

En 1523 François I^{er} accorda au parlement l'exemption de la gabelle.

Par un édit du mois de février 1589 , ce parlement fut transféré dans la ville de Caën , mais il fut rétabli à Rouen par un autre édit du 8 avril 1594.

Au mois de décembre 1543 , le roi créa la chambre des requêtes du palais.

En 1545 , François I^{er} établit une chambre criminelle pour juger les affaires concernant les erreurs de Luther ou de Calvin , qui commençoient à se répandre dans le pays.

Depuis cette époque le parlement de Rouen a éprouvé différens changemens ; il comprend dans son ressort les sept grands bailliages de Normandie , & ceux qui en ont été démembrés ; ces sept bailliages sont Rouen, Caudebec, Evreux, Andely, Caën, Coutances & Alençon.

Parlement d'Aix.

C'est le septieme des parlemens du royaume.

Ce tribunal avoit été érigé par Louis II ; comte de Provence, le 14 août 1415, sous le titre de parlement.

Neuf ans après , c'est-à-dire en 1424 ; Louis III donna à ce tribunal le nom de *conseil éminent*.

Charles VIII , après la réunion de la Provence à la couronne , conçut le dessein de réformer l'administration de la justice dans le comté de Provence, il avoit envoyé pour cet effet des commissaires qui avoient rédigé par écrit plusieurs articles ; mais le voyage de ce prince pour la conquête du royaume de Naples empêcha la conclusion de ce projet.

En 1501 Louis XII érigea le conseil émi-

nent en cour souveraine avec le titre de parlement ; & il ordonna que cette cour seroit tenue par le sénéchal de Provence & son lieutenant en son absence , par un président & par onze conseillers , dont il y en avoit quatre ecclésiastiques & les autres laïcs , tous gens notables , clercs gradués , un avocat & deux procureurs généraux & fiscaux pour poursuivre & défendre les droits du roi , un avocat & un procureur des pauvres , quatre greffiers & trois huissiers.

L'édit de 1501 fut publié ; mais les états de Provence ayant fait des remontrances au roi , il envoya dans le pays deux commissaires qui suspendirent l'établissement du parlement , jusqu'à ce que par sa majesté il en eût été autrement ordonné.

Au mois de juillet 1502, le roi donna un édit portant confirmation de ce parlement.

François I^{er} en 1535 ayant ôté la présidence au grand sénéchal , ordonna que les arrêts seroient rendus au nom du roi , & mit le sénéchal à la tête des juridictions inférieures.

Le parlement d'Aix commence ses séances tous les ans le premier octobre , & ce jour-là il prête serment , & procède au département

des chambres ; il finit ses séances le 30 juin ; la chambre des vacations commence les siennes le premier juillet & les finit le 30 septembre ; son ressort s'étend sur toute la provence , les terres adjacentes & la vallée de Barcelonnette , depuis son union à la couronne. Il connoît de l'appel des jugemens des consuls de la nation établis aux Echelles du Levant & aux côtes de Barbarie ; il a dans son ressort douze senéchaussées, sçavoir celles d'Aix , d'Arles , de Marseille , de Toulon , d'Hyères , de Draguignan , de Grasse , de Castellanne , de Digne , de Sisteron , de Forcalquier , de Brignole , outre la préfecture de Barcelonnette & les sièges d'*Appaux*.

Les judicatures royales de ce parlement sont Gardanne , Pertuis , Tarascon , Saint-Remi , Antibes , Cuers , les Mées , Saint-Paul-de-Vence , Moustiers , Apt , Saignon , Saint-Maximin , Correns , le Val , Barjolx , Guillaume , Entrevaux , Colmar , Seine , Aups & le Martigues.

Ce parlement jouit du droit d'annexe : en vertu de ce droit aucune bulle ne peut être exécutée dans son ressort sans sa permission , *paréatis , entièrement , attache ou annexe* ; ce droit s'exerce non-seulement à l'égard

des bulles qui ont besoin de lettres patentes enregistrées , suivant le droit public du royaume , mais généralement pour tous brefs , rescrits , expéditions pour affaires publiques ou pour celles des particuliers , qui sont émanés de la cour de Rome ou de la légation d'Avignon : par un ancien concordat passé entre le vice-légat d'Avignon & le député du parlement , le droit d'annexe a été reconnu.

L'usage que le parlement d'Aix fit de son autorité dans le temps de la ligue , lui mérita de la part d'Henri IV un témoignage honorable des services qu'il avoit rendus à la couronne. Les lettres patentes qui lui furent expédiées en 1594 , s'expliquent en ces termes : *Déclarons notre cour de parlement de Provence avoir été principal instrument de la réduction de toutes les villes de notre royaume en notre obéissance ; ayant véritablement témoigné en cette rencontre une entière reconnoissance de notre autorité , & montré une constance & fidélité exemplaires à toute la France.*

Le parlement est chargé à chaque paix , d'en ordonner la publication ; Louis XIV se trouvant à Aix en 1660 , en donna l'ordre ; le parlement fit publier la paix de Nimegue en

1677 ; il n'avoit point reçu les traités de Rîswick & d'Utrecht ; mais il a été rétabli dans ses droits en 1714. La publication de la paix se fait d'abord à l'audience après un discours de l'avocat général , & ensuite dans la ville par le greffier audencier , précédé des tambours , des trompettes & des fourriers du pays , de la maréchaussée , des huissiers , & suivi des greffiers & secrétaires de la cour , des principaux officiers du siège , des consuls & des officiers de la ville , tous à cheval , en robe ou en habits de cérémonie.

Parlement de Bretagne.

C'est le huitieme des parlemens du royaume. Il tire son origine des grands jours que les comtes de Bretagne & ensuite les ducs faisoient tenir dans cette province ; on les appelloit à Paris *grands jours* , & dans la province *parlement*.

On appelloit des juges de seigneurs devant les juges du comte ou duc de Bretagne séans à Rennes ou à Nantes , lesquels connoissoient des appellations de toute la province aux plaids généraux. On pouvoit ensuite appeller de ces jugemens au conseil du duc , & de ce conseil aux grands jours ou au parlement.

On trouve dans l'histoire de Bretagne de d'Argentré , qu'avant le comte Alain III , qui mourut le 13 octobre 1120 , il y avoit déjà en ce pays un parlement ; que sous le règne de saint Louis on appelloit des jugemens de ce parlement dans deux cas : le premier pour faux & mauvais jugement ou sentence inique ; le second par faute ou dénégation de droit.

La chambre des grands jours ou du parlement de Bretagne , étoit composée d'un président du parlement de Paris , de quelques conseillers du même parlement , qui tenoient en même temps des offices de conseillers au parlement de Bretagne ; il y avoit aussi quelques maîtres des requêtes du conseil du duc de Bretagne.

Ces grands jours devoient se tenir tous les ans , en vertu des lettres que le roi donnoit à cet effet , mais on ne les convoquoit communément que tous les deux ans , & même quelquefois plus rarement.

Charles VIII ayant épousé Anne de Bretagne en 1491 , établit un nouveau conseil en Bretagne , au lieu de celui des ducs , & peu de temps après il commit Jean de Gonnay pour premier président , avec un

second président & huit conseillers clercs & dix laïcs, un greffier & deux huissiers pour tenir les grands jours.

Ayant enfin reconnu qu'il seroit avantageux pour ce pays que l'on y tint les grands jours une fois l'an, il ordonna par un édit du 27 novembre 1495, qui fut publié dans l'assemblée des états de la province, que ces grands jours ou parlement se tiendroient une fois chaque année, depuis le premier septembre jusqu'au 5 octobre suivant, par les mêmes présidens, conseillers & autres officiers qui avoient d'abord été commis.

La juridiction de ces grands jours ou parlement n'étoit pas souveraine, il y avoit appel au parlement de Paris; cependant les exemples en sont rares, les ducs de Bretagne empêchoient autant qu'il leur étoit possible que l'on ne prit cette voye.

Le second mariage d'Anne de Bretagne avec Louis XII, ni celui de François I^{er} avec Claude de France, fille de Louis XII & d'Anne de Bretagne, ni la réunion même qui fut faite de la Bretagne à la couronne en 1532, n'apporterent encore aucun changement à l'état du parlement de Bretagne; le roi François I^{er} ayant cédé à Henri I^{er}

son fils , alors dauphin de France , la jouissance du duché de Bretagne , ordonna seulement à la priere de ce prince , par des lettres en forme d'édit, que dans les matieres où il seroit question de 1000 livres de rente & au-dessous , ou de 10000 livres une fois payée , il n'y auroit aucun ressort par appel des grands jours ou parlement de Bretagne , au parlement de Paris.

Les grands jours ou parlement de Bretagne ne furent érigés en cour absolument souveraine , & sous le titre de parlement , que par l'édit du roi Henri II du mois de mars 1553.

Par cet édit Henri II établit un parlement & ordonna qu'il seroit composé de deux chambres pour être exercé & tenu par quatre présidens & trente-deux conseillers , qui serviroient alternativement , deux avocats généraux & un procureur général du roi , deux greffiers , six huissiers , &c.

Il fut aussi ordonné que le parlement seroit tenu & exercé en deux séances & ouvertures , l'une dans la ville de Rennes pendant trois mois ; sçavoir, août, septembre & octobre , & que pendant les mois de novembre , décembre & janvier, il y auroit

vacations ; que l'autre séance & ouverture se tiendroît en la ville de Nantes ; qu'elle feroit de service pendant les mois de février , mars & avril , & les mois de mai , juin & juillet pour les vacations.

La premiere séance pour laquelle furent députés les premier & troisieme présidens , commença au mois d'août ; & la seconde où furent députés les second & quatrieme présidens , commença au premier février suivant l'édit.

Par le même édit il fut ordonné que les évêques de Rennes & de Nantes auroient séance , voix & opinion délibérative au parlement de Bretagne.

Henri II autorisa par des lettres patentes du 26 décembre 1558 les présidens & conseillers du parlement de Bretagne à visiter toutes les prisons , interroger les prisonniers , comme aussi à visiter les présidiaux , & à y présider & juger , tant ès jours de plaidoierie que de conseil , sans y prendre aucun profit ni émolument , à visiter les hôpitaux & *lieux piteux* , pour voir & entendre s'ils sont bien & duement entretenus & réparés , pour sur leur rapport y être pourvu par la cour.

Les habitans de la ville de Nantes demanderent à François II que le parlement fût transféré en la ville de Nantes , & que les deux séances fussent unies en une , & tenues dans cette ville.

La ville de Rennes s'y opposa , mais les habitans de Nantes obtinrent au mois de juin 1557 des lettres patentes portant translation du parlement dans cette ville.

Charles IX révoqua les lettres du mois de juin 1557 , & ordonna que la séance ordinaire de ce parlement seroit & demeureroit toujours en la ville de Rennes , sans que pour quelque cause que ce fût , elle pût être à l'avenir transférée à Nantes ni ailleurs; ce prince établit le parlement ordinaire en la ville de Rennes pour y être tenu & exercé à l'avenir à perpétuité , comme les autres cours de parlement du royaume.

Cependant comme le parlement tenoit déjà ses séances à Nantes , l'exécution de cette loi souffrit quelque retardement , tant par l'opposition des Nantois , qui empêcherent d'abord les commis des greffes d'emporter les sacs & papiers , que par divers autres incidens ; enfin le 24 juillet 1561 , il y eut des lettres de jussion pour

l'enregistrer , & il fut enjoint au parlement de commencer ses séances à Rennes le premier août suivant , ce qui fut exécuté. Il paroît néanmoins que le parlement de Rennes fut encore interrompu ; puisqu'il fut rétabli & confirmé par une déclaration du premier juillet 1568.

Il fut transféré à Vannes en 1675 , mais il fut rétabli à Rennes en 1689.

Par une déclaration du 23 février 1584 , les séances qui n'étoient que de trois mois , furent fixées à quatre chacune. En 1600 Henri IV ordonna que chaque séance feroit de six mois. Depuis ce parlement a été rendu ordinaire.

Les membres de cette cour jouissent des mêmes droits & des mêmes prérogatives que les autres parlemens du royaume.

Parlement de Pau.

C'est le neuvième parlement du royaume. Les anciens princes du pays avoient une cour capitale de justice qui s'appelloit *cour majour* , où se terminoient en dernier ressort les contestations qui y étoient portées par appel des autres justices. Elle étoit composée de deux

deux évêques & de douze barons du pays.

Philippe III , comte d'Evreux & roi de Navarre , après la bataille de Cassel , où il accompagnoit le roi Philippe de Valois , retourna dans son royaume de Navarre ; & pour remédier aux désordres qui s'étoient glissés pendant l'absence des quatre rois ses prédécesseurs , il assembla les états à Pampe-lune en 1328 , & établit un conseil ou parlement.

En 1519 , Henri II , de la maison d'Albret , roi de Navarre , commença à Pau un palais , & y établit un conseil souverain pour résider en cette ville.

Il y avoit en outre une chancellerie de Navarre , qui étoit aussi une cour supérieure.

Louis XIII forma en 1620 le parlement de Navarre & Béarn de ces deux compagnies.

En 1527 , Henri II , roi de Navarre , établit une chambre des comptes à Pau , & lui donna pour ressort la basse Navarre & le Béarn , les comtés de Foix & de Bigorre , les vicomtés de Marfan , de Turfan , de Gavardon & la baronnie de Captieux , les vicomtés de Lautrec , de Nebouzan , la baronnie

d'After - Villemure , & les quatre vallées d'Aure.

Louis XIII unit à cette chambre des comptes celle de Nerac , pour ne former à l'avenir qu'un même corps , sous le titre de *chambre des comptes de Navarre.*

En 1691 , le roi fit un nouveau changement dans ces compagnies , en unissant la chambre des comptes au parlement , & en lui attribuant la connoissance de tout ce qui appartient aux chambres des comptes des autres provinces & à celle des monnoies ; ainsi ce parlement est tout à la fois *chambre des comptes , cour des aides & des finances.*

Mais comme on avoit été obligé de distraire plusieurs terres & seigneuries du ressort de cette chambre des comptes pour former la juridiction des cours souveraines établies à Bordeaux & à Montauban , on a uni au parlement de Pau tout le pays de Soule , qui dépendoit auparavant du parlement de Bordeaux.

Le ressort de ce parlement qui comprend les évêchés de Lescar & d'Oleron , est composé de cinq sénéchaussées.

Le roi est seul seigneur haut justicier dans toute la province ; les seigneurs particuliers

n'ont que la moyenne & basse justice ; les jurats ne peuvent en matiere criminelle prononcer aucune peine afflictive ; ils ont seulement le pouvoir d'envoyer leur avis au parlement.

L'appel de leurs jugemens en matiere civile peut être porté au choix des parties , ou devant les sénéchaux , ou au parlement. Toute partie a droit pour quelque contestation que ce soit , de se pourvoir directement au parlement , sans essuyer la juridiction inférieure des jurats , ni celle des sénéchaux royaux.

Parlement de Metz.

C'est le dixieme parlement du royaume. Les trois évêchés , après la mort du roi Raoul , du temps de Louis d'Outremer , furent assujettis à l'empereur Othon I , & reconnurent ses successeurs pour souverains.

Les villes de Metz , de Toul & de Verdun , étoient gouvernées par des comtes.

Les procès des habitans des trois évêchés étoient portés par appel à la chambre impériale de Spire ; mais les appels étoient très-rares , à cause des frais immenses que

les parties étoient obligées de payer, & des longueurs des procédures de la chambre impériale.

Henri II en 1552 ayant repris Metz, Toul & Verdun, s'en déclara le protecteur; ces trois évêchés lui furent assurés par le traité de Câteau Cambresis en 1559; l'empereur Ferdinand les fit redemander à François II en 1560, mais ce prince répondit que l'on n'avoit fait aucun tort à l'empire, parce que ces pays étoient du patrimoine de la France.

En 1598, Henri IV se fit assurer ces mêmes pays par le traité de Vervins. Ce prince s'étant ainsi rendu maître de la ville de Metz, y établit un président pour connoître des différends qui pourroient arriver entre les bourgeois & les soldats de la garnison; cet office subsista jusqu'à la création du parlement.

Sur les prières qui furent faites à Louis XIII par tous les ordres de ces trois villes & provinces, ce prince étant à Saint-Germain-en-Laye, au mois de janvier 1633, donna un édit par lequel, pour remplir les vues de son prédécesseur, & donner une meilleure forme à l'administration de la

justice dans ce pays , il établit un parlement.

Cette cour fut composée d'un premier président , de six autres présidens , de quarante-six conseillers , dont six conseillers clercs , d'un procureur général , de deux avocats généraux , de quatre substitués du procureur général , d'un greffier civil , d'un greffier criminel , d'un greffier des présentations , (le roi donna le titre de secrétaires de la cour à ces trois greffiers), d'un greffier garde-facs des greffes , d'un contrôleur des greffes civil & criminel , de deux notaires & secrétaires de la cour , &c.

Les évêques de Metz , de Toul & de Verdun , l'abbé de Saint-Arnould de Metz , & le gouverneur de la ville de Metz , sont conseillers laïcs de cette cour , & y ont séance & voix délibérative aux audiences publiques , ainsi que les autres évêques & gouverneurs l'ont dans les autres parlemens.

Le parlement de Metz a la même autorité & juridiction que les autres parlemens.

Le parlement de Metz comprend dans son ressort les bailliages & présidiaux de Metz , de Toul , de Verdun & de Sarlouis , les baill.

liages de Sedan , de Thionville , de Longwy , de Mōuzon & de Mohon , les prévôtés bailliageres de Mouzon , de Montmedy , de Chavancy , de Marville , les prévôtés royales de Dampvilliers , de Château-Regnaud , de Sierk , de Philisbourg , de Sarboure , & les bailliages seigneuriaux de Vic & de Caignan , dont les appels se portent directement au parlement.

La juridiction de ce parlement est fort étendue , parce que cette cour est en même temps chambre des comptes , cour des aides & des finances , cour des monnoyes , & table de marbre. Elle a toute l'attribution des différentes cours des aides du royaume , depuis la réunion de celle qui avoit été créée pour les trois évêchés.

Parlement de Besançon.

C'est l'onzieme parlement du royaume. Ce parlement tire son origine de l'ancienne cour ou parlement des comtes de Bourgogne , qui fut substituée aux baillis généraux de la province.

Cette cour fut d'abord ambulatoire comme le parlement de Paris.

Dans le treizieme siecle elle ne marcha plus régulièrement à la suite du prince.

Philippe-le-Bon , duc & comte de Bourgogne , rendit ce parlement sédentaire à Dole en 1422 , & sans changer la forme , les fonctions , ni l'autorité de cette compagnie , il le composa de sa personne , de celle de son chancelier , d'un président , de deux chevaliers , d'onze conseillers , de deux avocats généraux , d'un procureur général , d'un substitut , d'un greffier , & de quatre huissiers ; les deux maîtres des requêtes du prince avoient aussi droit d'y entrer.

Le parlement renouvela & confirma en 1439 tous les édits & réglemens faits dans les précédens parlemens , en les rappelant par leurs dates ; il en fit de nouveaux en 1442 pour la juridiction des baillis. Tous ces réglemens furent confirmés par Philippe-le-Bon , le 3 juin 1448.

Louis XI ayant conquis la Franche Comté , les états de Bourgogne le supplierent d'entretenir les parlemens de Dole & de Saint-Laurent ; ce que ce prince leur accorda.

La ville de Dole ayant été presque entièrement ruinée par le siege qu'elle avoit souffert , Louis XI en retournant à Saint-

Claude , & étant à Salins , y transféra le parlement de Franche-Comté , & le rendit semestre pour les deux Bourgognes , n'y ayant point alors de parlement dans le duché de Bourgogne.

Charles VIII, roi de France , étant encore dauphin , & âgé seulement de dix ans , & ayant été marié le 2 juin 1483 avec l'archiduchesse Marguerite , âgée de trois ans , fille de l'empereur Maximilien , qui eut en dot la Franche - Comté , confirma le parlement de Salins aux états généraux tenus à Besançon au mois de décembre.

Ce mariage n'ayant point été accompli , Charles VIII ne tint la Franche-Comté que jusqu'en 1491 , qu'il épousa Anne de Bretagne , & renvoya l'archiduchesse Marguerite de Bourgogne.¹

La Franche-Comté ayant été rendue à l'empereur Maximilien , qui avoit épousé Marie de Bourgogne , héritière & fille unique du duc Charles , l'archiduc , dit le Bel , son fils , roi de Castille & comte de Bourgogne , transféra le parlement de Salins à Dole , sur la demande des états généraux de la province , par des lettres du dernier décembre 1500.

Après la mort du roi de Castille , arrivée le 25 septembre 1506 , l'empereur Maximilien , son pere , & Charles , prince d'Espagne , son fils , qui fut depuis empereur sous le nom de Charles-quin , confirmèrent de nouveau le parlement de Franche-Comté dans la ville de Dole , par des lettres du 12 février 1508 , par lesquelles ils ordonnerent que des onze conseillers il y en auroit deux clercs.

L'archiduchesse Marguerite , tante de l'empereur Charles-Quint , ayant eu en apanage le comté de Bourgogne , confirma le parlement à Dole , par des lettres du 4 août 1517.

La Franche-Comté étant retournée à l'empereur Charles-Quint , après la mort de l'archiduchesse Marguerite , l'empereur confirma aussi le parlement à Dole , par des lettres du 10 février 1530.

Par d'autres lettres , datées de Toledé du premier avril 1538 , ce même prince confirma de nouveau le parlement dans la ville de Dole.

Un an après l'abdication de Charles-Quint , Philippe II son fils , roi d'Espagne , étant aux états de Bruxelles , confirma aussi

le parlement à Dole , par des lettres du 23 juillet 1556.

Il fut encore confirmé dans cette même ville par des lettres du 21 octobre 1599 , données par les archiducs Albert & Isabelle, auxquels la Franche-Comté avoit été donnée à charge de réversion.

En vertu de la faculté donnée au parlement de Dole , dans le diplôme de l'empereur Charles Quint, du premier avril 1538, ce parlement se retira le 16 août 1630 à Pesme , où il tint ses séances à cause de la peste ; & le 19 octobre suivant il se retira à la Loye pour la même raison.

Philippe IV , roi d'Espagne , confirma comme ses prédécesseurs , ce parlement à Dole , par des lettres du 20 mars 1556.

Louis XIV ayant conquis la Franche-Comté, confirma le parlement le 14 février 1668 ; mais cette province ayant été rendue au mois de mai de la même année , par le traité d'Aix-la-Chapelle, Philippe IV , roi d'Espagne, défendit au parlement de faire aucune fonction jusqu'à nouvel ordre ; mais Louis XIV ayant conquis de nouveau la Franche-Comté le 15 mai 1674, cette province fut réunie pour toujours à la couronne

de France , le 17 septembre 1678 , par le traité de Nimegue , & le parlement fut confirmé à Dole , par des lettres du 17 juin 1674.

Ce même prince , par des lettres du 22 août 1676 , transféra le parlement de la ville de Dole dans celle de Besançon , où il a toujours tenu ses séances depuis ces lettres jusqu'à présent.

Le nombre des officiers de ce parlement , dans son origine , n'étoit pas fixé ; il ne le fut qu'en 1422 , lorsque Philippe-le-Bon le rendit sédentaire à Dole.

Cette cour n'étoit alors composée que de deux chambres , qui se réunissoient quelquefois , lorsqu'il s'agissoit d'affaires importantes.

Le parlement étoit toujours en robe rouge lorsqu'il donnoit audience , & qu'il prononçoit les arrêts.

Le président de Bourgogne , que l'on appelloit ainsi parce qu'il étoit alors le seul président du parlement du comté de Bourgogne , étoit toujours à la première chambre. Le doyen des conseillers , qui avoit le titre de *vice-président* , étoit à la tête de la seconde chambre.

Lorsqu'il vaquoit quelque place dans l'une

des deux chambres , le parlement présentoit trois sujets au prince , lequel nommoit l'un d'entr'eux , excepté pour la place du président , à laquelle le roi nommoit seul , sans la participation du parlement ; il le consultoit cependant quelquefois à ce sujet.

Le parlement fait sa rentrée le lendemain de la saint Martin , le surlendemain on fait les mercuriales , & à la séance de relevée , les députés des bailliages de la province font leurs remontrances sur ce qui s'est passé d'important dans leur ressort pendant le cours de l'année.

Le parlement de Besançon comprend dans son ressort cinq présidiaux , sçavoir ceux de Besançon , de Vésoul , de Gray , de Salins & de Lons-le-Saulnier , qui sont réunis aux bailliages de ces mêmes villes , & à chacun desquels ressortissent plusieurs autres bailliages pour les matières qui sont de leur compétence.

De ces présidiaux dépendent treize bailliages royaux , dont les appels ressortissent immédiatement au parlement ; ces treize bailliages sont distribués sous les quatre grands bailliages de Besançon , de Dole , d'Amont & d'Aval , outre trois autres judicatures.

Le bailliage de Besançon est seul ; celui de Dole comprend le bailliage particulier de Dole , & ceux de Quingey & d'Ornans ; celui d'Amont comprend ceux de Vésoul , de Gray & de Baume , & celui d'Aval ceux de Poligny , de Salins , d'Arbois , de Pontarlier & d'Orgelet , & la grande judicature de Saint-Claude , qui a les privilèges des bailliages royaux.

Il y a encore d'autres bailliages dont les appels ressortissent nuement au parlement , sçavoir , Moyrans , Lure , Luxeuil , Faucogney , Amblans , Fougerolle , Saint-Loup , Vauvilliers & Hollaincour , Blamont & Clermont , Granges , Héricourt & Châtelot.

Il y a aussi sept maîtrises des eaux & forêts qui ressortissent nuement à la chambre souveraine des eaux & forêts qui est unie au parlement : ces maîtrises sont celles de Besançon , de Vésoul , de Gray , de Baume , de Poligny , de Salins & de Dole.

Enfin il y a encore quelques justices particulières qui ressortissent nuement au parlement , sçavoir la maréchaussée , la mairie , la vicomté , la monnoie , la justice consulaire.

Parlement de Douay.

C'est le douzieme parlement du royaume. Il fut d'abord établi à Tournay en 1668, sous le titre de conseil souverain; ce conseil fut composé d'un premier président & d'un autre président, de deux chevaliers d'honneur, de sept conseillers, d'un procureur général, d'un greffier, d'un premier huissier & de quatre autres huissiers; par édit qui fut enregistré le 8 juin de la même année.

Ce ne fut qu'en 1686 que le roi donna à ce conseil le titre de Parlement.

Tournay ayant été pris en 1709, le parlement fut transféré à Cambrai; & la France ayant cédé Tournay & le Tournaisis par le traité d'Utrecht de 1713, le parlement a été transféré à Douay, où il est encore présentement.

Les charges de ce parlement furent érigées en titre d'offices héréditaires par un édit de 1693, & le nombre en fut pour lors augmenté; le roi leur attribua les honneurs, prérogatives, pouvoirs & juridictions dont jouissent les autres parlemens du royaume.

Le ressort du parlement de Douay dans

sa première institution , n'étoit pas aussi étendu qu'il l'a été dans la suite ; il étoit alors borné aux conquêtes de la campagne de 1667.

La partie du Hainaut qui avoit été cédée à la France par le traité des Pyrénées , & qui consistoit dans les villes , bailliages & dépendances du Quesnoy , d'Avenes , de Philippeville , de Mariembourg & de Landrecies , étoit du ressort du parlement de Metz , auquel la juridiction en avoit été attribuée par deux édits des mois de novembre 1661 & avril 1668 ; ces mêmes lieux furent distraits du ressort du parlement de Metz , & attribués au conseil souverain de Tournay , par édit du mois d'août 1678 , c'est par cette raison que Dumées , dans sa jurisprudence du Hainaut , dit « que le parlement de Douay est subrogé à la cour de Mons ; & que les chevaliers d'honneur y représentent les pairs de la province , qui n'ont plus aujourd'hui de fonctions dans la partie du Hainaut qui est à la France ».

En 1679 , le roi attribua encore au conseil de Tournay le ressort des villes d'Ypres , de Cassel , de Bailleul , de Poperingue , de Warneton , de Warvie , de Condé , de Valenciennes , de Bouchain , de Cambrai , de

Bavai & de Maubeuges , & de leurs châtel-
lenies , bailliages , prévôtés , dépendances
& annexes qui venoient d'être cédées à la
France par le traité de Nimegue.

Au moyen de ces différens accroissemens ,
le ressort de ce parlement comprend aujour-
d'hui toutes les conquêtes que Louis XIV a
faites en Flandre , en Hainaut & dans le
Cambrésis , excepté Gravelines & Bour-
botuis , qui sont dans le ressort du conseil
provincial d'Artois établi à Arras.

Les lieux qui sont présentement compris
dans le ressort de ce parlement , sont le gou-
vernement ou la châteltenie de Douay , la
châteltenie de Lille , le Cambrésis , le Hai-
naut François , où se trouvent les bailliages
de Quesnoy & d'Avennes , la châteltenie
de Bouchain , la ville de Valenciennes & la
prévôté , dite prévôté le Comte , les pré-
vôtés de Maubeuges , d'Agimont & de
Bavai , & les villes de Condé , de Philippe ,
de Landrecies & de Mariembourg , la Flandre
Flamingante qui forme unprésidial contenant
la châteltenie de Berri , les villes & châtel-
lenies de Cassel & de Bailleul.

On ne peut demander la cassation des
arrêts de ce parlement ; il faut se pourvoir
par

par révision : c'est un privilège particulier qui appartient à cette cour.

Parlement de Nancy.

Les assises qui se tenoient en Lorraine pendant l'assemblée des états , y rendoient anciennement la justice en dernier ressort.

L'origine de ce tribunal est inconnue ; il existoit déjà en l'an 1048 , lorsque Gérard d'Alsace obtint l'investiture du duché de Lorraine , puisque la confirmation *des assises* fut une des conditions auxquelles la noblesse & le peuple de la Lorraine se soumirent à ce prince.

Les gentilshommes de l'ancienne chevalerie & leurs pairs étoient les seuls juges qui composoient le tribunal des assises. Leurs jugemens étoient si respectés qu'il n'étoit pas permis de les attaquer par aucune voie. Ils avoient seuls le droit de les réformer : le prince n'en avoit pas le pouvoir.

Les gentilshommes y étoient assignés par des gentilshommes , les ecclésiastiques par des ecclésiastiques , & les nobles par des nobles.

Les assises ont exercé leurs fonctions jusqu'en 1634 ; la noblesse ayant refusé à cette

époque de prêter le serment de fidélité à Louis XIII, ce prince supprima ce tribunal & le remplaça par un conseil souverain qu'il établit à Nancy par édit du 17 septembre 1634; depuis le parlement de Metz fut substitué à ce conseil. Ces deux tribunaux ont rendu successivement la justice en dernier ressort en Lorraine, jusqu'au traité de Vincennes, qui rétablit Charles IV dans ses états.

Tandis que l'ancienne chevalerie de Lorraine rendoit dans ses assises une justice absolue, il y avoit à Saint-Mihiel un autre tribunal, appelé *la cour des grands jours*, où les ducs de Bar jugeoient en personne, accompagnés de leurs plus grands officiers, & de leurs vassaux les plus distingués.

Ce tribunal aussi ancien que les assises, fut converti en cour de parlement par une *ordonnance* du duc Charles III, du 8 octobre, 1571, & il existoit en cet état, lorsque Louis XIII conquit la Lorraine & le Barrois.

Ce prince, par le même édit du 17 septembre 1634, par lequel il avoit établi un conseil souverain à Nancy, confirma le parlement de Saint-Mihiel.

Par un autre édit du mois d'octobre 1635, il supprima le parlement, & attribua sa ju-

jurisdiction au conseil souverain de Nancy.

Le refus de plaider devant ce tribunal déterminâ Louis XIII à le supprimer & à le réunir au parlement de Metz.

Le duc Charles IV ayant conclu un traité de neutralité pour les villes d'Epinal & de Remiremont, y établit un tribunal sous le titre de conseil privé, pour y rendre la justice.

Ce tribunal a tenu ses séances dans ces deux villes alternativement, depuis le 4 mai 1640 jusqu'au 10 novembre suivant.

Quelques intervalles de paix qui existèrent alors, donnerent lieu au parlement de Saint-Mihiel de reprendre ses séances. Cette cour fut maintenue dans la jurisdiction qu'elle avoit eue pendant la guerre, tant sur l'ancien duché de Lorraine qui ressortissoit auparavant aux assises, que sur les terres y annexées, qui ressortissoient à la chambre des comptes de Nancy.

Par une ordonnance du 7 mai 1641, le duc Charles IV érigea ce parlement en cour souveraine avec un pouvoir plus étendu & des attributions plus considérables qu'il n'avoit eu jusqu'à ce moment.

Les ravages de la guerre ayant continué

de désoler la Lorraine , la cour souveraine de cette province se retira sur les terres de la domination espagnole , où elle rendit la justice aux Lorrains.

Il existe , au greffe de cette cour , plusieurs registres remplis d'arrêts rendus à Luxembourg sur toutes sortes de matieres , depuis le 22 janvier 1647 , jusqu'au 26 mai 1653.

Indépendamment des fonctions ordinaires de la justice , cette cour nomma par provision aux offices vacans , & remplaça même la chambre des comptes.

L'histoire a conservé comme un monument d'une fermeté rare, la réponse que cette compagnie fit le 5 mars 1654 au manifeste que l'archiduc Léopold avoit fait publier pour justifier la détention de Charles IV. La cour souveraine après avoir fait l'apologie de ce prince , *déclara sa détention injuste & injurieuse , faite & entreprise contre tous les droits ; défendit à toutes personnes de quelque qualité & condition qu'elles fussent , de lire ou retenir le manifeste , sous peine de confiscation de corps & de biens , & donna acte au procureur général de ses protestations de nullité contre tous les traités & engagements que le duc pourroit prendre avant d'être remis en liberté.*

L'archiduc Léopold irrité de cet arrêt , envoya ordre à dom Francisco de Pardo , gouverneur de Luxembourg , d'arrêter ces magistrats , ce qui fut exécuté le 6 avril 1654. Cette rigueur n'empêcha pas la cour souveraine de renouveler le 16 septembre 1655 ses protestations contre tous les actes que le duc Charles pourroit passer au préjudice de ses intérêts & de ceux de l'état : ils s'échaperent de Luxembourg , & vinrent s'établir à Treves , pays neutre , où ils continuèrent de rendre la justice.

Les officiers de cette compagnie , entièrement dévoués au service de leur prince , ne se contentoient pas d'administrer la justice en son nom , ils le servoient encore dans ses armées.

Le premier président de Goudrecourt étoit en même temps gouverneur d'Ham-bourg , & colonel d'un régiment d'infanterie.

Le président Richard étoit également colonel d'un régiment d'infanterie ; le conseiller Dubois étoit intendant de l'armée.

Les hostilités ayant cessé , la cour souveraine se transporta au château de Bitche en

Lorraine , où elle tint ses séances depuis le 26 juillet 1660 , jusqu'au 9 avril 1661.

Charles IV ayant recouvré ses états par le traité de Vincennes , donna , le 26 mars de la même année 1661 , une ordonnance par laquelle il partagea cette cour en deux chambres ; il attribua à l'une la juridiction sur la Lorraine , & à l'autre la juridiction sur le Barrois , non mouvant.

La première composée de douze conseillers , fut établie à Saint-Nicolas.

La seconde , composée de six conseillers , fut établie à Saint-Mihiel.

Par une ordonnance du 8 août 1667 , les deux chambres furent réunies en une seule cour séante à Nancy.

Louis XIV s'étant rendu maître de cette ville le 26 août 1670 , sa juridiction fut attribuée au parlement de Metz.

En 1697 , après le traité de Rîswick , elle reprit ses fonctions qu'elle a toujours continuées depuis cette époque.

Enfin par édit du mois de septembre 1775 , elle a été établie en cour de parlement , & c'est aujourd'hui le treizième parlement du royaume.

Préfidiaux.

Ce sont des tribunaux qui ont été établis dans les grands bailliages & les grandes sénéchaussées du royaume , pour juger en dernier ressort certaines matières dont la valeur n'exécède pas la somme fixée par les édits.

Les préfidiaux ont été institués en 1551. Par leur édit de création il leur avoit été accordé le pouvoir de juger en dernier ressort au premier chef les contestations de leur compétence qui n'excéderoient pas la somme de 250 livres, & 500 livres au second chef.

Par un édit du mois de novembre 1774 ; leur pouvoir au premier chef a été porté jusqu'à 2000 livres, & au second chef jusqu'à 4000 livres.

Par un autre édit du mois d'août 1777, le second chef a été abrogé, & il a été fait un règlement pour la juridiction des préfidiaux.

Enfin par une déclaration du roi, du 29 août 1778, plusieurs articles du règlement de 1777. ont été interprétés. Ainsi ces loix fixent l'état actuel de la juridiction des préfidiaux.

Les affaires qui ne peuvent pas être ju-

En 1302 Philippe-le-Bel ordonna aux baillis de corriger *de bonne foi* les prévôts qui leur étoient subordonnés & qui commettoient des injustices.

Suivant cette ordonnance les prévôts devoient prêter serment de ne rien donner à leurs supérieurs, à leurs femmes, à leurs enfans, à leurs domestiques, à leurs parens & à leurs amis. Les prévôts n'avoient pas le droit de taxer les amendes.

Une prévôté étoit la recette des droits du roi dans une certaine étendue de pays; il ne devoit y avoir qu'un prévôt, ou deux au plus dans chaque prévôté; cela s'observoit encore en 1351.

Ces prévôtés étoient d'abord vendues; c'est-à-dire affermées à l'enchère par les baillis & les sénéchaux; il étoit défendu à ces derniers de les vendre à leurs parens, ou à des nobles, & il leur étoit enjoint de les affermer à des personnes *capables*.

En 1251 saint Louis ne voulut pas que la prévôté de Paris fût donnée à ferme comme par le passé; il la donna en garde à Etienne Boileau. Cependant les autres prévôtés continuèrent encore pendant quelque temps d'être affermées.

Louis Hutin ordonna en 1315 que dans l'étendue du bailliage de la ville d'Amiens, les prévôtés ne pourroient être affermées pour plus de trois ans, & que ceux qui les auroient une fois affermées ne pourroient plus les tenir ensuite.

En 1331 Philippe de Valois commença à réformer cet abus; il ordonna que la prévôté de Laon ne seroit plus donnée à ferme, mais qu'elle seroit donnée à garde *avec gages compétens*.

Ce prince par une ordonnance du 15 février 1345, annonça qu'il desiroit fort pouvoir supprimer tous les prévôts, & que dans la suite les prévôtés fussent données en garde à des personnes suffisantes.

En effet, par des lettres du 20 janvier 1346, il fit une défense générale de donner les prévôtés à ferme, « attendu les grands griefs & dommages que les sujets du roi en souffroient, & il ordonna que dorénavant elles seroient données en garde à personnes convenables, qui seroient élues en forme prescrite par cette ordonnance pour les desservir, & que les clergies des prévôtés, c'est-à-dire les greffes, seroient annexées & adjoïntes aux prévôtés, en paiement des gages des prévôts ».

Cependant ce règlement si sage n'eut pas longtemps son exécution, parce que, comme le disoit Philippe de Valois, la justice en étoit *bien moins rendue*; que les domaines dépérissent; que d'ailleurs les prévôts & les gardes ne pouvoient par eux-mêmes faire aucune grace ni rémission d'amendes, même dans les cas les plus favorables, puisqu'il falloit se pourvoir pardevers le roi; ce qui ne pouvoit se faire sans de grands frais. C'est pourquoi par une autre ordonnance du 22 juin 1349, il ordonna que les prévôtés, les sceans & les greffes des bailliages & des prévôtés seroient donnés à ferme à l'enchere au plus offrant, & à condition que celui-ci seroit reconnu pour homme capable & de bonne renommée, par le jugement des personnes sages des lieux où seroient ces fermes.

Il régla encore depuis en 1351, que les prévôtés ne seroient données à ferme qu'à des gens habiles, & sans reproches, que les personnes notées ne pourroient les avoir, quand même elles en donneroient plus que les autres; enfin que les prévôts fermiers ne pourroient pas taxer les amendes, & que cette fonction seroit réservée aux bail-lis ou aux échevins, suivant l'usage des lieux.

Charles V n'étant encore que régent du royaume , défendit aussi de donner les prévôts à ferme ; mais l'année suivante il abrogea cette défense.

Les gens d'église , les nobles , les avocats , les sergens d'armes & autres officiers royaux , ne pouvoient être reçus à prendre à ferme les prévôts.

Depuis les prévôts royaux ont été créés en titre d'office , comme les autres officiers de justice.

Les prévôts royaux connoissent en première instance , comme les autres juges royaux , de toutes les affaires civiles & criminelles entre leurs justiciables , & par appel , des sentences rendues dans les justices des seigneurs de leur ressort.

Il faut néanmoins excepter les cas royaux , dont la connoissance appartient aux baillis & aux sénéchaux , & celle des cas prévôtaux qui appartient aux prévôts des maréchaux de France.

*Prévôté de France (grande) ou prévôté de
l'hôtel du roi.*

Le grand prévôt de France est un officier d'épée qui est juge des personnes qui sont à

la fuite de la cour , en quelque lieu qu'elle se transporte.

Suivant Miraulmont le prévôt de l'hôtel représente les comtes du palais; mais d'autres auteurs prétendent que l'autorité du prévôt de l'hôtel a pour origine celle du grand sénéchal qui existoit en même tems que le comte du palais.

Les sergens de l'hôtel du roi avoient pour chef le *roi des ribauds* , dont les fonctions consistoient à chasser de la cour les vagabonds , les filoux , les femmes débauchées , ceux qui tenoient des brelands & autres gens de mauvaise vie , que l'on comprenoit tous sous le nom de *ribauds* ; il avoit soin que personne ne restât dans la maison du roi pendant le dîner & le souper autre que celles qui avoient bouche en cour , & d'en faire sortir tous les soirs celles qui n'avoient pas droit d'y coucher ; enfin il prêtoit main-forte à l'exécution des jugemens qui étoient rendus par le bailli du palais , qui avoit alors sa juridiction à la suite de la cour.

C'étoit ordinairement un des archers du prévôt de l'hôtel qui étoit *roi des ribauds*. Ces archers subsistèrent pendant quelque temps , mais ils furent supprimés , lorsque

Louis XI créa des gardes de la prévôté de l'hôtel.

Anciennement le prévôt de l'hôtel prêtoit serment entre les mains du chancelier de France, aujourd'hui il le prête entre les mains du roi.

La juridiction de la prévôté de l'hôtel est composée du grand prévôt & de plusieurs autres officiers, sçavoir de deux lieutenans généraux civils, criminels & de police, qui servent alternativement, l'un à Paris, & l'autre à la cour, d'un procureur du roi, d'un substitut, d'un greffier receveur des consignations, de deux commis greffiers, d'un trésorier payeur des gages, de douze procureurs, de quatorze huissiers, de trois notaires, dont deux ont été créés en 1543, à l'instar de ceux de Paris pour la suite de la cour & des conseils du roi.

Outre ces officiers de robe longue, le prévôt de l'hôtel a sous lui un lieutenant général ordinaire d'épée, quatre autres lieutenans d'épée, douze capitaines exempts, & 88 gardes, un maréchal des logis, un trompette; un lieutenant & deux gardes servent près de M. le garde des sceaux. Chaque intendant de province a sous ses ordres un garde.

La juridiction de la prévôté de l'hôtel connoît en premiere instance des causes civiles de toutes les personnes qui sont à la suite de la cour, conformément aux édits, déclarations & réglemens qui concernent cette juridiction ; l'appel de ses jugemens se porte au grand conseil.

Le prévôt de l'hôtel est juge de toutes les affaires criminelles & de police qui surviennent à la suite de la cour.

Les officiers de la prévôté de l'hôtel ont la manutention de la police dans les lieux où se trouve la cour, & ils jouissent de tous les privilèges des commensaux de la maison du roi.

Prévôts des maréchaux de France.

(jurisdiction des)

Les prévôts des maréchaux de France sont des officiers d'épée établis pour battre la campagne avec d'autres officiers & cavaliers qui leur sont subordonnés, pour procurer la sûreté publique, & pour instruire & juger les délits dont la connoissance leur appartient.

La premiere institution de ces sortes d'officiers peut être attribuée aux Romains,

puisqu'ils avoient des milices qui étoient destinées à battre la campagne & à arrêter les malfaiteurs.

Les comtes étoient anciennement chargés en France de veiller à la sûreté des provinces.

Les baillis & les sénéchaux qui leur succéderent furent chargés du même soin. Le prévôt qui tient le premier rang entre les baillis, avoit pour ce service 220 sergens à cheval qui venoient tous les jours à l'ordre, & une compagnie de cent maîtres qui battoit continuellement la campagne, & à la tête de laquelle il se trouvoit lui même dans les occasions importantes. Les baillis & les sénéchaux avoient les mêmes fonctions dans leurs provinces.

Jusqu'au temps de François I^{er} il n'y avoit que deux maréchaux de France ; ce monarque en augmenta le nombre jusqu'à quatre. Ils commandoient les armées avec le connétable, comme ses lieutenans, & en chefs lorsqu'il étoit absent. La juridiction militaire attachée à ce commandement étoit exercée sous leur autorité par un prévôt qui devoit être gentilhomme, & avoir commandé.

Le

Le prévôt des maréchaux de France fut fixé à la suite de la cour par Charles VI.

En 1494 Louis XI permit aux prévôts des maréchaux de commettre à leur place des gentilshommes.

Dans la suite ces commissions furent érigées en offices pour diverses provinces, & vers la fin du regne de Louis XI, il ne restoit presque aucune province qui n'eût un prévôt des maréchaux.

Chacun de ces prévôts eut la liberté de se choisir des lieutenans, & un certain nombre d'archers pour servir sous ses ordres.

Dans les grands gouvernemens, tels que ceux de Guyenne, de Normandie, de Picardie, les prévôts des maréchaux prirent le titre de prévôts généraux avec le surnom de la province; ceux des autres provinces furent simplement appelés prévôts d'une telle ville, & on leur donna à tous le nom de prévôts provinciaux.

Ils n'avoient d'abord juridiction que sur les gens de guerre, suivant les édits des années 1514, 1536. & 1537; mais ils obtinrent dans la suite des lettres qui leur attribuerent juridiction sur les voleurs & les vagabonds, & dans les cas appelés depuis

prévôts ; mais ces commissions n'étoient que pour un temps.

Ce ne fut que par un édit du 3 octobre 1544 , que François I^{er} accorda pour la première fois aux prévôts des maréchaux par concurrence & prévention avec les baillis & sénéchaux , la justice , la correction & la punition des gens de guerre , qui quittoient le service ou les garnisons , & de tous les vagabonds & autres malfaiteurs qui tiennent les champs , & y commettent des vols , des violences & autres semblables crimes.

Il rétablit en 1546 un prévôt des maréchaux pour la ville , prévôté , vicomté & élection de Paris , & pour les élections de Senlis , de Beauvais , de Clermont , de Montfort-Lamaury & d'Etampes.

Les prévôts des maréchaux étant ainsi obligés de résider dans leurs provinces , on établit d'autres prévôts des maréchaux pour la suite des troupes , ce sont ceux qu'on appelle prévôts de l'armée.

Le prévôt général de Guyenne ayant négligé ses fonctions , son office fut supprimé ; on créa à sa place trois vice-sénéchaux , à chacun desquels on donna pour département une partie de la Guyenne.

Il y eut encore de semblables offices établis dans quelques autres sénéchaussées sous le même titre de vice-sénéchaux , & dans quelques bailliages sous le titre de vice-baillis ; présentement ils ont tous le titre de prévôts des maréchaux.

Les prévôts ont ordinairement des assesseurs pour leur servir de conseils , & quelquefois des lieutenans. Il y a aussi en quelques endroits un procureur du roi pour la juridiction de la maréchaussée ; ailleurs c'est le procureur du roi du présidial qui fait cette fonction.

La compétence & les fonctions des prévôts des maréchaux ont été fixées par plusieurs réglemens.

Suivant la déclaration de 1731 , ils connoissent de tous les crimes commis par des vagabonds & gens sans aveu, qui n'ont ni profession , ni métier , ni domicile certain , ni bien pour subsister , & ne peuvent être avoués , ni faire certifier de leurs bonnes vie & mœurs. Ils doivent arrêter les gens de cette qualité , quand ils ne seroient prévenus d'aucun autre crime ou délit , pour leur faire leur procès suivant les ordon-

nances. Ils doivent aussi arrêter les mendiants valides de la même qualité.

Ils connoissent aussi des crimes commis par ceux qui ont été condamnés à peine corporelle, bannissement, ou amende honorable, mais non de l'infraction de ban, si ce n'est que la peine en eût été par eux prononcée.

Ils ont aussi la connoissance de tous excès, oppressions, ou autres crimes commis par les gens de guerre, tant dans leur marche que dans les lieux d'étapes ou d'assemblée, ou de séjour pendant leur marche, &c.

Outre les cas prévôtaux par la qualité des personnes, ils connoissent de ceux qui sont prévôtaux par la matière du crime, sçavoir du vol sur les grands chemins, sans que les rues des villes & fauxbourgs soient à cet égard réputées grands chemins. Ils connoissent également des vols faits avec effraction, lorsqu'ils sont accompagnés de port d'armes ou de violence publique, ou lorsque l'effraction se trouve avoir été faite dans les murs de clôture ou toits des maisons, portes & fenêtres extérieures, quand même il n'y auroit eu ni port d'armes, ni violence publique,

des facrilèges accompagnés des circonstances marquées ci-dessus, &c.

Les présidiaux ont la concurrence avec eux, & en cas de concurrence les présidiaux & même les baillis & sénéchaux ont la préférence, s'ils ont informé ou décrété avant eux ou le même jour.

Les ecclésiastiques ne sont sujets en aucun cas à la juridiction des prévôts des maréchaux.

Les gentilshommes jouissent du même privilège, à moins qu'ils ne s'en fussent rendus indignes par quelque condamnation à peine corporelle, bannissement ou amende honorable.

Les secrétaires du roi & les officiers de judicature dont les procès criminels sont portés à la grand'chambre du parlement, ne sont point justiciables des prévôts des maréchaux.

Il suffit que l'un des accusés ne soit pas leur justiciable, pour qu'ils doivent s'abstenir de connoître de l'affaire, quand même la compétence auroit été jugée en leur faveur.

Ils peuvent néanmoins informer & décréter contre ceux qui ne sont pas leurs

justiciables , à la charge de l'envoyer le procès aux juges qui en doivent connoître.

Si les crimes ont été commis dans une ville où il y a parlement , ou dans les fauxbourgs , les prévôts des maréchaux n'en peuvent connoître quand même ils ne résideroient pas dans ce lieu , à moins qu'il ne fût question de cas prévôtaux par leur nature.

La compétence des prévôts des maréchaux doit être jugée au présidial le plus prochain.

Quand le jugement de compétence est en leur faveur , ils doivent ensuite juger le procès au siège royal le plus prochain , quand même ce ne seroit pas un présidial.

Les jugemens des prévôts des maréchaux sont toujours rendus en dernier ressort.

Prévôté de la marine.

Les prévôts de la marine sont des officiers qui ont été établis dans les ports les plus considérables du royaume ; ils sont chargés de veiller à l'exécution des ordonnances qui concernent la marine. Ils ont un lieutenant , un exempt , un prévôt du roi , un greffier , des archers ; ils reçoivent

les dénonciations des déferteurs , ils inf-
truisent les procès contr'eux , & les rappor-
tent au conseil de marine.

Par édit de 1704 il a été créé des prévôtés
de la marine dans les ports de Brest , de Ro-
chefort , de Marfeille , de Dunkerque , du
Havre , de Port-Louis & de Bayonne.

Requêtes de l'hôtel du roi.

Cette juridiction tire son origine de
l'usage où l'on étoit anciennement de rendre
la justice aux portes des villes , des temples ,
& des palais. Nos rois se conformant à cet
usage , tenoient leurs plaids à la porte de
leurs hôtels , c'est-à-dire qu'ils y rendoient
la justice en personne , ou qu'ils l'y faisoient
rendre par quelques autres personnes de
leur conseil qu'ils commettoient à cet effet ,
& cette juridiction s'appelloit *les plaids de
la porte de l'hôtel du roi.*

« Le sire de Joinville , en la vie de saint
» Louis , fait mention de ces plaids de la
» porte , en disant que ce prince avoit cou-
» tume de l'envoyer avec les sieurs de Nesle
» & de Soissons , pour ouir les plaids de la
» porte , qu'ensuite il les envoyoit querir
» & leur demandoit comment tout se por-

» toit , s'il y avoit aucuns qu'on ne pût
» dépêcher sans lui ; & que plusieurs fois ,
» selon leur rapport , il envoyoit querir les
» plaidoyans & les contentoit , les mettant
» en raison & droiture ».

Philippe III , dit le Hardi , dans une ordonnance qu'il fit *sur le fait & état de son hôtel & de celui de la reine* , au mois de janvier 1285 , établit M^{rs}. maître Pierre de Sargine , Gillet de Compiègne , & Jean Mallieres pour ouir *les plaids de la porte*.

A ces plaids succéderent les requêtes de l'hôtel , c'est-à-dire les requêtes que ceux de l'hôtel du roi présentoient pour demander justice.

Ceux qui étoient commis pour recevoir ces requêtes & pour y faire droit , étoient des gens du conseil , suivant le roi.

« Philippe-le-Bel , par une ordonnance
» de l'an 1289 , régla que des personnes de
» son conseil qui étoient à sa suite , feroient
» continuellement aux heures accoutumées
» en lieu commun pour ouir les requêtes ,
» & qu'ils feroient serment qu'à leur pouvoir ils ne laisseroient passer chose qui fût
» contre les ordonnances , &c ».

Il résulte de cette ordonnance que les

plaids de la porte avoient pris le nom des requêtes de l'hôtel, & que ces requêtes ne se jugeoient plus devant la porte de l'hôtel du roi, mais dans quelque'autre lieu commun, c'est-à-dire qui étoit ouvert au public.

Miraulmont fait mention d'une ordonnance donnée par Philippe-le-Long, à Lorris en Gatinois, l'an 1317, portant que de ceux qui suivront le roi pour les requêtes, il y auroit toujours à la cour un clerc & un lai.

Quelques années après, *ces requêtes ou plaids* furent appelées *les requêtes de l'hôtel du roi*, & ceux qui étoient députés pour ouir ces requêtes eurent le titre de maîtres des requêtes de l'hôtel du roi; on en trouve des exemples de l'an 1317, & dans les années suivantes.

La juridiction des requêtes de l'hôtel a été d'abord ambulatoire à la suite de nos rois; elle se tenoit dans les différens palais ou châteaux dans lesquels nos rois faisoient leur séjour.

Cette juridiction tenoit ses séances à Paris sous le regne de Philippe VI; une ordonnance de l'an 1344 atteste ce fait, & depuis ce temps elle s'est toujours tenue dans l'enclos du palais.

Charles VI ayant accordé aux écuycrs de son écurie des lettres qui leur attribuoient une juridiction sur l'écurie du roi, le procureur général des requêtes de l'hôtel fit des représentations au roi, & Charles VI révoqua ces lettres le 19 septembre 1406, & dans les lettres de révocation il est dit :
« que la cour & juridiction des requêtes de
» l'hôtel est grande & notable juridiction
» ordinaire, fondée de très-grande ancien-
» neté, & une des plus notables jurisdic-
» tions ordinaires du royaume après le
» parlement, &c ».....

Il n'y a point d'autres juges aux requêtes de l'hôtel que les maîtres des requêtes ; ils y servent par quartier.

Les autres magistrats de ce tribunal sont un procureur général qui a droit d'assister au sceau, & un avocat général ; il y a en outre un substitut du procureur général, un greffier en chef, un principal commis du greffe, un greffier garde-scel ordinaire des requêtes de l'hôtel, & six huissiers.

Les maîtres des requêtes, dans leur tribunal des requêtes de l'hôtel, exercent deux sortes de juridictions, *l'une au souverain, & l'autre à l'ordinaire.*

Ils doivent être sept lorsqu'ils jugent souverainement & en dernier ressort.

Ils sont juges souverains 1°. des causes renvoyées par arrêt du conseil, & de toutes les instances qui s'intentent en exécution d'arrêts du conseil privé.

2°. Des causes qui concernent la falsification des sceaux des grandes & petites chancelleries, & de l'instruction du faux incident aux instances pendantes au conseil, lorsque les moyens de faux y ont été déclarés admissibles.

3°. Des demandes des avocats au conseil pour leurs honoraires, & des défaveux formés contr'eux.

4°. Des appellations des appointemens en ordonnances que les maîtres des requêtes ont données pour instruction des instances du conseil, & des appels de la taxe & exécution des dépens adjugées au conseil, &c.

Lorsque les maîtres des requêtes jugent au souverain, ils prononcent *les maîtres des requêtes, juges souverains en cette partie, &c.* & leurs jugemens portent le nom d'arrêts.

L'on ne peut se pourvoir contre les arrêts des requêtes de l'hôtel, que par les voies admises contre les arrêts des autres cours souveraines.

Les requêtes de l'hôtel connoissent en premiere instance & à l'ordinaire dans toute l'étendue du royaume , des causes de ceux qui ont droit de *committimus* au grand & au petit sceau.

L'appel des sentences rendues à l'ordinaire par les requêtes de l'hôtel se porte au parlement.

Sénéchaussée.

C'est la juridiction d'un sénéchal.

Les sénéchaux avoient autrefois une très-grande autorité en France , puisqu'elle s'étendoit sur les loix , les armes & les finances. Les ducs s'étant emparés du pouvoir d'administrer la justice , & ne voulant pas l'exercer en personne , établirent des officiers pour la rendre en leur nom & sous leur autorité : ils les appelloient baillis en certains lieux , & en d'autres sénéchaux. Mais lorsque les rois de la troisième race commencerent à réunir à la couronne les villes qui en avoient été démembrées , particulièrement sous le regne de Hugues Capet , ils attribuerent aux juges ordinaires c'est-à-dire aux baillis & aux sénéchaux la connoissance des cas royaux & des causes

d'appel du territoire des comtes. Sous la seconde race c'étoient des commissaires appelés *missi dominici*, qui jugeoient ces causes d'appel.

Les baillis & les sénéchaux sous la troisieme race furent revêtus non-seulement du pouvoir des commissaires royaux, *missi dominici* ; ils eurent encore l'autorité des ducs & des comtes ; ainsi ils avoient l'administration de la justice, des armes & des finances, & ils jugeoient en dernier ressort.

Il ne reste aux sénéchaux de leur ancien pouvoir que le droit de séance à l'audience ; & l'honneur de faire mettre leur nom en tête des sentences & des contrats.

Lorsque le sénéchal est présent, son lieutenant prononce, *monseigneur dit*, & lorsqu'il est absent, *nous disons* : la plupart des sénéchaussées ont été réunies successivement à la couronne. Les premiers rois de la troisieme race n'avoient même conservé sous ce titre que Paris, la Beauce, la Sologne, la Picardie, & une partie de la Bourgogne. Le sénéchal de Bordeaux est grand sénéchal de Guyenne. La Provence est divisée en neuf sénéchaussées, sous un grand sénéchal.

Les pouvoirs & l'autorité des sénéchaussées

sont les mêmes que ceux des bailliages.
Voyez BAILLIAGES.

Table de marbre.

La dénomination de table de marbre tire son origine de ce qu'autrefois le connétable, l'amiral & le grand-maître des eaux & forêts tenoient leur juridiction sur une grande table de marbre qui occupoit toute la largeur de la grand'salle du palais.

On se servoit aussi de cette table pour les banquets royaux. Dutillet dit en effet, « que » le dimanche 16 juin 1549, le roi Henri II » fit son entrée à Paris ; que le soir fut fait » en la grand'salle du palais le souper royal, » que ledit seigneur fut assis au milieu de la » *table de marbre* ».

Cette table fut détruite lors de l'incendie de la grand'salle du palais, qui arriva sous Louis XIII en 1618.

Il y avoit dans la cour du palais, outre la table de marbre dont on vient de parler, la *Pierre de marbre*, que l'on appelloit aussi quelquefois la *table de marbre* ; mais la pierre de marbre n'avoit rien de commun avec la table de marbre. La pierre de marbre étoit au pied du grand degré du palais ; elle existoit

toit encore en 1359, & servoit à faire les proclamations publiques.

Quand on parle de la table de marbre simplement, on entend la juridiction des eaux & forêts qui y tient son siège. Elle connoît par appel des sentences des maîtrises du ressort. Les commissaires du parlement viennent aussi y juger en dernier ressort les matieres de réformation.

Dans plusieurs autres parlemens il y a aussi des tables de marbre, mais leur compétence se borne aux eaux & forêts. Leur établissement a été fait sur le plan de celle de Paris.

En 1704 les tables de marbre furent supprimées, & Louis XIV créa une chambre de réformation des eaux & forêts dans chaque parlement ; mais plusieurs de ces tables de marbre ont été rétablies par différens édits postérieurs.

Vicomtes.

C'est la juridiction des vicomtes. Plusieurs auteurs comparent les vicomtes aux commissaires ou députés que les Romains appelloient *legati proconsulum* ; mais il est certain que le titre de vicomte étoit inconnu chez

les Romains, & qu'il n'a commencé à être usité qu'en France.

Les comtes des provinces avoient sous eux les comtes des villes ; mais ces comtes des villes n'étoient point qualifiés de vicomtes ; il y avoit cependant certaines provinces où le comte avoit sous lui , soit dans la ville capitale , soit dans les principales villes de son gouvernement , des vicomtes , au lieu des comtes particuliers , comme le comte de Poitiers.

Beaucoup de seigneuries ont encore le titre de vicomtés.

Les comtes qui avoient le gouvernement des villes , étant chargés tout à la fois du commandement des armes & de l'administration de la justice , se déchargeoient des affaires de la justice sur des vicaires ou lieutenans , que l'on appella vicomtes.

Parmi les vicomtes , les uns étoient mis dans les villes par le roi même , comme gardiens des comtes , les autres étoient mis dans les villes par les ducs ou comtes , comme dans toutes les villes de Normandie , où les ducs établirent des vicomtes.

L'institution des vicomtes remonte jusqu'au temps de la première race ; ils étoient
alors

alors nommés *missi comitum*, parce que c'étoient des commissaires nommés par les comtes pour gouverner en leur place, soit en leur absence, soit dans des lieux où ils ne résidoient pas : on les surnommoit *missi comitum*, pour les distinguer des commissaires envoyés directement par le roi dans les provinces & dans les grandes villes, que l'on appelloit *missi dominici*.

Charlemagne, dans ses capitulaires, appelle ces officiers *vicarii comitum*.

On les nommoit aussi *vice comites*, & c'est delà que le titre de *vicomte* tire son origine.

Les vicomtes étoient d'abord élus par les comtes mêmes ; le comte de chaque ville étoit obligé d'avoir son vicomte ou lieutenant, & comme le pouvoir du comte s'étendoit non-seulement dans la ville, mais aussi dans tout le canton ou territoire dépendant de cette ville, le pouvoir que le vicomte avoit en cette qualité s'étendoit aussi dans la ville & dans tout son territoire.

Les comtes connoissoient des causes majeures, & les vicomtes ne jugeoient que les affaires légères.

Le vicomte tenoit en l'absence du comte

les plaids ordinaires du comte , & présidoit même *aux plaids généraux*.

Au commencement de la troisieme race , ou vers la fin de la seconde , les ducs & les comtes s'étant rendus propriétaires de leurs gouvernemens , qui n'étoient auparavant que de simples commissions , les vicomtes suivirent leur exemple , & s'emparerent également de leurs vicomtés.

Les comtes de Paris qui avoient sous eux un prévôt pour rendre la justice , avoient aussi un vicomte , mais pour un objet différent ; ils sous inféoderent une partie de leur comté à d'autres seigneurs qu'on appella vicomtes , & leur abandonnerent le ressort sur les justices enclavées dans la vicomté ; & qui étoient auparavant dans le ressort de la prévôté. Une des fonctions de ces vicomtes étoit de commander les gens de guerre dans la vicomté.

Le vicomte de Paris avoit aussi son prévôt pour rendre la justice dans la vicomté , mais on croit que s'il exerçoit la justice , c'étoit militairement , c'est-à-dire sur le champ , & pour les délits qui se commettoient en sa présence ; dans la suite la vicomté fut réunie à la prévôté.

Aujourd'hui les vicomtes sont des seigneurs dont les terres sont érigées sous le titre de vicomté.

En Normandie il y a des vicomtes qui sont des juges subordonnés aux baillis , & qui tiennent ordinairement la place des prévôts. Loiseau prétend que ces vicomtes sont les juges primitifs des villes ; mais Basnage fait voir qu'en Normandie , comme ailleurs , les comtes furent les premiers juges , qu'ils avoient leurs vicomtes ou lieutenans , & que quand les comtes cessèrent de faire la fonction de juge , les ducs de Normandie établirent à leur place des baillis , auxquels les vicomtes se trouverent subordonnés comme ils l'étoient aux comtes.

Viguerie.

C'est la juridiction du viguier ; elle a pris son nom du titre de viguier , qui est un mot corrompu du latin *vicarius*. Ces vicaires ou viguiers , qui étoient les lieutenans des comtes , furent par succession de temps appelés dans certains pays vicomtes ; ailleurs ils retinrent le nom de *vicarii* en latin , & en françois celui de *viguiers*.

Il y a encore aujourd'hui plusieurs vigne-

ries dans le ressort du parlement de Toulouse. Ces juridictions ont le même pouvoir que les vicomtés & les prévôtés.

F R A N G I R,

condamné à être dégradé pour trahison.

En 1523 le capitaine Frangir , gouverneur de Fontarabie , ayant rendu cette place aux Espagnols , fut condamné à être dégradé de noblesse. On l'arma de pied en cap , on le fit monter sur un échafaud , où douze prêtres assis & en surplis commencerent à chanter les vigiles des morts , après qu'on lui eut lu la sentence qui le déclaroit , *traître , déloyal , vilain , & foi mentie* ; à la fin de chaque pseaume ils faisoient une pause , pendant laquelle un hérault d'armes le dépouilloit de quelque piece de son armure , en criant à haute voix : « ceci est le casque » du lâche , ceci son bouclier , ceci son corselet , &c. » Lorsque le dernier pseaume fut achevé , on lui renversa sur la tête un bassin d'eau chaude ; on le descendit ensuite de l'échafaud avec une corde qu'on lui passa sous les aisselles ; on le mit sur une claie couverte d'un drap mortuaire , & on le

porta à l'église , où les prêtres lui chanterent sur la tête : « *Deus laudem meam ne tacueris* ». Pseaume qui contient plusieurs imprécations contre les traîtres , ensuite on le laissa survivre à son infamie.

F R É D E G O N D E.

(*Cruautés de*)

Frédegonde , femme de Chilperic I^{er} , n'est pas moins célèbre par son ambition , sa cruauté & sa perfidie , que par son esprit & sa beauté. Cette femme vindicative immola à sa haine un grand roi , deux vertueuses reines , deux fils de roi , & une infinité de gens de la premiere condition.

On sçait qu'elle fit assassiner le roi d'Austrasie au milieu de son camp , & qu'après sa mort elle tenta par tous les moyens que la haine , jointe à la puissance , peut employer , de perdre la célèbre Brunehaut , femme de ce malheureux prince.

Mérouée , fils de Chilperic & d'Audouere , étoit devenu amoureux de cette reine célèbre & infortunée. Envoyé par son pere pour s'emparer du Poitou , au lieu de se conformer à ses ordres , il se rendit d'abord

à Tours; feignant ensuite de passer au Mans, où la reine Audouere sa mere faisoit son séjour, il tourna tout - à - coup ses pas vers Rouen, où l'évêque Prétextat le maria avec Brunehaut, dont la beauté, disent les historiens, n'avoit encore rien perdu de son éclat.

Vivement offensé de la conduite de son fils, Chilperic s'avance aussi-tôt vers Rouen pour punir les deux amans. Effrayés ils se sauvèrent promptement dans l'église de saint Martin, bâtie sur les remparts de la ville; on employa en vain la ruse & l'artifice pour les arracher de cet asyle, ils n'en sortirent que sur la promesse authentique qu'on ne leur feroit aucun mal & que leur mariage seroit confirmé; mais Frédegonde furieuse, déterminà Chilperic à déshériter le malheureux Mériouée, & peu de temps après cette cruelle marâtre le fit assassiner. Loin d'être satisfaite de cette vengeance, se rappelant les liaisons de Prétextat, évêque de Rouen, avec le prince Mériouée, elle résolut de se défaire du prélat. Elle fit convoquer à cet effet un concile à Paris pour lui faire son procès. Ce concile s'assembla dans l'église de sainte Genevieve. On ne sçait lequel doit le plus étonner,

du personnage du prince , qui se rendit lui-même accusateur, ou de l'embarras des peres à trouver quelque chose de reprehensible dans la conduite du prélat.

La surprise augmente encore , en voyant la foiblesse de l'accusé , qui se laissa persuader d'avouer des crimes qu'il n'avoit point commis ; mais on est indigné de voir le souverain se jeter aux pieds de ses vassaux pour demander la condamnation d'un de ses sujets. Il vouloit qu'on déchirât sa robe en plein concile , qu'on récitât sur lui les malédictions contenues dans le psaume 108 , ou qu'on l'excommuniât pour toujours. Il ne put obtenir ni l'un ni l'autre. L'évêque fut condamné cependant sur sa propre confession. Il fut d'abord enfermé dans une prison , & ensuite exilé dans le Côtentin.

Après la mort de Chilperic, le roi de Bourgogne le rétablit dans son évêché ; mais la haine de Frédegonde se réveillant aussi-tôt avec une nouvelle violence , elle le fit assassiner aux pieds des autels au milieu de l'office divin. Un si horrible attentat détermina les évêques qui se trouvoient à Rouen à faire fermer toutes les églises & à défendre la célébration des saints mysteres.

L'assassinat de Mérrouée & la condamnation de Prétextat ne furent que le prélude des fureurs de Frédegonde. Il restoit à Chilperic un fils du premier lit , la cruelle marâtre résolut de sacrifier Clovis, (c'étoit le nom du jeune prince) à la grandeur de ses enfans. La première disposition à l'exécution de ce noir projet , fut la découverte d'une conjuration formée par le gouverneur de Tours. Cet homme osa former le projet de perdre la reine. Le moyen qu'il employa paroissoit d'autant plus infaillible qu'il étoit plus détourné ; il suborna des témoins , qui accusèrent Grégoire de Tours d'avoir parlé indécemment des amours de Frédegonde. L'accusé se justifia pleinement de ces odieuses imputations ; les accusateurs appliqués à la question , avouèrent que ce complot étoit tramé pour inspirer au roi des soupçons sur la conduite de Frédegonde : que le dessein des conjurés étoit de se défaire de Chilperic & des enfans du second lit pour placer Clovis sur le trône. Ce prince infortuné n'avoit aucune part à ce projet , mais il étoit aimé du peuple. Il n'en fallut pas davantage pour exciter Frédegonde à sa perte. Ses trois enfans venoient

FRÉDEGONDE. 313

de mourir de la dysenterie ; elle suborna des témoins pour accuser Clovis de les avoir empoisonnés ; il fut arrêté , enfermé au château de Noisy , & bientôt après poignardé par les ordres de cette femme atroce. La reine Audouere sa mere fut enveloppée dans la vengeance de Frédegonde , & la sainteté du lieu où elle s'étoit retirée ne put la défendre de la fureur des assassins , & Bazine , sœur de l'infortunée Clovis , déshonorée par d'infâmes satellites , fut enfermée dans un cloître.

Toutes ces cruautés réunies doivent inspirer la plus grande horreur contre la mémoire de Frédegonde , & la faire mettre au rang des femmes les plus barbares qui aient jamais existé.

FRIPPONS

punis pour avoir créé à prix d'argent des chevaliers de l'ordre de Constantin.

La maison de Comnènes , qui avoit autrefois régné sur tout l'Orient , fut presque entièrement détruite lorsque les infidèles inondèrent l'empire. Il ne restoit plus de cette branche illustre que quelques foibles

rejettons , qui , loin de faire subsister l'ordre militaire de Constantin , dont la grande maîtrise étoit héréditaire dans cette maison , avoient besoin eux-mêmes de subsistance. Une partie se retira à Venise , & l'autre à Rome.

Le comte André Comnene vivoit dans cette capitale du monde chrétien vers le milieu du seizième siècle : le pape lui faisoit une pension de 100 écus d'or par mois , mais ce seigneur étant mal payé , & voyant qu'il lui étoit dû 28,000 ducats d'arrérages , trouva le moyen de fournir à ses besoins.

Comme il pouvoit créer des chevaliers de l'ordre de Constantin , il distribua à prix d'argent une multitude de croix. Il en donna entr'autres à deux frippons , dont l'un se nommoit Gorget de Céphalonie & l'autre Nicolas d'Aleffio. Ces deux aventuriers ayant prétendu qu'ils étoient de la maison de Comnene , le comte André , comme grand maître de l'ordre , leur accorda beaucoup de privilèges en vertu desquels ils soutinrent dans la suite qu'ils avoient le droit de créer des chevaliers ; mais le grand maître Pierre Comnene , prince de Cilicie , pere de Jean-André , & neveu du comte André , s'y

opposa. Il y eut à ce sujet un procès à Rome en 1591, qui fut terminé par une sentence qui fut rendue la même année par Prosper Farinacei, vicaire dans les causes criminelles de Camille Borghese, auditeur de la chambre apostolique. Ce jugement fut confirmé l'an 1594 par Pompée Macella, vicaire au criminel de François Aldobrandin, commissaire nommé par le pape Clément VIII. Gorget de Céphalonie fut condamné par cette sentence aux galeres à perpétuité, pour avoir créé des chevaliers, droit qui n'appartenoit qu'à la maison de Comnene. Cette condamnation fut exécutée, & il demeura aux galeres jusqu'en l'an 1597 qu'il en fut retiré à cause de son grand âge; mais on lui fit défendre, sous peine de la vie, de créer à l'avenir des chevaliers: quant à Nicolas d'Alessio, il fut seulement banni.

F U M E U R S de tabac,

condamnés par un roi de Perse à un supplice affreux.

Les Persans aiment le tabac avec passion. Le commerce qui s'en fait en Perse est une

des principales branches des revenus de la couronne. Cette considération n'empêcha pas un roi de Perse d'en défendre l'usage sous les peines les plus sévères. Ce ridicule règlement fut exécuté avec une barbarie qui fait frémir.

Deux riches marchands Indiens furent les premières victimes qu'on immola. Voici le supplice auquel ils furent condamnés. Ayant été trouvés fumans dans le caravanserai , ils furent arrêtés & conduits devant le roi , ce prince furieux contre ces deux Indiens , ordonna qu'on leur versât du plomb fondu dans la bouche au milieu du meidam. Tout le monde crut que le roi leur feroit grace quand ils feroient sur la place ; cependant quatre autres marchands allèrent trouver l'étemadaddawlet , & lui offrirent deux mille tomans pour sauver la vie à leurs compatriotes ; mais quand ce premier ministre fit part de cette offre au roi , ce prince en fut si indigné , qu'après lui avoir demandé si ces chiens d'Indiens croyoient qu'un roi de Perse voulût vendre la justice , il envoya un second ordre de faire mourir les deux marchands sans aucun délai.

G.

G A L E A S , duc de Milan.

Sa sévérité dans l'administration de la justice.

GALEAS, duc de Milan, étoit doux & clément; mais il faisoit exercer la justice avec la plus grande exactitude. Il avoit ordonné au gouverneur d'une petite ville de faire pendre plusieurs brigands qu'on avoit arrêtés : séduit par les présens qui lui avoient été offerts par les parens, le gouverneur différa l'exécution des coupables, pour donner le temps à leurs familles d'implorer la clémence du duc.

Galeas croyant que ses ordres avoient été remplis, se rendit aux prières des parens, dans l'idée que le pardon arriveroit trop tard. Lorsqu'il apprit la négligence du gouverneur, il ne révoqua point la grace qu'il avoit accordée, mais il fit trancher la tête du gouverneur en présence des coupables dont il n'avoit pas fait exécuter la condamnation.



G A L E A S duc de Milan.

(P u n i t i o n d e l' a s s a s s i n d e)

Galeas Sforce , duc de Milan , fut assassiné en 1476 dans l'église de saint Etienne , par trois de ses domestiques ; l'un deux nommé Ogliati , avoit été engagé à ce crime par la gloire qu'un maître d'école , ennemi du duc , lui faisoit voir dans le meurtre d'un tyran. Ce maître d'école se nommoit Cola Montanus , & avoit été précepteur de Galeas Sforce : ce prince ayant conservé le souvenir des coups qu'il avoit reçus de son pédagogue , lui fit donner un jour publiquement le fouet.

Cola indigné de cet affront , conçut le dessein de se venger ; il persuada au jeune Ogliati qu'il acquerroit une gloire immortelle en délivrant sa patrie d'un tyran , & pour le déterminer il lui rappella les exemples de Cassius & de Brutus ; Ogliati plein de l'idée d'une fausse gloire , exécuta cet horrible attentat. Cola fut pris quelque temps après & tomba au pouvoir de Laurent de Médicis , qui le fit pendre. Ogliati fut aussi arrêté , & condamné aux supplices les

plus cruels & les mieux mérités. Son courage ne se démentit point, ils s'exhortoit lui-même à la constance par l'espoir d'une réputation immortelle. « *Stabit vetus memoria facti*, lui » fait dire Paul Jove, *mors quidem erit acerba* » *sed tormentum breve, atque ejus fama per-* » *petua* ».

Les tourmens qu'on lui fit éprouver furent proportionnés à son crime. Il fut pendu, coupé par morceaux, & ses membres dispersés en différens endroits de la ville.

G A L L U S.

(*Punition de*)

L'empereur Constance ayant appris que Gallus se permettoit des abus de toute espece, & qu'il commettoit chaque jour les plus grandes cruautés, lui ordonna de se préparer à quitter l'Orient & à revenir à la cour impériale. L'empereur craignant qu'il n'abusât des forces qu'il avoit pour se révolter, lui ôta les troupes qu'il commandoit & lui manda qu'il s'étoit déterminé à prendre ce parti pour le mettre à couvert des complots d'une multitude de soldats oisifs; il lui conseilla en même temps de ne con-

server que ses gardes, & lui envoya Domitien pour remplir la fonction de préfet.

Constance chargea le nouveau préfet d'engager Gallus par la douceur à se rendre à la cour impériale ; il ne pouvoit confier une commission aussi délicate à une personne moins en état de la remplir que Domitien : c'étoit en effet un homme dur & incapable de toute espèce de ménagement. Arrivé à Antioche, au lieu de rendre visite à Gallus, il affecta de s'en aller devant le palais avec une nombreuse suite, & se rendit au prétoire. Il y resta enfermé, & passa les jours & les nuits à faire des mémoires contre Gallus, qu'il envoya à la cour.

Domitien ne pouvant se dispenser de voir Gallus se rendit au palais, & dit au prince en l'abordant, « César, partez comme on » vous l'ordonne, & sachez que si vous » différez je vous ferai incessamment re- » trancher les vivres à vous & à votre » maison ».

Après un discours aussi indiscret, Domitien sortit brusquement & ne reparut plus au palais, quoi qu'il y fut plusieurs fois mandé. Gallus irrité de cette audace, ordonna à ses gardes de s'assurer de la personne du préfet.

Montius

Montius, trésorier de la province, qui cherchoit à calmer les esprits, s'adressa aux principaux officiers de César, & leur représenta d'abord les suites effrayantes de cette démarche. « Si vous entreprenez, » leur dit-il, d'ôter la vie au préfet du » prétoire, commencez donc par abattre » les statues de l'empereur ».

Gallus informé de ce discours, fit venir *Montius* aussi-tôt, & lui déclara qu'il alloit faire le procès à *Domitien*, & qu'il le choisissoit lui-même pour l'assister dans cette affaire. Alors le trésorier ne gardant plus de mesures, lui dit « que César n'étoit pas le » maître d'établir un simple receveur dans » une ville, loin d'avoir l'autorité de faire » mourir un des premiers officiers de l'em- » pire ».

Gallus irrité par cette courageuse réponse, fit appeler aussi-tôt tout ce qu'il y avoit de gens de guerre à Antioche, & les voyant devant lui tous allarmés : « à moi soldats, » s'écria-t-il avec une rage indécente, fau- » vez moi, sauvez-vous vous-même. L'or- » gueilleux *Montius* nous accuse de révolte » contre l'empereur, parce que je veux

» ranger à son devoir un préfet insolent qui
» ose me méconnoître.

Ces mots sont à peine prononcés, que les soldats en fureur courent à la maison de Montius. C'étoit un vieillard infirme. Ils le garottent & le traînent par les pieds jusqu'à la demeure du préfet. Ils précipitent Domitien au bas des degrés, l'attachent avec Montius, & les traînent tous deux ensemble par les rues & par les places de la ville; enfin ils jettent dans l'Oronte les deux corps, tellement meurtris & brisés, qu'on ne pouvoit plus les distinguer l'un de l'autre.

Montius en rendant les derniers soupirs, avoit plusieurs fois nommé Epigone & Eusebe en les appelant à son secours. On cherchoit quels pouvoient être ces deux hommes; il s'en trouva deux à Antioche qui pour leur malheur portoient ce nom; c'étoient un philosophe & un orateur; ceux que Montius avoit nommés étoient deux gardes de l'arsenal, qui lui avoient promis des armes s'il se trouvoit obligé de soutenir le ministre de l'empereur; comme ils étoient peu connus on ne songea point à eux, & sur la seule conformité des noms

On mit aux fers le philosophe Epigone & l'orateur Eusebe. Apollinaire , gendre de Domitien , qui avoit été peu de temps avant grand-maître du palais de Gallus , étoit en Mésopotamie. Dès qu'il eut appris ce qui s'étoit passé en Syrie , il s'enfuit par l'Arménie mineure & prit la route de Constantinople ; mais ayant été arrêté en chemin , il fut ramené pieds & mains liés à Antioche. Son pere , gouverneur de Phénicie , sous le prétexte d'une complicité d'intrigue secrète , eut le même sort.

On avoit averti Gallus qu'on préparoit à Tyr un manteau impérial , sans qu'on sçut par qui il avoit été commandé. Voulant donner à ses jugemens une couleur de justice , il choisit pour y présider Urticin , général de la cavalerie en Orient , connu par sa droiture : on le fit venir de la ville où il commandoit ; ce ne fut qu'à regret que ce guerrier généreux accepta une commission qui lui étoit tout-à-fait étrangère ; intrépide dans les batailles , les procédures lui faisoient peur. Cependant les délateurs le menaçoient déjà , il craignoit d'être traîné devant ce tribunal comme coupable , s'il refusoit d'y présider ; mais quand il vit que

tout étoit concerté entre les accusateurs & les juges qu'on lui avoit donné pour collègues ; il prit le parti d'instruire secrètement Constance de ce mystère d'iniquité, & de lui demander du secours contre une injustice si horrible & si manifeste. Cette démarche fut inutile ; suspect à la cour par les calomnies des flatteurs jaloux de ses dignités encore plus que de son mérite , il ne reçut aucune réponse ; le jour marqué pour le jugement étant arrivé , Urticin qui ne prêtoit que son nom , prit séance ; les autres avoient leur leçon dictée : les greffiers alloient & venoient sans cesse pour instruire le prince des interrogations & des réponses ; les juges affectoient à l'envi une rigueur outrée pour servir celle du prince & la noirceur de Constantine sa femme , qui écoutoit tout cachée derrière un voile qu'elle entrouvroit de temps en temps ; on ne laissoit pas même aux accusés la liberté de se défendre. On amena d'abord Epigone & Eusebe , malheureuses victimes d'une équivoque. Le premier fit connoître qu'il n'étoit pas réellement philosophe , car après des supplications qui deshonoreroient l'innocence , cédant aux douleurs de la

question , il s'avoua complice d'un crime imaginaire ; cette foiblesse ne lui sauva point la vie , & diminua la juste compassion qu'inspiroit l'innocence opprimée. Mais l'orateur Eusebe prenant sur lui le rôle de son malheureux compagnon , résista aux tourmens les plus cruels ; il persista à démentir ses accusateurs , à justifier tous ceux qu'on lui nommoit pour ses complices , & à reprocher aux juges leur odieux complot. Comme la connoissance des loix & des formes du barreau le mettoit en état de révéler toutes les nullités de ce jugement , César en étant averti , ordonna pour lui fermer la bouche , de redoubler la rigueur des tortures. Les bourreaux épuisèrent sur lui toute leur rage ; ce n'étoit plus qu'un cadavre informe ; il imploroit encore dans cet état affreux la justice céleste , foudroyant ses juges par un regard menaçant ; & sans être forcé à un faux aveu , ni convaincu , il fut enfin condamné avec le misérable compagnon de son sort. Il souffrit la mort sans effroi , sans plainte sur lui-même , déplorant seulement le malheur de ceux qui vivoient dans ces temps affreux.

On fit ensuite informer sur le manteau de

pourpre fait à Tyr ; les ouvriers furent appliqués à la question ; les plus horribles tourmens ne purent rien tirer de leur bouche. Plusieurs furent exilés à leurs maisons de campagne , & aussi tôt qu'ils y furent arrivés on les fit mourir par l'ordre du prince, après leur avoir rompu les jambes ; plusieurs autres innocens furent sacrifiés à ses tyranniques soupçons.

Constance irrité de toutes les cruautés de Gallus , & allarmé de son ambition , se croyoit à peine en sûreté au milieu de sa cour. Il délibéra en secret avec ses plus intimes amis s'il feroit arrêter Gallus en Orient , ou si l'on feroit en sorte de le faire revenir en Italie ; on préféra le dernier parti comme le plus sûr. Des lettres pleines d'amitié inviterent Gallus à se rendre à Milan pour une affaire de la plus grande importance. Gallus connoissoit trop Constance pour se fier à ces démonstrations d'attachement ; il n'auroit pas balancé un instant à se révolter s'il avoit pu compter sur les troupes ; mais sa cruauté , sa légèreté & son inconstance avoient trop aliéné tous les cœurs. Au milieu de ces agitations les lettres de l'empereur redoubloient , Scu-

diton lui fut envoyé pour le presser de hâter son départ. Cet homme qui sous une apparente grossièreté cachoit beaucoup de ruse & de finesse, sçut si bien mêler les flatteries aux raisons, & avec un si grand air de sincérité, que Gallus fut persuadé que Constance traitoit avec lui de bonne foi.

Trompé par les discours de cet adroit émissaire, Gallus se déterminâ à quitter Antioche. En passant à Andrinople, où il se reposa douze jours, il apprit que les légions Thébéennes qui étoient cantonnées dans le voisinage de cette ville, lui avoient envoyé des exprès pour lui offrir leurs services s'il vouloit rester en Trace; mais il ne put jamais se dérober à ses surveillans. Il lui fallut laisser à Andrinople toute sa maison, excepté quelques domestiques. Alors accablé de tristesse & de fatigue, pressé sans respect par les muletiers même, il commença à se reprocher sa téméraire crédulité, qui le réduisoit à la merci des plus vils esclaves de Constance. Les plus funestes pensées troubloient jour & nuit son repos; soupirant sans cesse, & ne doutant plus du triste sort qui l'attendoit, il arriva à Pettau dans le Norique: ce fut-là que tout déguisement cessa.

Barbation & Apodeme , à la tête d'une troupe de soldats que Constance avoit choisis comme les moins propres à être corrompus par argent , ou attendris par les larmes , vinrent environner le palais : Barbation étant entré , dépouilla Gallus de la pourpre , & le couvrit d'une casaque ordinaire , en lui disant qu'on n'en vouloit point à sa vie. Gallus cependant restoit assis & gardoit le plus profond silence : « Levez- » vous , lui dit brusquement Barbation » ; en même temps il l'oblige de monter sur un chariot préparé pour le conduire à Flanone sur les frontieres de l'Istrie. Arrivé dans ce lieu , il y fut resserré & gardé étroitement. L'empereur lui envoya l'eunuque Eusebe , le secrétaire Penlude & un capitaine de ses gardes , qui l'interrogerent sur le meurtre de Domitien & de Montius , & sur la condamnation de tous ceux qu'il avoit fait périr à Antioche.

Lè criminel Gallus , tremblant & interdit par les questions qu'on lui faisoit , se vit obligé de rendre hommage à la vérité ; il voulut s'excuser & rejeter sa conduite odieuse sur les mauvais conseils de sa femme ; mais au lieu d'appaîser Constance

il l'irrita , en accusant sa sœur d'avoir eu part à ses crimes. L'empereur le condamna à avoir la tête tranchée.

G A N D O L P H E ,

moine apostat , condamné à être pendu pour avoir composé & publié un almanach séditieux.

Jean Gandolphe, moine apostat de l'ordre des Augustins déchaussés , étoit un de ces scélérats superstitieux qui parviennent à se faire des prosélytes. Ce moine sans mœurs , osa troubler en 1648 la tranquillité de la duchesse régente de Savoie , par la publication d'un almanach anonyme qui annonçoit la sédition la plus violente ; cet ouvrage étoit rempli de prédictions tragiques , de disgraces de ministres , & assuroit , sous des termes assez grossièrement couverts , la mort de la duchesse Catherine.

Comme la régence expiroit précisément dans l'année 1648 , les horreurs annoncées dans ce libelle firent une vive impression sur l'esprit de quelques mauvais citoyens & allarmerent la cour. L'auteur fut pris & mis en prison. On commença son procès. Il

avoua que ce n'étoit point sur les règles de l'astrologie qu'il avoit annoncé la mort de la régente, mais sur l'intention perverse de plusieurs personnes puissantes, toutes ennemies de cette princesse. Il écrivit lui-même à Catherine qu'on avoit formé contre elle & contre l'état le plus noir complot; elle se fit amener ce malheureux, qui chargea Bernard Syllan & Jean-Antoine Joya. Le libertinage, la mauvaise foi, & un mépris souverain des loix divines & humaines formoient le caractère de ces deux hommes. Ils avoient été disgraciés tous deux par la régente; elle avoit chassé Syllan de sa place de sénateur, & Joya de celle de valet de chambre de sa maison. Le premier épuisé de débauche, presque octogénaire, frémir quand on le confronta avec Gandolphe, & périt dans un accès de léthargie.

Joya eut plus de force & mourut sur l'échafaud, comme complice de lèze-majesté. Des personnes puissantes tentèrent d'obtenir la grâce de Gandolphe; mais leurs sollicitations furent inutiles. Il fut condamné à être pendu; & la seule faveur qu'on accorda à ce criminel, fut d'être exécuté dans l'intérieur de la prison.

G A R C I E. (Dom)

comte de Castille assassiné. Supplice de ses meurtriers.

En 1028 les seigneurs de Castille & dom Sanche , roi de Navarre , voyant que le jeune comte dom Garcie étoit en âge d'être marié , sollicitèrent dom Bermudes , roi de Léon , de lui donner en mariage sa sœur dona Sanche. Dom Bermude y ayant consenti , le jeune comte partit pour Léon accompagné de quelques amis. Le roi dom Bermudes étoit alors à Oviedo pour y terminer quelques affaires , & devoit revenir promptement à Léon pour assister au mariage de sa sœur. Sur la nouvelle de ce nouveau traité , les comtes de Velas que le comte dom Garcie avoit forcé de quitter la Castille , & qui conservoient dans leur cœur une haine implacable , résolurent de la satisfaire ; ils rassemblèrent leurs amis & se rendirent secrètement à Léon.

Le jeune comte à son arrivée dans cette ville y fut reçu & logé avec les plus grandes démonstrations de joie & de magnificence par la reine mere & par sa future épouse. Il

s'étoit déjà retiré pour prendre quelques repos , lorsque cette même nuit les trois freres Roderic , Diegue & Inigo de Velas entrèrent dans la ville avec les autres conjurés.

Le lendemain le jeune comte sortit pour aller à la messe ; il étoit déjà prêt d'entrer dans l'église , lorsque dom Roderic , l'ainé des Velas , accompagné de ses freres & de leurs partisans , s'approcha de lui comme pour lui baiser la main , & lui donna un coup de poignard dont il le blessa mortellement. Au même instant les autres conjurés se jettant sur le comte lui ôtèrent la vie. A la vue de cette action atroce , plusieurs seigneurs tant Castillans que Léonois se jetterent sur les assassins. Il se livra un combat sanglant , mais ils s'échapperent , parce qu'ils avoient tout préparé pour leur fuite.

Le roi étant de retour à Léon , fut pénétré de la plus vive douleur en apprenant la mort du jeune comte de Castille. Il se préparoit à punir sévèrement les coupables , mais ceux-ci sortirent du royaume de Léon , & résolurent de passer chez les Mahométans. Ce projet détruit le soupçon que quelques historiens ont élevé contre le roi dom Ber-

mudes , en l'accusant d'avoir été complice de l'action horrible des Velas.

Cependant dom Sanche , roi de Navarre , en vertu des droits de sa femme , se mit en possession de la Castille. Comme il se trouvoit alors sur les frontieres de Léon , il fit faire d'exactes perquisitions de la route que les assassins avoient suivie. Ayant appris qu'ils étoient à Monçon , il marcha vers ce lieu avec toute son armée , augmentée de Castillans qui ne respiroient que la vengeance. Il assiégea le château & le prit d'assaut ; les Velas furent les seuls des rebelles qu'on épargna , mais ce fut pour les mettre en prison & faire instruire leur procès. Ils furent condamnés à être brûlés vifs.

G E N E S.

(*Tribunaux de la république de*)

La république de Genes est gouvernée par un corps de nobles qui fut formé en 1528 par le fameux André Doria , qu'on peut regarder comme le créateur du gouvernement actuel de cette république : l'acte qu'on appelle l'*union* , est en effet son ouvrage , & cet acte est si respecté à Genes ,

qu'on en célèbre tous les ans la mémoire avec des solemnités religieuses & militaires.

Le doge est le chef de la république : sa dignité ne dure que pendant deux ans ; après ce temps il devient sénateur perpétuel. Le doge a droit de présider aux délibérations du sénat, des colleges & des deux conseils, d'y faire toutes les propositions , & de donner son suffrage. Il convoque le sénat & les colleges , & donne les ordres pour les affaires pressantes avec deux sénateurs qui résident toujours alternativement au palais. Il donne audience aux ambassadeurs.

Comme il représente le souverain , le jour de son couronnement il est revêtu du manteau royal , & on lui met la couronne sur la tête , & le sceptre à la main ; il porte ordinairement une grande robe rouge , avec l'habit complet & la chaussure de la même couleur ; son siege est sous un dais de velours ou de drap écarlate , & il ne sort jamais du palais ducal que les jours marqués avec les plus grandes formalités.

Tous les nobles indistinctement qui ont atteint l'âge de cinquante ans , & quinze ans après qu'ils ont été décorés du titre de nobles , peuvent aspirer à cette première

dignité ; mais on n'y peut parvenir une seconde fois qu'après un intervalle de dix ans.

La seconde dignité de la république est celle de sénateur. Il y en a vingt , outre les exdoges. Les vingt sénateurs sont tirés au fort , & ils ne restent en charge que pendant deux ans. Les sénateurs se partagent en deux chambres ou colleges ; la première est composée du doge & de douze sénateurs ; elle forme le tribunal suprême de justice qu'on appelle *sénat*. Le sénat a le droit d'accorder la grace aux criminels , & d'exercer les actes de souveraineté qui sont relatifs à l'administration de la justice.

La deuxième chambre ou college est composée des autres sénateurs ; elle est chargée de l'administration des finances de la république & de tout ce qui a des rapports avec cet objet.

Les deux colleges réunis reglent conjointement avec le petit conseil tout ce qui regarde l'administration politique ; ce sont eux qui préparent les matieres les plus importantes pour être portées au conseil de la république.

Le petit conseil est composé de 200 nobles

qui sont choisis tous les ans par trente personnes qu'on nomme *probi viri*. Il a le droit de faire la paix, la guerre, & les traités avec les puissances étrangères ; il envoie les ministres, & il est chargé de l'administration politique. Le petit conseil nomme la plupart des magistrats de la république ; il a aussi le droit d'interpréter les loix, & d'en rédiger de nouvelles, mais ces loix doivent être portées ensuite au grand conseil.

Le grand conseil est composé de tous les nobles qui ont atteint l'âge de vingt ans. L'autorité législative de la république réside dans ce corps.

Outre ces tribunaux il y en a encore plusieurs autres qui ont des fonctions particulières. Il y a à Genes des magistrats qu'on nomme *inquisiteurs d'état* : ils sont chargés de veiller à la tranquillité publique & à la police, & de faire le procès aux criminels d'état.

Il y a aussi des magistrats qu'on appelle *supremi syndicatori*, & qui sont choisis parmi les personnages les plus graves de la république. Ils veillent à la conservation des loix ; les sentences, les délibérations & les

les arrêts des magistrats , du sénat , des colleges & du petit conseil , doivent être portées devant leur tribunal , & s'ils y trouvent quelque abus , quelque injustice manifeste , ou quelque violation des loix , ils les annullent en prononçant ces mots *non liquisse* , qui font la fauve-garde de la liberté , & qui maintiennent la balance entre la puissance exécutive & la puissance législative.

Quant à l'administration de la justice , elle est confiée à deux tribunaux qu'on appelle *rota* , dont l'un est pour le civil & l'autre pour le criminel. Chaque *rote* est composée de trois magistrats qui sont choisis par le petit conseil ; ces magistrats sont des gens de loi : ils doivent être étrangers & n'avoir aucune relation dans la ville ; les sujets d'un roi ne peuvent être choisis pour remplir ces places , leurs fonctions durent pendant trois ans.

Ils jugent en première instance toutes les causes , excepté celles des privilégiés , des veuves & des mineurs , & celles que le sénat évoque à son tribunal. On peut appeler de leurs sentences , mais l'appel n'en suspend pas l'exécution ; la partie qui a

interjetté l'appel doit paroître devant le tribunal des magistrats qu'on nomme *extraordinaires* ; & ces magistrats après avoir examiné si toutes les formalités ont été remplies, doivent nommer des juges d'appel qui ne soient pas suspects aux parties.

Lorsque le juge d'appel a prononcé , la partie condamnée n'a plus aucun droit de se pourvoir contre son jugement.

Les différens magistrats ont juridiction civile & criminelle pour ce qui regarde leur département , & on appelle de leurs sentences au sénat.

On suit dans tous les tribunaux de Genes les loix de la république qui sont consignés dans un *statut*. Dans le silence de ces loix on a recours aux loix romaines.

Le tribunal des *consuls* est composé de deux hommes de loi qui connoissent des procès de peu de conséquence.

Ceux qui ont des procès plus considérables , & qui cependant veulent éviter les frais d'une procédure dans les formes , ont recours au sénat , qui leur nomme un juge qu'on appelle *délégué* ; on le choisit ordinairement parmi les nobles ; il décide seul l'affaire s'il s'agit de prononcer sur des faits,

mais si c'est une question de droit, le sénat nomme un homme de loi pour *consulter* avec le délégué. Les décisions de ce juge, par une loi qui paroît bizarre au premier coup d'œil, ne sont point sujets à l'appel quand il a prononcé seul; mais on admet l'appel quand il a prononcé avec un conseil.

Les deux sénateurs qu'on appelle *di casa*; à cause de leur résidence au palais public, sont occupés à terminer à l'amiable les différends qui s'élèvent entre les particuliers, à réunir les familles divisées, & à prévenir le scandale plus par la persuasion que par la force coactive: ce sont en effet plutôt des pères de famille que des juges.

La *rote criminelle* est composée de trois juges étrangers qui sont choisis par le petit conseil. Ce tribunal suit les *statuts criminels* de la république, & ne peut jamais s'écarter des formes prescrites. Il connoît de tous les crimes, excepté de ceux de lèse-majesté.

L'homicide est puni de mort à Genes. Le vol sur le grand chemin, le vol avec sacrilège, le vol des caisses publiques & le vol domestique lorsqu'il est commis avec effraction, le crime de faux, le rapt, le viol &

l'adultère , sont des délits qui emportent la peine de mort.

Les bigames , les voleurs ordinaires & les déser-teurs sont condamnés aux galeres ; il est défendu sous des peines très-fortes de porter des armes courtes , telles que des pistolets & des couteaux pointus. Les personnes d'une condition honnête qui enfreignent cette défense sont punis par l'emprisonnement & par une amende , & les gens du peuple sont condamnés aux galeres.

On ne connoît que deux peines capitales : l'une de pendre & l'autre de trancher la tête. Le premier supplice est infligé au peuple , & le second aux personnes d'une condition honnête. Un citoyen ne peut être banni ; il peut être seulement relégué , & le temps de la relégation doit être limité.

Les procès criminels s'instruisent en secret , & les informations ne sont communiquées aux coupables que quand le procès est fini. Il est alors permis à l'accusé de proposer ses moyens de défenses , & les juges prononcent ensuite.

L'appel des sentences criminelles se porte devant le tribunal des *supremi syndicatori*. On peut les attaquer comme nulles ou comme

contenant des peines trop fortes ; dans les deux cas il faut recommencer les procès , & le criminel doit être condamné à une peine plus douce. Le supplice de la roue est inconnu à Genes , mais l'usage barbare de la question y subsiste toujours ; on ne la donne cependant que quand il y a des présomptions très-fortes. Suivant les statuts criminels de la république de Genes , aucun citoyen ne peut être condamné à mort s'il n'est pas convaincu par la déposition de deux témoins oculaires , ou par sa propre confession ; celle qui est arrachée par les tourmens n'est admise que lorsqu'elle est répétée après la torture.

Si la sentence est confirmée par les *supremi syndicatori*, on a recours au sénat pour obtenir ou la grace ou la diminution de la peine. Les criminels qui n'ont point d'avocat particulier pour les défendre , en ont un que la loi leur donne. Cet avocat , qui est le défenseur né des criminels , est obligé de plaider la cause des accusés sans exiger aucun honoraire. Les criminels sont défendus non-seulement par leur avocat , ils ont encore deux protecteurs , qu'on nomme *protecteurs des prisonniers*. Ce sont

deux nobles qui sont choisis tous les deux ans pour veiller aux prisons , & pour empêcher que les prisonniers ne soient punis injustement ; ils réunissent toujours leurs efforts pour sauver la vie aux criminels.

Si la grace est refusée , on lit au criminel son jugement trois jours avant de l'exécuter. Pendant ce temps le criminel reste dans la chapelle de la prison , & il y est assisté jour & nuit par des ecclésiastiques & par personnes pieuses ; le dernier jour on lui donne la communion.

Le coupable va lui-même au supplice au milieu de ceux qui l'assistent , il a seulement les mains liées , & le bourreau le suit , excepté lorsqu'il a commis un crime atroce ; dans ce cas on le conduit dans une charrette. Les cadavres des criminels ne sont point privés de la sépulture ; on coupe quelquefois le cadavre en quatre quartiers , & on les expose aux yeux du peuple.

G E N E V E.

(*administration de la justice à*)

Les personnes qui habitent la ville de Genève sont distinguées en quatre ordres,

sçavoir : les citoyens , les bourgeois , les habitans , & les fils des habitans.

Les citoyens (c'est-à dire ceux qui sont fils de bourgeois , & qui sont nés dans la ville) peuvent seuls parvenir à la magistrature.

Quatre syndics sont à la tête de la république ; leurs fonctions ne durent qu'un an , & ils ne peuvent être nommés syndics une seconde fois qu'après quatre ans.

Le petit conseil est composé de vingt conseillers , d'un trésorier & de deux secrétaires d'état ; ce tribunal avec un autre corps qu'on appelle de *la justice* , juge les affaires journalières qui demandent une prompte expédition , soit criminelles , soit civiles.

Le grand conseil est composé de deux cens cinquante citoyens ou bourgeois ; ce tribunal prononce sur les grandes causes civiles ; il a droit de faire grace & de délibérer sur ce qui doit être porté au conseil général.

Le conseil général est composé du corps entier des citoyens & des bourgeois : ceux qui n'ont pas vingt-cinq ans , les banqueroutiers , & ceux qui ont eu quelque flétrissure en sont exclus.

Le pouvoir législatif , le droit de faire la guerre , la paix , les alliances , d'établir les impôts & de choisir les principaux magistrats , appartient au conseil général. Ce conseil s'assemble dans la cathédrale avec beaucoup d'ordre & de décence , quoiqu'il soit composé d'environ 1500. personnes qui ont voix délibérative.

Le droit romain avec quelques modifications forme le droit civil de Geneve. Un Genevois qui a des enfans ne peut jamais disposer que de la moitié de son bien ; le reste se partage également entre ses enfans. Par cette loi on a assuré d'un côté la dépendance des enfans , & de l'autre on a prévenu l'injustice des peres.

Les citoyens qui n'acquittent pas les dettes de leur pere , & à plus forte raison ceux qui n'acquittent pas leurs dettes personnelles , sont exclus de toutes les charges de la république.

Les cousins germains peuvent se marier ensemble à Geneve , mais il n'y a aucune dispense pour les cas prohibés. Le divorce est admis en cas d'adultere ou de désertion.

On exerce la justice criminelle avec moins de rigueur que d'exactitude. La question est

presque entièrement proscrite à Geneve ; si on la donne quelquefois , ce n'est qu'à des scélérats déjà condamnés à mort , pour découvrir leurs complices.

L'instruction des procès criminels se fait à Geneve sous les yeux de tous les citoyens de la république. Un accusé peut se faire assister de ses parens , & la loi l'autorise à faire plaider sa cause publiquement par un avocat. Lorsqu'il s'agit de prononcer les jugemens criminels , les syndics se rendent dans la place publique avec beaucoup d'appareil , & la république entière est témoin de cet acte solennel.

Les dignités ne sont point héréditaires à Geneve. Le fils d'un magistrat reste confondu dans la foule , s'il ne s'en tire par son mérite. La noblesse & la richesse ne donnent ni rang , ni prérogatives. Les brigues sont sévèrement défendues.

Geneve a le bonheur de voir naître peu de procès dans son enceinte : la plupart de ceux qui s'y élèvent sont accommodés par des amis communs , par les avocats , & par les juges.

Il y a des loix somptuaires à Geneve qui défendent les abus du luxe.

(*Supplice de Valentin*)

La condamnation de Michel Servet avoit enhardi Calvin au point qu'il ne pouvoit souffrir dans Geneve , où se réfugioient alors tous les religionnaires , d'autre secte que la sienne.

En 1558 un nommé Valentin Gentil, partit d'Italie , & arriva à Geneve à la tête d'une troupe d'Ariens. On se contenta d'exiger d'eux de signer la profession de foi dressée par Calvin ; quelques-uns , du nombre desquels étoit Gentil , s'y soumirent par complaisance ; d'autres aimerent mieux abandonner la ville. Gentil , malgré cette démarche , n'en continua pas moins à prêcher l'arianisme. Son zèle & son imprudence le conduisirent enfin dans les prisons , où l'on agita longtemps si l'on ne lui feroit pas subir le même supplice qu'à Servet ; mais moins courageux que ce dernier , il se rétracta dans un écrit qu'il rendit public. Cette apparence de repentir engagea les magistrats à ne faire brûler que ses ouvrages ; lui défendant néanmoins de quitter la ville sans leur permission.

Ce jugement n'empêcha pas Gentil de se joindre à Matthieu , qui faisoit aussi profession d'arianisme. Echappés tous deux de Geneve , ils allerent répandre leur doctrine dans le pays de Gex , où le bailli de cet endroit força Gentil à une seconde rétractation ; mais celui-ci continuant toujours tantôt à se retracter , tantôt à dogmatiser , il fut enfin mis en prison , & condamné à être brûlé vif.

G E N T O U X.

(*Loix des*)

Le code des Gentoux , dont on vient de donner une traduction en France , est un des monumens de jurisprudence le plus bizarre qu'on ait jamais publié. Le premier chapitre de ce code contient des regles sur le prêt. Ce contrat qui est un des premiers liens de la société , y est soumis à des principes dignes de la législation la plus sage.

Dans le second chapitre on fixe le partage des successions. L'ordre en est déterminé sur les principes les plus justes , & les droits naturels des héritiers y sont respectés suivant leur degré de parenté.

La polygamie a été universellement permise par toutes les religions de l'Asie ; mais il y a très-peu de cas où la polyandrie , c'est-à-dire la pluralité des maris , ait été autorisée , telle qu'elle l'est chez les Gentoux. Un Anglois qui a parcouru depuis peu les royaumes de Boutan & du Thibet , a observé que cet usage y est aujourd'hui presque général ; une femme y sert souvent à tous les hommes d'une famille , sans causer ni jalousie ni désunion parmi eux.

Le chapitre du code qui concerne l'administration de la justice , exige du juge toutes les qualités qui lui sont nécessaires pour remplir les fonctions de sa charge ; les règles pour l'examen & l'admission des preuves sont énoncées avec autant d'exactitude , de profondeur & de raison que dans la plupart des tribunaux des nations les mieux policées de l'Europe.

On y admet cependant l'épreuve , ou le jugement de Dieu , l'une des plus anciennes institutions qui ait été introduite pour éclairer la foible humanité , & pour distinguer le crime de l'innocence : On se sert ordinairement du feu & de l'eau , après les avoir préparés & sanctifiés avec tout l'appareil

d'une cérémonie religieuse. Les différentes manieres dont se fait cette épreuve varient dans l'Inde , suivant le choix des parties ou la nature de l'offense ; mais on y croit à l'infailibilité du résultat aussi fermement que dans les siècles les plus ignorans de l'antiquité.

Le code des Gentoux a une regle qui a pour titre : *« loi pour régler les partages entre les voleurs »* ; mais il n'est point question dans cette loi des frippons qui troublent la tranquillité domestique de leurs compatriotes , ou de ceux qui violent les premiers principes de la société , mais de ces aventuriers courageux qui vont lever des contributions sur une province étrangère ; quelque injuste que nous paroisse leur conduite , elle porte l'empreinte des anciens temps , & elle correspond en tout avec les mœurs des premiers Grecs , à l'époque de la guerre de Troie , ou même avant , & avec celle des peuples d'Occident , quand ils étoient dans la barbarie.

Les danseuses & les prostituées ont parmi les Gentoux des établissemens qui sont approuvés par les loix & protégés par le gouvernement. Pour assurer le sort de cette

classe de femmes , le code contient un chapitre qui a pour titre : *du salaire des danseuses & des prostituées.*

Les violences y sont punies suivant le rang des coupables. La distinction des castes est une des bases les plus solides de la législation des Gentoux.

Le chapitre sur le vol contient une preuve évidente de la sévérité des Gentoux contre ce crime. En effet presque toutes les espèces possibles de fraude ou de vol y sont distinctement condamnées. Parmi les différens châtimens , on trouve plusieurs fois ceux , « de couper les cheveux , de raser » avec l'urine d'un âne , &c ». Ces punitions ressemblent aux châtimens qu'on inflige plutôt pour tourmenter l'esprit que le corps ; elles ont pour but de prévenir les peines corporelles par le sentiment de la honte & du déshonneur.

Les peines imposées dans la troisième section de ce chapitre à ceux qui volent en secret , comprennent la plupart des supplices admis par les tribunaux anciens & modernes , tels que la corde & la crucifixion.

Le meilleur moyen de conserver la vertu d'une femme , disent les brames , est d'éloi-

gner d'elle toutes les tentations. Ainsi au commencement du chapitre 19, on interdit jusqu'aux différentes gradations de la galanterie chez les Asiatiques ; en punissant ainsi tout ce qui conduit à l'offense, le législateur annonce un tendre intérêt en faveur du coupable ; il lui donne des avis salutaires dès le moment où il commence à se perdre, & avant que l'accomplissement du crime ne le soumette à la dernière rigueur de la loi.

Les droits des époux dans l'intérieur de leurs maisons, sont fondés sur les règles de l'ancienne discipline de l'Asie, qui a existé de tout temps. Dans cette partie du monde les femmes ont toujours été soumises aux hommes ; elles y vivent enfermées dans des *harems* ; où elles sont occupées au-dehors aux travaux les plus grossiers.

La fin de ce chapitre traite du courage singulier des femmes qui se brûlent sur le corps de leurs maris. On y lit : « il est convenable qu'une épouse se brûle sur le corps de son mari », & on lui offre une récompense proportionnée à ses souffrances. Quoique ce ne soit pas-là le style absolu d'un commandement, cette injonction est

cependant regardée comme un devoir religieux ; la seule preuve qu'elle n'est pas positive , c'est qu'on se contente d'ordonner une chasteté inviolable aux veuves qui ne veulent pas suivre leur mari. Les brames semblent regarder ce sacrifice comme un des premiers devoirs de leur religion ; il y a cependant des cas où ils en dispensent ; par exemple , une femme ne doit pas se brûler si elle est enceinte , si son mari meurt loin d'elle , à moins qu'elle ne puisse se procurer son turban & sa ceinture pour les mettre sur le bucher ; il y a d'autres exceptions de la même nature , que les brames cachent avec soin aux yeux du peuple , parmi les mystères de leur foi ; mais il est certain que cette coutume n'est pas tombée en désuétude dans l'Inde.

Parmi les peines que le code des Gentoux renferme , il y en a qui sont contraires à la décence , & d'autres qui sont d'une barbarie atroce. On peut mettre dans la 1^{re} classe les peines suivantes. Celles de graver sur le front d'un brame adulateur la figure de l'instrument de son crime ; de couper *le pudendum* à une femme adulateur avant de lui donner

donner la mort ; de raser les cheveux avec de l'urine d'âne , & d'enlever avec les mains les excréments & les ordures.

Les peines qu'on peut ranger dans la seconde classe , sont celles de verser de l'huile amère chaude dans la bouche d'un *fooder* qui lit les livres sacrés , de lui boucher les oreilles avec de la cire , après les avoir remplies d'huile chaude , s'il écoute la lecture des *bedas du shaster* (1) ; de plonger un fer chaud dans la fesse d'un *fooder* qui s'affied sur le tapis d'un brame , & de le bannir ensuite du royaume.

Outre ces peines il y en a d'autres qui paroîtront bizarres , telle que celle qui suit. Toutes les fois que la loi ne prononce ni amende , ni mutilation , le magistrat doit se mettre en colere contre le coupable , & lui parler d'un ton fâché.

Le respect des Gentoux pour les vaches a donné lieu à une foule de loix puériles , telle que celle qui prononce des peines très-fortes contre celui qui vole de la fiente de vache.

(1) Ce sont des livres sacrés.

Ces détails suffisoient pour prouver que le code des Gentoux est composé de loix sages & de réglemens absurdes ; mais la lecture en est très-piquante , parce qu'ils font connoître le gouvernement & les mœurs d'une vaste contrée de l'univers.

G E N U L I U S ,

*prêtre de Cybele, déclaré incapable de recueillir
une donation universelle qui lui avoit été faite.*

Un romain nommé Nevianus avoit laissé par son testament la propriété de tous ses biens à un prêtre de Cybele nommé Genulius. Les héritiers légitimes étoient sur le point de se voir privés d'une riche succession , & le preteur avoit permis à Genulius de s'en mettre en possession , lorsque les premiers en appellerent au consul , qui cassa la sentence du preteur.

On sçait que les prêtres de Cybele étoient eunuques. Le consul prétendit qu'on ne pouvoit ranger ces sortes de gens ni dans la classe des hommes ni dans celle des femmes ; que par conséquent ils n'avoient aucune existence dans la société , par cette raison il

défendit au prêtre de Cybele de fouiller par sa présence les sieges des juges , & de faire entendre dans le sénat sa voix lascive & efféminée , sous prétexte de demander justice.

G I É.

(*Procès du maréchal de*)

Pierre de Rohan , maréchal de Gié , étoit parvenu autant par son mérite que par sa naissance aux premières dignités de l'état : après la mort de Louis XI , Charles VIII son successeur , éclairé sur le mérite du maréchal par la régente , augmenta encore les bienfaits dont son pere l'avoit comblé. Sa faveur se soutint même longtems sous Louis XII ; mais elle échoua contre la haine de la reine Anne de Bretagne.

Après la malheureuse expédition du Milanois , Louis XII accablé par le présent , & justement allarmé pour l'avenir , succomba à ses chagrins. Une fièvre violente dont il fut attaqué fit désespérer de sa vie. Cet événement qui pouvoit changer entièrement la face des affaires , & occasionner une guerre civile , remplissoit tous les esprits d'inquiétude & d'effroi.

Par les derniers traités conclus avec l'empereur Maximilien , Claude de France , fille unique du roi , devoit épouser Charles , duc de Luxembourg , héritier présomptif de tous les biens de la maison d'Autriche , & porter en dot à son mari les duchés de Milan , de Bretagne , & le comté de Blois. Malgré les infidélités de Maximilien , on ne doutoit point qu'il ne demandât après la mort du roi l'exécution de ces traités , & qu'il ne fût appuyé par la mere de la jeune princesse.

Le souvenir de ses anciennes liaisons avec Maximilien , le desir d'établir avantageusement sa fille , le besoin où elle se croyoit de se ménager un appui contre la vengeance de Louise de Savoye , mere du jeune François d'Angoulême , héritier présomptif de la couronne , étoient de puissans motifs pour déterminer Anne de Bretagne à cette alliance. Cette princesse hautaine , jalouse , austere & dévote , avoit conçu une aversion insurmontable pour Louise de Savoye , jeune , belle , galante & très-ambitieuse.

Usant de l'empire qu'elle avoit sur l'esprit du roi , elle l'avoit éloignée de la cour , & reléguée dans le château d'Am-

boise avec son fils & sa fille. Louis n'étoit pas les voir. La crainte de tomber après la mort de ce prince entre les mains d'une rivale qu'elle avoit si peu ménagée , le desir de disposer elle-même de sa fille , agirent si puissamment sur son esprit, qu'étouffant tous les sentimens qu'elle devoit à un époux aussi digne de toute sa tendresse , & s'inquiétant peu des suites de sa maladie , elle ne songea qu'à se mettre en liberté. Elle fit promptement embarquer sur la Loire ses pierreries , ses trésors & tout ce qu'elle avoit de précieux , & disposa tout pour enlever sa fille dès que le roi auroit les yeux fermés. Le cardinal d'Amboise voyoit avec douleur tous ces préparatifs , il voyoit mieux que personne combien seroit funeste à la France ce mariage qu'il avoit lui-même projeté pour faire sa cour à la reine , mais il n'osoit s'opposer à sa fuite. Le maréchal de Gié n'avoit point à garder ces ménagemens ; attaché à la comtesse d'Angoulême , gouverneur de son fils , en cette qualité il avoit osé condamner hautement le projet de mariage de Claude de France avec Charles de Luxembourg , sans que le roi qui l'estimoit , & le cardinal qui le crai-

gnoit , se fussent cru en droit de lui imposer silence. Il avoit pris de bonne heure toutes les précautions imaginables pour en empêcher l'exécution. Il s'étoit fait secrètement un grand nombre d'amis dans toutes les provinces , même de la Bretagne , où sa famille étoit puissante & accréditée. Dès qu'il fut instruit du danger où étoit le roi , il doubla la garde du château d'Amboise , & manda au lieutenant de ses gardes de se tenir prêt au premier ordre qu'il recevrait de sa part , à transporter le duc d'Angoulême du château d'Amboise à celui d'Angers qu'il avoit fait fortifier. Il distribua des troupes sur les bords de la Loire , & leur ordonna d'arrêter tous les effets appartenant à la reine qui descendroient cette rivière , de l'arrêter elle-même , & sur-tout de lui enlever la princesse Claude , si elle entreprenoit de la conduire en Bretagne. Il fit solliciter le duc d'Albret , qui avoit été un des amans d'Anne de Bretagne , & à qui la mort du roi pouvoit donner de nouvelles espérances , à lever promptement dix mille hommes , promettant d'en lever le même nombre de son côté , afin d'être en état de donner la loi dans la confusion où le royaume

alloit tomber. Quoique le devoir de sa charge & l'amour de la patrie fussent suffisans pour dicter ces précautions à un ministre, grand officier de la couronne, gouverneur de l'héritier présomptif du trône, on ne peut cependant diffimuler qu'il n'entrât dans la conduite du maréchal un autre intérêt qu'il n'avouoit pas, & qu'il n'eût autant d'envie de nuire à la reine que de servir la comtesse d'Angoulême. Quoi qu'il en soit, tous ces préparatifs furent inutiles, puisque le roi recouvra la santé; tout ce détail ne paroît point étranger au procès criminel du maréchal, si l'on fait attention que les précautions qu'il avoit prises furent une des charges principales & le prétexte de ce procès. Les gendarmes qu'il avoit placés sur la Loire arrêterent les riches effets que la reine avoit fait partir pour Nantes. Indignée de cet affront, Anne en demanda vengeance, & importuna tellement Louis XII de ses plaintes, qu'il consentit qu'on fit le procès au maréchal, & promit de l'abandonner à la rigueur des loix s'il étoit coupable.

Le maréchal fut arrêté à Orléans. La reine déterminée à le perdre, fit faire par-tout

de secretees informations ; elle envoya consulter en Italie trois fameux jurisconsultes, qui décidèrent sur les mémoires qu'on leur présenta que le maréchal méritoit une peine capitale, comme coupable de crime de lèze-majesté pour avoir arrêté les ballots de la reine. Elle voulut que le parlement de Toulouse fût chargé de l'instruction du procès. On nomma des commissaires tirés des différentes cours du royaume, que le roi établit conseillers au parlement de Toulouse *sur cette matiere*, & dit « que c'étoit pour suppléer aux juges ecclésiastiques, aux malades, & parce qu'il désiroit qu'il y eût de bons & grands personages en ce procès ».

Le maréchal de Gié fut à peine arrêté ; que les témoins se présentèrent en foule contre lui ; ceux qu'il avoit regardés comme ses amis les plus fideles, se montroient les plus ardens à sa perte. Le sire d'Albret, qui vouloit avoir part dans la confiscation de ses biens, n'attendit pas qu'on le sommât ; il fournit plusieurs chefs d'accusation ignorés des commissaires. Enfin la duchesse d'Angoulême voulut être entendue, & le chargea plus que tous les autres témoins ; cette démarche parut d'autant plus déplacée,

que tout le monde sçavoit les obligations que cette princesse avoit au maréchal , & que personne ne soupçonnoit les raisons qu'elle avoit de travailler à sa perte.

Le maréchal ne se laissa point abattre , il nia tous les faits qu'on lui imputoit , fit voir que la plupart des dépositions se contredisoient , que ceux qui les avoient faites ne pouvoient être reçus en témoignage , puisqu'ils étoient ses dénonciateurs , & demanda qu'il lui fût permis d'en produire de contraires ; ensuite s'adressant au procureur général , il lui reprocha d'avoir supposé un délit qui n'existoit point , car « qui dit *crime de lèse-majesté dit un attentat contre la chose publique* , & quand il seroit prouvé , ce que toutefois je suis bien loin d'accorder , que j'aurois eu dessein d'empêcher un mariage si préjudiciable à l'état , où seroit encore le crime qu'on oseroit m'imputer » ?

Lorsqu'il fallut être confronté avec l'accusé , Pierre de Pontbrillant son dénonciateur pria les commissaires d'exiger du maréchal qu'il ne lui diroit point d'injures ; le maréchal le promit , mais il tint mal sa parole , car il eut à peine entendu sa déposition , qu'il dé-

clara « que Pontbrillant avoit faussement & mauvairement menti dans tout ce qu'il avançoit ». Malgré toutes les remontrances des commissaires il ne voulut point changer de ton, & ajouta avec emportement que Pontbrillant ne méritoit pas d'être mieux traité; « que c'étoit un franc hypocrite, un diseur » de patenôtres, qu'il en disoit plus qu'un » cordelier, & qu'il avoit voulu lui donner » un tour du cordon ».

La confrontation avec la comtesse d'Angoulême se fit au château d'Amboise dans cette même chambre où ils s'étoient si souvent entretenu de leurs communs intérêts. Lorsqu'on leur demanda, selon l'usage, s'il n'y avoit point entre eux quelques causes de haine, la comtesse, sans balancer, répondit qu'elle avoit toujours été l'amie du maréchal.

« Elle avoit déposé que le maréchal lui avoit dit que le roi avoit un flux de sang, & que si cette maladie continuoit il ne pouvoit durer ».

« Qu'il sçavoit bien que la reine ne l'aimoit gueres, & qu'il ne la craignoit point ».

« Qu'il lui avoit tenu plusieurs propos sur

le dessein d'empêcher le mariage de madame Claude , & avoit donné plusieurs détails sur ce projet ».

Interrogé sur son âge , le maréchal dit qu'il avoit 57 ans , & madame d'Angoulême dit qu'elle en avoit 27.

Interrogé sur ses services , le maréchal répondit qu'il y avoit 42 ans qu'il servoit ses princes , sçavoir Louis XI, Charles VIII , & Louis XII. Ayant persisté à nier une infinité de propos qu'on lui attribuoit , le parlement de Toulouse , malgré la haine des deux princesses , ne put se dispenser de permettre par arrêt du 30 décembre 1504 , au maréchal de faire une preuve contraire , & de lui accorder sa liberté , à charge de se représenter toutes les fois qu'il en seroit requis.

Le maréchal ne pouvoit obtenir un arrêt plus favorable à ses vues. Il ne vouloit que du temps ; espérant que la haine de ses ennemis pourroit se ralentir , il commença par demander qu'il lui fût permis de faire entendre le roi lui-même , le cardinal d'Amboise , & plusieurs autres personnes.

Le cardinal d'Amboise , premier ministre , dit qu'il ne convenoit point au maréchal de

Gié de faire entendre le roi , qui d'ailleurs ne pouvoit être juge dans sa propre cause.

édit p. 425 Cependant on citoit pour exemple le procès fait en 1544 au chancelier Poget, dans lequel François I^{er} avoit déposé de plusieurs faits importans.

Anne , au lieu de rallentir ses poursuites ; comme le maréchal l'avoit espéré , ne fut que plus irritée par les délais qu'il avoit sçu faire paroître nécessaires , & le maréchal fut enfin contraint de se défendre.

Dans son second interrogatoire , il répondit aux discours vagues qu'on lui imputoit contre le roi & la reine , *que toutes ces imputations étoient une menée de madame d'Angoulême , de puis longtemps irritée contre lui ; qu'il n'avoit ni écrit ni parlé indiscretement à personne sur la maladie du roi , qu'il tenoit au roi par les liens du cœur les plus forts ; que dans la lettre à madame d'Angoulême sur la maladie du roi , il y disoit en propre termes , que si ce prince succomboit , ce seroit le plus grand malheur pour le royaume , pour elle-même , & pour son fils.*

Interrogé sur plusieurs propos hautains & déplacés qu'on lui imputoit d'avoir tenus sur le compte de la reine , il les désavoua , & en substitua d'autres plus décens.

Le procureur général ayant donné pour principal motif à son accusation le dessein du maréchal d'arrêter la reine & madame Claude , prétendoit que le maréchal étoit coupable de crime de lèze-majesté. Mais malgré la haine implacable de son ennemie , le maréchal ne fut point condamné à perdre la vie par l'arrêt qui fut rendu par le parlement de Toulouse le 9 février 1505.

« La cour (portoit cet arrêt) a privé le maréchal de Gié du gouvernement & garde de M. le duc de Valois & comte d'Angoulême , des capitaineries & gardes des châteaux & places d'Amboise, Angers, & autres qu'il tient du roi ; pareillement de la charge de cent lances ; l'a suspendu & suspend pour cinq ans de l'office de maréchal, & lui a interdit, prohibé & défendu, interdit, prohibe & défend, sous peine de confiscation de corps & de biens, de se trouver durant le temps de cinq ans, ni approcher la cour de dix lieues, &c.

Le maréchal appella au roi de cet arrêt , mais il fut exécuté sur le champ.

G R A H A M , (Jacques)

marquis de Montrose. Son procès & son supplice.

Le marquis de Montrose fut un des plus fermes appuis de l'autorité de l'infortuné Stuart; pendant longtemps il soutint le trône chancelant de ce prince , & lui donna jusqu'au dernier instant de sa vie des preuves d'un attachement inviolable.

Aux talens supérieurs de commander une armée , le marquis de Montrose joignoit un sang-froid rare au milieu des plus grands dangers. Cette qualité précieuse dans un général lui procura le gain de plusieurs batailles , & depuis elle lui a mérité un des premiers rangs parmi les plus grands capitaines que l'Angleterre ait produit.

Le marquis de Montrose réunissoit dans la société toutes les vertus qui en rendent le commerce sûr & agréable. Il étoit à la fois bon ami, affable & généreux. Ses ennemis ne lui reprochoient que sa passion pour la gloire ; mais cette passion fut la source d'une foule d'actions héroïques.

Montrose étoit le général en qui Charles avoit plus de confiance. Il se distingua dans

toutes les occasions pour le service de son prince , & sur-tout dans la fameuse bataille d'Yorck ; après avoir vaincu plusieurs fois les parlementaires , il rencontra un jour Cromwel au milieu de la mêlée , & le blessa dangereusement d'un coup de pistolet.

Quelque temps après Montrose se retira en Ecosse, où après avoir vaincu le comte d'Argile , il s'empara d'Edimbourg. Charles I^{er} s'étant alors remis entre les mains des Ecossois , ils forcèrent ce prince de donner des ordres à son général de mettre bas les armes : celui-ci obéit à regret , & se retira en Allemagne , où il se signala au service de l'empereur.

On se rappelle le sort qu'éprouva le trop confiant Charles I^{er} , & les circonstances qui ont accompagné la condamnation & le supplice de ce prince.

Charles II fut à peine monté sur le trône d'Angleterre , qu'il rappella Montrose pour le mettre à la tête d'une entreprise qu'il vouloit faire sur l'Ecosse. Ses premiers succès furent suivis d'une défaite qui l'obligea de se cacher dans des roseaux , déguisé en paysan. La faim le forçant de quitter sa retraite , il se rendit secrètement dans la

maison d'un Ecoffois nommé Brime , qui avoit autrefois servi sous lui. Ce traître eut la bassesse de vendre Montrose au général Lesly , qui le fit conduire aussi-tôt à Edimbourg , pour être remis entre les mains de ses ennemis.

Il fut arrêté que tous les magistrats , suivis du bourreau , iroient attendre Montrose à la porte de la ville , qu'on le mettroit dans une charrette neuve , faite exprès , qu'on le lieroit avec des cordes , qu'on le promeneroit tête nue dans toute la ville , que le bourreau conduiroit la charrette avec son bonnet & les habits de son métier ; qu'il seroit ensuite pendu à un gibet qui seroit dressé à la croix d'Edimbourg , qu'on lui attacherait au cou l'histoire de ses guerres & sa dernière déclaration pour les Stuarts ; qu'après avoir été exposé pendant trois heures à la potence aux regards du peuple , on lui couperoit la tête , qui seroit attachée sur le toit de la prison d'Edimbourg ; qu'on lui couperoit les bras & les jambes , qui seroient exposés sur les portes des quatre principales villes du royaume ; enfin que s'il se repentoit de ses crimes , le reste de son corps seroit inhumé dans le lieu de la sépulture

sepulture ordinaire , mais qu'autrement il feroit brûlé , & ses cendres jettées au vent.

Le 18 mars sur les quatre heures du soir , Montrose arriva à une des portes de la ville ; les magistrats escortés de la garde de la ville & du bourreau l'y attendoient. On lui lut d'abord sa sentence ; on le fit monter aussi-tôt après dans la charrette qui étoit préparée , & on le conduisit lentement en prison , en le faisant passer dans les principaux quartiers de la ville. Montrose descendant de la charrette , donna quelque argent au bourreau , pour le récompenser de l'avoir si bien conduit *dans* ce qu'il appelloit , *son char de triomphe*. Il étoit sept heures du soir lorsqu'il arriva à la porte de la prison ; il se vit entouré de plusieurs magistrats , qui , sous prétexte de l'examiner , ne cherchoient qu'à le tourmenter & à l'accabler d'invectives. Enfin comme il étoit fort tard , & que Montrose se trouvoit extrêmement fatigué de son voyage , il demanda la permission de prendre quelques instans de repos , en observant *que la cérémonie du jour & tous les honneurs qu'on lui avoit rendus ne laissoient pas d'avoir quelque chose de fatigant & de pénible.*

Les injures, les mauvais traitemens & les menaces recommencerent le lendemain ; Montrose ne laissa échapper aucun signe d'impatience ni d'indignation. *Vous vous trompez*, dit-il à ses ennemis, *si vous croyez m'avoir outragé hier, en me promenant dans une vile charrette ; c'est au contraire le plus beau jour de ma vie ; mon rédempteur & mon Dieu a versé, tout ce temps, dans mon cœur des consolations ineffables ; c'est lui qui, par le secours de sa grace, me donne la force de dédaigner les reproches des hommes, & de ne considérer que celui pour la cause duquel on me fait souffrir.*

Le chancelier du royaume lui reprocha dans un long discours dicté par le fanatisme le plus barbare, d'avoir non-seulement rompu le premier *covenant* qu'ils appelloient national, mais encore la ligue solennelle, & le *covenant*, qui étoient le lien le plus ferme de la nation, & de s'être révolté contre sa patrie, en y entrant à main armée, & en appelant à son secours les Irlandois rebelles ; & enfin, de s'être rendu coupable d'une quantité de meurtres, de trahisons & d'horribles impiétés, dont il alloit bientôt recevoir la juste punition.

Lorsque le chancelier eut cessé de parler, Montrose demanda s'il lui seroit permis de dire quelque chose pour sa défense ; en ayant obtenu la liberté , quoiqu'avec assez de peine , il s'exprima ainsi : « J'avois pris les armes par les ordres du feu roi , mon seigneur & mon maître , par les mêmes ordres je les mis bas , & je me retirai du royaume. Je ne suis revenu que par l'autorité de sa majesté qui regne maintenant , & qui a succédé aux royaumes de ses peres. Le commandement qu'elle m'a donné est tout plein de justice , & l'obéissance que je lui ai rendue est aussi pleine d'honneur. Le roi ne s'est proposé autre chose que de vous obliger à ne pas différer davantage le traité ; car il sçavoit bien qu'aussitôt que vous seriez en votre devoir je mettrois bas les armes , & que je me retirerois. Ces raisons devoient , ce me semble , vous obliger à ne pas précipiter votre jugement comme vous faites , & à considérer la justice de la guerre , les commandemens de mon maître & la modération de ma conduite , pour me traiter non seulement en chrétien , mais encore en fidele sujet , & comme votre confrere & bon compatriote. N'allez pas si

vîte dans une affaire de l'importance de celle-ci ; jugez-moi selon les loix de Dieu , selon celles de la nature , selon le droit des gens , & comme le veulent les ordonnances du royaume. Si vous en usez autrement , j'en appelle au juge de tout le monde , qui nous jugera vous & moi au dernier jour , & qui rendra à chacun de nous la même mesure qu'il aura faite aux autres ».

S'adressant ensuite aux magistrats qui l'avoient accompagné , Montrose leur dit : « j'ai mille graces à rendre au parlement de l'honneur qu'il m'a décerné par sa sentence. Je suis plus fier d'avoir la tête attachée sur le sommet de la prison , exposée à la vue des âges présens & futurs , que si vous aviez ordonné de m'élever une statue d'or dans la place publique , ou de suspendre mon portrait dans la chambre du roi. Je remercie mes juges d'avoir trouvé un moyen si efficace de conserver à la postérité la plus reculée la mémoire de mes vertus , en transférant des monumens aussi durables dans les quatre principales villes du royaume ; je desirerois avdir assez de membres pour être dispersés dans toutes les villes chrétiennes , comme autant de preuves authentiques de

mon attachement inviolable & de ma fidélité pour ma patrie & pour mon roi ».

Le 21 mai , qui étoit le jour fatal destiné pour l'exécution , Montrose entendant toute la ville retentir du bruit des tambours & des trompettes , demanda au capitaine des gardes la cause de ce bruit extraordinaire. Le capitaine lui répondit que c'étoit pour faire prendre les armes à tous les soldats & à tous les citoyens , dans la crainte que la populace n'essayât de l'arracher des mains du parlement. « Quoi ! s'écria Montrose ; se peut-il qu'après leur avoir causé tant de terreur pendant ma vie , je leur paroisse encore si redoutable au bord de mon tombeau ? mais qu'ils prennent garde , car même après ma mort , je serai sans cesse présent à leurs consciences tourmentées , & je leur paroîtrai plus formidable que je ne le fus jamais pendant ma vie ».

Le chevalier Archibal Johson , membre du parlement , entra un instant après dans la chambre de Montrose , & l'abordant avec une familiarité grossière , lui demanda durement ce qu'il faisoit. Montrose se peignoit alors ; il lui répondit , en souriant : « tandis que ma tête est encore à moi , j'en prends

A a üj

soin ; tantôt vous la traiterez comme vous voudrez ».

L'heure de son supplice étoit fixée à trois heures après midi ; on vint le chercher pour l'y conduire : il étoit vêtu d'un manteau d'écarlate , galonné d'or. Il marcha à pied jusqu'à l'échafaud , avec autant de courage & de gaieté que s'il eût fait son entrée dans une ville conquise. La noblesse & la dignité de son maintien , la sérénité qui regnoit sur son visage , & le souvenir de ses exploits arrachèrent des larmes à ses ennemis même , & les forcèrent d'avouer que sa constance & sa grandeur d'ame l'élevoient au-dessus de tous ses contemporains.

Mais ces larmes tardives furent stériles à Montrose. On lui refusa toutes les consolations qu'on accorde ordinairement en Angleterre aux personnes condamnées à mort. Il fut défendu à ses amis de s'approcher de lui ; on leur permit seulement de choisir un jeune homme pour recueillir ses dernières paroles , par abréviation , à mesure qu'il les prononçoit. C'est en effet l'usage en Angleterre , de permettre à ceux qu'on envoie au supplice , de déclarer leurs dernières volontés aux spectateurs de leur mort.

Voici le précis de ce que cet illustre accusé dit avant de mourir. « J'aurois beaucoup de regret si je croyois que le genre de mort que je vais souffrir dût donner quelque sujet de scandale , ou qu'il fût capable de faire quelque impression sur l'esprit des gens de bien. Ne sçait-on pas que les bons sont quelquefois affligés , & que les méchans , au contraire , ont des prospérités qu'ils semblent ne pas mériter ? Que l'on voit souvent le juste périr dans sa justice , & le méchant prospérer dans son iniquité : tous ceux de qui j'ai l'honneur d'être connu , & qui sçavent le détail de ma vie , n'ont aucun sujet d'être scandalisés de ma mort , puisque plusieurs grands personnages qui valaient sans comparaison mieux que moi , ont été traités comme je le suis ».

» Ainsi , voulant demeurer jusqu'au dernier soupir de la vie fidele à la mémoire du pere , je meurs de même fidele à la personne du fils. Ne croyez pas que ce soit une obstination ou une dureté de cœur qui me fasse demeurer ferme dans mes premiers sentimens ; c'est la lumiere de ma conscience , soutenue de l'esprit de Dieu , qui produit cet effet ; c'est lui qui m'affermir le

courage pour envisager la mort sans frayeur; quand elle me paroîtroit mille fois plus affreuse qu'elle n'est, qu'il soit glorifié en ma mort, que j'embrasse avec joie ! enfin, je demande à ceux qui sont en charité avec moi qu'ils m'assistent de leurs prieres, offrant de bon cœur les miennes à tous ceux qui n'y sont pas. Ainsi je laisse mon ame à Dieu, mes très-fideles services à mon prince, mes passionnés respects à mes amis, & ma mémoire en charité à tout le monde ».

Après avoir prononcé ce discours, Montrose appella le bourreau, & lui remit l'argent qu'il avoit. On apporta alors l'histoire de ses guerres & sa dernière déclaration, liées avec une corde : il les reçut avec la plus grande joie, & les suspendit lui-même à son cou, en disant : « Je me crois plus honoré par ce témoignage de ma valeur, que lorsque j'ai été fait chevalier de la jarretiere ; j'embrasse cette corde avec plus de plaisir que la chaîne d'or & la jarretiere elle-même ; vous pouvez, (dit-il au bourreau) l'attacher comme il vous plaira ».

Montrose se disposoit à recevoir le coup fatal, lorsque ses juges voulant ajouter à l'ignominie de son supplice & en rendre les

préparatifs plus affreux , ordonnerent au bourreau de lui lier les bras , & de lui ôter son manteau. « Avez vous , leur dit-il, quelque indignité de plus à me faire effuyer ? je suis prêt à me soumettre à tout en faveur de la cause pour laquelle je souffre » : alors plaçant sa tête sur le billot : *mon Dieu ,* s'écria-t-il, *daignés avoir pitié de ce malheureux royaume ,* & à l'instant il fut décollé.

GRAND JUSTICIER D'ARRAGON.

(*L'autorité du*)

Philippe II , roi d'Espagne (dit un historien) indigné de ce que le grand justicier d'Arragon avoit osé prendre la défense d'Antoine Perez , le déclara criminel de lèse-majesté , & lui fit faire son procès comme à un criminel ordinaire. Cette action rigoureuse surprit & contint les Arragonois : on sçait que chez eux le grand justicier jouissoit d'une puissance sans bornes. Assis sur un trône élevé , environné des grands de la nation , il recevoit le serment du souverain , qui se tenoit à genoux , la tête nue ; après la formule , il lui adressoit ces paroles : « nous qui valons autant que vous , nous

378 GRAND JUSTICIER D'ARRAGON.

» vous faisons notre roi & seigneur , à
» condition que vous maintiendrez nos pri-
» vilèges & libertés , sinon-non ».

Cette cérémonie n'étoit pas un simple acte de représentation ; si le roi manquoit à son serment , les loix d'Espagne donnoient pouvoir au grand justicier de lui faire son procès devant les états généraux , & d'élire un autre souverain.

G R A N D - M O G O L.

(*Administration de la justice dans les états du*)

L'exercice de la justice est uniforme dans les états du grand-mogol ; les vicerois , les gouverneurs des provinces & des villes , & les chefs de simples bourgades , font dans leurs départemens ce que l'empereur fait dans *Agra* ou à *Dehli* : ils rendent la justice & font les arbitres des biens & de la vie des sujets. Cependant on a établi dans toutes les villes un *kotual* & un *kazi* , pour juger certaines affaires ; mais il dépend des parties de porter les affaires à leurs tribunaux , ou de recourir immédiatement ou à l'empereur même , ou aux vicerois & aux gouverneurs.

Le *kotual* fait tout à la fois la fonction de

juge civil & de grand prévôt ; sa principale fonction en qualité de juge de police , est d'empêcher l'ivrognerie , de punir ceux qui distillent de l'*arak* , de supprimer les cabarets , & en général tous les lieux de débauche ; il est obligé de rendre compte à l'empereur des désordres domestiques de toutes les familles , & des assemblées nocturnes ; c'est par cette raison qu'il a dans tous les quartiers de la ville un nombre prodigieux d'espions : ce sont ordinairement les gens dont on se sert pour balayer les maisons , & pour mettre les meubles en ordre ; pour être instruit du secret des familles , ils interrogent les esclaves , & font leur rapport au *kotual* ; cet officier , en qualité de grand prévôt , est responsable de tous les vols qui se commettent dans l'étendue de sa juridiction.

Quant au *kazi* , sa juridiction n'est relative qu'aux affaires de religion , aux divorces , & aux autres matieres de cette espece ; du reste il n'est permis ni à l'un ni à l'autre de ces juges subalternes , de prononcer des sentences de mort , sans avoir fait le rapport des affaires à l'empereur , & il faut que ce prince ait confirmé l'arrêt trois

380 GRAND-MOGOL.

fois , à trois jours différens , avant qu'on l'exécute ; on observe la même chose dans les provinces , où les vicerois & les gouverneurs ont seuls droit de condamner à mort.

La justice s'administre sans délai dans les états du grand-mogol , on n'y connoît point toutes ces formalités qui éternisent les procès parmi nous ; chacun expose son droit , ou le fait exposer par les *omrabs* ; on entend les témoins , & sur le champ on rend un jugement presque toujours aussi équitable qu'il est prompt. La corruption des juges & la subornation des témoins sont des crimes connus dans les états du grand-mogol comme ailleurs ; mais on punit de mort les juges qui se laissent corrompre , & les faux témoins : cette juste sévérité rend les crimes de corruption & de subornation très-rares.

G R E G H. (Guillaume)

Son procès & son supplice.

En 1708 la reine Anne fit arrêter un nommé Guillaume Gregh , clerk de Harley , secrétaire d'état. On venoit d'intercepter une lettre que cet homme écrivoit en France. On trouva dans le même paquet

l'avis & le détail des résolutions du parlement d'Angleterre pour l'augmentation des troupes , diminuées par les campagnes précédentes , la copie d'une lettre de la reine à l'empereur , & la copie d'une autre au duc de Savoie ; le traître fut condamné au supplice décerné par les loix. Après avoir tout avoué , les Wighs qui étoient dans les bonnes grâces de la reine , formerent le dessein d'envelopper Harley dans l'affaire de son clerc. Harley avoit fait de bonnes études ; une vivacité d'esprit & une pénétration singulieres lui avoient fait faire des progrès rapides dans la carrière des lettres , & servirent dans la suite à sa fortune. Avec de grandes lumieres il avoit peu de religion ; Lucrece étoit son livre favori , il en remplissoit toutes ses conversations. Attaché de bonne heure aux Wighs , il passa par leur moyen du poste honorable & lucratif d'orateur de la chambre des communes à la place de secrétaire d'état.

Cependant Harley livré à toutes ses passions , absorboit dans les plaisirs le revenu de ses emplois , au point que bientôt il se vit accablé de dettes & de créanciers. Dans cet embarras il pensa à acquérir la charge

de maître des rolles. Elle étoit possédée par le chevalier Jean Trévoor , qui déterminé à la vendre , en demanda vingt mille livres sterling. Hors d'état de payer cette somme , Harley voulut engager ses anciens protecteurs à la faire payer des deniers publics ; le refus qu'il essuya l'aigrit tellement , qu'il se rangea du parti des Thorys , & qu'il prit la résolution de se venger des Wighs. Pour réussir il travailla à gagner la reine , dans l'appartement de laquelle il parvint à se faire introduire toutes les nuits , sous prétexte de lui révéler des secrets de la dernière importance pour l'état. Harley profitoit de ces audiences nocturnes pour noircir ses ennemis , & travailler à leur ruine. En effet la reine commença à se défier de Malborough & de Godolphin , qui étoient du parti des Wighs , & qui jusqu'alors avoient eu sa confiance : un mot du prince Georges de Danemark leur ouvrit les yeux , & leur fit soupçonner d'où venoient les oppositions que formoit depuis quelque temps la reine à leurs avis. La reine avoit alors une fluxion sur les yeux ; quelqu'un demandant au prince comment alloit cette incommodité , c'est toujours la même chose , répon-

dit-il ; au reste c'est la faute de la reine qui veille si tard.

Malborough & Godolphin qui furent instruits de cette réponse apostèrent des espions , qui leur apprirent que vers le milieu de la nuit le secrétaire d'état entroît chez la reine , & restoit longtemps avec elle.

Dès ce moment les Wighs formèrent le projet de le perdre , en lui imputant la trahison de Gregh dont ils firent différer le supplice. On fit l'impossible pour engager ce malheureux à accuser son maître ; on lui fit espérer sa grace & une fortune brillante ; mais Gregh fut incorruptible , & sur l'échafaud même il rendit justice au secrétaire d'état , & mourut en soutenant son innocence.

G R E E N W I L , (Lucrece)

condamnée à mort pour avoir attenté à la vie de Cromwel.

Lucrece Greenwil , fille d'un gentilhomme Anglois du même nom , étoit tendrement aimée de François duc de Buckingham , que Cromwel tua de sa propre main à la bataille de Saint-Nied. Lorsqu'elle eut ap-

pris la mort de son amant , Lucrece ne songea qu'aux moyens de se venger ; depuis trois ans elle s'exerçoit plusieurs fois le jour à tirer un pistolet chargé à balle contre un portrait de Cromwel , pour apprendre à *tirer juste* & à ne point s'effrayer de l'original lorsqu'elle le verroit. Lorsqu'elle se crut assez forte pour exécuter son dessein , elle attendit un jour Cromwel qui devoit passer sous son balcon , & tira son pistolet sur lui à quatre à cinq pas de distance. Mais une dame qui étoit à côté de Lucrece , l'ayant heurtée , la balle n'atteignit point le protecteur , & fut frapper le cheval de Henri son fils. Cromwel s'arrêta & toute sa fuite avec lui. Etonné d'un coup si hardi , il jeta les yeux vers le balcon , & vit plusieurs dames à genoux qui crioient miséricorde , excepté une seule qui se tenant debout le pistolet à la main , lui cria : « c'est » moi tyran qui ai fait ce coup , & je serois » inconsolable d'avoir blessé un cheval au » lieu d'un tigre comme toi , si je n'étois » persuadée qu'une autre main fera bientôt » plus heureuse que la mienne ».

Cromwel n'étoit pas assez généreux pour pardonner à cette femme courageuse ; il la

fit

fit prendre par ses gardes. Sa constance ne se démentit point dans les tourmens , & le seul regret qu'elle laissa paroître fut d'avoir, par sa précipitation , manqué l'instant favorable de délivrer sa patrie d'un homme qu'elle regardoit comme un monstre.

GRIMALDI, Génois.

(*assassinat de*)

Un Génois nommé Grimaldi s'étoit retiré à Pise , & s'y étoit enrichi. Aussi avare qu'opulent , il vivoit dans une petite maison retirée , sans domestiques. Un soir revenant de souper vers minuit , il fut attaqué dans la rue & frappé d'un coup de poignard. L'assassin ayant pris la fuite , il survint un orage épouvantable. Grimaldi mourant se traîna quelque temps sans rencontrer personne qui pût le secourir ; il vit une porte ouverte où il entra : c'étoit la maison d'un orfèvre nommé Fazio , fort pauvre , qui s'occupoit d'alchimie. Grimaldi n'a que le temps de se nommer avant de mourir ; le sang de sa blessure qui couloit intérieurement l'avoit suffoqué. L'idée d'une grande fortune & d'un grand péril se pré-

senta à la fois à l'imagination de l'orfèvre.

S'il déclare ce qui s'est passé aux magistrats , il s'expose au risque de passer pour le meurtrier ; toutes les circonstances déposoient contre lui. On pouvoit l'appliquer à la question. D'un autre côté il étoit tard , la nuit & l'orage avoient chassé tout le monde des rues , il étoit maître des clefs de Grimaldi , dont la maison étoit déserte ; il prit enfin le parti d'aller à la maison du mort , ce qu'il exécuta sur le champ ; il ouvrit toutes les portes & parvint à un coffre fort. Après avoir essayé plusieurs clefs , il trouva enfin celle qui lui livra les richesses & les bijoux de Grimaldi. Il referma tout très-exactement, revint chez lui chargé d'or, enterra Grimaldi dans sa cave , ne dit rien à sa femme , & attendit pour jouir de son vol le temps où il pourroit le faire avec sûreté.

Plusieurs jours se passèrent sans qu'on entendît parler de Grimaldi : les voisins inquiets déterminèrent le magistrat à faire enfoncer la porte. Personne ne pouvoit concevoir comment il avoit disparu. On afficha des récompenses pour ceux qui pourroient en donner des nouvelles , & bientôt on n'en parla plus.

Cependant Fazio répandit sourdement le succès de ses opérations alchimiques , dont il avoit , dit-il , retiré des lingots d'or pur ; il annonça à ses amis qu'il alloit faire un voyage en France dans le dessein d'échanger ses lingots, l'inquisition ne permettant point ce commerce. Il revint après ce voyage dans le dessein de jouir en paix de ses succès ; il quitta sa boutique , ses fourneaux , & commença à vivre en homme opulent. Il eût été heureux s'il n'avoit pas eu la foiblesse de confier son secret à sa femme. En effet quelque temps après ayant pris une jolie servante dont il devint très-amoureux , sa femme l'accabla de reproches. Fazio importuné de la jalousie de son épouse , la laissa à la ville avec ses deux enfans , & se retira à sa campagne avec sa maîtresse.

Alors la femme de l'orfèvre ne mit plus de bornes à sa fureur ; elle courut trouver le magistrat , & lui conta l'aventure de Grimaldi. On l'arrêta d'abord elle-même , & on courut fouiller dans la cave de l'ancienne maison de Fazio. Le cadavre de Grimaldi y ayant été trouvé , Fazio fut arrêté & avoua tout ; mais les juges le soupçonnant d'avoir commis le meurtre, le condam-

nerent à subir la question. La rigueur des tourmens le força à s'avouer coupable du crime qu'il n'avoit point commis. Il fut condamné à mort & sa femme fut mise en liberté. La justice ayant jugé à propos de s'approprier tous ses biens, la femme de Fazio se voyant dépouillée de tout, & en horreur à tous ceux qui connoissoient sa trahison, se livra au désespoir. Accompagnée de ses deux enfans, elle traversa la ville dans le moment de l'exécution de son mari, & arriva au lieu de son supplice lorsqu'il expiroit : « embrassez votre pere, leur dit cette femme égarée par le désespoir, & à son mari, embrassez vos enfans ; ensuite elle tire un poignard dont elle les perce tous les deux : aussitôt elle les serre dans ses bras, & se plongeant dans le cœur le poignard fumant du sang de ses enfans, elle se précipite & meurt sur le corps de son mari.

G R I S K A , (Démétrius)

religieux Moscovite.

Démétrius *Griska* Utropoja , religieux Moscovite, né d'une famille noble de Gerslau , étoit fort bien fait de sa personne.

Ambitieux & intrigant , il osa par les conseils de quelques mécontents , former le dessein de monter sur le trône pendant le regne de Boris , grand duc de Moscovie. Ayant quitté son couvent il passa dans la Lithuanie , où il se mit au service d'un seigneur Polonois de grande qualité , nommé Adam *Wesnewelski*. Un jour son maître irrité contre lui le maltraita. Alors Griska se servant de cette occasion se mit à pleurer , & dit à son maître , que s'il étoit instruit de sa naissance, il ne le traiteroit pas de la sorte. La curiosité du seigneur Polonois l'engagea à presser Griska de déclarer qui il étoit. L'imposteur dit qu'il étoit fils légitime du grand duc Jean, & assura qu'on avoit voulu le faire assassiner ; mais que le malheur étoit tombé sur un jeune garçon qui lui ressembloit beaucoup , & que ses amis avoient substitué à sa place pendant qu'ils favorisoient son évasion ; il montra en même temps une croix d'or garnie de pierres précieuses , qu'il disoit lui avoir été pendue au cou lorsqu'il fut baptisé ; il ajouta que la crainte de tomber entre les mains de Boris l'avoit empêché de se découvrir jusqu'alors. Après ce discours artificieux il se jeta aux

pieds du seigneur Polonois, lui demandant sa protection, & accompagnant son récit de tant de circonstances si vraisemblables, que son maître lui fit donner un équipage convenable à la dignité d'un prince.

Le bruit de cette nouvelle se répandit aussitôt partout le pays, ce qui obligea le grand duc Boris à promettre une récompense considérable à ceux qui lui amèneraient le faux *Démétrius* mort ou vif. Son maître croyant que ce prétendu prince ne seroit point en sûreté dans ses états, l'envoya auprès du vaivode de Sandomir en Pologne, qui lui promit un secours suffisant pour le remettre sur le trône, à la charge qu'il établiroit la religion romaine dans tous ses états.

Griska promit tout ce qu'on voulut, & commença même à se faire instruire secrètement des principes de la religion catholique. Le vaivode leva une puissante armée & déclara la guerre à Boris. Il prit d'abord plusieurs villes & attira à son parti plusieurs officiers. Des succès si rapides donnerent tant de chagrin à Boris qu'il en mourut. Après sa mort les grands du royaume reconnurent d'abord pour leur souverain Fedor

bu Théodore , fils de Boris , encore fort jeune ; mais leur fidélité ne tint pas longtemps contre les séductions & les succès du faux Démétrius Griska ; ils persuaderent au peuple de lui offrir la couronne.

Le jeune grand duc & sa mere furent arrêtés , & on envoya des députés vers l'impositeur , pour l'engager à venir prendre possession de son royaume.

Le faux Démétrius eut à peine appris cette nouvelle , qu'il commanda à un *dealk* ou secrétaire d'aller égorger le jeune Fédor & sa mere , & de faire courir le bruit qu'ils s'étoient empoisonnés ; ce qui fut exécuté le 10 juin 1605. Le 16 du même mois Griska arriva à Moscou avec son armée. Toute la ville fut au-devant de lui ; on fit des réjouissances publiques , & il fut couronné le 25 juillet avec beaucoup de cérémonies. Il envoya chercher la mere du véritable Démétrius , que Boris avoit fait renfermer dans un couvent fort éloigné de Moscou. Il alla au-devant d'elle avec un cortège nombreux , & lui fit donner un appartement dans le château , où elle fut servie avec la plus grande magnificence. Cette princesse scavoit bien que son fils avoit été tué ;

mais la crainte d'être maltraitée par le faux Démétrius lui fit prendre le parti de dissimuler. D'ailleurs elle n'avoit pu voir sans plaisir la chute de Boris son persécuteur , ni résister aux douceurs d'une vie agréable dont son nouveau fils vouloit la faire jouir. Cependant le faux Démétrius oubliant sa prudence ordinaire , accorda aux Polonois qui l'avoient si bien servi des distinctions particulières , ce qui aliéna le cœur de ses nouveaux sujets , qui ne tarderent pas à découvrir qu'il se préparoit à épouser une femme catholique romaine. Un des principaux knez en parla à quelques autres seigneurs , qui prirent , d'après son avis , la résolution de se défaire de cet imposteur ; mais la conjuration fut découverte , & Zuinski fut condamné à mort. Néanmoins le grand duc lui envoya sa grace sur le point de l'exécution , espérant par cette douceur gagner l'affection des Moscovites. Tout fut en effet paisible jusqu'au 8 mai 1606 , jour de ses nœces. Les conjurés qui avoient mieux pris leurs mesures que la première fois , allèrent attaquer le château après avoir tué les gardes Polonoises , & entrèrent dans la chambre de Griska , qu'ils arrêterent. Zuinski s'adres-

fant à la prétendue mere du grand duc , lui fit faire serment sur la croix de déclarer si ce Démétrius étoit son fils , ayant répondu que non , & que le sien avoit été malheureusement tué par l'ordre de Boris , on donna un coup de pistolet dans la tête de l'imposteur ; son corps fut dépouillé & remis entre les mains de la justice , qui flétrit sa mémoire. On fit arrêter sur le champ l'ambassadeur de Pologne & tous les partisans de l'imposteur.

On ordonna que le corps de Griska seroit traîné ignominieusement dans les rues de Moscou. Il fut ensuite exposé sur la place du château aux insultes de la populace , qui le déchira & le mit en pieces.

G R O E N L A N D.

(maniere cruelle & bisarre de punir plusieurs crimes au)

Chez les Groënlandois on ne punit point les crimes de mort , excepté l'assassinat & le sortilege. Un homme qui porte envie à l'adresse ou au bonheur d'un pêcheur plus riche & plus heureux que lui , va l'attaquer sur mer , renverser son *kaiak* pour le noyer , ou lui lancer un harpon dans le dos , & le laisser périr à la merci des flots.

Les amis du mort dissimulent jusqu'au moment favorable à la vengeance , quand ils devroient cacher leur ressentiment pendant trente ans ; mais s'ils rencontrent par hazard à terre le meurtrier , qui se tient ordinairement sur ses gardes , ils l'attaqueront , lui rappelleront en peu de mots son crime , & le lapideront ou le précipiteront dans la mer. Si la fureur les anime jusqu'à l'excès , ils le mettront en pieces & lui mangeront le cœur ou le foie , pour ôter , disent-ils , à ses parens le courage de venger sa mort.

Avec les prétendus forciers les formalités sont encore plus abrégées ; quand une femme , qui n'a d'ailleurs que de la charlatannerie ou de la ruse , a passé pour forcieriè , quoiqu'elle s'en défende , tous les malheurs retombent sur elle ; qu'un homme ait perdu son fils , qu'il n'ait rien pris à la chasse , le jongleur qu'on va consulter en rejette la faute sur cette pauvre femme , & si elle n'a pas quelque brave homme dans sa famille qui prenne son parti , tout le canton se réunit pour la lapider , la jeter dans la mer ou la tailler en pieces. La crainte & l'horreur des forciers sont quelquefois si furieuses , qu'un homme poignardera sa mere

ou sa sœur s'il les croit abandonnées aux maléfices , & personne ne lui reprochera cet horrible attentat.

Un Groenlandois qui se croit insulté par un autre n'en témoigne ni colere ni sensibilité , il ne se plaint point dans un pays où il n'existe que peu ou point de loix , il prétendrait en vain obtenir justice par leur moyen. Il garde donc sa vengeance , & verse tout son fiel dans une satire qu'il répète en dansant & en chantant devant toute sa famille , sur-tout en présence des femmes , jusqu'à ce qu'elles la sachent bien. Alors il donne un duel à son antagoniste pour le combattre , non à l'épée , mais de la voix. Celui-ci se rend à l'appel , & se présente dans une espece de cirque sur un théâtre qui n'est qu'un banc. L'agresseur commence par entonner ses couplets au son du tambour. Tous ceux de son parti ne manquent pas de chanter en chœur , tandis que l'assemblée applaudit par de grands éclats de rire à tous les traits malins que l'accusateur décoche contre son adversaire. Celui-ci paroît à son tour sur la scène , & répond à la satire par des railleries mordantes , soutenues des applaudissemens de sa bande , & souvent

les rieurs passent de son côté. L'auteur du défi revient à la charge & repousse le ridicule sur son ennemi. Ce combat dure ainsi quelque temps, & la victoire demeure à celui qui livre le dernier assaut, & c'est lui qui gagne son procès : les spectateurs devenus juges prononcent la sentence, & lui adjugent la palme.

G R O S S E S S E S. prolongées.

(*Jurisprudence des Romains sur les*)

Aulugelle rapporte qu'une femme connue par la pureté de ses mœurs, & dont la sagesse ne pouvoit être révoquée en doute, accoucha onze mois après la mort de son mari. Cette circonstance donna lieu à un procès qui fit grand bruit à Rome ; on accusa la femme d'avoir eu commerce avec un homme après le décès de son mari. On invoquoit contr'elle la loi décemvirale, qui porte que l'enfantement doit s'opérer au dixieme & non pas à l'onzieme mois. L'empereur Adrien décida que l'enfant étoit légitime, & Aulugelle assure avoir vu le décret impérial, que le prince ne donna qu'après avoir consulté les médecins les plus instruits, & les

plus grands philosophes. Il paroît que les magistrats romains avoient peine à déclarer illégitime un enfant dont la mere étoit accouchée au-delà de l'époque prescrite, quoique la loi des décemvirs fut contraire à la légitimité des enfans nés après une grossesse prolongée au-delà du terme ordinaire.

En effet sous le consulat de Claudius Pulcher & de Tit. Sempronius Gracchus, deux héritiers se présentèrent pour recueillir une succession. Le premier étoit un fils qui demandoit l'héritage de son pere; son adversaire lui contestoit sa naissance, sur le prétexte que sa mere avoit avoué qu'il avoit été treize mois dans son sein avant que de naître. La loi des douze tables, disoit cet homme avide, ne reconnoît pour enfant légitime que celui qui vient au monde au dixieme mois, & rejette celui qui naît dans l'onzieme.... Mais le préteur Papyrius ne balançoit pas à prononcer en faveur du fils, *parce que, dit il, la nature n'a point établi de temps absolument fixe pour l'accouchement des meres.*

G R O T I U S

*condamné à une prison perpétuelle , se sauve
par l'adresse de sa femme.*

Le célèbre Grotius ayant été enveloppé dans les affaires qui firent périr Barneveldt, fut arrêté & mis dans les prisons au mois d'août 1618. Les Etats généraux ne l'ayant pas trouvé assez coupable pour lui faire perdre la vie, le condamnèrent à une prison perpétuelle dans le château de Louvestein , & tous ses biens furent confisqués. Ce ne fut que par le conseil & l'adresse de sa femme *Marie Regelsberg*, qu'il vint à bout de se sauver. Ayant remarqué que ses gardes après s'être lassés d'avoir souvent fouillé & visité un grand coffre plein de linge qu'on envoyoit blanchir à la ville voisine , le laissoient passer sans l'ouvrir ; elle conseilla à son mari de se mettre dans ce coffre , ayant fait des petits trous à l'endroit où il placeroit son visage , afin qu'il pût respirer. Il la crut , & fut ainsi porté à Goveum chez un de ses amis , d'où il se rendit à Anvers déguisé en menuisier.

Cette femme adroite feignoit que son

mari étoit fort malade , afin de lui donner le temps de se sauver ; mais quand elle le crut en pays de sûreté, elle dit aux gardes en se moquant d'eux , *que les oiseaux étoient envolés*. On procéda criminellement contre elle , & plusieurs juges la condamnerent à demeurer prisonniere au lieu de son mari ; mais bientôt après on la fit sortir de prison , en la louant d'avoir par son adresse sçu donner la liberté à son époux.

G U E B R E

sur le point d'être condamné , renvoyé absous.

Herbelot rapporte le trait suivant d'un Guebre. On sçait (dit cet auteur) qu'on a reproché aux Guebres de faire des assemblées nocturnes & contraires à la décence.

Sous le khalifat de Montasser , un homme de la race des Coraïschiles (c'est-à-dire des anciens Arabes contemporains ou compagnons de Mahomet) fut accusé de ce prétendu crime , & cité devant le juge , qui le bannit de la ville de Lamecque. Il se retira sur le mont Arafat qui n'en est pas fort éloigné. Ses ennemis l'y poursuivirent , l'accusèrent de continuer d'y tenir les mêmes assemblées.

Le gouverneur le fit venir en sa présence ;
« comment , lui dit-il , ennemi de Dieu ,
» ofes-tu dans le lieu sacré de la Mecque &
» de son territoire exercer si insolemment
» toutes les impudicités des Guebres » ? Le
Coraischile nia le fait , & récusant les té-
moins , persista toujours dans la négative.
Ceux-ci se voyant hors d'état de le con-
vaincre par leurs dépositions , dirent au
gouverneur , qu'un moyen excellent pour
s'assurer de la vérité du fait , étoit de faire
venir les *mouçres* ou loueurs de mazettes
qui se tiennent aux portes de la ville , & de
leur commander de laisser aller leurs mon-
tures sans les conduire ; car , disoit-on , si
ces animaux vont droit à la maison de l'ac-
cusé , il est clair qu'on y tient des assemblées
ordinaires de Guebres & de débauchés.
On trouva cet expédient infallible ; &
comme on peut croire les mazettes ne
manquerent pas d'aller droit au mont Ara-
fat. Le gouverneur tenant alors l'accusé
pour suffisamment convaincu par cet indice ,
avoit déjà fait venir les fouets dont il devoit
être châtié , lorsque le Guebre lui dit :
« Il vous est fort aisé de me punir ; je suis
» entre vos mains ; mais vous allez attirer

» un grand blâme sur toute la nation des
 » Arabes , car on dira désormais d'eux que
 » quand le témoignage des hommes leur
 » manque ils ont recours à celui des ânes ».
 Le gouverneur étonné de la réponse ingénieuse du Guebre , le renvoya absous.

H.

H A N A S C H I ;

maîtresse d'Amurath III , accusée de sorcellerie.

A M U R A T H III aima long - temps une femme de l'île de Corfou nommée Hanaschi. Il eut d'elle quatorze enfans qui moururent tous en bas âge. Le muphti qui la détestoit , représenta si souvent au sultan que la mort prématurée de ses enfans étoit une marque sûre que le prophète n'approuvoit pas ses amours , que ce prince résolut enfin de quitter sa maîtresse. Il se laissa même persuader qu'Hanaschi n'avoit pu l'attacher si longtemps sans user de charmes & de sortilèges. Cette idée lui parut d'autant plus raisonnable , que sa maîtresse avoit à Malthe un frere que le muphti prétendoit être très-habile en sorcellerie. Il fit arrêter toutes les

femmes qui la fervoient. Elles soutinrent la question sans rien avouer. Amurath, aussi cruel qu'imbécille, ordonna de les faire mourir ; & ce qui doit surprendre, c'est que quelque temps après il continua son commerce amoureux avec Hanaschi, qui sans employer vraisemblablement d'autre fortifége que ses charmes, reprit sur lui tout l'empire qu'elle avoit avant cette cruelle & ridicule scène.

H A N N O N.

(*Supplice de*)

Hannon un des citoyens les plus puissans de Carthage, forma le dessein de se rendre maître de la république en faisant périr tous les magistrats qui composoient le sénat. Il choisit pour cette horrible exécution le jour même des nêces de sa fille. Comme il avoit invité tous les sénateurs au repas qu'il devoit donner, il avoit conçu le projet affreux de les faire tous empoisonner. La trame fut découverte, mais on n'osa punir sur le champ un crime aussi atroce, parce que le coupable avoit un grand crédit dans la république. Voyant que la ruse lui avoit mal

réussi, il résolut d'agir à force ouverte. Il souleva & arma tous les esclaves, & se retira avec vingt mille rebelles dans un château extrêmement fortifié, & delà il tâcha d'entraîner dans sa révolte les Africains & le roi des Maures. Mais ses sollicitations & ses démarches furent vaines, il fut pris & conduit à Carthage; on lui fit son procès, & il fut condamné à un supplice effrayant.

On commença par le battre de verges; on lui arracha ensuite les yeux, on lui brisa les bras & les cuisses, & l'on attachà à une potence son corps tout déchiré de coups. Ses parens & ses enfans, quoiqu'innocens, partagerent son supplice; on les condamna tous à la mort, afin de ne laisser personne dans sa famille en état ou d'imiter son crime ou de venger sa mort. Tel étoit le génie de Carthage, toujours sévère & excessive dans les punitions, elle les portoit aux dernières rigueurs, & les étendoit jusques sur les innocens, sans consulter ni l'équité, ni la modération, ni la reconnoissance.

heureuse qui sauve la vie à un accusé.

La petite armée du jeune prétendant ayant été mise en déroute à la journée de *Cullo-din*, ce prince malheureux erroit çà & là sans secours, tantôt avec deux compagnons de son infortune, tantôt avec un, & quelquefois seul. Il étoit sans cesse poursuivi par une multitude d'hommes avides qui vouloient gagner le prix qu'on avoit mis à sa tête. S'étant trouvé un jour épuisé de faim & de fatigue, il entra dans la maison d'un homme qu'il sçavoit être du parti qui lui étoit opposé. « Le fils de votre roi (lui dit-il en l'abordant) vient vous demander du pain & un habit; je sçais que vous êtes mon ennemi, mais je vous crois assez d'honneur pour ne pas abuser de ma confiance & de mon malheur. Prenez les lambeaux qui me couvrent, gardez-les : vous pourrez me les apporter un jour dans le palais des rois de la grande Bretagne ».

Le gentilhomme attendri rendit tous les services qui dépendoient de lui, & garda un secret inviolable. Quelque temps après

ayant été accusé d'avoir donné dans sa maison un asyle au prince fugitif , il fut cité devant les juges ; il se présenta devant eux avec ce courage & cette fermeté que le sentiment d'une belle action peut seul inspirer. « Souffrez (leur dit-il) qu'avant de subir l'interrogatoire , je vous demande lequel d'entre vous , si le fils du prétendant s'étoit réfugié chez lui, eût été assez lâche, assez vil pour le livrer ».

Les juges répondirent à la question en se levant & en renvoyant l'accusé.

H É R O I S M E

d'une jeune fille qui obtient la grace de son amant condamné à mort.

Un jeune gentilhomme d'une petite ville de Normandie fut envoyé par ses parens à l'université d'Angers pour y étudier en droit. Ce jeune homme fit connoissance avec une fille , jeune , sage , belle & pleine d'esprit , mais peu favorisée des dons de la fortune. Cette fille se nommoit Renée Corbeau. La passion qu'elle inspira à l'écolier en droit fit tenter à ce dernier tous les moyens de s'introduire dans la maison de

son pere. Il parvint non-seulement à être admis dans cette maison , mais encore à plaire à la jeune personne qui l'avoit enflammé. Les deux amans brûlerent bientôt de la même ardeur , & ne virent d'autre bonheur que celui d'être éternellement unis. L'espoir de légitimer son amour égara la jeune fille , & sa foiblesse eut des suites funestes pour elle. Devenue enceinte elle fut obligée de révéler à ses parens sa faute. Les reproches étoient inutiles , on ne pouvoit remédier à un mal sans remède. Cependant après avoir tenu conseil, il fut résolu que Renée Corbeau profiteroit d'une feinte absence de son pere & de sa mere pour donner un rendez-vous à son amant , & qu'on le surprendroit avec elle , ce qui fut exécuté ; la crainte , la honte , l'amour firent tout promettre au jeune amant ; un notaire qu'on avoit averti rédigea sur le champ un contrat de mariage

Le jeune homme ayant réfléchi sur les suites de sa passion prit la fuite , & fut se jeter aux pieds de son pere , qui lui pardonna. Soit par ses ordres , soit de son propre mouvement , le jeune amant entra dans l'état ecclésiastique , & prit le sous-

diaconat & le diaconat , voulant apporter un obstacle invincible à son mariage.

Renée Corbeau ayant été instruite de cette funeste nouvelle , s'abandonna à toute la douleur d'une amante sensible & indigne-ment trahie : son pere irrité rendit plainte en rapt de séduction , & l'amant fut décrété de prise de corps. Ce dernier ayant inter-jetté appel de ce decret , l'affaire fut portée au parlement. La perfidie du jeune homme parut si odieuse aux magistrats , qu'ils le condamnerent à avoir la tête tranchée , s'il n'aimoit mieux épouser celle qu'il avoit séduite. C'étoit le condamner au supplice , puisque l'engagement qu'il avoit contracté en recevant les ordres sacrés l'empêchoit de choisir.

Il fut donc remis entre les mains de l'exécuteur , & on lui donna un confesseur pour l'assister dans ces derniers momens.

Renée Corbeau ayant appris le sort que son amant alloit subir , vola aussi-tôt vers le lieu où les juges étoient encore assemblés , & les yeux baignés de larmes , leur adressa ce discours.

« Messieurs , je viens offrir à vos yeux l'amante la plus infortunée. En condamnant

Cc iv

mon amant vous avez cru que je n'étois pas coupable , ou du moins que ma faute pouvoit être excusée , cependant vous me faites mourir du même coup qui lui donnera la mort ; vous me faites subir la plus cruelle destinée , puisque l'infamie de mon amant va retomber sur moi , & que je mourrai déshonorée aussi bien que lui.

» Vous avez voulu qu'il réparât l'outrage qu'il a fait à mon honneur , & le remède que vous apportez à mon mal me rend l'opprobre de tout le monde , & malgré l'opinion où vous êtes que je suis plus malheureuse que criminelle , vous me punissez de la plus horrible de toutes les peines. . . . Vous êtes hommes avant que d'être juges ; vous avez éprouvé le pouvoir de l'amour , & vous pouvez juger quel tourment doit souffrir celle qui se reproche la mort de l'objet de son amour. Nul supplice ne peut égaler cette idée insupportable. . . . Mais je vais messieurs vous ouvrir les yeux ; je vous ai caché mon crime. Je croyois devoir le faire afin qu'on jugeât que je méritois que mon amant réparât mon honneur offensé ; pressée par les remords de ma conscience , je me vois obligée de vous

dire que c'est moi qui l'ai séduit. Je l'ai aimé la première, je lui ai communiqué le feu dont je brûlois. Changez d'idées, regardez-moi comme la séductrice, punissez-moi, & sauvez mon amant. Si la justice demande une victime, c'est moi qu'il faut choisir. . . . Comment pouvez-vous lui faire un crime de s'être engagé dans les ordres sacrés ; cette action n'est point son ouvrage, sa volonté n'étoit point libre, il a été tyrannisé par son pere. Comment après lui avoir donné l'option, pouvez-vous choisir pour lui. . . . Je suis bien coupable à vos yeux, si vous ordonnez qu'il subisse une mort infâme plutôt que de m'épouser. Son état, direz-vous, l'en empêche. Il le croit ainsi, mais il s'abuse ; quoique fille & fort ignorante, l'amour m'a bientôt éclairée dans cette triste circonstance. Je sçais, & vous ne l'ignorez pas, messieurs, qu'il peut se marier avec une dispense du pape. On attend un légat, je la solliciterai cette dispense, & mon amour se flatte de l'obtenir : il vaincroit de plus grands obstacles. Daignez donc, messieurs, vous attendrir sur le sort de deux amans infortunés, & surseoir au moins l'exécution de ce cruel

arrêt. Mon malheureux amant est trop puni sans doute par la crainte qu'a dû lui inspirer tout l'appareil d'un supplice infâme. Conciliez donc en cette fatale occasion la pitié avec la justice , ou si vous me refusez , que je partage au moins le supplice de celui dont j'ai partagé le crime ».

La beauté , la jeunesse & les larmes de cette malheureuse amante attendrirent tous les cœurs. On alla aux opinions , & d'un commun suffrage on prononça qu'il seroit sursis à l'exécution de l'arrêt pendant six mois. Le cardinal de Médicis , depuis pape sous le nom de Léon XI , vint en France quelque temps après ; mais malgré les instances qu'on lui fit il refusa la dispense.

Renée Corbeau désespérée fut se jeter aux pieds du roi ; c'étoit Henri IV. Ce monarque auguste fut touché de la constance & du courage de cette belle fille. Il voulut bien demander lui-même la dispense au légat , qui la lui accorda aussi-tôt. L'amant perfide & volage rougit de l'horrible trahison qu'il s'étoit permise , & fut convaincu que son bonheur dépendoit de son union avec l'amante qu'il avoit voulu tromper. Leur mariage fut célébré avec beaucoup de pompe , & peu d'unions ont été plus heureuses.

HISTORIEN. (procès fait à un)

Sa mort.

Sous le consulat de Cornelius Cossus & d'Asinius Agrippa, on fit à Cremulius Cordus un crime jusqu'alors inconnu, d'avoir loué Brutus dans une histoire qu'il venoit de mettre au jour, & d'avoir appelé Cassius le dernier des Romains. Il avoit pour délateurs Satrius Secundus, & Pinarius Nalla, créatures du fameux Séjan, favori de Tibere, circonstance funeste pour l'accusé. Certain qu'en en vouloit à sa vie, & qu'il n'échapperoit point à ses ennemis, il résolut au moins de la finir avec gloire, & se chargea lui même du soin de sa défense. « Sénateurs, dit-il, on accuse mes discours tant mes actions sont innocentes. Cependant ces discours ne peuvent être taxés de crime de lèze-majesté, n'ayant pour objet ni le prince ni sa mere. On me reproche d'avoir loué Brutus & Cassius, dont tant d'auteurs ont écrit l'histoire, & qu'aucun n'a nommé sans éloges. Tite-Live, cet écrivain si plein de probité & d'éloquence, a donné tant de louanges à Pompée, qu'Auguste l'appelloit

ordinairement le pompéien. Leur amitié n'en fut point altérée. Scipion Affranus, ce Brutus même & ce Cassius n'ont jamais reçu de cet historien les noms de voleurs & de parricides qu'on leur donne aujourd'hui. Souvent même il les traite d'hommes illustres. Asinius Pollio a célébré leur mémoire, Messalla Corvinus appelloit Cassius son général, & ces deux écrivains ont été comblés de biens & d'honneurs. Cicéron dans un de ses livres, ayant mis Caton à côté des dieux, César, tout dictateur qu'il étoit, n'attaqua ce livre que par écrit, & comme il eut fait en justice. Les lettres d'Antoine, les harangues de Brutus, sont autant de satyres d'Auguste, fausses à la vérité, mais très-amères. On lit encore les vers de Bibaculus & de Catulle remplis d'injures contre les empereurs; César & Auguste ont fermé les yeux sur tous ces écrits, soit par modération, soit par prudence, car le mépris fait oublier les satyres, & le ressentiment fait croire qu'on les mérite.

» Je ne parlerai point des Grecs, chez lesquels non-seulement la liberté, mais la licence même étoit impunie, chez lesquels du moins une satire n'étoit punie que par

Une autre ; mais jusqu'ici il avoit été permis d'apprécier sans crainte des délateurs, ceux que la mort a soustrait à la faveur & à la haine. Ai-je porté les armes avec Brutus & Cassius dans les champs de Philippes ? ai-je par une harangue animé le peuple à la guerre civile ? peut-on empêcher que ces Romains morts il y a plus de soixante & dix ans , & dont les images n'ont pu être anéanties par le vainqueur , ne conservent aussi quelque place dans l'histoire. La postérité fait justice, & si vous me condamnez , Brutus & Cassius feront souvenir de moi ».

Cet homme généreux sortit du sénat après avoir prononcé ce discours , & prévoyant sa condamnation il se laissa mourir de faim. Les sénateurs condamnèrent sa mémoire , & ordonnerent que ses ouvrages seroient brûlés par les édiles.

HOMICIDE

affreux & singulier commis par un soldat Anglois.

On trouve dans les papiers Anglois l'exemple d'un crime bien atroce & bien bisarre qui a été commis il y a quelques années à Edimbourg.

Un foldat âgé de 22 ans , qui étoit d'un caractère sombre & mélancolique , fortit un jour de la ville avec un de fes camarades qui étoit fon ami intime. Ils ne fe quittoient point , on les rencontroit à chaque moment enfemble. En rentrant dans la ville , le foldat mélancolique fit paffer fon camarade par une place publique , qui eft le rendez-vous de tous les honnêtes gens. Arrivé à l'endroit où la foule étoit plus confidérable , il tira un couteau de fa poche , s'élança fur fon ami & lui perça le cœur. Quoiqu'il lui eût ôté la vie du premier coup , il lui plongea fon couteau plufieurs fois avec une férocité fans exemple. Le peuple indigné accourut pour lui arracher fa victime ; des gardes fe préfenterent auffi-tôt & le traînèrent en prifon fans qu'il fit la moindre réfiftance.

Un crime auffi atroce & auffi public devoit être puni avec la plus grande promptitude. On commença fur le champ le procès de ce malheureux , contre lequel toute la ville dépofoit. Il ne tarda pas à paroître devant fes juges. Il fe présenta avec un fang froid & une fermeté qui les étonnerent.

« Je fuis coupable , (leur dit-il) je dois

être puni, & c'est l'objet de tous mes desirs. Il y a longtemps que la vie est un fardeau pour moi ; je n'ai pas osé m'en débarrasser , parce qu'il est un Dieu vengeur qui défend le suicide & qui le punit. J'ai préféré la main d'un bourreau à la mienne , c'est pour lui être livré que j'ai commis le meurtre qui m'amène aujourd'hui devant vous ».

Si les juges furent étonnés par une déclaration aussi étrange , ils furent encore plus surpris du motif qui avoit déterminé le soldat à préférer son ami pour l'assassiner plutôt qu'un autre ; ils lui en demanderent la raison , & il répondit que « s'il avoit immolé un ennemi , le meurtre auroit été plus grave aux yeux de Dieu qui prescrit le pardon des offenses ; que la peine qu'il avoit senti en frappant un cœur qu'il aimoit , devoit , selon lui , lui être compté pour quelque chose devant le tribunal de Dieu ; que d'ailleurs , ajouta-t-il , il ne connoissoit point d'homme plus honnête & plus sage que son ami , & par conséquent plus prêt à paroître avant lui au tribunal où tous les hommes sont attendus après leur mort » :

Cette réponse annonçoit une démence à

416 HOMICIDE.

la fois digne d'horreur & de pitié. La plupart des juges n'éprouverent que le premier sentiment & l'envoyerent au supplice , d'autres avoient été d'avis de l'enfermer seulement dans une maison de force.

Ce malheureux marcha vers le lieu où il devoit être exécuté avec le plus grand sang-froid ; & son caractère féroce & bisarre ne se démentit pas un seul instant.

Fin du troisieme volume.

ERRATA.

PAGE 134, ligne 16, au lieu de *attirent*, lisez *attirerent*.

Page 364, ligne 4, au lieu de *Chancelier Poget* ; lisez, *Chancelier Poyet*.

T A B L E

Des titres contenus dans ce volume.

E.

<u>ESPAGNE, (Reine d') sauvée d'un danger par deux cavaliers dont elle obtient ensuite la grace.</u>	<u>3</u>
ESPAGNOLS punis pour avoir volé des An- glois.	5
ESPION découvert & puni.	8
ESPRIT ajourné.	9
ESPRIT DE PARTI. Ses excès en Angleterre.	11
<u>ESSEX, (le comte d') accusé d'impuissance par sa femme.</u>	<u>12</u>
<u>ÉTATS - UNIS OU PROVINCES DE L'AMÉ- RIQUE SEPTENTRIONALE. (Tribunaux & loix principales des)</u>	<u>14</u>
EUDAMIDAS. (Testament d')	21
EXÉCUTEUR de la haute justice.	22

F.

<u>FANATIQUE brûlé vif.</u>	<u>31</u>
<u>Tome III.</u>	<u>D d</u>

FANATIQUE condamné à être brûlé.	33
FANATIQUE mahométan puni par un visir.	34
FANATIQUE puni.	36
FEMME qui avoit voulu astenter à la vie d'Elisabeth , reine d'Angleterre , & qui par sa hardiesse obtint sa grace.	37
FEMMES ENCEINTES. Respect que les Espagnols ont pour elles.	39
FEMMES DÉBAUCHÉES , comment punies en Angleterre.	ibid.
FEMME accusée & convaincue d'avoir empoisonné son mari , ajournée à cent ans par l'aréopage.	41
FERDINAND , roi de Castille. (Justice de)	42
FERDINAND , roi d'Espagne , assassiné par un fou.	43
FEZ. (Usages admis dans l'administration de la justice dans le royaume de)	45
FLAVIUS. (Son supplice.)	47
FRANCE. (Tribunaux de la)	49
— Amiraute.	50
— Bailliage.	52
— Basses-justices.	57
— Bazoche.	58
— Bureaux diocésains ou bureaux des décimes.	

T A B L E.

	415
— Bureaux des finances.	68
— Capitainerie.	73
— Chambre apostolique de l'abbé de sainte Genevieve.	75
— Chambre ardente.	76
— Chambre des bâtimens.	78
— Chambres des comptes.	80
— Chambres souveraines des eaux & forêts.	90
— Chambres ecclésiastiques.	ibid.
— Chambres de l'édit.	ibid.
— Chambre de la marée.	92
— Chambre de la police.	94
— Chambre rigoureuse.	95
— Chambre de santé.	96
— Chantres. (jurisdiction des)	97
— Châtelet.	98
— Connétablie & maréchaussée.	112
— Conseils du roi.	116
— Conseil d'état.	117
— Conseil des dépêches.	ibid.
— Conseil royal des finances.	118
— Conseil royal de commerce.	119
— Conseil privé.	120
— Conseil de chancellerie.	123
— Commissions du conseil.	ibid.
— Conseil souverain d'Alsace.	126

— <i>Conseil provincial d'Artois.</i>	128
— <i>Conseil souverain de Roussillon.</i>	129
— <i>Conseil supérieur de l'île de Corse.</i>	131
— <i>Conseils souverains des colonies de l'Amérique & de l'Inde.</i>	134
— <i>Conseils supérieurs de l'île Saint-Domingue.</i>	138
— <i>Conseil supérieur de la Martinique.</i>	140
— <i>Conseil supérieur de la Guadeloupe.</i>	ibid.
— <i>Conseil supérieur de Cayenne.</i>	141
— <i>Conseils supérieurs des îles de France & de Bourbon.</i>	ibid.
— <i>Conseil de Pondichery.</i>	143
— <i>Conservation de Lyon.</i>	144
— <i>Consuls. (jurisdiction des juges)</i>	147
— <i>Consuls François dans les pays étrangers. (jurisdiction des)</i>	149
— <i>Cours des aides.</i>	153
— <i>Cour des monnoies.</i>	161
— <i>Eaux & forêts.</i>	165
— <i>Echiquier.</i>	ibid.
— <i>Election.</i>	167
— <i>Empire de Gallilée, ou haut & souverain empire de Gallilée.</i>	172
— <i>Grand - Conseil du roi.</i>	173
— <i>Grenier à sel.</i>	179

T A B L E.

421

— Haute-Justice.	180
— Hôtel de Ville de Paris. (bureau ou jurisdiction de l')	186
— Intendans des généralités & provinces du royaume. (jurisdiction des)	187
— Maîtrises des Eaux & Forêts.	191
— Maréchaux de France. (tribunal de MM. les)	192
— Monnoies. (jurisdiction des)	193
— Moyenne justice.	196
— Officialité.	197
— Parlemens.	198
— Parlement de Paris.	ibid.
— Parlement de Toulouse.	219
— Parlement de Grenoble.	231
— Parlement de Bordeaux.	233
— Parlement de Bourgogne.	239
— Parlement de Normandie.	243
— Parlement d'Aix.	246
— Parlement de Bretagne.	250
— Parlement de Pau.	256
— Parlement de Metz.	259
— Parlement de Besançon.	262
— Parlement de Douay.	270
— Parlement de Nancy.	273
— Présidiaux.	279
— Prévôtés Royales.	280

— <i>Prévôté de France (grande) ou prévôté de l'hôtel du roi.</i>	284
— <i>Prévôts des maréchaux de France. (jurisdiction des)</i>	287
— <i>Prévôté de la marine.</i>	294
— <i>Requêtes de l'hôtel du roi.</i>	295
— <i>Sénéchaussée.</i>	300
— <i>Table de marbre.</i>	302
— <i>Vicomtes.</i>	303
— <i>Viguerie.</i>	307
FRANGIR condamné à être dégradé pour trahison.	308
FRÉDEGONDE. (Cruautés de)	309
FRIPPONS punis pour avoir créé à prix d'argent des chevaliers de l'ordre de Constantin.	313
FUMEURS de tabac, condamnés par un roi de Perse à un supplice affreux.	315

G.

GALEAS, duc de Milan. Sa sévérité dans l'administration de la justice.	317
GALEAS, duc de Milan. (Punition de l'assassin de)	318
GALLUS. (Punition de)	319
GANDOLPHE, moine apostat, condamné à	

T A B L E.

423

être pendu pour avoir composé & publié un
almanach séditieux. 329

GARCIE. (dom) comte de Castille assassiné.
 Supplice de ses assassins. 331

GENES. (Tribunaux de la république de)
 333

GENEVE. (administration de la justice à)
 342

GENTIL. (Supplice de Valentin) 346

GENTOUX. (Loix des) 347

GENULIUS , prêtre de Cybele , déclaré inca-
pable de recueillir une donation universelle
qui lui avoit été faite. 354

GIÉ. (Procès du maréchal de) 355

GRAHAM , (Jacques) marquis de Montrose.
 Son procès & son supplice. 366

GRAND JUSTICIER D'ARRAGON. (L'auto-
 rité du) 377

GRAND-MOGOL. (Administration de la justice
 dans les états du) 378

GREGH. (Guillaume) Son procès & son sup-
 plice. 380

GREENWIL , (Lucrece) condamnée à mort
 pour avoir attenté à la vie de Cromwel.

383.

GRIMALDI , Génois. (assassinat de) 385

GRISKA , (Démétrius) relégieux Moscovite.

388

<u>GROENLAND. (maniere cruelle & bisarre de punir plusieurs crimes au)</u>	393
<u>GROSSESSES prolongées. (Jurisprudence des Romains sur les)</u>	396
<u>GROTIUS condamné à une prison perpétuelle, se sauve par l'adresse de sa femme.</u>	398
<u>GUEBRE sur le point d'être condamné, renvoyé absous.</u>	399

H.

<u>HANASCHI, maitresse d'Amurath III, accusée de forcellerie.</u>	401
<u>HANNON. (Supplice de)</u>	402
<u>HARDIESSE heureuse qui sauve la vie à un accusé.</u>	404
<u>HÉROISME d'une jeune fille qui obtient la grace de son amant condamné à mort.</u>	405
<u>HISTORIEN. (procès fait à un) Sa mort.</u>	411
<u>HOMICIDE affreux & singulier commis par un soldat Anglois.</u>	413

Fin de la table.

A PARIS, chez P. G. SIMON, Imprimeur du Parlement,
rue Mignon S. André-des-Arcs.



SECOND ERRATA.

Page 364, ligne 3 & suiv^{re} au lieu de ces mots : Cependant on citoit pour exemple le procès fait en 1544 au chancelier Poget, dans lequel François 1^{er} avoit déposé de plusieurs faits importans, lisez ceux-ci : Cependant notre histoire offre un exemple contraire dans le procès fait en 1544 au chancelier Poyet, dans lequel François 1^{er} déposa de plusieurs faits importans.

